

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

Deuxième campagne d'archives orales
menée auprès des acteurs de la genèse des villes nouvelles
françaises

par Sabine Effosse

(agrégée et docteur en Histoire, maître de conférences à l'Université de Tours)

Février-Mars 2004

Entretiens de MM :

Michel AURILLAC

François BOUDET

Gilbert CARRERE

Gilles CARREZ

François-Xavier ORTOLI

Jean PEYTHIEU

La retranscription des entretiens a été amendée par les auteurs qui ont donné leur accord pour consultation publique.

Toute citation devra faire mention des références suivantes : Nom du témoin, entretien réalisé par Sabine Effosse, le (date de l'entretien), numéro de l'entretien, *Deuxième campagne d'archives orales « Acteurs et mémoires des villes nouvelles »* réalisée pour le compte du Programme interministériel Histoire et Evaluation des villes nouvelles.

Ces entretiens sont également consultables dans la banque de données Urbamet :

www.urbamet.com

Voir aussi les sites :

www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/texteintegral/rapportsvillesnouvellesf.htm

www.villes-nouvelles.equipement.gouv.fr



Programme interministériel Histoire et Evaluation des Villes Nouvelles

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

Campagne d'archives orales

Entretien de Michel Aurillac

Archiviste : Sabine Effosse

Date de l'entretien : 02 mars 2004

N° de l'entretien : 1

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

Michel AURILLAC

Date de naissance :

11 juillet 1928 à Marseille (Bouches-du-Rhône)

Etudes et Diplômes :

Droit (avocat)

Sciences Po.

ENA

Carrière :

Conseil d'Etat

Directeur de Cabinet de Léopold Senghor, 1959

Conseiller technique au Cabinet de G. Pompidou (Premier Ministre), 1963

Secrétaire général de la préfecture de la région parisienne, 1969

Préfet de l'Essonne, 1969-1973

Directeur de cabinet de Michel Poniatowski (ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur), 1974

Député RPR de l'Indre, 1979-1981 et 1986

Ministre de la Coopération, 1986-1988

Sabine Effosse

Parlons d'abord du cabinet Pompidou, sauf si vous me dites que vous n'avez pas eu vent du projet du District, du schéma directeur, des nouveaux départements et des villes nouvelles de la région parisienne.

Michel Aurillac

Si.

Sabine Effosse

Vous êtes conseiller technique au cabinet de Georges Pompidou en 1963. C'est cela ?

Michel Aurillac

Oui, de 1963 à 1965.

Sabine Effosse

Est-ce que c'est là que vous prenez connaissance pour la première fois du dossier des villes nouvelles ?

Michel Aurillac

C'est vraiment la première fois, parce que je reviens de quatre années africaines. L'idée même de villes nouvelles n'existait pas quand je suis parti de France, et je m'y suis intéressé à mon retour. Au cabinet de Georges Pompidou, j'avais le titre de conseiller technique. Mais en fait, je suivais toutes les affaires institutionnelles, c'est-à-dire les problèmes juridiques que posaient les réformes. Et j'étais le correspondant des ministères de l'Intérieur et de la Justice.

Sabine Effosse

A ce titre, je voulais vous demander si vous vous occupiez de la réforme départementale.

Michel Aurillac

Je m'occupais de la réforme départementale. Je m'occupais de la création des premières structures régionales, des CODER. Je m'occupais aussi des relations avec Paul Delouvrier qui avait des rapports très directs avec l'Élysée et Matignon et transitait assez peu par les ministères.

Sabine Effosse

D'accord. A propos de la réforme départementale, elle avait été initiée par Michel Debré je

crois ?

Michel Aurillac

Ah non ! L'idée de Michel Debré, c'était une réforme départementale générale de la division des départements par deux à peu près, donc la création de nouvelles structures. Cette idée, il l'a eue dès 45. Il n'a jamais pu la mettre en œuvre en raison de la résistance des structures et de l'instabilité de la IV^{ème} République qui ne permettait pas d'engager quelque réforme que ce soit. La création des nouveaux départements de la région parisienne est en fait une idée de M. Delouvrier.

Sabine Effosse

D'accord.

Michel Aurillac

M. Delouvrier était Délégué général au District de la région parisienne. Il avait donc pour mission d'engager des réformes de structures qui étaient absolument nécessaires, parce que la région parisienne comprenait cet immense département de Seine-et-Oise qui entourait Paris, département donc Conseil Général. Il entourait Paris ou, plus exactement le département de la Seine, chef-lieu Paris, autour de Paris, les communes suburbaines de la Seine. Le département de la Seine était administré par le préfet de la Seine qui était en même temps et, de fait, maire de Paris. Ce département de la Seine avait une autre originalité, son Conseil Général était composé de l'addition du Conseil Municipal de Paris et de conseillers généraux élus dans des cantons hors Paris.

Sabine Effosse

Et comment étaient choisis ces cantons ?

Michel Aurillac

Ces cantons étaient déterminés selon les règles de détermination des cantons au 19^{ème} siècle, c'est-à-dire qu'on prenait en principe une ville ou un village-centre. Seulement, tout cela avait terriblement vieilli et ces structures n'avaient plus guère de sens. La **représentation de la population** était totalement inégale puisque avec la croissance extrêmement rapide des banlieues, la parité qui avait été instituée à l'origine banlieues-Paris n'était plus respectée.. Le résultat de tout cela, c'est qu'il y avait une sous-administration effrayante de la région parisienne. Quand à la Seine-et-Oise qui entourait le tout, c'était un département aux

communications tout à fait bizarres, parce qu'en plus à l'époque il n'y avait aucune autoroute, aucun périphérique, aucune autoroute interurbaine. Le préfet de Seine-et-Oise, quand il voulait aller faire une tournée dans son département, était obligé de faire des parcours, de traverser Paris en fait.

On a donc envisagé une réforme. Il y a eu deux thèses qui se sont affrontées. Il faudrait retrouver les dates exactes de tout cela, mais dans votre recherche de documents cela vous facilitera les choses. Il y avait la thèse de la décentralisation fonctionnelle et la thèse de la décentralisation géographique. La décentralisation fonctionnelle, qui avait la préférence des administrations centrales de tous les ministères, c'était de créer des grands établissements publics pour la région parisienne qui dessaisiraient, en fait, les communes et les départements de leurs attributions, et qui gèreraient l'eau, les routes, l'assainissement, et tout ce qu'on peut imaginer. Le seul reliquat de ce projet, est l'Agence foncière et technique de la région parisienne. C'est la seule qui a été créée. On s'est vite aperçu que cette décentralisation fonctionnelle n'aurait aucun caractère démocratique, qu'on allait constituer des Conseils d'Administration composés de conseillers généraux dont les intérêts géographiques ne coïncideraient pas, qui seraient gouvernés par des préoccupations très difficiles à regrouper sur un problème purement technique. Le résultat, c'est que M. Delouvrier est arrivé très vite à la conviction que cela n'avait pas de sens. Il a donc proposé au gouvernement Pompidou... Alors l'a-t-il commencé sous Debré ? Je ne sais plus la date exacte de nomination de M. Delouvrier.

Sabine Effosse

M. Delouvrier est nommé en août 1961.

Michel Aurillac

Août 1961, c'est donc Pompidou. Non, c'est la fin de Debré.

Sabine Effosse

Départ en avril 1962.

Michel Aurillac

Oui, c'est vrai. C'est la fin de Debré, mais la réflexion de Delouvrier a quand même pris un certain temps. Je ne pense pas qu'il ait fait ses propositions à Debré. Vous trouverez un livre sur l'expérience de M. Delouvrier *7 ans de réflexion* ou quelque chose comme cela, un peu comme le film. Celui-ci vous donnera les dates tout à fait exactes avec les citations.

J'ai fait la connaissance de M. Delouvrier en 1963, quand je rentre au cabinet. Cela devait être en octobre ou novembre 1963. Tout de suite, son idée paraît claire : il faut créer de nouveaux départements. Alors quels seront les nouveaux départements ? Où va-t-on mettre les chefs-lieux ?

Sabine Effosse

Et le découpage ?

Michel Aurillac

Pour le découpage, on réfléchit, on s'aperçoit qu'il y a énormément de population, qu'il faut donc forcément des départements petits en taille si on veut qu'il y ait une certaine proximité avec les populations. On ne peut pas supprimer Paris, il y a donc bien un problème du tour de Paris. D'où cette formule qui consiste à prendre le département de la Seine autour de Paris et à le diviser en trois départements, tout en rattachant des morceaux de Seine-et-Oise.

Sabine Effosse

Les cinq cantons.

Michel Aurillac

Oui, les cantons qui correspondent à des endroits qui sont plus tournés vers Paris que vers Versailles, ou les autres chefs-lieux. Pour la Seine-et-Oise, on la découpe également en trois.

Sabine Effosse

Il n'y a que la Seine-et-Marne qui est restée ?

Michel Aurillac

Et la Seine-et-Marne reste telle quelle. Pourquoi ? Parce que c'est un département encore très rural et que ce serait, à ce moment-là, un découpage arbitraire. On le couperait en deux, pourquoi pas en trois. Il n'y a pas d'obligation à le faire.

Alors, mon travail a consisté à contribuer à la conviction de Pompidou, non pas qu'il fallait faire la réforme, mais qu'il fallait mettre de nouveaux chefs-lieux qui auraient un rôle structurant. Cela nous rapproche des villes nouvelles sans être tout à fait les villes nouvelles.

Sabine Effosse

Pardon, Pompidou était convaincu de la réforme, quand vous dites : "Je n'ai pas eu à le convaincre de la réforme, mais des nouveaux chefs-lieux". Sur le fond, il était d'accord ?

Michel Aurillac

Oui, il a très vite compris dans ses dialogues avec M. Delouvrier que la décentralisation technique n'avait pas de sens. Il fallait donc une formule géographique. Je ne me souviens pas de l'avoir vu discuter le nombre des départements. Toutes les notes transitaient par moi, je le voyais là-dessus assez régulièrement, mais par contre, pour les chefs-lieux, il m'a dit : "Mettre un chef-lieu de département à Nanterre, il y a un bidonville. Qu'est-ce que vous allez y faire ?" Je suis allé visiter le bidonville de Nanterre avec un service social qui s'en occupait, qui était dirigé par un ancien officier des affaires militaires musulmanes d'Algérie, qui parlait couramment l'Arabe. Il m'a introduit dans le bidonville, j'ai pris le thé dans des endroits tout à fait pittoresques. J'ai vu la différence entre les baraques habitées par des hommes seuls, qui étaient absolument des repères de fauves, et les baraques où il y avait des femmes qui tenaient très bien leurs intérieurs. Il y avait des intérieurs charmants dans des endroits qu'on n'aurait même pas imaginés. Alors, Pompidou m'a dit : "Vous avez vu tout cela. Je voudrais le voir aussi." Nous avons fait une journée en hélicoptère où nous avons survolé et nous sommes descendus au sol. Evidemment, il n'a pas pris le thé dans le bidonville ; mais malgré tout, il a voulu voir. Et il m'a dit avec son air toujours mi-figue mi-raisin dans ce cas-là : "Je vous souhaite bien du courage." Mais enfin, il l'a approuvé. Il y avait toute une dimension dans cette affaire que je n'appréhendais pas. Enfin... je la supposais mais je ne l'appréhendais pas, c'étaient les relations directes entre Delouvrier et de Gaulle. Bien évidemment il fallait que le gouvernement soit dans le coup... Mais il y avait une approbation évidente de l'Elysée. D'ailleurs, il y avait à l'Elysée un correspondant qui s'appelait Boitel, qui a été un des premiers préfets de ces nouveaux départements. Tous ceux qui ont trempé dans cette opération ont été préfets des nouveaux départements. Moi plus tard car je suis parti en 1965 comme préfet de l'Indre.

Sabine Effosse

Vous êtes resté deux ans ?

Michel Aurillac

Plus de deux ans, je suis resté de 1965 à 1969. De fin 1965 au tout début de 1969, cela fait trois ans bon poids.

Sabine Effosse

Non, mais je veux dire au cabinet de Pompidou.

Michel Aurillac

Deux ans au cabinet de Pompidou.

Sabine Effosse

En ce qui concerne d'ailleurs le choix des nouveaux chefs-lieux, là vous avez eu des relations directes avec M. Delouvrier ?

Michel Aurillac

Oui. Ce qui était extraordinaire avec M. Delouvrier - j'ai pu le vérifier quand j'ai été son secrétaire général quelques temps après - c'était la simplicité du contact et la libre discussion. Il faisait ce qu'il appelait du "tords- méninges", ce qui est une traduction de « brainstorming », où il faisait venir des tas de gens. Cela ressemblait un peu à une réunion de café du commerce parce que les gens n'avaient pas forcément des responsabilités, mais tout le monde pouvait donner son avis, puis à la fin, Delouvrier... C'est comme cela. Il décidait en conduisant une réunion où il laissait apparemment les choses dériver dans tous les sens. Puis, il savait où il voulait aller. Cela ne veut pas dire d'ailleurs qu'il ne recueillait pas des idées qui pouvaient lui faire modifier sa vue des choses. Mais M. Delouvrier était, de ce point de vue-là, un homme qui avait une méthode de travail extrêmement différente de celle très napoléonienne de l'administration centrale.

Sabine Effosse

Surtout du ministère de l'Intérieur.

Michel Aurillac

Oui. Ceci dit, si on remonte aux origines de l'administration napoléonienne, les discussions du Conseil d'Etat de l'Empire étaient d'une grande liberté de parole. Delouvrier, au fond, remontait peut-être aux sources.

Sabine Effosse

Mais on a souvent rapproché sa méthode de travail... Enfin... on a dit qu'il s'était formé plus ou moins à l'école du Plan avec Jean Monnet.

Michel Aurillac

Oui, c'est probable, et avec Louis Armand. Jean Monnet, je ne l'ai pas connu du tout. Louis Armand, j'ai travaillé avec lui. C'étaient des hommes qui étaient suffisamment sûrs d'eux pour

pouvoir accepter toute discussion, toute contradiction, et sans jamais s'en offusquer.

Sabine Effosse

Donc là, sur ce choix des chefs-lieux, M. Delouvrier a directement... ?

Michel Aurillac

J'ai une part de responsabilité, oui. Une petite part, mais...

Sabine Effosse

Parce qu'en fait, le schéma directeur de 65, le Livre Blanc de 63, est-ce qu'il voyait déjà ça en fonction de ces pôles et de ces sites urbains nouveaux ?

Michel Aurillac

C'est tout le problème. Il avait déjà la vision des villes nouvelles, mais elles n'étaient pas encore créées. Pour le choix des chefs-lieux de département, si on plaque les deux cartes l'une sur l'autre, on s'aperçoit que Melun-Sénart, Cergy-Pontoise et Evry correspondent en gros à trois zones de villes nouvelles. Ce n'est pas vrai pour Marne-la-Vallée, ce n'est pas vrai pour Saint-Quentin-en-Yvelines, qui n'a jamais cherché à être coordonné avec Versailles. Versailles aurait résisté à toutes ces forces, mais ce n'était même pas pensable. Ce n'est peut-être pas si malin que cela, parce que si Versailles avait été le centre, ça aurait pu être un très beau centre avec une banlieue convenable. On ne reconstruira pas les choses.

Sabine Effosse

Pour la détermination des nouveaux chefs-lieux, avant qu'on aborde les villes nouvelles proprement dites, le découpage des départements, est-ce que là c'est le ministère de l'Intérieur qui s'en est occupé sur le plan technique, une fois que M. Delouvrier l'a décidé ?

Michel Aurillac

Il y a eu tout un aspect technique qui était le découpage cantonal, la création des arrondissements. On passait d'une sous-administration évidente à une forte présence administrative.

Sabine Effosse

Mais sur le plan des délimitations départementales, évidemment il y a une dimension politique. On a souvent dit que...

Michel Aurillac

La seule chose qu'on puisse dire, probablement, c'est que la Seine-Saint-Denis...

Sabine Effosse

On l'a donnée aux communistes.

Michel Aurillac

On ne pouvait pas faire autrement.

Sabine Effosse

Oui, oui.

Michel Aurillac

Je veux dire par-là que la Seine-Saint-Denis était la banlieue rouge par excellence. Et aucune réforme administrative ne pouvait par elle-même lui en changer la couleur.

Sabine Effosse

Disons qu'on a quand même limité...

Michel Aurillac

C'est le déclin du PC. Mais à l'époque, n'oublions pas que nous étions en pleine puissance du PC.

Sabine Effosse

Disons que ça aurait été un moyen de canaliser cette influence communiste, en faisant un département justement, mais un seul.

Michel Aurillac

Ce n'est pas tout à fait vrai, parce que si vous prenez le cas de Nanterre comme chef-lieu des Hauts-de-Seine, qui se couple avec la création du pôle de la Défense qui n'a rien à voir avec cette réforme-là, mais qui s'y intègre d'une certaine façon, Nanterre était pleinement communiste. Elle l'est restée d'ailleurs à ma connaissance. C'est toujours un maire communiste, Madame Fraysse. On n'a pas cherché à mettre un chef-lieu ailleurs. Il y a eu un moment de réflexion sur Brimborion. Vous savez ce que c'est Brimborion ?

Sabine Effosse

Non.

Michel Aurillac

Si vous regardez le pont de Saint-Cloud, vous avez d'un côté la colline de Saint-Cloud, de l'autre côté une colline qui s'appelle Brimborion, qui est une colline verte, qui apparaît comme un espace tout à fait curieux en région parisienne et qui aurait pu constituer éventuellement un pôle central. Mais, Brimborion a été tout de suite écarté pour des raisons techniques. Si cette colline est restée préservée, c'est qu'elle est trouée comme un fromage de gruyère par des carrières en tous sens et que la consolidation des sols, c'est un gouffre financier. Donc, rien sur Brimborion.

Sabine Effosse

Enfin, on a gardé Nanterre.

Michel Aurillac

Oui, mais Nanterre avait sa logique. Dans ce croissant, Nanterre était plutôt bien placé.

Sabine Effosse

Tout à fait. La mise en œuvre de la réforme départementale, c'est vous qui vous en chargez au cabinet de Pompidou ?

Michel Aurillac

Oui, on pourrait ajouter un autre exemple, c'est Créteil. Créteil qui est une commune également communiste. En réalité, on a donc trois chefs-lieux communistes. Présenter cette réforme comme une opération à finalité politique - il y a pu avoir des fonctionnaires à l'Intérieur qui ont réfléchi que tel canton changerait telle majorité - c'est le jeu classique. Je ne crois pas que chez M. Delouvrier, ce type de considération ait joué.

Sabine Effosse

D'accord. Lui, il raisonnait en termes d'aménagement.

Michel Aurillac

Tout en étant politiquement dans la pensée du Général de Gaulle, il m'a souvent dit : "Tous ces découpages de circonscriptions n'ont de sens que dans la durée. C'est-à-dire que si la population sort de son sentiment obsidional et de son exclusion, nous aurons réussi. Et à ce moment-là, la vie politique se débloquera."

Sabine Effosse

Bien sûr. Oui, parce que le parti communiste s'était développé aussi sur l'absence de politique d'urbanisme...

Michel Aurillac

Absolument, et la Seine-Saint-Denis que j'ai beaucoup visitée.... A l'époque, c'était absolument horrible, à part quelques endroits effectivement.

Sabine Effosse

Vers Villemomble.

Michel Aurillac

C'est cela.

Sabine Effosse

C'était déjà loin de Paris, mais sinon c'était les bidonvilles. D'accord.

Donc là, la réforme départementale est avalisée en 1964 ?

Michel Aurillac

Oui.

Sabine Effosse

Au niveau du ministre de l'Intérieur lui-même, c'était Frey à l'époque ? C'était Roger Frey qui était ministre de l'Intérieur ?

Michel Aurillac

C'était Roger Frey, oui.

Sabine Effosse

Et là, vous aviez des contacts directs, bien sûr, avec votre ministère de tutelle ?

Michel Aurillac

Tout à fait, oui. Le mot "ministère de tutelle" me paraît impropre. D'abord, je n'étais pas préfet à l'époque. J'étais membre du Conseil d'Etat. Donc, mon ministère de tutelle aurait été la Justice. Non, j'avais des relations constantes avec le cabinet de Roger Frey, Roger Frey lui-même, la Direction de l'administration générale.

Sabine Effosse

Dans l'application de cette réforme, la décision était prise à l'Elysée à Matignon, ensuite l'application au ministère de l'Intérieur.

Michel Aurillac

La création des préfectures. Enfin, simplement les préfectures qui normalement, à l'époque, étaient départementales. Il a fallu un financement d'Etat. On n'a pas pu imposer aux nouveaux départements de financer des préfectures.

Sabine Effosse

Ce financement d'Etat, là vous étiez intervenu également pour la répartition des crédits ?

Michel Aurillac

Oui, avec le ministère des Finances. L'ensemble du projet "nouvelles préfectures" était quotidiennement sur mon bureau et, en même temps sur celui de mon cothurne qui était Jacques Corbon. Vous ne l'avez peut-être pas identifié, mais il a été préfet de région ensuite. Il est maintenant à la retraite, comme tout le monde. Mais Jacques Corbon connaît bien le dossier aussi, puisqu'on traitait cela en binôme.

Sabine Effosse

D'accord. Au ministère des Finances, vous aviez la Direction du budget comme interlocuteur ?

Michel Aurillac

Oui, c'était la Direction du budget. Je ne me rappelle plus très bien qui j'avais comme correspondant. Vous connaissez les méthodes de travail à l'époque. Je crois qu'elles sont restées à peu près les mêmes, d'ailleurs. Pour toutes les affaires que le gouvernement voulait suivre sur le plan interministériel, il y avait ce qu'on appelait des Comités interministériels qui se tenaient à Matignon, où tous les ministères étaient représentés, et qui étaient présidés par un membre du cabinet du Premier ministre, parfois le Directeur de cabinet, parfois le conseiller technique en charge du dossier. Cela dépendait du degré de tension qu'il fallait résoudre. Quand le travail technique était terminé, on remontait à l'Elysée où il y avait un Conseil interministériel.

Sabine Effosse

Un Conseil restreint.

Michel Aurillac

Qu'on appelait "Conseil restreint", oui. Le Conseil restreint, seuls les ministres y assistaient. Mais aucun Conseil restreint ne se tenait sans que les Comités ne l'aient préparé. Alors, l'Elysée était représenté au Comité par un muet. J'ai dit ensuite que les muets se sont mis à parler à partir de Monsieur Giscard d'Estaing, qu'ils ont parlé de plus en plus, et que l'Elysée, qui avait à l'époque 30 collaborateurs, en avait eu 80 ou 100, mais il y avait, de mon temps un représentant de l'Elysée qui n'ouvrait pas la bouche, même s'il parlait après.

Sabine Effosse

A votre époque, ce n'était pas François-Xavier Ortoli ?

Michel Aurillac

Oui, le Directeur de cabinet, c'était François-Xavier Ortoli.

Sabine Effosse

D'accord. Et vous, est-ce que vous avez présidé des Comités interministériels en tant que conseiller technique sur ces aspects ?

Michel Aurillac

Oui.

Sabine Effosse

Donc, là vous restez jusqu'en... vous m'avez dit ?

Michel Aurillac

Jusqu'en 1965.

Sabine Effosse

Début 1965, fin 1965 ?

Michel Aurillac

Jusqu'en septembre 1965..

Sabine Effosse

En fait, vous étiez encore au cabinet de Pompidou lorsque le Schéma directeur d'aménagement de la région parisienne a été avalisé.

Michel Aurillac

Tout à fait. Dans ce schéma directeur, il y a quelqu'un qui a joué un rôle important au cabinet de Pompidou, c'était le chargé de mission auprès du Premier ministre - qui est mort très prématurément d'un cancer - qui a été Commissaire général au Plan ensuite. René Montjoie ; il suivait tout ce qui était planification. Il y avait aussi Olivier Guichard que l'on tenait au courant également. La DATAR relevait de lui.

Sabine Effosse

Lors de l'approbation du schéma directeur, parce que cela s'est fait en deux temps, il y a d'abord eu - je crois - une présentation au général de Gaulle, puis ensuite une présentation au gouvernement là, un peu plus tardive, fin 1964-début 1965. Là, vous avez vous-même pris connaissance de ce schéma en même temps que M. Delouvrier le présentait au gouvernement.

Michel Aurillac

Non, j'ai l'impression que j'étais informé avant, parce que j'allais de temps à autre rue Barbet-de-Jouy, dans ces espèces de déjeuners de poulet rôti-frites que faisait M. Delouvrier. C'était dans des assiettes en carton, ce n'était pas du tout le style "préfecture". Mais où on y discutait justement très librement des choses.

Sabine Effosse

Vous connaissiez également ses collaborateurs : Jean Millier et Jean Vaujour.

Michel Aurillac

Oui, bien sûr.

Sabine Effosse

J'imagine que vous aviez plutôt des relations avec Jean Vaujour ?

Michel Aurillac

Les deux, parce que la création de villes posait des problèmes techniques.

Sabine Effosse

Oui, Jean Millier qui était...

Michel Aurillac

Qui était ingénieur des Ponts et Chaussées, directeur régional de l'Équipement « avec rang et

prérogatives de préfet. Il suivait de près les aspects techniques, les liaisons routières, autoroutières, tous les problèmes d'urbanisme et de construction, les équipements urbains.

Sabine Effosse

Lors de ces déjeuners poulet-frites, justement, est-ce que vous avez le souvenir de quelques discussions mémorables, ou en tout cas des points qui ont été l'occasion de nombreuses discussions ou les points forts de ces déjeuners ? Est-ce qu'il y a eu des problèmes ? Je pensais à l'aspect foncier.

Michel Aurillac

M. Delouvrier tenait beaucoup à la maîtrise foncière, d'où l'Agence foncière et technique.

Sabine Effosse

Créée dès 1962.

Michel Aurillac

Et d'où les ZAC. Les problèmes n'étaient pas au sein de l'équipe mais avec les élus locaux et le ministère de l'Équipement.

Sabine Effosse

Non, c'était les problèmes en général.

Michel Aurillac

C'était les problèmes alentours. C'est-à-dire que beaucoup d'élus protestaient, parce que les maires des communes avaient tous leur petite idée sur leur développement.

Sabine Effosse

C'était beaucoup de communes rurales aussi.

Michel Aurillac

Oui. Les communes rurales espéraient tirer de la taxe professionnelle par la création de leur petite zone d'activités, alors que M. Delouvrier ne voulait pas... Le mot clé de M. Delouvrier, c'était pas de tache d'huile et de « mitage ».

Sabine Effosse

Oui, il voulait éviter absolument ce genre de développement urbain. Donc là, vous faites partie de cette équipe de réflexion.

Michel Aurillac

Sans vraiment en faire partie. Je serai le point de passage. Il est donc normal que je sois informé en amont, mais ce n'est pas une conception administrative bornée : "Amenez-moi un projet, je vais le regarder, puis je le transmettrai." Surtout un truc pareil, c'est tellement nouveau, tellement gigantesque. C'est une réforme beaucoup plus importante que la réforme haussmannienne, à laquelle Delouvrier la compare d'ailleurs. Cela a fait l'objet d'échanges de mots avec le Général de Gaulle, vous les connaissez ?

Sabine Effosse

Oui : « Napoléon III lui, avait des pouvoirs ! »

Michel Aurillac

Ça, c'est la réponse du Général . Delouvrier lui a dit : « Haussmann a eu 15 ans pour faire sa réforme. Si vous me les donnez, je réussirai. »

Sabine Effosse

A propos de ce caractère novateur, M. Delouvrier dit qu'il avait transgressé les dogmes en matière d'urbanisme. Il est vrai qu'on souhaitait depuis Gravier, et même avant, contenir la croissance de la région parisienne. A votre avis, cette rupture provient de quoi ? Cette volonté finalement d'accepter la croissance de la région parisienne et de tout faire pour qu'elle se passe au mieux.

Michel Aurillac

Oui. Je crois d'abord qu'à propos de Gravier, cela se situe bien avant et concerne une situation où il n'y a pas de développement du tout. Gravier a le regard dans le rétroviseur. Et qu'est-ce qu'il voit ? L'entre-deux-guerres.

Sabine Effosse

Enfin, la région parisienne avait quand même connu une certaine croissance dans l'entre-deux-guerres ?

Michel Aurillac

Oui, mais cela veut dire que comme la France est un pays hautement centralisé, tout se met à Paris. C'est frappant . Regardez les boîtes de conserve, vous trouvez Société untel Paris où elle n'a même pas son vrai siège et jamais son usine.

Sabine Effosse

Oui, bien sûr.

Michel Aurillac

L'idée de M. Delouvrier n'était pas une croissance de la région parisienne, c'était une canalisation de cette croissance.

Sabine Effosse

Enfin, il avait quand même projeté 14 millions d'habitants. C'était une croissance, parce que comme ils n'étaient qu'à 9 millions.

Michel Aurillac

Mais démographiquement, la France s'accroissait, alors qu'elle s'était peu accrue. Pensez qu'en 39, la France avait 40 millions d'habitants. Donc, la croissance est forte. Il constate qu'en région parisienne, on a la tache d'huile et le «mitage», que cela donne des choses épouvantables, des banlieues pavillonnaires informes, des zones industrielles polluantes qui sont n'importe comment.

Sabine Effosse

Et des grands ensembles sans équipements.

Michel Aurillac

Et des grands ensembles, parce qu'on a eu besoin de créer des logements. On retrouvera d'ailleurs le problème avec Chalandon plus tard. Delouvrier dit : "Je voudrais que le développement soit centré sur des villes nouvelles". Villes nouvelles auxquelles il ajoute dans son raisonnement de nouveaux départements. Il admettra le développement de Créteil, qui n'est pourtant pas une ville nouvelle. Créteil est très jalouse de ne pas être ville nouvelle. Mais par contre, il faut résister à la croissance désordonnée. Tout le problème de la réforme Delouvrier, c'est que l'intention était claire et qu'elle s'est opacifiée d'une manière très nette après son départ. Mais même avant, il y avait ce qu'on appelait les « coups partis ». Je prends un exemple qui est celui des Tarterets à Corbeil. Ce « grand ensemble » ghetto a pesé sur la ville nouvelle d'une manière effroyable. Il continue d'y peser d'ailleurs. Tous les incidents graves sont là.

Sabine Effosse

Ça n'a pas pu être bloqué ?

Michel Aurillac

Pour les Tarterets, le coup était parti du temps de la Seine et Oise. Ce qui a été bloqué, c'est les Tarterets 2 ou « Cirque de l'Essonne qui ne sera jamais fait. Vous savez que Delouvrier a dû en partie sa chute à la bataille sur les Tarterets 2, et que j'ai failli chuter moi-même, parce que je ne les ai pas faits.

Sabine Effosse

Mais qui souhaitait les Tarterets, le ministère de l'Équipement ?

Michel Aurillac

M. Chalandon. Enfin, le ministère de l'Équipement. Il y avait des terrains disponibles. Le maire de Corbeil, communiste, y poussait espérant conforter sa domination politique. Il détestait la ville nouvelle, parce qu'il détestait Michel Boscher. Il pensait qu'on allait faire une ville bourgeoise ce qui, d'ailleurs, s'est avéré un pur fantasme. M. Combrisson poussait aux Tarterets 2 et disait : "Moi, je vous fais 10 000 logements de plus, sans problème." Et comme M. Chalandon avait l'obsession statistique...

Sabine Effosse

Oui, politiquement parlant, c'est sûr que cela fait un effet d'annonce.

Michel Aurillac

Oui, "Je vous fais 10 000 nouveaux logements sociaux". Il en aurait donc eu 20 000. Je me suis débrouillé pour ne pas les faire, c'est-à-dire que j'ai bloqué par tous les moyens, et M. Chalandon est parti plus vite que moi.

Sabine Effosse

C'est cette durée qui compte, finalement.

Michel Aurillac

Oui.

Sabine Effosse

Là, effectivement, canaliser la croissance et puis surtout améliorer les conditions de logement... Parce que le gros problème de la région parisienne, à cette époque, c'était le

logement.

Michel Aurillac

Justement, faire du logement de qualité avec des zones d'activités à côté, traités d'une manière agréable et urbanistique. L'exemple que je connais bien, c'est celui de l'Ecoute-s'il-Pleut qui est un petit affluent de l'Essonne qui a été canalisé avec des jardins de part et d'autre en pleine zone industrielle d'Evry.

Sabine Effosse

Oui, créer des espaces verts. Cela a une influence anglaise ?

Michel Aurillac

Oui, on peut pêcher à la ligne. Je ne sais pas dans quel état de pollution c'est aujourd'hui, mais on pouvait pêcher à la ligne parce que l'Ecoute-s'il-Pleut était propre en amont de la zone industrielle et rien ne s'y déversait, puisque la nouvelle zone industrielle est totalement dépolluée.

Sabine Effosse

Alors, vous partez du cabinet de Pompidou en septembre 1965. Ensuite, vous êtes donc nommé préfet de l'Indre.

Michel Aurillac

Où là, j'ai l'aventure de la fermeture de la base américaine, mais c'est tout à fait autre chose.

Sabine Effosse

Ensuite, vous êtes nommé Secrétaire général de la préfecture de la région parisienne en 1969.

Michel Aurillac

Voilà.

Sabine Effosse

Alors comment cela se fait-il que vous reveniez ?

Michel Aurillac

C'est M. Delouvrier qui me l'a demandé.

Sabine Effosse

C'est M. Delouvrier, d'accord. Quelle était votre mission en tant que Secrétaire général ? Parce que là, on a quitté le District, et M. Delouvrier est devenu Préfet de région en 1966.

Michel Aurillac

Oui. Ma mission, juridiquement, était très difficile à définir, parce que la méthode Delouvrier étant ce qu'elle était, cela consistait à tout voir et à discuter avec lui, et à discuter avec Millier. En fait, à suivre la mise en œuvre des réformes.

Sabine Effosse

Oui, parce que là nous sommes en 1969.

Michel Aurillac

Oui.

Sabine Effosse

Déjà les missions d'aménagement .

Michel Aurillac

Là-dessus vient la chute de M. Delouvrier.

Sabine Effosse

Oui. Alors vous, vous arrivez quand ? En 1969 ? Parce que lui, il part en février 1969 pour l'EDF.

Michel Aurillac

Non, pas en février.

Sabine Effosse

Je peux vous assurer qu'il part en février 1969 pour la présidence d'EDF. Et vous, je n'ai pas votre date exacte.

Michel Aurillac

Ça doit être décembre 1969.

Sabine Effosse

Mais si, il part très rapidement.

Michel Aurillac
Mais son départ n'était pas encore programmé.

Sabine Effosse
Disons qu'il y avait déjà des tensions.

Michel Aurillac
Terribles. Il m'a dit : "M. Chalandon, je ne peux m'entendre avec lui. C'est affreux". Ils se tutoyaient, ils étaient camarades de l'Inspection des Finances, ils étaient du même concours en plus. Et il m'a emmené en février chez Chalandon pour que je sois en quelque sorte témoin de leur rupture. L'incident a été très grave, Delouvrier a dit : "Je ne démissionnerai pas. Tu te débrouilles pour obtenir du Général mon départ, mais tu fais la grande bêtise de ta vie, etc." Enfin, ça a été vraiment très dur. Ensuite, il est allé à l'Élysée sans moi, il a eu un entretien avec le Général de Gaulle et il a été remplacé.

Sabine Effosse
Enfin, je veux dire que les tensions étaient apparues même dès 1967, avant l'arrivée de M. Chalandon à l'Équipement, puisqu'on lui avait reproché - je crois - notamment autour de Pompidou, apparemment de faire basculer la majorité politique. Je pense aux élections de 1967. On le lui avait reproché.

Michel Aurillac
Ça, je n'en suis pas témoin. J'avais déjà mes problèmes de l'Indre. Cela me suffisait avec la base américaine fermée, les incidents en tous genres, plus les grèves agricoles, les voies ferrées coupées. Enfin, toutes sortes de choses.

Sabine Effosse
La vie d'un préfet.

Michel Aurillac
Assez excitante. J'avais donc perdu de vue les problèmes de la région parisienne. Je ne les ai retrouvés qu'en 1969.

Sabine Effosse
Là, c'était vraiment les problèmes de relations humaines entre M. Chalandon et M. Delouvrier

qui avaient pris le pas.

Michel Aurillac

Avec un conflit majeur sur le problème du logement.

Sabine Effosse

Mais cela tenait à la personnalité des deux hommes qui étaient d'un tempérament très différent ou... ?

Michel Aurillac

Peut-être du même tempérament. Tous les deux assez. entiers M. Chalandon plus autoritaire au sens classique du terme. M. Delouvrier apparemment plus souple mais sachant ce qu'il voulait. Il y avait les problèmes de Grigny 2. Grigny 1 était déjà une catastrophe.

Sabine Effosse

C'est comme les Tarterets.

Michel Aurillac

Oui. Le problème de Grigny 2, ce n'est pas aussi grave que les Tarterets, parce que Grigny 2 est de l'accession à la propriété. Mais Grigny 1, qui est une réussite **architecturale**, est une catastrophe sociologique. De la politique des "Chalandonnettes", c'est-à-dire des cités pavillonnaires construites en papier mâché n'importe où du moment qu'on avait un terrain à fournir, M. Delouvrier disait : "C'est la destruction de ma politique en région parisienne." Je ne sais pas pourquoi de Gaulle l'a laissé tomber.

Sabine Effosse

C'était aussi la fin. Après 1968, de Gaulle n'était pas visé. Enfin, ce n'était plus du tout le même contexte.

Michel Aurillac

Oui, et nous étions en plus à la veille du référendum sur la régionalisation.

Sabine Effosse

On allait vers la fin de règne.

Michel Aurillac

Oui, on allait vers la fin de règne.

Sabine Effosse

Donc là, c'était pour vous une opposition majeure sur le logement, entre M. Chalandon et M. Delouvrier ?

Michel Aurillac

Absolument.

Sabine Effosse

Et M. Chalandon ne voulait pas du tout. Enfin, ça venait d'où cette idée ? C'était vraiment la volonté de faire des effets d'annonce.

Michel Aurillac

Pas d'effets d'annonce. Je ne lui ferai pas l'injure de dire que c'étaient des effets d'annonce. Il pensait qu'il suffisait de construire à tout va pour régler le problème du logement.

Sabine Effosse

Pourtant, il y avait déjà eu des problèmes sociaux, parce que sur les grands ensembles les sociologues étaient déjà intervenus.

Michel Aurillac

Oui, mais alors là, ça lui échappait. Il pensait que c'était un problème de gestion, qu'on pouvait certes mieux gérer, mais il n'a absolument pas raisonné sur les problèmes de l'immigration, les problèmes de la ségrégation. Tout cela était très présent dans l'esprit de M. Delouvrier. Quand il voyait les villes nouvelles, il voulait des quartiers sociologiquement mélangés. Il ne voulait pas des blocs de ceci ou de cela, il voulait toutes sortes de statuts de logement. M. Delouvrier s'intéressait à l'idée de logement, de l'ensemble qui aurait compris à la fois des logements sociaux, des logements de luxe, où les populations seraient mélangées. Il faisait un raisonnement qui partait du Paris du 19^{ème} siècle, ce qui prouve qu'il n'ignorait pas le passé, il disait dans les grands immeubles haussmanniens, les gens riches étaient au premier, les gens pauvres étaient au dernier étage. Ils habitaient dans le même immeuble, ils se rencontraient, ils se saluaient. Ce n'était pas du tout l'atmosphère coupée de la cité.

Sabine Effosse

A votre avis, cette volonté de M. Delouvrier de créer des logements où les personnes n'étaient pas séparées, ça provenait de quel héritage ? Parce que tout le monde, à cette époque, n'avait

pas ce point de vue. Est-ce que c'était son humanisme chrétien qui jouait dans cette approche des choses ?

Michel Aurillac

Probablement, mais aussi un raisonnement de bon sens. J'ai toujours trouvé que le grand défaut de l'administration depuis Paris par l'abstraction, c'est que les gens prennent des décisions sur des situations qu'ils ne vivent pas et dont ils ne connaissent pas du tout les prolongements. Ils n'ont pas visité réellement, ils n'ont pas été sur le terrain. Il y a une idée de M. Delouvrier, que j'ai appliquée après son départ, qui a consisté à faire examiner les plans des appartements qu'on allait construire par des groupes de femmes, pour qu'elles disent : "Ça, c'est pratique. Ça, ce n'est pas pratique." Cela nous a évité des immeubles en arrondi, des trucs bizarres en nouille qui étaient peut-être beaux, dans une certaine conception de l'architecture vue de l'extérieur, mais totalement inhabitables. C'est d'ailleurs un des problèmes de Grigny la Grande-Borne, Grigny 1. A Grigny la Grande-Borne, vous avez des immeubles ronds dans lesquels les gens modestes arrivent avec leurs meubles, ils ne se sont pas fabriqués des meubles sur mesure. Ça, c'est inutilisable parce que vous avez des angles morts, comme si je voulais mettre cette bibliothèque en travers de mon bureau..

Sabine Effosse

Oui, ce sont les projets un peu utopiques des architectes.

Michel Aurillac

On a eu des utopies partout. Ricardo Boffil avait imaginé un immeuble tunnel dans lequel passaient tous les transports. C'était très beau. Je dois dire que la maquette était éblouissante, mais je lui ai demandé, ce qui l'a beaucoup vexé : "Est-ce que vous avez imaginé le bruit ? Comment pourra-t-on vivre en tunnel ?" Un grand tunnel aéré, vert, qui faisait la lumière qui tombe, etc. Très bien, mais le bruit ? "Oh ! Le bruit, ce sera relativement atténué. On a fait tel progrès en matière de silence, etc." Je lui ai dit : "En attendant, vous allez y faire passer en site propre, soit un train sur rail, soit des autobus sur pneus, qu'est-ce que cela va donner ?" On a abandonné le projet.

Sabine Effosse

C'est incroyable. Il n'avait pas tenu compte du bruit.

Michel Aurillac
Non, il n'avait pas tenu compte du bruit.

Sabine Effosse
C'est bien les architectes.

Michel Aurillac
Ils ne sont pas tous comme cela.

Sabine Effosse
Donc là, vous voilà en 1969. C'est les tensions entre M. Chalandon et M. Delouvrier. Dès que vous arrivez, vous sentez que M. Delouvrier va partir ?

Michel Aurillac
Non.

Sabine Effosse
Vous y avez cru jusqu'au dernier moment.

Michel Aurillac
J'ai cru qu'il serait soutenu. La preuve, c'est que dans la vie quotidienne d'après vos dates, c'est une période qui a été courte, mais qui me paraît extraordinairement dense.

Sabine Effosse
Peut-être que c'était justement une période...

Michel Aurillac
On a fait un nombre de choses incalculable. Les réunions s'accumulaient, etc.

Sabine Effosse
Peut-être que lui sentait que c'était proche de la fin, parce que Pompidou lui avait déjà proposé de partir au Plan en 1967. En fait, M. Delouvrier avait déjà obtenu du Général un "sursis" de 2 ans. Et vous, à partir du moment où M. Delouvrier a pris la décision de partir...

Michel Aurillac
Je me retrouve donc Secrétaire général de Maurice Doublet.

Sabine Effosse

Et vous connaissiez Maurice Doublet ?

Michel Aurillac

Un peu. Je me suis le plus mal possible entendu avec lui.

Sabine Effosse

Ah bon !

Michel Aurillac

Parce que M. Doublet, préfet classique, était à la fois un homme secret et un homme très autoritaire.

Sabine Effosse

Mais M. Delouvrier l'a été à sa façon.

Michel Aurillac

Oui, mais on se faisait hacher pour M. Delouvrier. Avec M. Doublet, je n'ai pas eu envie de me faire hacher. Alors, j' suis allé voir mes amis au cabinet de Pompidou... c'est après l' élection présidentielle, parce que j'ai été nommé en Essonne en septembre 1969.

Sabine Effosse

Oui, vous êtes resté très peu de temps. Dès que M. Delouvrier est parti, en fait, vous ne pouviez pas aller...

Michel Aurillac

J'ai loyalement commencé avec M. Doublet, mais il ne supportait pas l'idée que le Secrétaire général puisse être autre chose qu'une espèce de porte-serviettes.

Sabine Effosse

Ce qui n'était pas du tout vos fonctions avec M. Delouvrier. Quand M. Delouvrier vous a appelé à ce poste-là....

Michel Aurillac

C'était vraiment pour participer à la conception, à l'organisation. Et peut-être que j'ai eu l'impression de faire des choses que je n'ai pas faites. Mais en tout cas, il avait bien joué.

Sabine Effosse

Jusqu'au départ de M. Delouvrier, vous vous êtes occupé essentiellement de quel dossier ? Les nouvelles préfectures à mettre en place à Cergy et à Evry...

Michel Aurillac

Et les villes nouvelles.

Sabine Effosse

D'accord. Sur les premières...

Michel Aurillac

M. Doublet avait l'idée que c'était seulement un problème de technicien, qu'il fallait faire traiter par le technicien, et que j'avais à m'occuper éventuellement de la gestion du personnel. Parce que dans une préfecture, il essayait de...

Sabine Effosse

D'accord, de calquer.

Michel Aurillac

Dans une préfecture, le Secrétaire général s'occupe de l'administration quotidienne. Seulement le problème, c'est que dans la préfecture de la région parisienne, il n'y avait pas d'administration quotidienne à l'époque.

Sabine Effosse

Oui, c'était encore les petits trucs.

Michel Aurillac

Il n'y avait pas de personnel. Il était prêté, de bric et de broc, et M. Delouvrier ne s'était jamais occupé de problème statutaire ou de position administrative des fonctionnaires mis à sa disposition.. Les problèmes d'assemblée étaient traités par le cabinet. Je me trouvais donc...

Sabine Effosse

Oui, vous étiez vraiment un intervenant direct.

Michel Aurillac

Oui, et je n'avais plus rien à faire. Alors, j'en ai eu marre. J'ai eu avec lui un incident particulièrement désagréable, dans lequel je n'étais pour rien. On avait une réunion à Vélizy-

Villacoublay pour regarder un problème de développement dans ce coin. M. Doublet me dit :
"On se retrouve là-bas. J'y arrive."

Sabine Effosse

Personne.

Michel Aurillac

Pas de M. Doublet. Il y avait des tas de gens réunis. Je n'ose pas ouvrir la réunion. On n'avait pas le téléphone sur les voitures à l'époque, on n'avait aucun moyen de prévenir les gens. Arrive une espèce de boule de feu hurlante, son chauffeur l'avait perdu et il me l'a reproché. Alors, je lui ai dit : "Écoutez, je veux bien que vous me reprochiez tout, mais vous ne m'avez pas demandé de vous y conduire. Vous m'avez même dit que vous iriez par vous-même. Jusqu'à nouvelle ordre, je n'ai pas la gestion des chauffeurs".

Sabine Effosse

Là, ça a mis un terme à votre courte...

Michel Aurillac

Non, on a vécu encore deux ou trois mois ensemble. Puis, je suis allé à l'Élysée où j'ai dit : "Si je reste trois mois de plus, il y aura un incident grave."

Sabine Effosse

La région parisienne était mal partie.

Michel Aurillac

Et là-dessus, on m'a nommé en Essonne, où j'ai eu d'ailleurs à ce moment-là des relations exquises avec M. Doublet.

Sabine Effosse

Ah ! Une fois que vous étiez de l'autre côté si je puis dire, ça a été beaucoup mieux.

Michel Aurillac

Oui, parce que j'entrais dans un système...

Sabine Effosse

Oui, pour lui, c'était carré...

Michel Aurillac

C'était un système logique.

Sabine Effosse

Dans des cases...

Michel Aurillac

Oui, j'étais dans ma case. Je ne changeais pas sa vision des choses. Et à sa décharge, il avait été nommé d'abord préfet de la Seine. On l'avait basculé sur ce truc régional en lui enlevant son département, ce qui lui arrachait le cœur. Il cherchait son département. Il ne l'avait pas, puisque le préfet de région parisienne n'était pas à l'époque préfet de département.

Sabine Effosse

Oui. D'ailleurs, c'était la volonté de M. Delouvrier qui voulait lui se reposer un peu sur les préfets qu'il avait plus ou moins déjà choisis.

Michel Aurillac

Absolument. Quand j'ai été préfet de l'Essonne, je n'ai eu que des relations presque exquises avec M. Doublet, et il m'a réellement aidé dans mon action. Le secrétariat général était vraiment une fausse structure dans laquelle on s'était mépris l'un et l'autre.

Sabine Effosse

Est-ce que pour M. Doublet ce n'était pas aussi un peu difficile de reprendre l'héritage de M. Delouvrier ?

Michel Aurillac

C'était très difficile, et tout l'irritait. Les méthodes de travail, ces grands "tords- méninges", il avait horreur de cela.

Sabine Effosse

Et le poulet-frites, ça ne devait pas être non plus...

Michel Aurillac

Il avait horreur des poulets-frites, il fallait faire des repas officiels avec un chef, etc., alors que M. Delouvrier commandait cela chez le traiteur du coin.

Sabine Effosse

C'était vraiment l'homme de la préfectorale classique.

Michel Aurillac

Oui, très classique et il a dû faire une adaptation très difficile. Je l'ai revu souvent après. On s'est bien entendu et je ne lui jette pas la pierre.

Sabine Effosse

Oui, parce que c'est vrai que vous n'êtes pas resté longtemps.

Michel Aurillac

J'arrive en Essonne. Un but : les idées de M. Delouvrier qui étaient encore la doctrine officielle, je décide de les appliquer.

Sabine Effosse

Là, c'est la période qui m'intéresse le plus, en tout cas pour le témoignage sur l'histoire des villes nouvelles. Vous êtes préfet de l'Essonne, vous trouvez l'établissement public d'aménagement dirigé par M. Lalande, avec un président de Conseil d'Administration qui est Michel Boscher.

Michel Aurillac

Oui.

Sabine Effosse

Alors, comment cela se passe concrètement au niveau des progrès ?

Michel Aurillac

Je suis commissaire du gouvernement. Cela se passe très bien avec M. Boscher et excellemment avec M. Lalande. Mes relations avec Michel Boscher sont restées au beau fixe. Maintenant, on ne se voit pas beaucoup, mais j'ai eu un contact avec lui lors de la perte de sa femme récemment. Ce que j'admire chez Michel Boscher, c'est que, alors que rien ne le prédisposait à s'engager dans une aventure qui, finalement, lui a cassé sa carrière politique. Il a tout à fait adhéré à l'idée d'une ville nouvelle.

Sabine Effosse

Parce que ce n'est pas toujours ce qu'on dit.

Michel Aurillac

Si. Enfin, peut-être pas avant.

Sabine Effosse

Mais une fois que ça a été fait...

Michel Aurillac

Quand j'ai fait vraiment sa connaissance, je le connaissais déjà un peu, je l'avais entrevu au District, je l'avais vu probablement à Matignon quand on parlait des villes nouvelles, Michel Boscher a joué le jeu. Il a voulu préserver le caractère un peu village d'Evry-Petit-Bourg.

Sabine Effosse

Qui était son lieu d'ancrage pour lui, les racines familiales.

Michel Aurillac

Avec des racines familiales, une maison de famille. Il était vraiment du cru, mais il a eu l'intelligence de penser que cela ne pourrait pas durer comme cela, qu'il ne pouvait pas être une espèce de pastille en bord de Seine et qu'il valait mieux prendre le taureau par les cornes. Il a proposé qu'Evry soit le centre. Alors, évidemment, en choisissant Evry comme centre, il a d'emblée suscité la réaction brutale d'un certain nombre d'élus...

Sabine Effosse

Oui, parce qu'il y avait Courcouronnes...

Michel Aurillac

Evry, Lisses, Courcouronnes, Bondoufle. Je dirais que c'étaient des petits maires de campagne dont la résistance s'expliquait. Mais ce n'était pas pire que dans toutes les autres villes nouvelles. Non. La vraie résistance, c'est Corbeil. Je me dis aujourd'hui : si M. Dassault avait déjà été maire de Corbeil, est-ce que ça aurait changé ? Je pense que oui, mais d'une autre façon c'est que la ville se serait faite autour de Corbeil, mais M. Combrisson y a vu une attaque politique. Et il n'a pas pu voir autrement que l'attaque politique. J'ai eu d'innombrables entretiens avec M. Combrisson, à la fois officiels et privés. Je n'avais pas de mauvaises relations avec lui. Mais pour lui, la création de la ville nouvelle était un moyen de faire sauter le parti communiste.

Sabine Effosse

C'était le cheval de Troie.

Michel Aurillac

Oui, c'était le cheval de Troie. Alors, ça a été bien pire encore quand j'ai proposé, sous ma responsabilité, l'extension du périmètre d'agglomération. Il y a eu une bataille gigantesque, que j'ai perdue, dans laquelle M. Combrisson a refusé que Corbeil adhère, alors que s'il avait été intelligent, il aurait accepté. Il a trouvé un allié improbable en la personne de M. Robert, maire de Mennecey, celui qui a connu une destinée judiciaire un peu particulière, parce que j'avais proposé qu'on mette Corbeil, Mennecey, le Coudray-Monceau, Ris-Orangis. C'est-à-dire qu'on aurait eu une vraie agglomération, de façon à structurer ensemble.

Sabine Effosse

Oui, parce que c'est l'une des plus petites en superficie.

Michel Aurillac

Oui, j'ai essayé de l'agrandir. J'ai fait une enquête sur le périmètre d'agglomération dans lequel j'ai des souvenirs d'autant plus tragicomiques que j'avais la jambe dans le plâtre et que j'allais avec des cannes dans les réunions.

Sabine Effosse

Comment a-t-il pu refuser ? Qu'est-ce qu'il a mis en œuvre pour s'opposer ? Parce que vous aviez quand même encore un pouvoir relativement...

Michel Aurillac

Pas le pouvoir de décider à sa place.

Sabine Effosse

Non.

Michel Aurillac

Son Conseil municipal a voté "contre". Il fallait l'adhésion. Les arguments étaient divers et variés. Mais enfin, l'essentiel était destiné à enlever à Corbeil son rôle historique de vrai chef-lieu de la région. Il n'avait déjà pas supporté la préfecture à Evry. Il ne faut pas oublier que je me suis installé comme préfet, en succédant à M. Orsetti qui était le premier préfet délégué. Moi, j'ai été le premier préfet, pas délégué. Il était préfet délégué du préfet de Seine-et-Oise alors que je me suis installé comme préfet.

Et vous étiez où ? Sabine Effosse

A la sous-préfecture de Corbeil. Michel Aurillac

Oui, parce qu'elle n'était pas construite la préfecture. Sabine Effosse

Elle était en construction. Michel Aurillac

Oui, mais elle n'était pas terminée. Vous n'avez pas pu prendre possession des lieux. Sabine Effosse

Non, j'ai dû attendre un an. Michel Aurillac

Vous étiez à Corbeil en plus. Sabine Effosse

J'étais à Corbeil, et on avait construit un bâtiment provisoire pour accueillir les bureaux d'une préfecture, parce qu'il n'y avait pas la place. Dans une sous-préfecture, il y a trente personnes. J'ai donc déménagé de Corbeil à Evry... Michel Aurillac

En 1970. Sabine Effosse

En 1970, dans un chantier. Le logement du préfet était terminé, mais le jardin était parcouru par d'énormes tranchées, si bien que j'ai dû demander qu'on me mette des palissades, parce que mes enfants étaient petits et ils risquaient de tomber dans des trous d'eau. Et la préfecture, par suite de restriction de crédits, était incomplète. Michel Aurillac

Je pensais justement que ça avait été relativement bien doté sur le plan financier. Sabine Effosse

Michel Aurillac

Non. D'abord, la suite du programme comprenait le Palais de Justice et la Direction de la Police qui n'étaient donc pas installés là. Le Palais de Justice restait à Corbeil et la Police était dans des baraquements. Dans le programme préfecture, il manquait tout simplement le hall d'accueil. Si bien que j'ai dû installer le hall d'accueil dans ce qui était prévu comme étant une espèce de patio en demi sous-sol, que j'ai transformé en hall d'accueil.

Sabine Effosse

Je croyais pourtant que pour les nouvelles préfectures, sauf à Cergy ou Evry, tout avait été parfaitement bien pensé pour une cité administrative.

Michel Aurillac

Si on prend l'exemple de Cergy, le parti architectural retenu, qui était une pyramide renversée, était impossible à construire sans faire le hall d'accueil, puisque tout était dans la pyramide renversée. A Evry, c'était un système pavillonnaire. Il y avait une sorte de lac, de grande pièce d'eau, sur laquelle donnait d'un côté le bâtiment du Conseil Général, qui est peut-être la plus jolie chose d'Evry, avec une salle de séance donnant sur la pièce d'eau avec des bureaux sur le côté, des patios. Ça, c'était parfait. Il y avait ensuite la barre préfectorale dont sortait en prolongement le cabinet du préfet et le bureau du préfet qui faisaient en quelque sorte pendant, il s'était inspiré de Brasilia. C'est la place des trois pouvoirs. Et le troisième côté devait être fermé par le Palais de Justice. Et en adjacent, la Police. On n'avait, par contre, pas du tout pensé à la Direction de l'Équipement. Il a fallu mettre cela dans l'Agora. C'est-à-dire pas du tout ce pour quoi c'était fait. Je suis arrivé. J'avais le choix : ou j'attendais que ce soit terminé et je restais à Corbeil pendant 4 ans - et le bâtiment était squatté, dégradé, etc. - ou j'emménageais, et j'ai donc décidé d'emménager.

Sabine Effosse

Mais dans un chantier.

Michel Aurillac

Dans un chantier. Et un accès propre à ce hall provisoire qui a duré 10 ans.

Sabine Effosse

Là, vous vous installez en 1970 et quelles ont été vos principales priorités ?

Michel Aurillac

La principale priorité, c'était de construire les villes nouvelles. Je passais un nombre d'heures considérables avec M. Lalande, ou M. Lalande venait me voir. Je devais régler les problèmes de conflits entre M. Lalande et la Direction de l'Équipement avec un personnage haut en couleur et assez remarquable qui M. de Paulou Massat.

Sabine Effosse

Les conflits portaient sur quoi ?

Michel Aurillac

Notamment sur les crédits de voirie.

Sabine Effosse

Mais la voirie, normalement, c'est la commune.

Michel Aurillac

Tout cela a été transféré aux communes. Mais au début, tout était fait par l'établissement public. Il y avait une part de voirie nationale. Quand je suis arrivé, l'autoroute n'était pas encore faite. Elle était en construction. Il y avait donc l'autoroute, les franchissements d'autoroute, les ponts, les endroits où se faisaient les communications, les jonctions.

Sabine Effosse

Ça, c'était l'Équipement.

Michel Aurillac

C'était l'Équipement.

Sabine Effosse

D'accord. Je croyais que l'Équipement avait... Ah ! non, M. Chalandon va jusqu'en 1972. Je pensais qu'il n'y avait que l'Équipement où les relations étaient quand même plutôt assez bonnes au niveau de l'administration.

Michel Aurillac

Mais les relations n'étaient pas hostiles. Je n'ai jamais dit que...

Sabine Effosse

Non, mais là, c'était une question de crédits.

Michel Aurillac

C'était les problèmes de crédits et les problèmes techniques. Je veux franchir cela, parce qu'autrement, je ne peux pas faire ma ville nouvelle. Je ne peux pas aller sur Courcouronnes, je ne peux pas faire ceci. Je ne peux pas aller sur Bondoufle.

Sabine Effosse

Et la DDE n'était pas toujours...

Michel Aurillac

La DDE disait : "Je veux bien, mais il faut aussi que je fasse telle opération..."

Sabine Effosse

Dans ce qui n'est pas la ville nouvelle.

Michel Aurillac

Ce grand projet de M. Massat, qui est d'ailleurs un excellent projet, c'est la voie rapide de la vallée de l'Essonne qui permet de joindre l'autoroute A10 à l'autoroute A6. Excellente chose. Si on ne l'avait pas, je ne sais pas comment ce département existerait. Mais, c'était un programme qui ne figurait pas sur les grands programmes nationaux. Il fallait donc répartir les crédits.

Sabine Effosse

Il y avait des batailles.

Michel Aurillac

Il y avait des batailles de crédits.

Sabine Effosse

Est-ce que les villes nouvelles possédaient une individualisation au niveau des crédits. Il y avait une ligne "ville nouvelle" ?

Michel Aurillac

Oui, mais la ligne "ville nouvelle", on s'apercevait à la limite que, ou bien elle permettait de faire des choses qui n'étaient pas immédiatement prioritaires, mais pas les choses qui auraient été nécessaires parce qu'elle correspondait à une liaison de la ville nouvelle avec le monde extérieur.

Sabine Effosse

C'était donc exclusivement ville nouvelle.

Michel Aurillac

Exclusivement ville nouvelle.

Sabine Effosse

D'accord. Là, on repassait donc dans la procédure budgétaire...

Michel Aurillac

Sans parler des problèmes délicats de financement départemental, parce que le Conseil Général n'aimait pas la ville nouvelle. Très souvent, j'avais des problèmes de voirie départementale. A la limite, ils n'auraient pas voulu financer le tronçon qui traversait la ville nouvelle. Quand j'ai voulu faire le pont qui reliait Evry-Petit-Bourg à Soisy-sur-Seine, ce n'était pas dans le programme "ville nouvelle". Or, comment imaginer que la ville nouvelle ne puisse pas franchir la Seine ?

Sabine Effosse

Oui, c'est tout le problème des raccordements.

Michel Aurillac

C'est le problème des raccordements. J'ai donc fait financer le Saulchoir, enfin le pont de Soisy sur crédits départementaux...

Sabine Effosse

Et le Conseil Général ne voulait pas voter.

Michel Aurillac

Le Conseil Général le disait : "Mais quel intérêt cela a-t-il ? Ça relie quoi à quoi ?". "Evry-Petit-Bourg à Soisy. Vous allez me faire faire un pont". Alors, on s'est entendu « a minima » en faisant un pont à deux voies au lieu d'un pont à quatre voies, mais en le faisant sur un procédé qui permettait de le passer à quatre voies.

Sabine Effosse

Il y avait des négociations. Mais le président du Conseil Général, c'était M. Boscher ?

Michel Aurillac

Non, pas du tout.

Sabine Effosse

Non.

Michel Aurillac

Le Président était un trésorier payeur général à la retraite, maire dans la zone de Sénart. C'était un homme sceptique d'un certain âge, gentil comme tout, mais que ces transformations effrayait.

Michel Aurillac

Et M. Combrisson était conseiller général, ce que n'était pas M. Boscher.

Sabine Effosse

Oui, bien sûr. Je pensais que M. Boscher y était aussi.

Michel Aurillac

Au début. Il était conseiller général du canton d'Evry. Le maire de Bondoufle lui a succédé.

Sabine Effosse.

Mais le Conseil Général de l'Essonne est à majorité UDR, non ?

Michel Aurillac

Non, pas du tout. Il pouvait y avoir une majorité UDR centriste, mais les centristes jouaient un jeu de bascule. Il y avait des communistes assez influents.

Sabine Effosse

Oui, s'il y avait M. Combrisson.

Michel Aurillac

Et M. Combrisson était très influent. Le parti communiste, aujourd'hui, on peut penser que j'affabule mais le parti communiste était encore une énorme puissance.

Sabine Effosse

Ça a été le premier parti de France au lendemain de la guerre. Vous avez donc comme priorité les transports. Au niveau des logements, est-ce que vous avez aussi un droit de regard ?

Michel Aurillac

Tout à fait. Je me suis investi dans tous les programmes, mais je ne me suis pas investi d'une manière directive. C'est-à-dire que je suis allé travailler avec les gens ou je les ai fait venir pour travailler ensemble, ou il y avait des intervenants extérieurs à la ville nouvelle, mais pas dans le but d'imposer une vision des choses, mais simplement de comprendre le caractère architectural des projets. L'histoire des femmes examinant les projets de logements, c'est une idée que j'ai partagée avec M. Lalande. Je ne sais pas si c'est lui qui l'a voulue le premier ou moi. J'ai tendance à ramener ça à moi, mais ce n'est pas sûr.

Sabine Effosse

D'accord. Là, par exemple, pour la part de logements sociaux est-ce que vous essayez de modérer un petit peu, parce que les villes nouvelles se sont construites avec énormément de logements sociaux ?

Michel Aurillac

Oui, nous avons un objectif qui était de faire une part importante d'accession à la propriété. Je n'ai plus les chiffres, mais on s'est beaucoup battu pour que l'accession à la propriété soit un élément déterminant. Le premier ensemble qui a été livré, le Parc aux Lièvres, ne répond pas du tout à cette idée. C'est un ensemble de logements sociaux parce que c'était, en fait, le rattrapage d'un coup parti qui s'intégrait dans la ville nouvelle. C'était donc très bien. Alors, on a essayé de l'humaniser en créant une dalle où on pourrait avoir des commerces, etc. En fait, on a fait une espèce de toundra parcourue par des vents glacés. Ce n'était vraiment pas très réussi.

Sabine Effosse

C'est le problème de l'urbanisme de dalle. Sinon, au niveau des grands ensembles, c'était une volonté de limiter parce que je crois que la circulaire Guichard met fin aux grands ensembles dès 1973. Là, vous essayez de limiter aussi les ensembles de plus de 500 logements ?

Michel Aurillac

Oui. On fait des ensembles... Cela dépend de ce qui est parti ou de ce qui n'est pas parti, mais on essaie de faire des ensembles un peu plus réduits, de créer un centre-ville. D'ailleurs, si vous allez sur place, il y a un début d'existence. L'Agora n'est pas ce qu'elle devait être. C'est évident et c'est triste, parce qu'une grande négociation qu'on a eue, c'était l'aménagement aux marges de l'Agora, d'un centre commercial très complet, qu'on appelait Evry 2. Je ne sais pas

si ça s'appelle toujours comme cela.

A l'Américaine.

Sabine Effosse

Oui. Comme il y en a maintenant beaucoup.

Michel Aurillac

Oui, bien sûr.

Sabine Effosse

Notre réflexion, c'était de Parly 2, Vélizy 2 mais en centre-ville

Michel Aurillac

Parly 2 qui a été une réussite.

Sabine Effosse

Oui.

Michel Aurillac

Et à propos de l'Agora, je crois qu'il y a eu pas mal de mésaventures notamment financières. Le promoteur initial ne s'était pas défilé ? Et il a fallu reprendre cela au pied levé, n'est-ce pas ?

Sabine Effosse

M. Balkany ?

Michel Aurillac

Oui, il n'y a pas eu des soucis ?

Sabine Effosse

M. Balkany est venu là pour le centre commercial uniquement. La suite, je ne la connais pas parce que je suis parti en...

Michel Aurillac

1973, vous êtes parti.

Sabine Effosse

Michel Aurillac

En 1973, oui. Je suis parti en 1973, et rien de tout ça n'était ouvert.

Sabine Effosse

En fait, lorsque vous êtes préfet d'Evry, c'est un chantier ?

Michel Aurillac

C'est un Evry en chantier, oui. Et je vis dans le chantier. Pompidou vient en 1971 dans une tournée des villes nouvelles, Il va ensuite à Cergy où je l'ai accompagné. Je lui fais une grande présentation de la ville nouvelle d'Evry, avec un album photos du département, les caractéristiques. On a fait un mur d'images, qui a fonctionné assez mal d'ailleurs, parce que c'était encore balbutiant. L'électronique était insuffisante.

Sabine Effosse

Alors, quel était son point de vue ?

Michel Aurillac

Il a trouvé la préfecture très réussie. Il aimait beaucoup l'architecture moderne. L'architecte que nous avons, qui était M. Lagneau, avait bien fait les choses. Enfin, la résidence d'Evry est vraiment une réussite dans le style Brasilia. En plus, Pompidou s'était intéressé à l'ameublement, et le mobilier national avait meublé avec des meubles, tous de créateurs.

Sabine Effosse

Alors, vous aviez été bien chanceux.

Michel Aurillac

Oui, enfin on peut aimer ou ne pas aimer. Les tables étaient en acier.

Sabine Effosse

Ça changeait des préfectures de l'Etat.

Michel Aurillac

Ça changeait totalement des préfectures classiques, et Pompidou a trouvé cela très réussi. Je l'ai amené jusqu'au Conseil Général et à mon bureau. Il a trouvé cela très bien.

Sabine Effosse

Et vous-même, au quotidien, vous appréciez ?

Michel Aurillac

J'ai un très bon souvenir, mais c'est le souvenir du bâtisseur, c'est le souvenir du jeune père de famille. C'est beaucoup de choses à la fois.

Sabine Effosse

Oui, parce que les premiers habitants de la ville nouvelle d'Evry sont essentiellement des jeunes ménages avec enfants aussi.

Michel Aurillac

Le premier habitant de la ville nouvelle d'Evry, ça a été moi, parce qu'il n'y avait pas un habitant dans aucun ensemble en construction.

Sabine Effosse

Lorsque vous êtes arrivé à la préfecture.

Michel Aurillac

Lorsque je suis arrivé à la préfecture. Et en même temps que moi, il y a eu le concierge. Enfin, ma femme, moi et nos enfants, le concierge et sa femme. Il n'y avait rien d'autre.

Sabine Effosse

Oui, il n'y avait qu'Evry-Petit-Bourg, le village.

Michel Aurillac

Oui, le village d'Evry-Petit-Bourg existait toujours, mais il n'y avait aucun habitant de la ville nouvelle quand je me suis installé.

Sabine Effosse

Et au niveau des terrains par exemple, tout cela avait été fait déjà ?

Michel Aurillac

Ça a été très facile, parce que sur le périmètre de la ville nouvelle - pas le périmètre étendu mais le périmètre actuel - il y avait trois propriétaires.

Sabine Effosse

C'était très concentré.

Michel Aurillac

Très concentré. D'immenses propriétés dont le domaine Delbard "des Roseraies", ce qui m'a valu d'ailleurs de faire à la préfecture une réception extraordinaire, parce que M. Delbard, auquel on avait acheté ses terres un bon prix, a fait sa dernière récolte de fleurs, qui étaient des fleurs pour de la parfumerie pour l'industrie. Il m'a envoyé, je ne sais pas, 10 000 ou 15 000 fleurs et nous avons fleuri. C'était son dernier acte, il s'en allé et autrement, ça allait à la décharge.

Sabine Effosse

Ça devait être magnifique.

Michel Aurillac

On a mis des fleurs partout, c'était impressionnant.

Sabine Effosse

Alors, ces propriétaires fonciers ont accepté facilement ou... ? J'avais rencontré M. Boscher et apparemment, il y a quand même eu des...

Michel Aurillac

Oui, il y a eu des problèmes, mais c'était des problèmes entre gens du monde. Ce n'était pas le problème terrible d'exproprier de toutes petites parcelles, d'avoir des maraîchers comme on a eus à Cergy.

Sabine Effosse

Finalement, les problèmes fonciers se sont vite résolus.

Michel Aurillac

Quand je suis arrivé, ils étaient résolus. J'ai eu la queue sous forme de roses.

Sabine Effosse

Vous partez donc en 1973. Quels sont les problèmes que vous avez pu constater entre votre arrivée et votre départ ? Est-ce que la ville nouvelle commençait à ressembler à quelque chose de tangible ?

Michel Aurillac

C'était encore très chantier. Dans mon souvenir, le seul ensemble qui était totalement opérationnel et habité, c'était le Parc aux Lièvres. Presque tous les autres sortaient de terre. L'Agora sortait de terre. Mais l'ensemble administratif n'était pas terminé, puisqu'on n'avait ni le Palais de Justice ni la Police. On n'avait pas encore résolu le problème des services de l'Etat, qui ont été installés dans une barre supplémentaire de la préfecture.

Sabine Effosse

D'accord, qui a été ajoutée.

Michel Aurillac

Oui. Par contre, les problèmes de circulation s'étaient nettement améliorés. Les franchissements d'autoroutes, les zones industrielles étaient en activité.

Sabine Effosse

Oui, parce qu'il y a un point que je voulais aborder avec vous rapidement, c'est que M. Delouvrier était très attaché à l'équilibre emploi-habitat.

Michel Aurillac

Oui, nous avons un principe. C'était 1/1. 1/1, ça a été réalisé sur le papier, mais ce n'est pas forcément...

Sabine Effosse

Les gens qui habitent sur place, oui.

Michel Aurillac

Enfin, on voulait y tendre. Dans cet ensemble, il y a eu une curiosité : c'est le champ de course, qui n'est d'ailleurs plus en activité. M. Boscher pensait que c'était bien, que ça **créait** une zone attractive, moins banlieusarde. C'était pas mal. Puis, les cinq ou six premières entreprises sont arrivées, dont le siège d'Accor d'ailleurs.

Sabine Effosse

Là, en ce qui concerne l'arrivée de ces entreprises, vous y avez été mêlé ou les négociations sur leur localisation avaient déjà été menées avant votre arrivée ?

Michel Aurillac

Je me souviens très bien de la négociation, de l'arrivée de Belin. Je me souviens des

négociations avec le groupe Accor, qui ne s'appelait pas encore Accor d'ailleurs, qui est venu tout à fait en limite de Corbeil mais dans la zone ville nouvelle. Je me souviens des négociations avec Coca-cola, avec les chaussures André.

Sabine Effosse

Et le cinquième ?

Michel Aurillac

Le cinquième...Un éditeur....

Sabine Effosse

Là, vous discutiez avec le Comité de décentralisation, je pensais à Guy Salmon-Legagneur...

Michel Aurillac

Oui, bien sûr. Je voyais Salmon-Legagneur tout le temps, mais je voyais aussi les chefs d'entreprise qui passaient à la préfecture pour s'assurer que l'administration suivait..

Sabine Effosse

Et qu'est-ce que vous leur proposiez ? Comment aviez-vous fait pour les attirer ? Est-ce qu'il y avait des avantages fiscaux ?

Michel Aurillac

Il y avait les avantages fiscaux sur la taxe professionnelle quand on s'installait. Il y avait la fourniture du terrain équipé, et je faisais valoir les avantages en matière de transports.

Sabine Effosse

En matière de transports, tout avait été réalisé là ou c'était des grandes infrastructures.

Michel Aurillac

Non, enfin l'autoroute s'ouvrait au moins jusqu'à Corbeil. La nationale 7 était déjà à quatre voies, les franchissements de ces voies étaient réalisés. J'y tenais, au franchissement. L'hôpital d'Evry était programmé, et même en construction.

Sabine Effosse

Là, ces sociétés se sont implantées pendant votre...

Michel Aurillac
Oui, ce sont celles que j'ai vues. Après, il y en a eu d'autres.

Sabine Effosse

Lorsque vous quittez Evry, il y a eu très peu d'accroissement de population, puisqu'il n'y a eu que le Parc aux Lièvres qui est loti...

Michel Aurillac
A ce moment-là, oui.

Sabine Effosse
En 1973.

Michel Aurillac
Oui.

Sabine Effosse
Quel souvenir gardez-vous de cette période pionnière de construction de la ville nouvelle d'Evry ?

Michel Aurillac
Sur le moment, un très bon souvenir. Je le corrige parce que j'ai vu le résultat final. J'ai travaillé avec une équipe qui était très convaincue, de gens sympathiques. Je travaillais un peu comme M. Delouvrier - j'avais vu travailler M. Delouvrier - c'est-à-dire qu'il n'y avait pas de barrière, il n'y avait pas d'imperium que je n'avais d'ailleurs pas puisque j'étais que commissaire du gouvernement. Mais ça se passait très bien. Ce qui a été beaucoup plus difficile, ça a été la bataille perdue pour la tentative d'élargissement.

Sabine Effosse
Oui. Là, c'est ce que vous considérez comme...

Michel Aurillac
Ceci dit, j'ai toujours raisonné - et M. Lalande aussi, d'ailleurs - comme si l'élargissement était inéluctable. C'est-à-dire que nous avons raisonné Evry-Centre, une zone qui va jusqu'à Ris-Orangis, Corbeil...

Sabine Effosse

Mais cela n'a jamais été réalisé.

Michel Aurillac

Mais ça n'a pas vraiment fonctionné, parce que la ville d'Evry ne s'est pas faite comme il faut. Peut-être la cathédrale a-t-elle ajouté quelque chose. C'est très postérieur à mon départ, comme le retour de l'enfant prodigue, Ris-Orangis

Sabine Effosse

A votre présence à Evry. Ça, c'est l'échec de l'extension du périmètre d'agglomération. Pour l'analyser, vous diriez quoi ? Que c'est une cause politique avant tout ?

Michel Aurillac

De la part de M. Combrisson, c'est une cause politique. C'est sûr. De la part des autres, c'est la crainte de ne pas faire leur petite affaire.

Sabine Effosse

C'est la peur de la ville nouvelle qui les submerge.

Michel Aurillac

Oui. On avait beau leur expliquer devant les conseillers municipaux. J'ai fait la tournée des conseils municipaux. Je leur ai dit : "Mais ce qu'on vous propose n'a absolument aucun caractère de ce genre. D'abord, vous pouvez faire que votre centre-ville ne soit pas dans le périmètre d'agglomération."

Sabine Effosse

Oui, avec la loi Boscher.

Michel Aurillac

Oui. "Vous pouvez donc échapper à des décisions d'urbanisme dans la partie vitale de vos communes. Deuxièmement, vous avez la possibilité d'avoir des activités nombreuses à proximité de vos communes, dont vos habitants devraient profiter en ne faisant pas des tournées invraisemblables." Je me suis tué avec ça, des soirées et des soirées... Il y a eu une commune qui a accepté, Le Coudray-Montceau.

Sabine Effosse

Lorsque M. Delouvrier avait un petit peu établi ces villes nouvelles avec leur périmètre, pour

Evry, est-ce que, dès le départ, ça avait été conçu aussi petit ou est-ce qu'il pensait qu'on allait pouvoir l'étendre facilement ?

Michel Aurillac

Il pensait qu'on pourrait l'étendre, mais il ne l'avait pas fait. Il aurait pu probablement, à l'époque, imposer un périmètre plus grand.

Sabine Effosse

Oui, parce que c'était plus facile dans le contexte des années 60 que dans le contexte des années 70.

Michel Aurillac

Mais là, je ne sais pas bien si c'est M. Boscher qui n'a pas eu le courage de violer ces voisins, ou si c'est M. Delouvrier qui a estimé que la difficulté était trop grande. Moi, en tout cas, j'ai durement senti la force de la résistance.

Sabine Effosse

Oui, pour vous ça aurait été l'échec de votre passage. Enfin, le seul échec peut-être mais...

Michel Aurillac

C'est l'échec, c'est sûr car je voulais faire une vraie ville nouvelle. Je me suis occupé aussi de Melun-Sénart qui était en partie dans l'Essonne. Mais là le problème était complètement différent.

Sabine Effosse

Oui. Justement, en dernier lieu, on a beaucoup évoqué les relations conflictuelles ou en tout cas difficiles entre la ville nouvelle d'Evry et celle de Melun-Sénart. Est-ce que vous pouvez nous apporter des témoignages sur cet aspect ? Parce qu'à Melun-Sénart, il y a eu des résistants.

Michel Aurillac

Je n'ai pas vécu ça comme un conflit entre les deux villes nouvelles. J'ai vécu ça comme la difficulté de faire une ville nouvelle à cheval sur deux départements. Je n'ai rien fait pour bloquer. Et j'ai considéré que le centre étant Melun, il fallait suivre la volonté plutôt côté Seine-et-Marne que côté Essonne. Mais le conflit entre les deux villes nouvelles, je ne sais pas.

Sabine Effosse

Disons pas forcément le conflit, mais des difficultés à réaliser. Melun-Sénart peut-être par rapport...

Michel Aurillac

Elles ne venaient pas d'Evry. Elles venaient de Melun-Sénart qui était quelque chose d'assez difficile à cerner...

Sabine Effosse

Hybride.

Michel Aurillac

Hybride. Melun-Sénart, je le comparerais un peu à ce qui a été la tentative de Val-de-Reuil, du Vaudreuil.

Sabine Effosse

Le retraitement.

Michel Aurillac

Oui, sauf que Melun-Sénart s'est fait...

Sabine Effosse

Oui, alors que le Vaudreuil ça s'est fait aussi, mais...

Michel Aurillac

Non, c'est devenu le Syndicat Intercommunal de Val-de-Reuil, mais ce n'est plus rien. C'est rien.

Sabine Effosse

Mais pour Melun-Sénart, la difficulté était au niveau de la collaboration entre les deux départements Essonne et Seine-et-Marne, au niveau des préfets ?

Michel Aurillac

Pas au niveau des préfets, mais au niveau des administrations, au niveau des communes, des conseillers généraux qui ne communiquaient pas vraiment.

Sabine Effosse

Et qui essayaient chacun de tirer à eux la couverture des villes nouvelles.

Michel Aurillac

Un peu, oui. Celui de l'Essonne a été suffisamment réticent à l'égard des villes nouvelles pour chercher à tirer la couverture, mais...

Sabine Effosse

C'était Marc Jacquet, non ? Ce n'était pas... ?

Michel Aurillac

Non, Marc Jacquet c'était Melun.

Sabine Effosse

C'était Melun.

Melun-Sénart, à votre avis, c'est le problème de l'interdépartementalité ?

Michel Aurillac

Oui, je le ressens comme ça. Je n'ai pas ressenti ça comme un gros problème politique. Côté Essonne, le député était un UDR qui n'était pas très présent, qui était un diplomate et qui voyageait beaucoup...

Sabine Effosse

Au niveau des élus, ce n'était donc pas...

Michel Aurillac

Non. Sauf que le président du Conseil général, étant limitrophe de Melun-Sénart et n'y étant pas, n'avait aucune envie de voir ce périmètre se développer. Mais enfin, je n'ai pas de traduction dans des problèmes de dépense, de budget, de débat au Conseil Général. Je n'ai aucun souvenir.

Sabine Effosse

Pour finir, vous m'avez parlé de la sympathie de l'équipe de l'EPA. Est-ce que vous pensez que l'esprit qui animait cette équipe était un esprit de mission, en quelque sorte, avait été influencé par les événements de mai 68 ? Est-ce que les gens avaient des idéaux dans la lignée 68 ou est-ce que c'était la volonté classique de réaliser un projet ? Parce que le personnel de l'EPA avait été beaucoup repris de l'IAURP. C'était des gens qui avaient travaillé sur ce projet

dès le départ.

Michel Aurillac

Ecoutez, j'étais probablement pour eux, par rapport à mai 68, l'abomination de la désolation, puisque j'étais préfet en mai 68. Je n'ai jamais senti, dans mes contacts avec le personnel de l'établissement public, que le courant ne passait pas. Je savais qu'un certain nombre était à gauche, mais ça ne me gênait pas, du moment qu'ils faisaient bien leur travail. Et ça me faisait parfois sourire, tandis que les pires adversaires étaient des gens les plus à gauche.

Sabine Effosse

Sinon, dans cette volonté de réaliser une ville où la population aurait vécu harmonieusement...

Michel Aurillac

Ça, c'était vraiment leur esprit. Ils étaient des utopistes, comme je l'étais aussi, n'est-ce pas ?

Sabine Effosse

Ça, vous pensez que c'est lié au contexte historique général de croissance, des Trente Glorieuses, de prospérité en fait, qui faisait qu'on pouvait croire en de grands projets.

Michel Aurillac

Je ne sais pas. Je crois que l'influence de M. Delouvrier a été très forte. Tous étaient delouvrieristes, même de droite, de gauche, du centre ou d'en haut. Ils étaient marqués par M. Delouvrier. Mai 68, je ne l'ai pas vécu avec eux... Dans mai 68, il y a tellement de choses différentes qui arrivent ensemble, mais qui...

Sabine Effosse

Qui, au départ, n'avaient pas de rapport.

Michel Aurillac

Qui n'avaient pas de rapport.

Sabine Effosse

Pour conclure, vous dites qu'ils étaient tous delouvrieristes. Quel souvenir gardez-vous humainement ou en tout cas dans vos relations régulières avec Paul Delouvrier ?

Michel Aurillac

C'est un des rares hommes pour qui je me suis totalement engagé. Vraiment, j'ai une grande

affection et admiration pour M. Delouvrier.

Sabine Effosse

Parce que lui-même avait un certain charisme ou parce qu'il était complètement mobilisé par ses idées, qu'il se battait pour ses idées ou... ?

Michel Aurillac

Et qu'il était d'une grande simplicité aussi - je crois que c'est un des éléments qui marquait un homme de cette envergure - Une simplicité comme était la sienne. ça ne se trouve pas facilement.

Programme interministériel Histoire et Evaluation des villes nouvelles

Acteurs et mémoires des villes nouvelles
Campagne d'archives orales

Entretien de **François BOUDET**

Archiviste : **Sabine Effosse**

Date de l'entretien : **19 février 2004**

N° de l'entretien : **1**

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

François BOUDET

Date de naissance :

28 mars 1936 à Cahors (Lot)

Etudes et Diplômes :

Sciences Po.

Docteur en droit

ENA

Carrière :

Administrateur civil au ministère des Finances, 1953

Chef du bureau des Investissements publics à la direction du Budget, 1964

Sous-directeur au ministère des Finances, 1969-1970

Chef de la mission des Affaires financières auprès du préfet de la région parisienne, puis
auprès du préfet de la région Ile-de-France, 1970-1981

Trésorier-payeur général de l'Indre-et-Loire, 1981.

Sabine EFFOSSE

Je crois que vous êtes entré en contact avec le District de la région de Paris, dès 1964 ?

François BOUDET

Dès 1962.

Sabine EFFOSSE

Dès 1962.

François BOUDET

Oui, dès le début. Je l'ai porté sur les Font s Baptismaux si vous voulez.

Sabine EFFOSSE

Et à quelle occasion...Vous étiez évidemment à la Direction du Budget.

François BOUDET

Oui. Je m'occupais des comités du fonds de développement économique et social du Plan, 2 bis et 2 ter, où je représentais la Direction du Budget, qui s'occupaient de la planification de l'équipement urbain.

Sabine EFFOSSE

Et donc vous y avez fait la connaissance de Paul Delouvrier.

François BOUDET

Je le connaissais déjà car je l'avais eu comme maître de conférences. Il assistait à plusieurs reprises au Comité 2 bis qui s'occupait de la région parisienne. Dans mes attributions au budget, la Direction a joint les problèmes de la tutelle du District de la Région de Paris.

Sabine EFFOSSE

Est-ce que vous souhaitiez travailler dans ce domaine, ou est-ce que cela a été une décision administrative ?

François BOUDET

C'est toujours une décision de hiérarchie qui tient compte des autres fonctions, des attributions, et des attirances de chacun.

Sabine EFFOSSE

Est-ce que vous aviez souhaité travailler avec Mr Delouvrier sur ces problèmes.

François BOUDET

Je ne travaillais pas avec Paul Delouvrier.

Sabine EFFOSSE

Disons en relation avec son équipe.

François BOUDET

Je trouvais cela intéressant sûrement. De toute façon, je m'occupais des problèmes de l'équipement urbain. Cette attribution était dans la nature des choses.

Sabine EFFOSSE

Est-ce que vous pourriez dresser un portrait de l'homme Delouvrier ? La façon dont vous l'avez perçu ? Est-ce que vous avez travaillé en relation directe avec lui ?

François BOUDET

Par la suite, il a souhaité que je vienne à la Région où j'ai été précédé par Jean Mascard, qui fut Directeur du personnel au Ministère des Finances, et par Jacques Calvet. J'étais le troisième de cette dynastie qui n'a pas eu de suite, mais je n'ai été envoyé à la Région par le Ministère qu'après le départ de Delouvrier lorsqu'il fut nommé Président d'EDF.

Sabine EFFOSSE

Lorsque vous étiez au District, vous aviez des relations directes avec Delouvrier ?

François BOUDET

J'ai été fatalement le correspondant de son équipe à la Direction du Budget, et je le rencontrais quelques fois dans les réunions interministérielles.

Mais il me connaissait très bien, et je crois que je lui étais sympathique. C'est lui qui m'a remis, sur le tard, ma décoration d'Officier de la Légion d'Honneur.

Sabine EFFOSSE

Et l'équipe qui travaillait avec Delouvrier, je pensais à Jean Millier par exemple.

François BOUDET

Bien sûr, je l'ai beaucoup connu. Nous avons fait ensemble des missions d'études à l'étranger.

Sabine EFFOSSE

Ah ! Vous avez fait partie des missions que Delouvrier envoyait à l'étranger.

François BOUDET

Ce n'était pas Delouvrier qui nous envoyait. C'est une légende. C'était des missions organisées de façon interministérielle. Il y a eu ..., par exemple..., une mission aux Etats-Unis qui était à l'époque une grande première, où il y avait notamment Pallez qui était Directeur des Collectivités Locales au ministère de l'Intérieur, Macé qui était Directeur de l'Aménagement

foncier et de l'urbanisme , Jérôme Monod qui était à ce moment-là à la DATAR, après avoir été au Cabinet de Michel Debré, etc

Sabine EFFOSSE

Et ces missions à l'étranger, c'était toujours relatif aux équipements urbains ?

François BOUDET

C'était une mission sur l'équipement urbain.

Sabine EFFOSSE

Ces missions étaient organisées plutôt sur l'initiative du Plan ?

François BOUDET

C'était André Laure, responsable du secteur au Plan qui préparait la mission.

Sabine EFFOSSE

D'accord. Et aux Etats-Unis, vous avez visité plus particulièrement quelles villes ?

François BOUDET

C'était vraiment un grand rallye. On a été à New York et puis à Philadelphie, Chicago. Je ne sais plus si cette fois-là on est allé à San Francisco. Je ne me rappelle plus. Je crois qu'on a fait plutôt l'Est et le Centre. San Francisco ce fut plus tard.

Sabine EFFOSSE

Et l'objectif était d'observer quel était le type de développement urbain ?

François BOUDET

Oui, les expériences américaines en matière de rénovations urbaines, les autoroutes urbaines, un peu tout. Tous les problèmes qui, aujourd'hui, font partie de notre quotidien, mais qui à l'époque étaient relativement marginaux... Par exemple, à cette époque-là le périphérique de Paris avançait au rythme de 100 mètres par an. C'était parti pour mettre vingt ans.

Sabine EFFOSSE

Et c'était lié à des problèmes financiers cette lenteur du périphérique ? Ou c'est une inorganisation ou...?

François BOUDET

Une absence d'organisation qui était d'autant plus grave qu'il n'y avait pas de système de financement efficace.

Sabine EFFOSSE

Et aux Etats-Unis, par exemple, vous vous êtes intéressé aux procédures de financement...?

François BOUDET

Oui et non. Aux Etats-Unis, nous avons été frappés par le dynamisme. A l'époque, il n'y avait pas en France d'autoroutes à péage. On s'est intéressé aux péages. On s'est intéressé à toutes les questions qui aujourd'hui apparaissent absolument une évidence, et qui ne l'étaient pas à l'époque, mais l'organisation administrative et politique des Etats-Unis est trop différente pour être aisément transposable.

Sabine EFFOSSE

Et en dehors des Etats-Unis, est-ce qu'il y a un autre pays qui vous a marqué pour ce genre de mission ?

François BOUDET

Oui. J'ai vu en Angleterre des systèmes finalement très différents.

Sabine EFFOSSE

Et là aussi, vous vous êtes intéressé à la façon dont ils s'étaient équipés ?

François BOUDET

La façon dont ils avaient monté le système des villes nouvelles m'a intéressé. Il était basé sur des financements à long terme, avec des prêts très longs, alors qu'en France, on était dans un système très différent avec les ZUP.

Sabine EFFOSSE

Des zones à urbaniser en priorité

François BOUDET

Des zones à urbaniser qui étaient montées pratiquement avec des prêts de trésorerie. Ce que j'ai considéré, à l'époque, organisé en dépit de tout bon sens. Cela consistait à faire des villes qui, par définition, s'étaient étalées sur la durée, avec des prêts qu'on appelait les prêts du Fonds National d'Aménagement Foncier et d'Urbanisme, des prêts à quatre ans. On lançait des opérations de promotion immobilière, de 50 000 logements, avec des prêts de cette nature. Il fallait faire les études de l'opération et la mise en route en quatre ou cinq ans. Ce qui était totalement aberrant. Et qui d'ailleurs, dans les faits, ne marchait pas bien, parce que c'était une incitation à faire vite, vite, vite. Ensuite ces prêts n'étaient pas remboursés dans les délais. C'était vraiment des financements monétaires, des faux semblants. Le tout aboutissait aux grands ensembles, dont nous payons aujourd'hui toutes les erreurs d'urbanisme.

Sabine EFFOSSE

Et pourquoi cette durée de quatre ans ?

François BOUDET

Parce que c'était piloté par la Direction du Trésor à l'époque où, notamment sous l'impulsion de Bloch-Lainé, cette Direction s'était beaucoup investie dans la reconstruction de la France. Le compte spécial du Trésor faisait des prêts à court terme.

Sabine EFFOSSE

Pour revenir à l'enseignement des expériences étrangères Quel a été le bilan de ces missions à l'étranger ? Qu'est-ce que vous en avez retiré ? Quand je dis vous, c'est l'ensemble des acteurs.

François BOUDET

Ce genre de mission avait l'intérêt de rapprocher les principaux responsables ministériels de ces types de problèmes, de faire travailler les gens ensemble.

Sabine EFFOSSE

Et ça a plutôt bien fonctionné ?

François BOUDET

Cela a fonctionné, puisqu'il s'est quand même passé beaucoup de choses.

Sabine EFFOSSE

Bien sûr. Pour revenir à votre participation au District, vous avez...

François BOUDET

Je ne vois pas ce que vous voulez dire par participation au District. Je me suis occupé du District personnellement, et en direct à partir de 1970. Auparavant j'essayais de maintenir l'organisation dans les clous financiers.

Sabine EFFOSSE

Vous étiez en relation avec les dirigeants du District.

François BOUDET

Absolument.

Sabine EFFOSSE

De l'extérieur, comment perceviez-vous cette organisation ? On a parlé d'aventure, quand le schéma directeur est publié en 1965. Comment appréciez vous l'événement : idée novatrice, rupture ou quoi ?

François BOUDET

Oui. Il y avait sûrement une rupture. Il y avait rupture et continuité. C'est certain que l'idée du schéma était jolie sur le papier, c'est sûr. Mais dans la réalité, les choses ont évolué différemment. C'était vraiment une vue en partie théorique.

Sabine EFFOSSE

Théorique ?

François BOUDET

En tout cas extraordinairement planificatrice, qui essayait de créer une certaine logique, une certaine directivité dans une réalité très évolutive. Il y a eu des éléments qui sont restés. Les villes nouvelles en sont sûrement des éléments clé. Mais les choses ne se sont pas passées exactement comme on le souhaitait.

Sabine EFFOSSE

Et durant cette période en quoi consistait votre travail pour la Région ? A préparer les crédits.

François BOUDET

Non, au Budget je préparais des budgets de Ministères (intérieur, construction, équipement quand M. Pisani a institué ce ministère)

Sabine EFFOSSE

Uni en 1966

François BOUDET

Tous ces budgets s'intéressaient fatalement à l'équipement de la région parisienne entre autres problèmes.

Sabine EFFOSSE

C'était des budgets conséquents pour la Région parisienne.

François BOUDET

Bien sûr du fait de la masse démographique de la Région et de l'importance politique de PARIS siège du gouvernement et des institutions centrales.

A ce moment là on a mis en place des financements spécifiques parce qu'on craignait parfois des changements d'affectation de crédits. Le budget des charges communes a été le receptacle de ces financements.

Sabine EFFOSSE

Pour rebondir sur les affectations spécifiques, le Groupe interministériel sur les villes nouvelles est constitué en 1967, et Jean-Eudes Roullier s'en occupe immédiatement. Est-ce

que c'est à partir de ce moment-là qu'on a imaginé un financement individualisé pour les villes nouvelles ?

François BOUDET

Cela n'a rien à voir. Le Groupe interministériel a été postérieur.

Sabine EFFOSSE

Avant le Groupe central des villes nouvelles, il y avait un groupe interministériel. Est-ce à partir du moment où il y a eu une constitution administrative de ce groupe interministériel qu'on a pensé à un financement spécifique pour les villes nouvelles ? Ou est-ce que c'est venu plus tard ? Parce qu'il y a eu une procédure d'individualisation des crédits pour les villes nouvelles ?

François BOUDET

Je viens de vous dire que les financements spécifiques ont précédé le Groupe.

Sabine EFFOSSE

Comment cela s'est-il passé ?

François BOUDET

Premièrement, on a considéré que le système qui valait pour les grands ensembles ne marchait pas. Il ne marchait pas pour des tas de raisons, parce qu'il n'y avait pas de réserves foncières. Il fallait acheter les terrains, mais avec quel argent et par qui ? Quand c'était la Caisse des Dépôts, c'était à peu près organisé. Quand ce n'était pas elle, c'était les promoteurs, en liaison avec les collectivités locales qui étaient largement concernées...A partir du moment où c'était des villes nouvelles dans des petites communes dépourvues de services, dépourvues de tout, il n'y avait pas de correspondants locaux . Pour M. Delouvrier il apparaissait nécessaire d'avoir des équipes sur place pour étudier, assumer, diriger. Il fallait qu'il y ait des équipes pendant des années. Et c'est de là qu'est venue l'idée de Delouvrier de faire des établissements publics. Mais établissements publics ne veut encore rien dire s'il n'y a pas d'argent. Or il n'y avait pas d'argent dans les Ministères pour cela. La Direction du Budget a accepté qu'on paie ces équipes sur des crédits d'investissement, à partir du budget «charges communes ». Voilà comment cela s'est passé.

Sabine EFFOSSE

A quel niveau a été prise la décision ? Au niveau de la Direction du Budget ?

François BOUDET

Cela a été pris de façon empirique. On a commencé par donner de l'argent pour faire des subventions aux grands ensembles, parce qu'il y avait des enveloppes de planification, envisagées par le Commissariat au Plan. Plutôt que de grossir des chapitres budgétaires par ci par là, on a essayé de les concentrer, une partie a donc été affectée sur les charges communes. A partir de là, on a sérieusement lancé le périphérique. Quand on a lancé les villes nouvelles, on a décidé de financer ces équipes. Le Parlement a voté les chapitres de crédit et l'opération a pu ainsi démarrer.

Sabine EFFOSSE

Mais là, il y a une nouveauté, parce que d'après ce que vous me dites, avant il n'y avait pas de crédit ou quasiment pas, et puis d'un seul coup, la "manne financière" a été branchée. Mais ce passage entre le presque rien et la dotation...

On a souvent pensé que Paul Delouvrier, inspecteur des Finances, a su utiliser les rouages de l'administration ou faire intervenir des personnes aptes à débloquer ce genre de situation.

François BOUDET

Ne tournons pas au roman policier.

Sabine EFFOSSE

Jean-Eudes ROULLIER a dit qu'il y avait eu nouveauté.

François BOUDET

C'est certain.

Sabine EFFOSSE

Justement, comment s'est faite cette invention ? Sa genèse ?

François BOUDET

Mettons que ce soit le mystère de la rencontre des idées et des personnes. A quel moment apparaît l'idée nouvelle ? Comment Archimède a inventé son principe ?

Sabine EFFOSSE

Qui étaient ces personnes ? Etait-ce Roger Goetze ? Est-il intervenu ?

François BOUDET

Non, pas du tout.

Sabine EFFOSSE

Quel a été votre rôle. C'est pour cela qu'on souhaite vous interviewer.

François BOUDET

Quel a été mon rôle ? Je n'écris pas mes mémoires. Mettons que j'ai eu ma part.

Sabine EFFOSSE

On le sait déjà. Il me faudrait des informations supplémentaires. On a sûrement dit que la Direction du Budget avait été un acteur clé.

François BOUDET

Exact. Nous souhaitions que les choses soient claires et efficaces.

Sabine EFFOSSE

Mais vous avez pu le faire ?

François BOUDET

La preuve.

Sabine EFFOSSE

Est-ce que c'était une évidence ?

François BOUDET

Entre les choses qui sont à faire et les choses qui sont faites, il n'y a jamais d'évidence.

Sabine EFFOSSE

Ce qui m'intéresse, c'est la façon dont cela s'est produit.

François BOUDET

Cela s'est produit... Il y a une conjonction d'évènements qui permettait l'initiative.

Sabine EFFOSSE

Mais là, en l'occurrence, c'est pour cela que votre témoignage nous est précieux.

François BOUDET

Vous n'allez pas raconter ça.

Sabine EFFOSSE

Ce qui nous intéresse dans cette recherche, c'est de mettre en évidence, parce qu'on a bien senti que c'était un point crucial, le rôle de la Direction du Budget. Si ce n'est pas vous qui nous l'expliquez, cela ne peut être personne d'autre, parce que vous êtes le premier impliqué. J'allais dire que les circonstances favorables ne donnent pas la clé de la solution.

François BOUDET

Il y a eu des discussions, des préparations. L'organisme préparateur, à ce niveau-là, est très important. Après, ça s'implique dans une mécanique. Et tout se déroule si les bases de départ

ont été bien dressées, de façon rationnelle, acceptable, rencontrant à la fois des besoins, des choses crédibles, jouables etc. Quand on a fait les réserves foncières, notamment dans la région parisienne, c'était pareil. En 1965 ou 1966...

Sabine EFFOSSE

On faisait des ZAD (Zones à aménagement différé).

François BOUDET

Oui, on faisait des ZAD. Mais les ZAD ce n'est pas ça qui apporte de l'argent. Nous avons pensé que nous étions assez riches, et on l'était parce qu'on n'était pas dans la dèche comme aujourd'hui, pour pouvoir acheter des terrains. Delouvrier avait institué l'Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne. C'était bien beau, mais elle n'avait pas de sous. Une année, on a prévu 200 millions de francs pour faire des réserves foncières d'Etat. Cela n'existait pas avant. Il n'y avait pas de réserves foncières dans les budgets de l'Etat. On l'a fait. C'est comme ça qu'on a acquis les terrains de Marne-la-Vallée et de Melun-Sénart, si je me rappelle bien.

Sabine EFFOSSE

Et vous avez été suivi ? Il n'y a pas eu de difficulté ?

François BOUDET

Il y a eu des difficultés à tous les pas. A partir du moment où la chose est intelligente et défendable, on les surmonte.

Sabine EFFOSSE

Qu'est-ce qui vous a incité à proposer ces réserves foncières.

François BOUDET

J'ai considéré que compte tenu de l'objectif qui était recherché, qu'on faisait les autoroutes, les villes nouvelles, c'était absurde de ne pas confisquer le supplément de rente foncière au profit de la chose publique, plutôt que de se lancer dans des trucs à base d'impôts, de taxation des prix qui créaient des difficultés innombrables. A condition que ce ne soit pas des réserves foncières « à perpétue », et qu'on ait les moyens de les faire, il était raisonnable d'acheter par anticipation. C'est tout. Dès le départ, si on prévoit les crédits, et si on les défend intelligemment, pourquoi cela ne marcherait-il pas ?

Sabine EFFOSSE

Quels étaient vos principaux collaborateurs ? Quelle était votre petite équipe pour monter ce genre de chose qui était assez nouvelle ?

François BOUDET

J'avais quelques administrateurs avec moi.

Sabine EFFOSSE

C'était une équipe restreinte ?

François BOUDET

Oui. La Direction du Budget, dans ses bureaux B1, B2, avait des équipes très restreintes. Généralement, il y avait un administrateur ou chef de bureau, un ou deux attachés d'administration pour chaque budget. Ce n'était pas des choses qui nécessitent un personnel nombreux.

Sabine EFFOSSE

Pas des grosses machines.

François BOUDET

Ce n'était pas des grosses machines. Il n'y a aucune raison qu'il y ait des grosses machines.

Sabine EFFOSSE

Ces réserves foncières ont été un point fondamental puisque les opérations de revente ont rapporté à l'Etat.

François BOUDET

Pas à l'Etat, mais à la collectivité nationale, quand la vente se refait dans de bonnes conditions. Heureusement, il y avait des équipes sur place, notamment Pierre Point à Melun Sénart.

Une des innovations introduites au lancement des villes nouvelles a permis le financement des réseaux d'eau et d'assainissement qui sont en principe de la compétence des collectivités locales. Mais il n'y avait pas d'argent pour les années de démarrage. L'emprunt était impossible. Les collectivités d'assiette étaient sans ressource. Le principe de la Caisse des Dépôts et de la Direction du Trésor, était le refus du différé d'amortissement, pour ces financements de long terme.

Nous avons accepté de financer sur fonds budgétaires une subvention de départ qui représentait en fait, sans le dire, une dotation en capital.

Sabine EFFOSSE

Normalement ce n'était pas sur fonds budgétaire que cela aurait du être fait ?

François BOUDET

Pourquoi dites-vous cela ? En fait le dilemme était clair. Il n'y avait pas de financement classique. Donc les villes nouvelles ne pouvaient pas se faire. Pas de financement pour les réserves foncières. Pas de financement pour les établissements publics. En toute logique les villes nouvelles ne pouvaient pas être faites.

Sabine EFFOSSE

On a pu innover.

François BOUDET

Oui.

Sabine EFFOSSE

Vous aviez une capacité de persuasion.

François BOUDET

Oui. C'est une question de conviction.

Sabine EFFOSSE

En ce qui me concerne, on a souvent dit que les villes nouvelles n'auraient pas pu être lancées s'il n'y avait pas eu ce contexte de prospérité économique.

François BOUDET

Il est certain que, quand on est complètement fauché, on ne peut plus rien faire.

Sabine EFFOSSE

Là, en l'occurrence, le pays avait une certaine aisance.

François BOUDET

Il est certain que le principe même de la croissance dégage des marges. On peut utiliser les marges à faire n'importe quoi. Il peut arriver qu'on les gaspille. Il y a d'autres moments où on est obligé de faire face à la nécessité, de faire face aux déficits accumulés avant par des politiques imprudentes. Là, on a pu et on a su diriger des marges vers l'avenir. Sans cela il n'y aurait pas eu de RER, d'autoroutes, ni de villes nouvelles.

Sabine EFFOSSE

Lorsque vous dites que vous étiez convaincu, vous étiez convaincu du bien fondé de la nécessité de faire les villes nouvelles ou...?

François BOUDET

Oui. Je n'étais pas un fanatique. Mais je pensais, qu'effectivement, compte tenu de la situation, notamment foncière de la région parisienne, et de l'évolution démographique, il fallait faire quelque chose. Faire des ZUP ne me paraissait pas la bonne solution.

Sabine EFFOSSE

Cette idée des villes nouvelles, dès l'origine, vous avez trouvé cela pertinent ou est-ce que vous avez été convaincu progressivement ?

François BOUDET

J'ai trouvé cela assez pertinent. Au départ, c'était un peu grandiloquent. On a été obligé d'aller plus doucement. La réussite n'est pas toujours au coin de la rue, mais c'est quand même un des grands éléments de l'évolution de la région parisienne. Que serait la région parisienne sans elles. Tout cela s'est fait au moment où on a créé les préfectures. Il ne faut pas l'oublier.

Sabine EFFOSSE

Puis le redécoupage.

François BOUDET

Le redécoupage. Je n'y étais pour rien, encore que j'ai accompagné la chose de très près, depuis la fixation de l'enveloppe du coût des constructions des préfectures.

Sabine EFFOSSE

Ah oui ! Vous étiez impliqué dans cette affaire.

François BOUDET

Oui, j'étais impliqué par fonction. Ce n'était pas une « affaire ».

Sabine EFFOSSE

Les préfectures... Il y a eu Evry et Cergy.

François BOUDET

Il y a eu aussi Créteil, qui était la préfecture du Val de Marne. De fait, il y a eu un développement de Créteil aussi, mais ce n'était pas dans le schéma. Il y a eu Melun-Sénart où il n'y avait pas de préfecture. Marne-la-Vallée n'était pas une préfecture. Il y avait Bobigny qui n'était pas considérée comme une ville nouvelle. Les préfectures ont été des éléments importants, mais contradictoires avec le schéma.

Sabine EFFOSSE

Contradictaires ?

François BOUDET

Oui. On aurait d'ailleurs pu concevoir d'autres implantations. Pourquoi Evry ? Parce qu'il y avait des terrains, des hommes politiques influents. Et cela aurait pu être différent. Il y avait aussi des problèmes politiques qui jouaient. Le fait de choisir Evry plutôt que Corbeil comme centre, ce n'était pas évident

L'existence d'un noyau urbain aurait pu faciliter le développement plutôt que de créer des villes à partir de rien. Trappes n'est pas une ville, et ce ne sera jamais une ville. Si vous voulez, oui, il y avait un aspect aventure intellectuelle. Ce n'était pas à moi de dire où on devait mettre les villes. Mon idée a été de dire : **"Si on les fait, il faut quand même que ce soit fait correctement, avec des mécanismes financiers qui permettent de faire, et qui n'amènent pas à des catastrophes."**

Sabine EFFOSSE

Et en ce qui concerne le travail de l'Agence Foncière et Technique, ce n'était pas des prêts du Trésor qui, initialement, devaient alimenter ces achats ?

François BOUDET

On retombait alors dans le mécanisme à court terme. Bien sûr, il y a eu des emprunts de l'Agence Foncière et Technique... Le problème est qu'on retrouve alors le besoin des garanties. La garantie donne la possibilité d'emprunt. Encore faut-il trouver l'argent, et faut-il que le mécanisme ne soit pas tel que pour rembourser, on fasse n'importe quoi.

Sabine EFFOSSE

Le "circuit du Trésor" et les prêts du Trésor n'étaient pas adaptés...

François BOUDET

Les Anglais ont fait des prêts à 30 ans. Je ne sais pas si c'est une réussite, mais cela avait un sens. Faire des villes avec des prêts à 30 ans a du sens. Faire des villes avec des prêts à 4 ans, ça ne peut pas marcher normalement.

Sabine EFFOSSE

C'était une sorte de transfert de compétence, dans la mesure où c'est le Budget qui a finalement financé.

François BOUDET

Ce n'était pas un problème de transfert de compétence. C'était un problème d'organisation des moyens qui, à mon sens, ne pouvait relever de financements monétaires. Evidemment, en faisant de la monnaie on peut tout faire, jusqu'à la culbute finale.

Sabine EFFOSSE

Pour l'équipement urbain des villes nouvelles, le fait que la Direction du Budget occupe progressivement le terrain, c'est le cas de le dire, au niveau des procédures, il n'y pas eu de conflit avec le Trésor ou... Est-ce que le Trésor était content de se débarrasser de "l'affaire" ?

François BOUDET

Ce n'était pas le problème.

Sabine EFFOSSE

Non, non, ce n'est pas le but. Mais est-ce qu'il y a eu des controverses.

François BOUDET

A partir du moment où on prévoyait des financements budgétaires, le Trésor n'avait rien à dire.

Sabine EFFOSSE

Et au Budget, ce n'était pas une révolution conceptuelle ? Le Budget n'avait jamais fait cela auparavant, c'était quand même une rupture avec la tradition.

François BOUDET

Si vous voulez. Mais il y a d'autres exemples dans la vie budgétaire ; c'est surtout une rupture avec des habitudes qui doivent être adaptées avec les réalités.

Sabine EFFOSSE

Est-ce qu'il y a d'autres exemples sectoriels où le Budget s'est investi ?

François BOUDET

Nous sortons des limites de l'entretien.

Sabine EFFOSSE

Pour l'équipement urbain, vous dites qu'effectivement le fait que la France se soit dégagée de la contrainte algérienne, et donc des crédits militaires qui allaient avec, a permis de dégager un supplément d'argent...

François BOUDET

Par définition, quand on n'a pas une voie d'eau ou qu'une voie d'eau est bouchée, il est plus facile de porter l'effort ailleurs.

Sabine EFFOSSE

Donc là, il y a eu une conjoncture favorable ?

François BOUDET

Il y a eu une conjoncture favorable. Mais cela aurait pu ne pas se faire... Tout pouvait se faire différemment. Cela étant, je crois que les choses qui ont été faites correspondaient à ma vision de l'intérêt général. C'est tout ce que je peux en dire.

Sabine EFFOSSE

Vous avez évoqué aussi le travail de persuasion auprès de vos collègues ou d'autres intervenants. Est-ce que vous avez dû batailler ? Ou est-ce que globalement il y avait quand même une conviction qu'il fallait faire quelque chose ?

François BOUDET

On considérait que je connaissais le problème et on avait confiance en moi. On pensait que les intérêts budgétaires étaient bien protégés de cette façon. Je persiste à le penser.

Sabine EFFOSSE

Vous aviez une marge de manœuvre relativement importante ?

François BOUDET

Tout cela s'est fait dans un mécanisme des procédures qui a pour objet d'aboutir à des décisions gouvernementales.

Sabine EFFOSSE

Les dossiers techniques sont parfois avalisés par les politiques sans grande maîtrise du contenu. Finalement, le rôle déterminant peut être joué par les "techniciens", surtout par les financiers, si le principe est admis.

François BOUDET

De toute façon, il y avait un climat... Il semble que le Président de la République soutenait l'action pour son caractère global. Il y a eu une conjonction à la fois des évènements et des hommes.

Sabine EFFOSSE

En 1970, vous êtes rattaché à la Région Parisienne.

François BOUDET

Je suis mis à la disposition du Préfet pour m'occuper des problèmes financiers.

Sabine EFFOSSE

Vous êtes mis à la disposition, excusez-moi, du Préfet ?

François BOUDET

Tout en continuant à faire partie des cadres du ministère des Finances. Quelques mois avant, j'avais été nommé sous-directeur. Sur place, il y avait un poste de chef de service qui existait... En fait, j'étais trop jeune pour être nommé chef de service. J'ai été nommé chef de service pendant que j'étais à la région parisienne.

Sabine EFFOSSE

Là, vous étiez très au fait de toutes ces questions, mais...

François BOUDET

Là, je vais m'occuper des problèmes sur le terrain.

Sabine EFFOSSE

A votre arrivée, Delouvrier est déjà parti. C'est Maurice Doublet qui l'a remplacé. Quelle était votre mission exacte ? Vous déteniez les cordons de la bourse pour toutes les villes nouvelles de la région parisienne ?

François BOUDET

Je détenais dites-vous. C'est toujours pareil, je ne détiens rien, moi. J'étais pratiquement le Directeur du Budget de la région parisienne. C'était un budget signé par le Préfet, et proposé au vote des organismes du District et de la région. Comme disait Mascard : "A la Direction du Budget, on est dans la soute d'un cuirassé. Dans ces nouvelles fonctions vous êtes un Commandant de sous-marin au milieu du bazar. Il faut aviser ».

Sabine EFFOSSE

Là, vous alliez sur "le terrain" ?

François BOUDET

J'étais sur le terrain, et puis j'étais obligé de concilier les vues du ministère des Finances, dont j'étais...

Sabine EFFOSSE

Le représentant.

François BOUDET

Pas le représentant, mais l'homme de confiance et celles du ministère de l'Intérieur, des élus. Il fallait souvent arriver à rapprocher les points de vue et tenir compte de nombreuses susceptibilités.

Sabine EFFOSSE

En quelque sorte, c'était assez différent du métier initial où on est soutenu par toute une hiérarchie.

François BOUDET

J'étais fatalement plus exposé dans la défense des projets budgétaires. Je donnerai un exemple de négociation particulièrement difficile : la mise sur pied du mécanisme de financement des équipements de transport en commun de 1970, après mon arrivée à mes fonctions à la Région. La situation apparaissait assez largement bloquée en ce qui concerne la RATP et la SNCF.

La RATP n'avait pratiquement pas fait de ligne nouvelle depuis une trentaine d'années à l'exception de deux petits bouts de RER, sans le tronçon central. La RATP n'avait aucun moyen. Son budget d'équipement financé à court terme servait essentiellement à renouveler le matériel. L'organisme était très largement en déficit et devait sa pérennité aux subventions des diverses collectivités publiques (Etat, Ville de Paris, départements de la Région) au seul fonctionnement.

La SNCF ne voulait rien faire pour la région parisienne, réservant tous ses moyens aux investissements de liaison sur le territoire national. Sa situation financière était fort difficile. Elle bénéficiait d'une faible enveloppe d'emprunts et considérait le transport de voyageurs en région parisienne comme une activité marginale. Elle n'envisageait pas de financer les lignes vers les villes nouvelles de Cergy et d'Evry. La rénovation des gares du Nord et de Saint Lazare, capitales pour la banlieue était renvoyée à une date indéfinie.

Le système que j'ai imaginé était le suivant : obtenir des subventions de 30% par l'Etat d'une part et par le District, d'autre part, pour les équipements de ces entreprises. Le reste serait couvert par des avances remboursables du District. Je me suis alors engagé dans une négociation avec le Ministère des Finances, les techniciens de la Préfecture de Région, tout en approchant les responsables élus, notamment le Rapporteur Général pour préparer le terrain.

Mais il a fallu aussi convaincre les entreprises et cela a été particulièrement difficile avec la SNCF.

Finalement le mécanisme a été adopté dans la loi de Finances et dans le budget de District. Dès 1971 on a pu lancer le tronçon central du RER, les lignes vers Evry et Cergy et dans les années suivantes on a pu lancer les travaux d'interconnexion des réseaux, la rénovation de la gare du Nord, la traversée de la Seine par la ligne 13, alors qu'elle s'arrêtait à la Gare des Invalides, etc...

Sabine EFFOSSE

Justement, là vous êtes en relation avec des élus. Est-ce qu'il y a eu des résistances dans certains domaines ?

François BOUDET

Les villes nouvelles étaient regardées avec méfiance. Il n'y avait pas que des partisans des villes nouvelles parmi les élus. Il y avait des élus qui voyaient arriver, sans grand enthousiasme, des populations nouvelles. La ville de Paris redoutait d'être amenée à des dépenses considérables.

Sabine EFFOSSE

Des difficultés électorales pouvaient apparaître.

François BOUDET

C'est ce qui s'est passé d'ailleurs dans de nombreux cas. La résistance aux villes nouvelles était assez forte. Cependant assez rapidement les élus influents du District ont réalisé l'importance des villes nouvelles et ont voté assez facilement les crédits nécessaires à leur développement.

Sabine EFFOSSE

Avez-vous été membre des conseils d'administration des établissements publics d'aménagement ?

François BOUDET

Oui, quand j'étais à la Direction du Budget.

Sabine EFFOSSE

Le Groupe central des villes nouvelles est constitué en décembre 70. Aviez-vous des relations avec ce Groupe central ?

François BOUDET

J'ai fait partie du Groupe Interministériel précédent. Au Groupe central, il y avait Guy Salmon-Legagneur. Il était installé dans des locaux de l'Équipement régional. C'est un vieux camarade qui a vécu un peu tout ça avec moi. Il était au Cabinet de Pisani quand on a fait les réserves foncières.

Sabine EFFOSSE

Vous aviez des relations amicales qui l'étaient peut-être depuis vos études...

François BOUDET

Non. Il était plus jeune que moi.

Sabine EFFOSSE

Cela devait faciliter les choses lorsqu'il y avait des petits accrochages.

François BOUDET

Oui. La camaraderie de promotion n'est pas toujours la meilleure.

Sabine EFFOSSE

On a souvent dit que le Budget s'était investi en faveur des villes nouvelles. Est-ce que pour vous le fait que Roger Goetze soit Président du Groupe central des villes nouvelles pendant 18 ans, a joué en faveur du soutien financier ?

François BOUDET

Il était Directeur du Budget bien avant tous ces événements. C'était un homme très intelligent qui comprenait très bien les besoins. Il voyait bien que tout ce qui avait été fait à la Direction du Budget était utile pour ce genre de considérations, même si parfois on innovait. C'était pour l'avenir desdites villes nouvelles. C'était une personne qui avait de l'autorité, qui présidait bien, donc c'était cela l'essentiel...

Sabine EFFOSSE

C'était un soutien.

François BOUDET

C'était sûrement une caution. Le Groupe central des villes nouvelles était devenu une instance un peu formelle. L'organisme qui suivait vraiment les choses était le Secrétariat. Le Président apportait une autorité morale importante sur cette affaire. Ce n'était pas à lui à aller dans la cuisine. Il n'intervenait pas dans la préparation des Budgets de l'Etat ou du District.

Sabine EFFOSSE

Vos relations avec le Secrétariat Général ont été Jean-Eudes Roullier, puis Guy Salmon-Legagneur qui ont occupé le poste de secrétaire général. Vous aviez directement des relations avec le Secrétariat Général lorsque vous montiez le budget de la Région.

François BOUDET

Il y avait de bons rapports, même si parfois il y avait des tiraillements inévitables.

Sabine EFFOSSE

A propos des villes nouvelles, je crois que c'est la loi Boscher, qui avait un volet financier, qui envisageait une dotation au capital de l'Etat, spécifiquement pour les villes nouvelles, et surtout qui entérinait l'individualisation des crédits budgétaires ? Est-ce que vous vous êtes servi de cela comme outil.

François BOUDET

Cela a renforcé politiquement les actions déjà engagées.

Sabine EFFOSSE

Pas en amont, mais en aval. Cela a entériné une situation de fait ?

François BOUDET

Si vous voulez.

Sabine EFFOSSE

Les montages financiers qui ont permis de lancer la machine, d'acheter les terrains, de financer les EPA et les équipes sur place, étaient en place dès la fin des années 60 ?

François BOUDET

Oui, tout cela s'est monté entre 65 et 70.

Sabine EFFOSSE

Est-ce qu'il y a eu un changement de nature dans vos métiers entre le moment où vous étiez encore à l'Administration centrale et votre travail à la Région.

François BOUDET

Ce n'était pas le même métier. Je l'ai déjà relevé. De toute manière à la Direction du Budget les villes nouvelles n'étaient qu'une partie de mes attributions.

Sabine EFFOSSE

Un point de détail.

François BOUDET

Pas un point de détail, mettons 5 % de mes soucis. Il y avait les problèmes de l'équipement national.

Sabine EFFOSSE

Combien de temps êtes vous resté Chef de mission à la Région ?

François BOUDET

Un peu plus de 10 ans, d'abord avec M. Doublet et puis avec M. Lanier. Je suis parti au moment de la décentralisation Defferre. De toute manière la fonction changeait radicalement avec le passage de la préparation de Budget du Préfet à l'exécutif élu.

Sabine EFFOSSE

Pendant votre mission avez-vous eu des difficultés avec les élus ?

François BOUDET

En général elles ont été résolues. Dès 1976 le climat s'est parfois tendu, car déjà les élus souhaitaient élargir leur influence sur les choix budgétaires. Ils ont cherché à accroître le budget de l'organisme, tout en évitant l'accroissement de la fiscalité. La solution envisagée était l'emprunt.

Sabine EFFOSSE

Et pour quelle raison ?

François BOUDET

Parce que les emprunts...

Sabine EFFOSSE

C'est moins douloureux ?

François BOUDET

Oui. Cela permet de faire des réalisations, sans payer à court terme.

Au départ le District n'avait pas le droit d'emprunter. Cela a été tout de suite le rêve des organes du District de pouvoir emprunter (Paul Delouvrier compris). Le Trésor a résisté vivement. Il considérait à juste titre que la ressource nouvelle créée par la loi de 1961 (la taxe d'équipement) était une ressource pour payer des annuités d'emprunt. J'ai alors envisagé le mécanisme suivant. Le District pourrait emprunter, mais dans ce cas la taxe d'équipement serait automatiquement relevée du montant de l'annuité des emprunts ainsi contractés. Cette disposition a été avalisée par le Ministre et a pris place dans la loi de Finances de 1963, je crois, je pense qu'elle est toujours en vigueur.

Sabine EFFOSSE

C'est assez redoutable quand même.

François BOUDET

Cela limitait le risque, tout en élargissant les possibilités de développement.

Sabine EFFOSSE

Donc le District a pu emprunter rapidement après sa création.

François BOUDET

Il a emprunté assez tardivement, car il a pu bénéficier de ressources nouvelles de fiscalité basées sur une répartition des taxes locales, puis des subventions d'Etat qui en ont tenu place quand la taxe locale a disparu. La Région a eu recours à l'emprunt de manière plus large après les lois de décentralisation.

Sabine EFFOSSE

Vous êtes parti en quelle année ?

François BOUDET

Je l'ai dit en 1982.

Sabine EFFOSSE

Pour la construction des Préfectures y a-t-il eu des problèmes financiers ?

François BOUDET

Il fallait financer. D'autant plus que le Général, à juste titre d'ailleurs, avait estimé que les Préfets devaient être chez eux, que l'Etat devait être chez lui. Par conséquent, cela a été financé, en principe et au départ, uniquement sur crédits budgétaires d'Etat. Cela créait des problèmes de savoir quel argent on y mettait, alors qu'on n'avait pas construit des préfectures depuis le Premier Empire.

Sabine EFFOSSE

C'était juste une question d'arbitrage parce qu'il y avait l'argent, donc créer une ligne ne posait pas de problème ?

François BOUDET

Il fallait déjà mettre de l'argent. C'est dans le cadre des budgets. Ce n'était pas rien. C'était énorme. Après, le problème était de savoir comment on pouvait le rentrer dans l'enveloppe qui était calculée de façon convenable, mais assez serrée.

Sabine EFFOSSE

Les préfectures n'étaient pas sur l'enveloppe de la région parisienne ?

François BOUDET

Ce n'était pas sur l'enveloppe de la région parisienne. C'était une enveloppe du budget de l'Intérieur. Il fallait surveiller les décisions pour qu'elles soient conformes à l'enveloppe. Le

problème de création de l'enveloppe était un problème budgétaire lourd, mais simple dans son expression : combien on met de millions ? de centaines de millions ? Après, le deuxième problème beaucoup plus complexe était de répartir entre les Préfectures et de veiller au programme, alors que beaucoup de gens auraient souhaité une enveloppe doublée.

Sabine EFFOSSE

Et puis on en prend peut-être trop pour les préfectures et pas assez pour le reste.

François BOUDET

Ah non ! C'était indépendant. Il y avait vraiment une ligne de construction des cinq préfectures de la région parisienne.

Sabine EFFOSSE

Je pense à la préfecture d'Evry ou même celle de Cergy qui sont un peu architecturales, assez novatrices. Est-ce que cela a entraîné des surcoûts ?

François BOUDET

Pas tellement. Après, il est vraisemblable que les départements, une fois créés, ont été mis à contribution. Dans l'immédiat, ça n'avait pas dû être si mal calculé, puisqu'on a tenu. Cela a été assez sportif.

Sabine EFFOSSE

Pour revenir sur un problème de financement des urbanisations nouvelles, vous disiez que dans les années 60, les prêts étaient à court terme du Trésor, ou de la Caisse des Dépôts... ?

François BOUDET

C'était le moyen de financer l'achat des terrains et la construction de logements. Mais il fallait aussi financer les réseaux, les écoles et tous les équipements de proximité.

Sabine EFFOSSE

Oui, mais cela ne rapportait pas aux promoteurs ?

François BOUDET

Pendant longtemps, le problème dans ces Comités c'était d'arriver à faire payer par la promotion ou par les terrains, des apports d'équipements sociaux. C'est là où j'ai vu que ça ne marchait pas bien.

Sabine EFFOSSE

A partir du moment où le Budget s'est mis à financer une partie de l'équipement, est-ce qu'il n'y a pas eu du côté de la Caisse des Dépôts des réactions ?

François BOUDET

Pourquoi y aurait-il eu des réactions ?

Le problème très important a été de savoir comment se répartissait la rente foncière après la construction de la ville. Quel était le prix des logements ? Evidemment, il y avait une pression extrême des collectivités locales pour avoir des subventions. Il était assez logique que la plus value des constructions ne soit pas confisquée totalement par les promoteurs ou par les bénéficiaires des logements. Il y a un arbitrage qui est assez difficile. La logique budgétaire consiste à essayer de faire payer aux bénéficiaires la part la plus élevée possible de la construction. Sinon, ce sont « les autres » qui paient. C'est la grande spécialité française de vouloir que ce soit « les autres qui paient ».

Sabine EFFOSSE

En ce qui concerne votre départ de la région parisienne, vous garderiez quel souvenir de cette expérience, à la fois en tant qu'acteur à l'Administration Centrale dans les années 60, et en tant que Chef de la mission financière auprès du Préfet ? Est-ce que ça vous a paru une période un peu difficile.

François BOUDET

Vous savez, cela a duré 20 ans ; c'était difficile mais passionnant.

Sabine EFFOSSE

Oui. C'est là où vous avez eu la chance, j'allais dire, de suivre le projet d'un bout à l'autre, de voir le projet théorique des villes nouvelles prendre corps.

François BOUDET

J'ai vu sortir des choses de terre. Je peux dire que je n'ai pas eu le temps de m'ennuyer pendant 20 ans. C'est sûr. Pour le reste, je ne peux pas porter un jugement, sauf que parfois je considère que l'aboutissement n'a peut-être pas été au niveau du rêve. Ce n'est pas d'aujourd'hui que malheureusement beaucoup de projets sont au dessous du rêve. Tout le monde n'a pas la chance d'avoir construit le Louvre ou la cathédrale Notre-Dame.

Sabine EFFOSSE

Lorsque vous étiez Chef de la mission financière et même à l'Administration Centrale, vous avez fait des visites de terrain ?

François BOUDET

Oui. J'ai même été membre du Conseil d'Administration d'Evry et de Cergy. J'ai vu des choses. C'est là où je crois qu'une certaine erreur de base a été, dans un vieux pays comme la France, de faire des choses...

Sabine EFFOSSE

Nouvelles ?

François BOUDET

Pas des choses nouvelles, mais des choses à partir de rien. C'était une aventure. Comme toutes les aventures...

Sabine EFFOSSE

Cela représente des risques.

François BOUDET

Cela représente des risques. Ce n'est pas toujours une réussite. J'en parlais avec Salmon-Legagneur. Il est très fier de ce qu'on a fait. Comme je n'y suis pas allé depuis longtemps, j'espère que c'est lui qui a raison. Il me semble que ça été mieux que les ZUP.

Sabine EFFOSSE

Vous auriez été plutôt favorable à ce que pensait Roland Nungesser, qui au départ défendait non pas l'idée des villes nouvelles, mais plutôt le renforcement des pôles dans les villes traditionnelles à 50 ou 100 km de Paris... Je pense à Orléans, Compiègne.

François BOUDET

C'est ce qui s'est fait d'ailleurs. Orléans est une ville qui s'est beaucoup développée. Il y avait aussi la possibilité de développer, je pense, Corbeil, Pontoise... Cergy a grandement bénéficié de la présence proche de Pontoise.

Sabine EFFOSSE

Et pour Saint-Quentin-en-Yvelines ?

François BOUDET

Saint-Quentin-en-Yvelines, c'est quoi ? C'est le Far West. Marne la Vallée ? C'est Disneyland. Mais je ne voudrais blesser personne. En tout cas c'est mieux que l'anarchie antérieure.

Sabine EFFOSSE

Il n'y avait rien à l'Est ?

François BOUDET

Non, il n'y avait rien. Il y avait Meaux quand même.

Sabine EFFOSSE

C'était tout petit.

François BOUDET

Oui, mais... Un embryon est tout petit, puis il peut grandir. Tandis qu'à partir de rien... A Evry, entre les autoroutes...

Sabine EFFOSSE

Mais pour les villes nouvelles, quand vous aviez dit : "On avait vu grand au départ, peut-être trop grand." Mais d'un point de vue budgétaire, est-ce que cela ne coûte pas moins cher de voir très grand et ensuite de réduire, plutôt que de...

François BOUDET

Oui, mais il y a tous les coûts annexes futurs... Je ne sais pas. On dit même qu'à Saint-Quentin-en-Yvelines il y a des coins charmants.

Sabine EFFOSSE

Pour revenir sur votre présence dans les EPA d'Evry et de Cergy, c'était quand même nouveau que des représentants du ministère des Finances et du Budget aillent sur le terrain.

François BOUDET

C'est fréquent dans les établissements publics.

Sabine EFFOSSE

Il n'y en avait pas eu tellement des établissements publics avant cela ?

François BOUDET

Il y a d'autres établissements publics, pas de ville...

Sabine EFFOSSE

Non, non. Là, en l'occurrence, pour les travaux et les équipements urbains, c'était quand même relativement nouveau d'appliquer cette formule.

François BOUDET

Oui. C'était une formule qui était acceptée, compte tenu de l'importance des crédits qu'on mettait dedans.

Sabine EFFOSSE

Mais le fait d'aller sur le terrain, de sortir du Ministère, concrètement, pour vous, ça représentait un peu de nouveauté dans le métier ?

François BOUDET

Vous savez, j'étais quand même sorti du Ministère. A l'heure actuelle, ça paraît une banalité. C'était plus nouveau de partir aux Etats-Unis que d'aller à Cergy.

Sabine EFFOSSE

Au niveau des interlocuteurs, le fait d'être sur le terrain, vous étiez peut-être davantage soumis aux revendications des uns et des autres.

François BOUDET

Même pas. Les gens étaient très contents de nous voir.

Sabine EFFOSSE

Et vous aviez quel type de rôle dans les EPA ?

François BOUDET

C'est un Conseil d'Administration. Comme beaucoup de conseils d'administration, c'est de la figuration, heureusement non rémunérée.

Sabine EFFOSSE

Vous pensez que le Conseil d'Administration des EPA jouait uniquement un rôle de figuration.

François BOUDET

Bien entendu, au moins au début. Par la suite cela a du changer.

Sabine EFFOSSE

Vous adhérez donc à la thèse qui dit que, *grosso modo*, les villes nouvelles ont été créées par une technocratie un peu en dehors des élus.

François BOUDET

C'était fatal. Bien sûr, ça a été une technocratie. Comment voulez-vous qu'il en soit autrement ?

Sabine EFFOSSE

Pour dépasser les intérêts particuliers.

François BOUDET

Cela ne pouvait pas se faire autrement. Comment voulez-vous qu'une municipalité de douze braves élus, dans une petite commune rurale puisse concevoir et organiser une collectivité de cent mille personnes qui tombe du ciel. C'est impensable, même s'il est souhaitable de concerter avec eux.

Sabine EFFOSSE

C'était un passage obligé. Pour revenir sur le rôle du ministère des Finances, et plus précisément de la Direction du Budget dans la construction des villes nouvelles, ce rôle moteur, cette conviction de la nécessité de faire quelque chose, ça s'est effectué dans les années 60, mais vous dites que la genèse s'est effectuée de façon presque naturelle. Il y a eu une conversion miraculeuse ?

François BOUDET

Il n'y a pas eu de réunion au sommet, puis de concile, pour savoir ce qu'on allait faire.

Sabine EFFOSSE

Est-ce qu'au niveau des idées, il y a une conversion progressive à la nécessité de faire quelque chose, de s'impliquer dans ce domaine ?

François BOUDET

Oui. Le Directeur du Budget de l'époque, qui est mort prématurément...

Sabine EFFOSSE

C'est Monsieur Martinet ?

François BOUDET

Oui. Il était favorable à cette idée.

Sabine EFFOSSE

Le Budget aurait très bien pu s'occuper des histoires d'équipement urbain avant ? Si on a fait les ZUP, c'est peut-être parce qu'on ne pouvait pas faire autrement ?

François BOUDET

Oui. Sans doute. C'est sûr, j'ai été très soutenu par M. Martinet et ses successeurs.

Sabine EFFOSSE

Quelle formation avait-il ?

François BOUDET

Il était du cadre des rédacteurs. Il était au Budget. A un moment il a été dans les cabinets ministériels, notamment chez M. Pleven.

Sabine EFFOSSE

Est-ce qu'il connaissait Delouvrier ?

François BOUDET

Oui, sans doute.

Sabine EFFOSSE

Vous avez toujours eu un soutien de votre Directeur ?

François BOUDET

Oui. Je faisais partie des gens qu'il aimait bien, en qui il avait confiance.

Sabine EFFOSSE

J'allais dire au-delà des relations humaines... Est-ce qu'il était intéressé par ces questions d'équipement urbain...

François BOUDET

Avant moi, il y avait André Laure. C'était un ingénieur des Ponts et Chaussées, qui était là à titre de conseiller sur des affaires techniques. Après, Laure est parti au Plan pour s'occuper justement de l'équipement urbain. Il y avait donc une préparation psychologique du Directeur, qui était un homme très intelligent, quoique très attaché aux problèmes budgétaires. Il y avait un soutien très net sur ce sujet-là, sans lequel d'ailleurs, je n'aurais pas pu agir.

Sabine EFFOSSE

Vous n'étiez pas isolé. Vous, vous avez adhéré, de façon constante, à cette entreprise.

François BOUDET

Constante, oui. A condition, qu'elle ne fasse pas de dérapage. Je n'étais pas là pour adopter tous les points de vue de ces équipes.

Sabine EFFOSSE

Quelles étaient les principales divergences de vue pour résumer, entre cette équipe du District et le Budget ?

François BOUDET

Le grand principe des organismes dépensiers c'est beaucoup et tout de suite. Je pouvais être en travers.

Sabine EFFOSSE

Ce n'est pas ce qu'on souligne. En général, on dit toujours que vous avez été le rouage principal.

François BOUDET

J'étais celui qui cherchait à éviter les dérapages, mais aussi des blocages.

Sabine EFFOSSE

Pour clore notre entretien, si vous aviez quelques idées essentielles à dégager sur l'histoire des villes nouvelles du point de vue de votre expérience de bailleur de fond, si je puis dire, que retiendriez-vous de cette mission ? Que ce soit les relations sur les différents organismes. Est-ce que vous aviez eu des relations plus particulièrement avec le Plan, par exemple au début ?

François BOUDET

Le Plan était l'endroit où on se réunissait, qui avait aussi des idées. Ce n'était toujours nos idées... Les idées ne coïncidaient pas nécessairement avec notre point de vue. Je me rappelle qu'au moment des autoroutes urbaines, j'ai réussi à imposer l'idée qu'il fallait que les collectivités locales paient 45 % de ces autoroutes urbaines, au moins dans la partie qui n'était pas à péage. Cela a été une bagarre épouvantable avec le Plan qui aurait bien voulu qu'on paie tout ou presque. Il y avait les collectivités locales qui auraient bien voulu aussi. Ce n'était pas évident. Cela a été imposé au District. C'est le District qui a apporté les 45 % pour les autoroutes urbaines. Il y avait des tensions. Il ne faut pas croire que j'ai été l'auditeur bienveillant... Monsieur Robert BLOT, ancien Directeur Général des Impôts, présidait le Comité 2Ter, et disait que j'arrivais à être redouté par les services mais quand même aimé.

Sabine EFFOSSE

Globalement, vous avez été un soutien appuyé à la réalisation..

François BOUDET

C'est ce qui s'est dit. Je suppose qu'après 20 ou 40 ans, il y a encore des gens pour dire cela. Il y a une part de vérité.

Sabine EFFOSSE

Vous-même, vous savez ce que vous avez fait.

François BOUDET

Oui.

Sabine EFFOSSE

Vous avez quand même aidé.

François BOUDET

Je le pense.

J'aime quand mieux la situation de Paris que celle du métro de Londres ou que Mexico, voire pas mal d'aspects des Etats-Unis. Ce n'était pas trop mal. Ce n'était peut-être pas à la hauteur des rêves, mais ce n'est pas trop mal.

Sabine EFFOSSE

Finalement, vous avez eu une influence. A partir du moment où vous dites que les dossiers étant défendables, vous avez eu une marge de manœuvre suffisante pour faire quelque chose.

François BOUDET

Cela s'est fait, donc je suppose que oui. Je n'ai pas ma statue dans les villes nouvelles, mais je m'en passe.

Sabine EFFOSSE

En général, la Direction du Budget n'est pas perçue comme une Direction très active directement. C'est un rôle plus souterrain. Alors que là, on a quand même l'impression du contraire. Vous êtes sorti des bureaux. Généralement c'est le Trésor qui a été perçu comme ça, notamment pour la reconstruction. Là, pour les équipements urbains et les villes nouvelles, j'ai plutôt l'impression qu'il y a eu vraiment un intérêt du Budget, et une action peut-être moins discrète.

François BOUDET

Notre règle à la Direction du Budget est de ne pas faire de mousse. Il y a aussi des questions de personnes. Un Directeur de Budget, par fonction, est obligé d'être très modeste dans ses dégagements extérieurs, parce que sa fonction est tellement importante qu'elle ne peut pas être étalée. Le rôle de la Direction du Trésor était différent. Il y a des personnalités qui savent s'afficher, d'autres qui s'affichent moins. Nous, on était élevé dans le culte du secret. Le Budget, on doit garder le silence. On ne se propulse pas n'importe où. On ne déjeune pas avec n'importe qui. C'est dire qu'on ne se montre pas. Vous voyez toutes les réticences que j'ai à raconter tout cela. Je crois qu'il y a une certaine grandeur dans cette réserve, non pour cacher des choses inavouables, mais pour protéger l'Etat.

Sabine EFFOSSE

C'est vraiment dommage parce c'est fondamental pour...

François BOUDET

Vous en savez assez avec tout ce que j'ai dit, non ?

Sabine EFFOSSE

Oui. Mais quand même cette implication dans les années 60, je n'ai pas très bien compris...

François BOUDET

Pourquoi ?

Sabine EFFOSSE

Oui. Cela me heurte d'autant plus qu'on souhaiterait faire une journée d'étude sur le rôle du Ministère des Finances dans l'histoire des villes nouvelles, et que le Budget apparaît incontournable. C'est pour cela que ça me gêne de ne pas avoir les chaînons explicatifs de cette implication concrète.

François BOUDET

Quels chaînons ? Je vous ai tout dit.

Sabine EFFOSSE

Vous avez dit que c'est une question d'homme. Vous n'étiez pas tout seul. Est-ce qu'il y a eu d'autres personnes ? Et puis, vous-même...

François BOUDET

Pourquoi moi ?

Sabine EFFOSSE

Pas vous. Mais...

François BOUDET

J'étais là. Le problème m'intéressait. Je trouvais qu'il fallait réussir ces villes. Pourquoi aurais-je fait autrement ?

Sabine EFFOSSE

Mais vous aviez été sensibilisé sur cette question des équipements urbains avant, où est-ce que c'est juste en arrivant à ce poste que vous avez pris connaissance du dossier ?

François BOUDET

Nous ne sommes pas là pour écrire mes mémoires, ni pour une analyse psychologique. Par définition, quand on vit à Paris, on a la conscience de la banlieue de Paris et de ses difficultés. Je ne peux pas vous dire davantage. C'est le mystère de l'homme, mais je n'avais en vue que l'intérêt général.

Sabine EFFOSSE

Sinon, vous n'aviez pas de relation susceptible d'attirer votre attention sur ce problème.

François BOUDET

Je n'avais pas de relation avec les promoteurs, ni avec les architectes. J'appréciais Paul Delouvrier. Je l'avais eu comme maître de conférence à Sciences Po en 1946. Il était un des plus brillants maîtres de conférence et très en vedette dans l'administration. Il était chef du service financier du Plan, celui de Jean Monnet. On préparait la réforme monétaire qu'il allait bientôt réaliser au cabinet de René Mayer.

Il rayonnait d'intelligence, mais aussi d'un grand sens psychologique.

Je vais vous raconter une histoire qui m'a marqué. Pendant l'année scolaire on faisait trois compositions, qui comptaient pour le passage de fin d'année. La première chez Delouvrier a eu pour sujet « quelle doit être la politique économique de l'heure en France » ? J'ai dû être dernier avec 4. Delouvrier était très planificateur. Moi, je croyais en la nécessité d'une certaine liberté économique.

La deuxième composition interrogeait sur l'histoire du franc depuis 1939. J'ai eu la meilleure note.

A la troisième composition, il repose la question n°1 : quelle politique économique pour la France ? J'étais un garçon tête ; j'affine mes arguments et ma démonstration. Il me met 3 et après la conférence il m'appelle et me dit : votre note a été catastrophique ; elle ne préjuge pas de mon opinion sur vous et vous serez quand même reçu. Mais vous qui êtes en secteur Service Public, il faut que vous sachiez que pour faire carrière dans l'administration il est nécessaire de défendre la position de votre hiérarchie.

La leçon n'a que moyennement porté, mais j'ai surtout apprécié la façon dont Delouvrier savait regarder les hommes qui travaillaient avec lui, quelle que soit leur opinion.

Dans nos rapports par la suite il a toujours admis que je pouvais avoir des idées différentes des siennes qui étaient cependant très affirmées.

Sabine EFFOSSE

Sur quels points ?

François BOUDET

Sur des points budgétaires. J'étais quand même un frein. Mais il a vu, au moment de l'affaire de l'emprunt et de la taxe spéciale d'équipement, que j'étais aussi un homme d'imagination capable de proposer une solution pour dénouer une situation.

Sabine EFFOSSE

Comment aviez-vous pensé à tout cela ?

François BOUDET

Je ne sais pas. Eureka.

Sabine EFFOSSE

C'est vrai que là, c'était un excellent moyen de financer...

François BOUDET

Il fallait protéger le principe de la taxe spéciale d'équipement tout en permettant l'emprunt.

Sabine EFFOSSE

De le limiter.

François BOUDET

De le limiter, et surtout de sanctionner les endettements abusifs.

Sabine EFFOSSE

Pour éviter les endettements.

François BOUDET

Les endettements excessifs.

Sabine EFFOSSE

Je vous remercie beaucoup.

Programme interministériel Histoire et Evaluation des Villes Nouvelles

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

Campagne d'archives orales

Entretien de **Gilbert Carrère**

Archiviste : **Sabine Effosse**

Date de l'entretien : **4 mars 2004**

N° de l'entretien : **1**

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

Gilbert CARRERE

Date de naissance :

26 février 1925 à La Montjoie (Lot-et-Garonne)

Etudes et Diplômes :

Licence en droit

Sciences Po. Paris

Carrière :

Chef de cabinet du préfet du Loiret, 1952

Chef de cabinet du directeur de la Protection civile au ministère de l'Intérieur, 1955-1959

Sous-préfet de Sebdou (Algérie), 1959-1961

Directeur de cabinet du secrétaire général de l'Algérie, 1962

Sous-préfet, chef de mission régionale auprès du préfet de la région Languedoc-Roussillon, 1963-1967

Chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République, 1967-1970

Préfet des Pyrénées-Orientales, 1970-1973

Conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République, 1973

Préfet du Val-d'Oise, 1974-1979

Commissaire de la République de la région Rhône-Alpes et du département du Rhône, 1985-1989

Sabine Effosse

Vous avez donc été chargé de mission au Secrétariat général de la Présidence de la République, entre 67 et 69 ?

Gilbert Carrère

De juin 67 à avril 69, date du départ de de Gaulle, et puis ensuite, de juin 69, après l'élection de Pompidou, à fin 70. Je l'ai été de nouveau, comme conseiller technique chez Pompidou, de mai 73 jusqu'à sa mort, en avril 74, mais dans les deux derniers cas, si vous voulez, c'est-à-dire de juin 69 à décembre 70 et de mai 73 jusqu'à avril 74, je n'avais en charge que les problèmes du ministère de l'Intérieur.

Les villes nouvelles : Dans la première phase, quand j'ai quitté Montpellier pour venir comme chargé de mission à l'Elysée, c'était sur la demande de Bernard Tricot qui était Secrétaire général de l'Elysée, et qui avait composé un portefeuille assez curieux, si j'ose dire, dans lequel je me trouvais auprès de deux conseillers techniques : un pour les affaires économiques et Bernard Ducamin, mais je ne crois pas que Bernard Ducamin ait tellement touché aux problèmes d'urbanisme des villes nouvelles. Ce dont j'étais chargé touchait à la fois l'agriculture, l'aménagement du territoire, les problèmes régionaux, puisque on préparait le projet de réforme régionale de 69. Voilà. Cet aspect là, celui de la réforme régionale a fini par dominer les autres, dans mon travail. Pour ce qui était des tâches d'aménagement du territoire, ma relation était surtout avec Jérôme Monod.

Sabine Effosse

Oui, de la DATAR.

Gilbert Carrère

Voilà. Je connaissais un peu Olivier Guichard, mais c'était surtout Jérôme Monod avec qui j'ai eu à traiter, étant entendu que -il faut se remettre dans l'esprit de l'époque- le cabinet du Président de la République, ou son Secrétariat général, n'intervenait pas aussi directement qu'on le voit aujourd'hui. Il y avait une distance, sur laquelle de Gaulle insistait beaucoup. Lorsqu'il m'a reçu la première fois, à mon arrivée à la présidence, il m'avait dit : " Ici, il faut savoir que les conseillers techniques et les chargés de mission sont auprès de moi pour

étudier, réfléchir, etc., mais ils ne se prennent pas pour des ministres, et ils ne le sont pas".
Tout de suite, ça avait été clair : ils ne prennent pas de décision.

Sabine Effosse

Ils conseillent.

Gilbert Carrère

Oui. Et ils restent dans l'ombre. Je vous dis ceci qui peut paraître étrange aujourd'hui, où on voit que l'Elysée intervient à peu près sur tout. Autre époque. On avait des contacts, surtout pour l'information du Président de la République, mais on ne cherchait pas à interférer, dans les initiatives et le rôle, ni du premier ministre - ça, c'était l'affaire de de Gaulle en tête à tête - ni des ministres ni des grands organismes, du genre de la DATAR. Autrement dit, on s'informait et on pouvait, discrètement, faire part des préoccupations ou orientations de la Présidence. Je savais à peu près comment évoluait la stratégie des villes nouvelles. Delouvrier était à ce moment-là, en 67...

Sabine Effosse

Préfet de région.

Gilbert Carrère

Il était déjà préfet de région, ou il était encore au District ?

Sabine Effosse

Non, non. Il était préfet de région, il a été nommé préfet de région en 66.

Gilbert Carrère

Voilà. Parce que j'ai connu Delouvrier, j'ai servi sous lui en Algérie, mais c'était dans les époques 59-60, et après, il avait été chargé du district parisien. Je ne me souviens pas d'avoir eu beaucoup de contacts avec le préfet de région. C'était l'époque où la réforme régionale était déjà en pointillés, la DATAR réfléchissait beaucoup sur ce sujet, et au fond, mes relations avec Monod portaient autant sur ces réflexions, que sur le problème strict des villes nouvelles.

Sabine Effosse

Mais ce n'était pas Monod qui avait en charge les villes nouvelles, c'était Delouvrier.

Gilbert Carrère

Oui, mais la DATAR, si vous voulez, qui avait une très grande influence, considérait que c'était un élément d'aménagement du territoire. Et c'en était un, incontestablement.

Sabine Effosse

Comment la DATAR percevait-elle le rôle des villes nouvelles en général, et de province en particulier ?

Gilbert Carrère

Comme un aspect vraiment très, très important de l'aménagement du territoire, le moyen d'accroître la capacité de développement urbain d'un certain nombre de centres : Lyon et Grenoble, avec l'Isle d'Abeau ; c'était le cas du Vaudreuil qui a échoué. Au total le souci de renforcer un certain nombre de grands pôles urbains provinciaux, comme élément de rééquilibrage.

Sabine Effosse

Elle y tenait.

Gilbert Carrère

Ah oui, oui. Tout à fait. Ce qui inspirait la philosophie générale de la DATAR, tout au moins de Guichard et de Delouvrier, c'était un souci très Gaullien, de remédier à ce que de Gaulle appelait le "malaise des hommes et des âmes à travers une urbanisation incontrôlée". Donc, une inspiration autant sociologique qu'urbanistique.

Sabine Effosse

Est-ce que c'était une volonté aussi du... soit de de Gaulle, soit de ses ministres, je pense à Michel Debré qui a été aussi ... de remettre, de faire que l'Etat s'intéresse pour la première fois véritablement à l'urbanisme, et ne plus laisser les opérations de construction à des...

Gilbert Carrère

Certainement. La conception et plus encore la réalisation relevait du rôle inspirateur et planificateur de l'Etat.

Sabine Effosse

Les choix de ces emplacements...

Gilbert Carrère

C'était déjà fait. Nous avons à connaître des difficultés de certaines de ces villes : l'Isle d'Abeau, le Vaudreuil...

Sabine Effosse

C'était déjà fait. D'accord.

Il y avait Villeneuve-d'Ascq, ça, ça a été entériné. Il y avait le Vaudreuil, il y avait l'Isle d'Abeau et les Rives de l'Etang de Berre.

Gilbert Carrère

Oui.

Ce qui était en question, aussi si je me souviens bien, c'est Saint-Quentin-en-Yvelines.

Sabine Effosse

Ah, en villes nouvelles parisiennes ? Non, c'était décidé. Ce qu'il y a, c'était Trappes-Est et Trappes-Ouest, qui ont été réunies en une nouvelle cité.

C'était en 69. En 1969, et vous étiez encore à l'Elysée. Il y a eu la première réforme du schéma directeur de 1965, et au lieu d'avoir huit villes nouvelles en région parisienne, il y en a eu plus que cinq. Et donc, Saint-Quentin-en-Yvelines faisait la jonction de Trappes-Est et de Trappes-Ouest...

Gilbert Carrère

Des deux, oui.

Sabine Effosse

Et par contre, Beauchamp, par exemple, dans le Val d'Oise...

Gilbert Carrère

A disparu, oui.

Sabine Effosse

D'accord. Et en matière d'arbitrage budgétaire ? Est-ce que vous avez...

Gilbert Carrère

Non. Je ne me souviens pas. Je ne me souviens pas d'être intervenu là-dedans... : 67-69, c'est l'époque où le cabinet du Premier ministre intervient davantage. Les membres du cabinet de l'Elysée assistaient toujours à toutes les réunions interministérielles à Matignon. C'était une vieille règle : on était là, on ne parlait pas. Personnellement, j'y suis allé deux ou trois fois et je me souviens de l'œil noir de Georges Pompidou cherchant du regard celui qui représentait l'Elysée. On sentait sinon des divergences, mais au moins une distance nette. Pour certains conseillers techniques de Pompidou - ce n'était pas le cas de Jobert, le Général vieillissait un peu, laissait un peu plus la main libre à son Premier ministre, et donc... ceci à propos de l'arbitrage budgétaire, je suis presque sûr que l'arbitrage se jouait plus à Matignon qu'à l'Elysée.

Sabine Effosse

D'accord.

Et alors, lorsque vous revenez, donc, de juin 69 à fin 70...

Gilbert Carrère

J'étais en charge de l'Intérieur. Et après, de 69 à 74, c'est à l'Intérieur également.

Sabine Effosse

Et là, est-ce que vous avez eu...

Gilbert Carrère

Je n'ai plus eu à connaître des villes nouvelles jusqu'en 1974.

Sabine Effosse

Lorsque vous avez été préfet du Val d'Oise.

Gilbert Carrère

Dont j'étais le quatrième préfet...

Sabine Effosse

Qui étaient vos prédécesseurs ?

Gilbert Carrère

Le premier, c'était Chadeau. Il est resté trois ans puis il y a eu Paraf qui est resté cinq ans, lui. Et puis j'ai succédé à Bourgin qui est resté à peine deux ans : un an et demi. J'ai donc été nommé en juin 74 et jusqu'en 79. Le développement de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, encore embryonnaire a été effectivement un de mes grands sujets.

Sabine Effosse

Vous aviez déjà été chef de mission auprès du préfet de la région Languedoc-Roussillon, vous avez assisté à la mise en place de l'aménagement de la Côte languedocienne...

Gilbert Carrère

oui !

Sabine Effosse

Vous aviez déjà des expériences avec...

Gilbert Carrère

De relations avec un grand organisme d'aménagement, oui. Ici, le sujet était plus circonscrit mais le service chargé de la réalisation de la ville nouvelle n'était pas moins actif.

Sabine Effosse

Oui. Qui était dirigé par Bernard Hirsch...

Gilbert Carrère

Bernard Hirsch dirigeait une équipe considérable, remarquable. Il y avait Lachenaud qui était là, qui a été ensuite maire, comme vous le savez. C'était une équipe de « battants », vraiment, qui, se considérait un peu comme sur un territoire autonome du département du Val d'Oise. Mes relations avec lui étaient à la fois fréquentes et précises, parfois tendues, toujours courtoises.

Sabine Effosse

Oui, oui. Je crois qu'il y avait des petites...

Gilbert Carrère

Poniatowski ministre de l'Intérieur, tout puissant ministre de l'Intérieur, et dont la ville nouvelle était dans sa circonscription, en plus, marquait une très grande réticence à l'égard de la ville nouvelle dont il voulait limiter l'extension.

Sabine Effosse

Et pour quelle raison ?

Il avait quel rôle politique, Michel Poniatowski ?

Gilbert Carrère

Il avait été député du Val d'Oise, il était ministre de l'Intérieur et ministre d'Etat. Il avait donc une position très éminente auprès de Giscard d'Estaing. Il y avait, me semble-t-il au moins trois éléments. D'abord il ne « sentait » pas très bien cette équipe de la ville nouvelle.

Sabine Effosse

Un peu trop frondeuse ?

Gilbert Carrère

Pas seulement. Je me demande s'il n'y a pas vu l'esprit 68. En tout cas, il n'avait pas beaucoup de rapports avec Bernard Hirsch. Ou plutôt, ils étaient mauvais. J'ai gardé le souvenir d'entretiens dans mon bureau où le directeur de la ville nouvelle soutenait, sans céder un peu de terrain, les extensions sur le Vexin qui lui paraissaient nécessaires à l'équilibre de Cergy-Pontoise. Cet homme, très brillant, était animé de convictions que même Poniatowski ne parvenait pas vraiment à entamer.

Sabine Effosse

Est-ce que ce n'était pas une appréhension électorale ?

Gilbert Carrère

Il y avait cela naturellement, la crainte que ça modifie l'équilibre politique de sa circonscription qui sera vérifiée quelques années plus tard mais je crois que ça ne se ramenait pas uniquement à cela. Il y avait le sentiment qu'on était en train de bouleverser une région largement rurale : le Vexin, tout proche. Et il m'avait dit à plusieurs reprises : "il faut absolument brider cette ville nouvelle"- parce que Hirsch n'arrêtait pas d'étendre les limites de la ville, n'est-ce pas. Et Poniatowski s'appuyait sur des maires de son bord. Parmi eux, il y avait trois personnages pris «entre deux feux» : il y avait le maire de Cergy, qui a été président de ce qui était l'intercommunalité du moment - un brave homme, un maire rural. Il y avait Chauvin, qui lui n'était pas coincé, parce qu'il passait à tort ou à raison pour l'homme lige de Bernard Hirsch. En plus, il était CDS. Et il ressentait le poids de Poniatowski. Et puis, le troisième personnage également entre deux feux, était le préfet. Cette étrange situation m'a en fait, conduit à rester ou revenir « dans le jeu » : d'un côté, Poniatowski me demandait de veiller à limiter strictement les développements de la ville nouvelle à l'occasion de toutes les enquêtes d'utilité publiques engagées ; et j'avais la même relation régulière avec les maires. Mr Poniatowski me questionnait souvent sur mes efforts : "Est-ce que vous arrivez à...?" En fin de compte, Je crois qu'il voulait se débarrasser de Bernard Hirsch.

Et puis, il y avait Hirsch qui me disait : "Ecoutez, non, non !" Hirsch avait une très grande confiance en lui. Il avait une mission précise, il voulait y arriver, coûte que coûte.

Sabine Effosse

Il tenait le cap.

Gilbert Carrère

Il parlait peu et il agissait par Chauvin interposé, lequel ne voyait pas, ou ne voulait pas voir, que les villes nouvelles se faisaient en dégarnissant Pontoise, progressivement. Pontoise à été chef-lieu de département pendant quelque temps. La préfecture a été dans les premiers temps à Pontoise, le préfet habitait Pontoise, et a continué à y habiter. Il y est toujours. La préfecture était à Cergy, au départ, mais elle était seule, tout à fait isolée, et progressivement elle a aspiré les services. Et Pontoise, qui a été éphémèrement chef-lieu de département, s'est retrouvée comme avant : une sous-préfecture. Je ne sais pas si Chauvin l'avait accepté d'esprit. En fait, je pense qu'on peut le dire en tout bien tout honneur pour lui, il était le prototype du « cumulard » : à la fois président du Conseil Général, maire de Pontoise, président de l'établissement public de la ville nouvelle, sénateur, président du groupe parlementaire France-Canada, etc... inévitablement partagé entre toutes ces fonctions et donc conduit à

laisser faire plus qu'il ne faisait. Et je dois dire qu'en même temps, à l'honneur de l'homme, il était conscient de ce que le développement de la ville nouvelle était une bonne politique.

Sabine Effosse

Il voulait apporter quelque chose à...

Gilbert Carrère

Oui. Il a apporté sa caution, pas uniquement par faiblesse ou par surcharge de travail. Hirsch l'avait parfaitement bien convaincu. Et comme entre les deux, je veux dire entre Poniowski et Chauvin, il n'y avait pas que des différences d'étiquette politique, il y avait le fait que Chauvin voulait éviter que Poniowski ne pénètre trop, politiquement parlant, dans Pontoise. Cette difficulté, qui n'apparaissait pas beaucoup mais qui était réelle, nous obligeait, le maire de Cergy et moi, à essayer de tenir tant bien que mal l'équilibre. Au fur et à mesure que je connaissais mieux la ville nouvelle et que j'avais davantage mon mot à dire, j'ai été témoin ou participant à un certain nombre de grands débats qui portaient sur certaines constructions. A titre d'exemple il y en avait sur la "tour des jeunes ménages". Une idée critiquée de tous côtés de je ne sais quel architecte, qui avait conçu un bâtiment en trèfle dont le résultat est que les chambres, des chambres d'étudiants surtout, étaient en demi cintre. On ne trouvait pas de lits et de draps de lit qui puissent s'y adapter. Ça avait été toute une affaire.

Il y avait les réticences de certains services à quitter Pontoise, à venir à Cergy. Ce qui m'avait beaucoup intéressé, c'était l'arrivée - faite déjà, à ce moment-là - de l'ESSEC qui a été un progrès considérable. Je ne sais pas si c'est Hirsch qui l'avait négociée lui-même. Mais ça, ça a été un élément moteur du développement de la ville nouvelle, sans aucun doute.

Il y avait aussi débat sur la conception même de l'urbanisme et de la construction de cette ville nouvelle.

Sabine Effosse

Oui. Des différents quartiers.

Gilbert Carrère

Bernard Hirsch avait une idée très précise sur l'autonomie des quartiers, et laissait aux architectes une grande liberté avec l'impression d'un tissu d'arlequin qui n'était pas sans conséquence pour la réalisation de la voirie. Personnellement, j'aurais conçu une trame, beaucoup plus homogène.

Sabine Effosse

Parce que ça a été un peu audacieux, sur le plan architectural...

Gilbert Carrère

C'était audacieux sur le plan architectural, avec un inconvénient : comme la construction était largement sociale ; or, ces diversités architecturales, avaient un coût sérieux, en matière de qualité, de construction, d'entretien, etc. Hirsch ne voulait pas en entendre parler, à la différence de Jean-Claude Douvry, de qui j'étais beaucoup plus près, et qui a joué un rôle très important dans l'inflexion, apportée ensuite.

Sabine Effosse

Quel poste occupait-il ?

Gilbert Carrère

Il a été son successeur. Jean-Claude Douvry avait compris la difficulté dans laquelle se trouvait son équipe. Il avait aussi très bien compris que tôt ou tard, la structure institutionnelle changerait, que progressivement les communes-supports voudraient être mieux entendues et intervenir davantage. Ce n'était pas le cas du maire de Cergy, mais davantage celui du maire d'Osny. Gourmelen était un jeune élu un peu « piaffant », qui a été président, le premier président de la structure "districale". Douvry avait compris qu'il fallait davantage. Hirsch avait quelque chose du missionnaire. Il avait une mission : Il était là en terrain non pas sauvage, mais à coloniser, disons à moderniser. Or, les maires étaient pour beaucoup des maires ruraux, qui se sentaient bousculés, n'avaient pas été préparés aux évolutions rapides et parfois aux bouleversements que leur imposait la ville nouvelle.

Sabine Effosse

Mais, il n'y avait quasiment rien...

Gilbert Carrère

Oui, ce qui m'avait frappé c'est que Bernard Hirsch parlait peu, et le ton était toujours très impératif, impérieux. La venue de Douvry, je l'ai comprise comme très heureuse de ce côté-là.

Sabine Effosse

Il est arrivé quand ?

Gilbert Carrère

Autant que je me souviens, il a dû arriver en 75.

Sabine Effosse

Donc là, il y a eu un changement ?

Gilbert Carrère

Oui, il y a eu une évolution. D'abord, Douvry a mis l'accent, le moment était venu, sur la recherche du développement industriel et économique de la ville nouvelle, et il y a très bien réussi. C'était le moment où sont venus « 3M », et nombre de grandes affaires. Très habilement, chaque fois, il associait le préfet à un certain nombre de démarches de négociations et d'aboutissements, auxquelles d'ailleurs Delouvrier s'intéressait aussi. Si vous voulez, il y avait trois aspects dans la démarche de Jean-Claude Douvry : privilégier le développement de Cergy-Pontoise par la création d'emplois et il y a très bien réussi ; en même temps, en faire un pôle économique. Deuxièmement, le souci de poursuivre avec quelques modulations la construction des quartiers, auxquels son prédécesseur avait donné ou laissé donner des noms tirés de toponymies anciennes étrangement assortis de couleurs : il y avait ainsi des « touleuses » vertes ou roses....Tout ceci était assez baroque.

Sabine Effosse

Et ça, est-ce que vous pensez que c'est un héritage de l'esprit 68 ?

Gilbert Carrère

Oh ! Je n'irai pas jusque-là. C'est un domaine dans lequel je ne m'aventure pas. Ce que je veux dire, c'est que ça faisait partie en tout cas du souci d'innover. Il fallait faire quelque chose de nouveau. On m'avait donc dit : "Jamais nous ne baptiserons des rues Victor Hugo ou X,Y. Tout ça, c'est "vieux jeu". J'avais posé la question, moi, à plusieurs reprises, on m'a dit : "Ah non ! Surtout pas !". Je considérais que ça relevait un peu de l'initiative des créateurs de la ville nouvelle et que, dès lors que les élus n'étaient pas eux-mêmes portés sur Victor Hugo ou sur Lamartine, ou sur je ne sais pas qui, je n'avais pas de raison d'y faire obstacle. Donc, sur cette partie là des schémas de construction, des types de construction, de l'allure générale, je ne suis pas sûr que Jean-Claude Douvry ait eu un rôle déterminant, sauf qu'il a veillé à élargir

toute la partie verte. Le grand parc devant la préfecture a été terminé par lui. L'installation du Conseil Général qui était déjà plus ou moins projetée à l'extrémité du parc, c'est lui.

Sabine Effosse

Ça aussi, c'était un peu innovant, les espaces verts à côté de...

Gilbert Carrère

Tout à fait. Très à l'anglaise. Je l'ai dit à Douvry, je trouve que ça, c'est un grand succès. Et donc, là dessus, il a joué surtout sur les équilibres généraux, autant et peut être plus que sur les modes de construction.

Sabine Effosse

Hirsch, ça a été plutôt la période des logements et de la construction, de la venue des habitants, des premiers habitants. Alors que Douvry, c'était plus développer l'emploi, le pôle économique.

Gilbert Carrère

Oui. Tout a fait. Et puis, Douvry avait senti qu'il fallait aussi élargir le sujet sur le plan institutionnel. Il a noué de très bonnes relations avec les élus.

Sabine Effosse

Même après les élections municipales de 77 ?

Gilbert Carrère

Oui.. Et puis, il y avait les législatives, surtout, en 77, qui ont établi la chute de Poniowski, et l'arrivée de Richard.

Sabine Effosse

Ça a peut-être simplifié le problème ?

Gilbert Carrère

Oui. Ça a peut-être simplifié le problème de ce côté-là, mais la démarche de Douvry était déjà acquise. Richard avait déjà travaillé pour la ville nouvelle. Il avait fait une étude, avait été chargé de mission auprès de l'établissement public.

Sabine Effosse

D'ailleurs, ce n'était pas du tout...

Gilbert Carrère

Non. Ça avait été un reproche que Poniowski nourrissait à l'égard de la ville nouvelle. Il avait bien flairé qu'il avait là un adversaire potentiel, puisqu'en 77, il a été élu maire de Saint-Ouen-l'Aumône, et il a battu un vieil homme très respectable au demeurant. Vous avez raison de dire que c'est un certain tournant, parce que ça a correspondu à des changements de personnes.

Sabine Effosse

Ça a modifié un petit peu la donne, au niveau...

Gilbert Carrère

Oui. Avec Poniowski sûrement, mais en même temps, ça a permis, je crois, à Douvry de se sentir plus libre par rapport aux équipes antérieures. Et donc, il a pratiqué cette ouverture et il a collé un peu plus aux aspects départementaux. Notamment, Chauvin étant parti, avec son successeur : Pierre Salvi.

Pierre Salvi était un véritable élu politique. Il n'avait que le mandat de président du Conseil Général, il a été sénateur ensuite, ou à peu près en même temps, mais ce n'est pas du tout la même conformation. Un homme plus jeune que Chauvin, qui n'était pas de là - il était de l'autre extrémité du département - et pour qui la ville nouvelle était un sujet qu'il ne connaissait pas. Il l'a jouée comme chef lieu du département. Plusieurs réalisations ont eu lieu à ce moment-là d'ailleurs, il a dû y avoir un collège ou deux qu'on a construits à ce moment-là, ou engagés à ce moment-là ; un débat sur l'abbaye de Maubuisson, qui était dans le périmètre de la ville nouvelle : que voulait-on en faire ? La bibliothèque départementale, je ne sais plus quoi d'autre. C'est dire que Salvi s'est impliqué à sa manière à lui, mais avec plus de distance par rapport à la ville nouvelle que n'en avait Chauvin. Ce que j'ai retenu, c'est l'importance du rôle du Douvry à la fois, si vous voulez, une grande intelligence, sans aucun doute, cet esprit de polytechnicien qu'avait Hirsch, mais très mâtiné d'un sens relationnel, très développé, beaucoup d'habileté, beaucoup de chaleur personnelle. Bernard Hirsch a laissé son nom à une avenue de Cergy, Douvry mériterait, quand il mourra, d'en avoir une aussi,

d'avenue. Un homme très remarquable qui aurait fait un grand préfet si la préfectorale l'avait intéressé. Il est passé dans le privé.

Avec Douvry, avec qui je faisais de fréquentes visites dans le périmètre de la ville nouvelle, j'ai découvert dans l'atelier d'un sculpteur à côté de Cergy-village, une maquette en plâtre qui était la représentation de Don Quichotte. Nous nous étions dit qu'elle pourrait être la première statue de la ville nouvelle. En même temps, il y avait là un côté symbolique de la lance tournée vers les hauts de Cergy comme pour un assaut dont on ne connaîtrait pas l'issue. En faisant couler ce cavalier dans le bronze et en le plaçant près de la Préfecture, le directeur général voulait marquer que cette ville nouvelle serait désormais comme les autres : avec ses monuments et sa statuaire et la rapprocher de toutes les villes françaises. C'était intelligent, et ça procédait du sentiment qu'il avait que, de toute façon, il fallait à la fois l'humaniser un peu, et rapprocher les élus de la ville nouvelle, par cette espèce de familiarité-là. Je trouvais que c'était tout à fait intelligent. Son équipe et lui ont été largement les auteurs, non pas les concepteurs, mais les auteurs de la ville nouvelle pour ce qu'elle est aujourd'hui.

Sabine Effosse

Il était moins en rupture sur le plan architectural et urbanistique que Hirsch. Il a réintroduit un peu d'éléments de tradition...

Gilbert Carrère

Oui, tout à fait. En même temps, d'ailleurs, qu'il a réussi à obtenir les extensions qui l'intéressaient. Parce que Cergy-le-Haut n'existait que sur le papier. Et c'était bien sur Cergy-le-Haut que Poniatowski avait mis le holà, puisqu'il touchait le Vexin. Et quand on voit Cergy-le-Haut maintenant, - j'y suis revenu puisque j'étais invité il y a un an par Spie-Batignolles - dominant la ville nouvelle, on se rend compte de l'extension de cette ville. Je me disais au fond que ceux qui ont été à l'origine de la ville nouvelle - Hirsch et l'équipe de Douvry - peuvent se flatter d'avoir fait quelque chose d'assez extraordinaire. Faire une ville.

Sabine Effosse

En avance, même par rapport à Evry, qui était l'autre préfecture... ?

Gilbert Carrère

Oui.

Sabine Effosse

Est-ce que vous aviez des contacts avec votre collègue qui était à Evry ?

Gilbert Carrère

A Evry, sauf erreur de ma part, c'était Cousseran ?

Sabine Effosse

Oui. Il y a eu Aurillac...

Gilbert Carrère

Oui, mais Aurillac était avant. Il a dirigé le cabinet de Poniowski. Je pense que c'était Cousseran.

Sabine Effosse

Cousseran était là... Il a couvert la période de Michel Boscher, après la période...

Gilbert Carrère

C'est ça. On se voyait souvent, mais je dois dire qu'on était plus, si vous voulez - c'est tout à fait en dehors du débat - on était plus soucieux des difficultés que nous avons comme préfets, sur le plan politique. C'était à l'époque où le Parti Communiste menait une opposition permanente à l'Administration : à Argenteuil et dans l'Est du département, à Sarcelles. Et donc les sujets que nous avions étaient inévitablement marqués par le souci d'échanger informations et projets. Paul Cousseran, je ne sais pas s'il s'est passionné pour la ville nouvelle, je n'en sais rien.

Sabine Effosse

Vos relations avec la préfecture de région, comment cela se passait avec Maurice Doublet ?

Gilbert Carrère

Maurice Doublet intervenait souvent. C'était un homme assez directif. Il est venu plusieurs fois visiter notamment la ville nouvelle, mais pas seulement. Il y avait chez lui, sans doute aussi chez Delouvrier, mais plus nettement chez Doublet le souci de faire des nouveaux départements des départements comme les autres, le plus vite possible.

Sabine Effosse

Il y avait des réunions régulièrement ?

Gilbert Carrère

Oui. Delouvrier d'abord, pour ce que j'ai su, mais Doublet après, nous réunissait assez régulièrement sur différents sujets, celui qui revenait, en termes d'aménagement était l'absence d'une dorsale routière pour ce département du Val d'Oise, tout en longueur, dont toute la voirie était orientée vers Paris/ et donc des pôles étaient sans liaison : l'un à l'ouest. Cergy-Pontoise ; l'autre à l'est : Roissy.

Sabine Effosse

Un découpage politique ?

Gilbert Carrère

Le souci de Doublet était à la fois de fixer la personnalité de ces nouveaux départements, et d'en faire le plus vite possible des départements comme les autres, avec leurs structures, etc. Le Val d'Oise était un cas d'école, à cet égard, puisque certaines institutions étaient restées interdépartementales : la Chambre de commerce et la Chambre d'agriculture étaient interdépartementales. La Chambre des métiers était interdépartementale, et le siège en était à Versailles.

Sabine Effosse

Et là, ça ne posait pas de problème ?

Gilbert Carrère

Je me comportais en départementaliste à « tout crin », en disant : il faut que la Chambre de commerce du Val d'Oise soit une Chambre de commerce à part entière de même pour la chambre des métiers. Je crois que Maurice Doublet m'appuyait. En même temps, Douvry avait intérêt à voir venir les sièges de ces institutions nouvelles dans les villes nouvelles. Le monde économique n'était pas pressé. Ce sont les fonctionnaires qui « découpaient », qui avaient le souci de leur pré carré, mais il y avait aussi le souci de ne pas rompre une structure socio-économique qui avait sa valeur. Les gens étaient habitués à aller à Versailles, ils ne savaient pas ce que c'était que Pontoise, qui ne comptait pas ou peu.

Et puis, la Seine-et-Oise avait une si longue histoire, avait exercé une telle influence qu'il était difficile de la rompre. Je me demande si la chambre de commerce n'est pas toujours interdépartementale.

En tout cas, pour répondre à votre question sur le rôle de Maurice Doublet, il y avait tout ça. Renforcer la personnalité des nouveaux départements, et en même temps, veiller à ce qu'ils rentrent dans le moule des habitudes, des façons de faire, etc de la région.

Sabine Effosse

Et au niveau des transports, de l'infrastructure ?

Gilbert Carrère

Le Val d'Oise était très mal placé, pour les raisons que je vous ai dites, et la première grande réalisation a été l'arrivée du RER à Cergy, justement.

Sabine Effosse

Est-ce que là, vous y avez été mêlé ?

Gilbert Carrère

Oui, relativement. Il se trouve que le président de la SNCF était Jacques Pélissier, que j'ai eu comme préfet de région à Montpellier, bien longtemps avant, mais c'était une affaire qui avait déjà été préparée, par Delouvrier. Le schéma du RER était un schéma de long terme, et donc, on attendait avec beaucoup d'impatience son arrivée.

Sabine Effosse

Mais la réalisation a été lente, je crois ?

Gilbert Carrère

L'inauguration de la station de Cergy est intervenue fin 78. Il a donc fallu du temps, et ça a été une grande affaire. Mais le résultat, c'est que ça rapprochait davantage Cergy de la capitale, mais ne réglait pas le problème des relations transversales. Roissy est resté difficile d'accès.

Je crois qu'il a fallu tout le temps qui nous sépare d'aujourd'hui pour que Cergy soit perçue comme vraiment dans la ville nouvelle, et comme chef-lieu du département du Val d'Oise.

Sabine Effosse

Oui, mais ça, c'est très largement lié, en fait, au problème des transports.

Gilbert Carrère

Oui, très largement. Il y avait un problème routier, mais aussi un problème de desserte rapprochée : SNCF et RATP. Je crois, que ces départements nouveaux ont été un peu victimes de vieilles rivalités SNCF/RATP.

Sabine Effosse

Qu'on évoque régulièrement...

Gilbert Carrère

Régulièrement. Voilà ce que je peux dire au regard de la ville nouvelle, mais en tout cas, c'est une partie du sujet qui m'a beaucoup occupé pendant cette période-là, beaucoup passionné aussi.

Sabine Effosse

Vous êtes resté cinq ans, là.

Est-ce que vous, vous étiez à l'EPA ? Oui ?

Gilbert Carrère

Oui.

Sabine Effosse

Et donc, vous aviez à chaque fois le directeur comme interlocuteur, donc soit Hirsch, soit Douvry, et le président du conseil d'administration qui était un élu. Et quel était le rôle, véritablement, des représentants de l'Etat ? Est-ce que vous interveniez directement dans les débats lorsqu'il y en avait à l'EPA, ou est-ce que vous étiez...?

Gilbert Carrère

Je n'intervenais pas beaucoup pour la raison que, en tout cas avec Jean-Claude Douvry, nous avions des entretiens réguliers. Et d'autre part, il y avait aussi intérêt à laisser s'exprimer les élus qui prenaient de plus en plus, qui voulaient prendre de plus en plus leur rôle dans

l'affaire. Donc, je ne crois pas avoir été très « interventionniste », et je crois qu'il ne fallait pas l'être non plus.

Sabine Effosse

Mais vous en aviez les moyens, si jamais il fallait...

Gilbert Carrère

Oui, oui ! Tout à fait. Par les permis de construire, les autorisations diverses qu'on était habilité à donner, ou à refuser. J'étais conscient de l'intérêt de ne pas de « rater » la ville nouvelle, pour des raisons d'autoritarisme préfectoral. Il ne fallait pas non plus, parce que la préfecture était à Cergy, une des premières réalisations, se sentir, se montrer, donner l'impression qu'on est un peu prisonnier de la ville nouvelle. Tous ces aspects ont joué. Mais le tandem que je crois que j'ai formé avec Salvi, président du Conseil Général, a beaucoup contribué à équilibrer les choses dans l'esprit public.

C'est pour cela que j'évoquais son rôle et sa position éloignée, ses origines, il était maire de Viarmes, qui est à l'autre bout du département. Le tandem préfet/président du Conseil Général a été un tandem très étroit. Je n'ai jamais retrouvé un climat pareil. Et je crois que ça a contribué à équilibrer le sujet plus général des relations de la ville nouvelle avec le reste du département. Je crois que c'est un rôle utile que nous avons tenu, l'un et l'autre.

Sabine Effosse

On a souvent dit dans les villes nouvelles, que ça avait été une réalisation technocratique, et que les élus avaient été un peu mous.

Gilbert Carrère

Oui, bien entendu, c'était le thème classique. Dans le cas de Cergy-Pontoise, surtout à partir du renouvellement municipal de 77, on ne peut pas le dire. Je crois que les élus se sont assez vite approprié la ville nouvelle.

Sabine Effosse

Et ils en ont eu les moyens ? Je veux dire qu'il n'y a pas eu...

Gilbert Carrère

Progressivement. Entre nous, je crois qu'il n'aurait pas été extrêmement bon qu'ils se l'approprient trop tôt.

Sabine Effosse

Oui. Parce qu'évidemment, il y avait aussi des agités politiques.

Gilbert Carrère

Oui. Et puis, vraisemblablement, elle n'aurait pas pris le développement qu'elle a pris. Parce que les élus étaient inévitablement sensibles à la préservation d'une partie de leur commune hors du périmètre, de l'emprise de la ville nouvelle. De ce côté-là, si vous voulez, les choses se sont bien faites, car quand je dis que Chauvin était un peu un instrument dans la main de Hirsch, c'est un peu vrai. En même temps, Chauvin est un homme intelligent, il avait de l'influence dans le département. Et donc, il a contribué, à sa manière, à faire accepter la ville nouvelle. Il a donc eu un rôle très positif de ce côté-là. Ce qui est venu après était très différent. Cela consistait à équilibrer les relations, à éviter que la ville nouvelle n'apparaisse comme un point, un corps étranger dans l'ensemble ; et à faire en sorte que, en même temps que le département en tant qu'institution démocratique prenait son envol, il était naturel que les élus de la ville nouvelle prennent aussi leur place. Il y a là quelque chose de cohérent. Et je crois, à la réflexion, que tout cela ne s'est pas mal passé.

Sabine Effosse

Oui, entre l'autonomisation du département, enfin son identité propre, et celle de la ville nouvelle, vous les voyez parallèles...

Gilbert Carrère

Oui. Les deux choses sont venues. à peu près en même temps. En tout cas, l'un a conforté l'autre. Le développement de la personnalité départementale a confirmé, a conforté celui de la ville nouvelle. Dans le même temps, est intervenu un nouveau découpage cantonal.

Sabine Effosse

Ça a permis à la ville nouvelle de prendre en fait toute...

Gilbert Carrère

Tout à fait. Le président de Conseil Général, loin par origine, de la ville nouvelle, n'a pas montré d'hostilité, loin de là, n'a pas cherché à la brider. Son rôle à lui était d'en favoriser l'intégration aussi vite que possible. Et je crois que ça a été très bénéfique. Si vous voulez, il y a eu une rencontre - qui a été largement nourrie des relations de Salvi, de Douvry et de quelques autres, mais les deux ont été des éléments moteurs, fortement épaulés par Cressent, chargé de mission dans l'équipe de Douvry. Il est passé dans le syndicat professionnel. Il a été directeur général de Garonor. Il m'était apparu comme un esprit très subtil, qui agissait beaucoup dans les relations professionnelles, pour démarcher les entreprises. Et il m'a semblé qu'il y réussissait très bien. Et donc, c'est ce que je vous disais tout à l'heure, Douvry a beaucoup orienté son équipe, et la ville nouvelle d'une façon générale, vers la construction d'un pôle, non pas seulement industriel, mais un pôle décisionnel et il a très bien réussi.

Sabine Effosse

Et Salvi est de quel bord politique ?

Gilbert Carrère

Salvi était CDS, en rivalité cachée, avec Poniowski, naturellement. Mais Poniowski avait perdu de son influence, plus tard, et s'était davantage replié sur sa mairie.

Sabine Effosse

Pour revenir à vos débuts à Cergy, vous aviez dit que vous aviez des consignes assez claires de Poniowski pour border la ville nouvelle. Comment vous arriviez, avec ces consignes de votre ministre de tutelle, à gérer l'affaire ?

Gilbert Carrère

Michel Poniowski, pris par ses hautes fonctions -Ministre d'Etat- à la tête de son parti et localement à l'Isle Adam, sa mairie, n'apparaissait qu'épisodiquement et tenait à ce que les projets touchant la ville nouvelle n'indisposent pas les élus locaux de la périphérie. Il me revenait donc de « déminer » les sujets sensibles ou suggérer des accords équilibrés.

Sabine Effosse

Et vous, vous aviez des relations directes avec ces maires ?

Gilbert Carrère

Je les connaissais tous très bien. Je les voyais souvent, un peu plus souvent que les autres d'ailleurs, et j'arrivais à équilibrer, je crois assez bien. leurs sujets de préoccupations avec les exigences de l'extension progressive de la ville nouvelle. Un certain nombre de maires étaient très proches de la technostucture de la ville nouvelle et étaient de bons interprètes de leurs collègues. C'était le cas du maire de Cergy.

Sabine Effosse

Pour quelles raisons ?

Gilbert Carrère

Ils étaient en première ligne... Leur intérêt, c'était que la ville nouvelle se développe, les reproches que leur faisaient certains habitants, c'était que petit à petit, ils finiraient par être comme des ilotes. En vérité, c'était des maires ruraux, apparemment prêts à concéder mais habiles à saisir des avantages en termes d'équipement ou d'emploi, conscients que la ville nouvelle était l'inéluctable manifestation de l'expansion urbaine autour de Paris

Sabine Effosse

Ça na pas toujours été le cas dans d'autres départements.

Gilbert Carrère

Le Maire de Cergy était sincère de ce côté-là. Quelques maires trouvaient la ville nouvelle pesante, c'était le cas du maire de Jouy-le-Moutier, qui se battait âprement pour garder à sa commune ses bois et ses paysages et qui s'appuyait sur Poniowski pour défendre les Hauts de Cergy. Poniowski s'appuyait donc sur lui pour brider les volontés expansionnistes de la ville nouvelle. Il y en avait deux ou trois de ce type là. Gourmelen, maire d'Osny, jeune élu, du parti de Poniowski, et qui est devenu par son talent et son entregent président du syndicat de l'agglomération nouvelle. Il est un de ceux qui ont voulu l'EPA. Le jeu était très enchevêtré. Et puis, il y avait l'opposition politique, dont le maire d'Eragny, qui a été longtemps une « figure » locale et qui escomptait une modification de l'équilibre politique. De ce jeu compliqué, Hirsch ne tenait pas tellement compte. Douvry, au contraire, s'en amusait et savait s'accorder avec le préfet pour jouer des intérêts des diverses communes sur le sujet capital des permis de construire. Un membre du cabinet du Ministre était sensé suivre de plus près le jeu local. Il venait de temps en temps à la préfecture. Michel Poniowski réagissait vigoureusement de temps à autre mais c'était l'Isle Adam, et le Vexin de l'autre côté

qui l'intéressaient. Il avait beaucoup songé à Pontoise, dont il sentait que c'était un point dur pour lui, électoralement parlant. Sa réticence ou hostilité à la ville nouvelle se doublait d'une réticence à l'égard de son président qui était le maire de Pontoise, sous Chauvin.

Sabine Effosse

Vos attributions principales, c'était un regard, bien évidemment, sur les permis de construire...

Gilbert Carrère

Oui. Et il ne faut pas oublier que le préfet, à ce moment-là, était l'administrateur du département, c'était avant la décentralisation. J'avais donc des attributions comme représentant du département : la partie voirie, les écoles primaires...

Sabine Effosse

C'était directement de votre ressort.

Gilbert Carrère

Oui, de même pour les équipements de santé : dispensaires ou sportifs.

Sabine Effosse

Et à propos de votre intervention, de vos compétences en matière de voirie, d'écoles, d'équipements sportifs, là, vous aviez affaire directement au directeur de l'EPA, ou...?

Gilbert Carrère

Oui, plus ou moins directement, selon les secteurs. S'agissant du secteur routier, le directeur de l'Equipement comptait. Et c'était un polytechnicien, aussi. Mon intérêt était de laisser les relations s'engager directement avec les responsables de la ville nouvelle, sauf à arbitrer. Au demeurant, ses services étaient dans la préfecture même et nos relations étaient aussi fréquentes qu'aisées. Avec les autres directeurs, j'étais sans doute plus directif.

Sabine Effosse

D'accord. Et en matière de crédits, la ville nouvelle disposait de... Il n'y a pas jamais eu de...

Gilbert Carrère

Non. C'est une époque où elle avait beaucoup de moyens. Il y avait une enveloppe particulière "ville nouvelle", d'ailleurs, qui était un sujet en elle-même et qui, naturellement, suscitait la jalousie. Le préfet et le président du Conseil Général avaient, un rôle difficile de compensation.

Sabine Effosse

Oui. Il fallait donner des contreparties aux...

Gilbert Carrère

Oui, ou expliquer pourquoi, en raison de facteurs d'expansion économique, du développement démographique simplement devrait se faire l'affectation des crédits à l'Etat ou départementaux.

Sabine Effosse

Pour revenir au volet entre Chauvin et Hirsch, ça tenait à quoi, ces très bonnes relations, le fait que Chauvin se soit complètement rallié ?

Gilbert Carrère

Je ne sais pas s'il s'était «rallié», ou si c'était sa conviction. Moi, quand je suis arrivé, ils étaient là, en place, tous les deux. Leurs relations étaient établies, elles étaient étroites. Hirsch savait avoir avec Chauvin les relations qu'il convenait d'avoir avec un sénateur président du Conseil Général. Et il y avait des relations d'estime réciproque. Ils étaient très liés l'un à l'autre. J'ai pris ça comme un constat.

Sabine Effosse

Oui, bien sûr.

Gilbert Carrère

Et là aussi, Chauvin a été utile au nouveau préfet. Il m'aurait même volontiers « cornaqué », si vous voulez. Il est possible que mes relations avec Bernard Hirsch auraient été franchement conflictuelles s'il n'y avait pas eu Chauvin. Parce que Hirsch était tout d'un bloc, conscient de l'importance de son rôle, de sa mission, très appuyé par Paris : il fallait faire des villes nouvelles, c'était une politique nationale.

Sabine Effosse

Quand vous dites que c'était appuyé par Paris, c'est par le Gouvernement, ou par...

Gilbert Carrère

Il y avait le Groupe central des villes nouvelles, dépendant du ministère de l'Équipement. Il y avait Jean-Eudes Roullier homme déjà influent qui devait être directeur de la construction ?

Sabine Effosse

Roullier, il a été Secrétaire général du Groupe...

Gilbert Carrère

Oui, oui. Il l'était, mais je ne sais pas s'il n'a pas eu une autre fonction, encore. En tout cas, il avait un rôle pilote, dans cette affaire-là. Et dans cette période, les villes nouvelles, étaient un élément de la politique du gouvernement. Et Hirsch savait faire auprès des grandes instances parisiennes ce qu'il fallait pour ça.

Sabine Effosse

Parce que vous, vous n'aviez pas de relations directement avec le Groupe Central des villes nouvelles ?

Gilbert Carrère

J'en avais épisodiquement, puisque je voyais Roullier - nous sommes de vieux amis maintenant, Roullier et moi - et il faut dire aussi qu'il y avait eu un élément qui avait joué sur la fin : en 76-77 je crois, j'avais fait un voyage au Mexique, au titre des rencontres entre les gouverneurs mexicains et les préfets français, avec Jean-Eudes Roullier. Mais c'est vrai, mes relations étaient secondes avec le Groupe Central des villes nouvelles.

Sabine Effosse

Et lui, Hirsch, savait donc jouer, en fait...

Gilbert Carrère

Et l'homme était conscient de l'importance de sa mission : faire une ville , était très habité par cette vision, il y croyait, et il fallait que « ça passe ».

Sabine Effosse

D'accord. Et il avait effectivement le soutien de l'Équipement. Mais vous, c'est pareil, par rapport aux autres ministères : l'Équipement ou les Finances, vous n'aviez pas de relations...

Gilbert Carrère

Moins fréquentes et pas du même ordre ; n'oublions pas les solidarités de l'inspection des finances et du conseil général des ponts et chaussées.

Sabine Effosse

D'accord. Alors sinon, pour revenir un peu au développement même de la ville, Hirsch, c'était plutôt les logements. Vous, quelle était la situation du logement, quand vous êtes arrivé à Cergy ? Est-ce qu'il y avait encore cet esprit de faire beaucoup de collectif, beaucoup de...

Gilbert Carrère

Il y avait tout un débat sur l'habitat individuel, le collectif, la propriété, la location... un grand débat, en effet. Comment ça se traitait ? dans les conférences administratives régionales, les préfets qui avaient des villes nouvelles se montraient particulièrement offensifs sûrs de la priorité accordée aux villes nouvelles.

Sabine Effosse

Et le pourcentage de logements sociaux, par exemple, est-ce que vous pouviez...?

Gilbert Carrère

On a essayé de le faire évoluer. C'était un grand sujet de Jean-Claude Douvry, en particulier, qui avait conscience que le développement du logement locatif n'était pas sans risque. Le fait est que le type d'habitat dans ces villes nouvelles a entériné un certain type de transferts de population de Paris vers l'extérieur. Le problème de ceux qui n'avaient pas les moyens de s'installer à Paris - ou d'y rester - se sont transportés notamment en villes nouvelles. Percevons nous suffisamment les problèmes sociaux et, en outre, de sécurité qui pourraient en résulter ? Je n'en suis pas sûr et je crois qu'il manquait sur cet important sujet et sur l'ensemble de l'Île de France une sorte d'observatoire.

Sabine Effosse

Oui, les premiers habitants, c'était fin 72, je crois.

Gilbert Carrère

Oui, les tous premiers. Et d'ailleurs, les élus se trouvaient bien de n'avoir pas trop de revendications de ces premiers habitants, qui allaient ensuite en avoir beaucoup,

Sabine Effosse

Et la population qui est arrivée à cette période, c'était plutôt des jeunes ménages avec enfants...?

Gilbert Carrère

C'était ça. Plus des gens attirés par la ville nouvelle qui ne venaient pas spécifiquement de Paris, qui venaient attirés par des emplois. C'était un élément d'attraction.

Sabine Effosse

La grande idée de Douvry, à l'origine, c'était quand même de favoriser l'équilibre entre les habitats ?

Gilbert Carrère

Au début, on y arrivait très bien. Ça a donné en conséquence une population très mélangée, avec des problèmes particuliers en matière d'enseignement notamment. Ça se comprend très bien. Et sociologiquement, une population un peu plus frondeuse, plus exigeante

Sabine Effosse

D'accord. Alors, on a parlé des transports, des équipements... Est-ce qu'il y avait déjà eu des révisions d'objectif en termes de développement de la ville, en 77 ?

Gilbert Carrère

On en a parlé beaucoup. C'était un grand sujet. Mais je ne crois pas que ça se soit traduit à ce moment-là. C'est venu plus tard.

Sabine Effosse

Oui, parce que j'allais dire, la crise économique avait déjà eu un premier impact... Et c'est vrai qu'à l'origine, Delouvrier avait vu grand, les villes nouvelles : 300 000 habitants,...

Gilbert Carrère

Oui. On en parlait beaucoup. Je ne crois pas qu'il y ait eu de révision proprement dite à cette époque-là.

Sabine Effosse

Vous l'aviez déjà à l'esprit ?

Gilbert Carrère

Oui, tout à fait. Et c'était une autre facette de l'intuition qu'avait eu Poniatowski, un peu avant : non pas seulement pour des raisons d'ordre électoral mais d'équilibre sociologique. La crise de 1973 a eu des effets plus sensibles en villes nouvelles qu'ailleurs, en termes de cherté des loyers, de difficulté des familles nouvellement installées...Ce n'est pas par hasard que s'est développé en Val d'Oise le mouvement «Habitat et vie sociale », d'inspiration chrétienne. J'ai gardé un grand souvenir de son initiateur en Val d'Oise, M. Houel, sensible à l'accroissement des impayés de loyer, d'électricité....au surendettement.

Sabine Effosse

Ah, oui ! Déjà ?

Gilbert Carrère

Tout à fait. Jacques Barrot, qui était secrétaire d'Etat au logement, avait fait du Val d'Oise un département pilote sur le sujet et a encouragé des solutions de sursis aux expulsions en hiver, de délais de paiement qui avaient été imaginés et appliqués dans ce département avec, je crois quelque efficacité et beaucoup de foi.

Sabine Effosse

Et c'était lié au fait de l'arrivée de populations déjà un peu...

Gilbert Carrère

Plus fragiles, tout à fait. Les deux étaient liés.

Sabine Effosse

Mais dès le départ, ça ?

Gilbert Carrère

C'était la période 77-79, mais je rappelle que la crise avait commencé en 73 avec l'augmentation considérable du prix du pétrole.

Sabine Effosse

D'accord. Et pourquoi, à votre avis, les villes nouvelles ont accueilli ce type de population ?

Gilbert Carrère

C'était consécutif à la montée des loyers à Paris et aussi aux types de logements choisis. La dominante logement social entraînait aussi, un type d'habitant.

Sabine Effosse

Et au niveau des élus, il n'y a pas eu de discussion, justement, sur ce pourcentage de parc social ?

Gilbert Carrère

Je ne me souviens pas qu'on en ait parlé beaucoup.

Sabine Effosse

Ça avait été imposé par l'Etat, si je puis dire ?

Gilbert Carrère

Oui. Il fallait répartir le contingent. Les élus de la ville nouvelle s'en inquiétaient plus que les autres. Ce que j'avais en charge, c'était de chercher le moins mauvais équilibre entre les dotations ville nouvelle et le reste du département. C'était un grand sujet, très discuté, et qui valait au Conseil Général de longs débats. La session de 76 avait commencé vers le 10 juin, et le 1^{er} juillet, n'était pas finie.

Sabine Effosse

Et c'était directement lié à l'implantation de la ville nouvelle ?

Gilbert Carrère

Non. Ce n'était pas directement lié à ça. C'était lié au développement de l'opposition politique et à l'urgence de certaines situations.

Les nouveaux conseillers généraux de la ville nouvelle étaient plus offensifs que les autres.

Sabine Effosse

Et parfois on analysait que les villes nouvelles avaient été des points d'appui pour une stratégie de reconquête par la Gauche de la...

Gilbert Carrère

Je ne sais pas si c'était une stratégie ou une illusion, mais si vous voulez, il y avait ça.

Sabine Effosse

Là, c'était à propos de Cergy. Pour vous, maintenant, avec le recul, comment jugez vous cette idée de ville nouvelle ? Est-ce que pour vous, ça a été une réussite ? Est-ce qu'il y avait des ajustements à faire, peut-être à des moments où... qui n'ont pas été effectués ?

Gilbert Carrère

Je ne puis parler que pour Cergy-Pontoise. Avec le recul je crois que c'est plutôt ou même nettement une réussite : une grande qualité d'équipement publics, un taux d'emploi élevé, l'arrivée de cadres jeunes etc...de l'espace, des espaces verts etc... ce qui signifie pas qu'il n'y ait pas à redire sous certains points : le type d'habitat, l'absence de commerce de proximité...

Sabine Effosse

Il y avait des personnes qui voyaient plus un développement des villes moyennes à 50 km de Paris...

Gilbert Carrère

Il y avait cette idée. Moi, je me suis assez rapidement convaincu que c'était une grande politique, et une politique très nécessaire.

Sabine Effosse

Pour la région parisienne...?

Gilbert Carrère

Oui, je ne parlais que pour la région parisienne. Quand vous parlez de ville moyenne, vous avez raison : c'était le cas de Pontoise. Vous avez des gens qui disaient qu'il suffisait de faire croître Pontoise, je ne le crois pas ni en termes de structure sociologique ni d'espace.

Sabine Effosse

En 74, vous aviez eu peu de contacts avec les villes nouvelles avant...?

Gilbert Carrère

Jusque là, non, pas du tout. Très peu. J'étais allé une fois ou deux faire des visites, mais c'était tout. Dans l'histoire française contemporaine la politique des villes nouvelles a été une des trois ou quatre grandes ambitions avec le développement industriel qui était la préoccupation dominante de Pompidou. C'était un grand sujet. Et ça a été une grande réalisation de la V^{ème} République. Il a fallu une structure institutionnelle aussi forte que celle de la V^{ème} pour aboutir. Si on n'avait pas su découper en six ou huit les deux départements de la Seine et de la Seine-et-Oise, on n'y serait jamais arrivé. La résistance de la Seine-et-Oise en tant que structure annulaire s'y serait opposée.

Sabine Effosse

Donc, en fait, la réforme départementale et la création des villes nouvelles...

Gilbert Carrère

Il y avait un lien. Oui. Je crois. De la même façon que je ne voyais pas très bien comment Evry se serait développé, si Evry n'avait pas été chef-lieu d'un nouveau département. Il fallait un peu, pour parler français, « casser » la structure départementale traditionnelle pour arriver à faire des villes nouvelles. Il fallait plus que ça, mais il fallait ça.

Sabine Effosse

Et au niveau de la préfectorale, d'ailleurs...?

Gilbert Carrère

On s'y est très bien plié. Très bien. Je dirais même que... La réforme régionale, la création de nouveaux départements, la politique des villes nouvelles ont apporté un regain considérable à la préfectorale. De Gaulle, dans ses mémoires, dit à propos de l'administration préfectorale

qu'elle a toujours su s'adapter, et il dit - ce qui un peu méchant d'ailleurs - qu'elle « s'accommodait des structures existantes ». Et c'est vrai. En revanche, tout ce qui a été fait à cette époque apportait et justifiait effervescence, activité, et même enthousiasme. C'était une grande aventure, très difficile, mais une grande chose. Ça allait de pair avec la vogue de planification. On n'aurait pas pu concevoir une politique des villes nouvelles sans planification d'aménagement du territoire.

Sabine Effosse

Parce que en fait, Delouvrier avait pris la précaution, aussi, pour revenir aux origines, au début des années 60, de s'entourer également de préfets pour bien étudier...

Gilbert Carrère

Oui.

Sabine Effosse

Je pense à Jean Vaujour...

Gilbert Carrère

Il avait connu Vaujour en Algérie, aussi. Delouvrier avait compris l'importance de la préfectorale en Algérie.

Sabine Effosse

Et dans l'approche territoriale, c'était un peu...

Gilbert Carrère

Tout à fait. C'est une très grande époque, où il se trouve que de façon tout à fait délibérée ou pas, je n'en sais rien, ces grands sujets sont venus en même temps. La dimension de l'aménagement du territoire dont la politique des villes nouvelles découle indirectement, la planification qui permettait de programmer des structures aussi compliquées que des villes nouvelles, et le découpage de la région parisienne, tout cela.

Sabine Effosse

Oui, mais il a encore fallu le poids de l'Etat...

Gilbert Carrère

Ah, oui ! Ça ne pouvait se concevoir autrement. On aurait eu vraisemblablement des excroissances de villes existantes, avec des gestions beaucoup plus difficiles, finalement. Parce qu'il y a eu des partisans de cette formule, qui consistait à dire : "Grossissons Versailles, grossissons Pontoise, grossissons Chartres, etc." Je crois que finalement, c'était absolument utopique. Je me trouve très heureux de m'être trouvé dans cette époque-là.

Sabine Effosse

D'avoir participé à cette "aventure".

Gilbert Carrère

Tout à fait. De même que d'avoir été chef de mission régionale à Montpellier en 62-67, pendant cinq ans. Pas seulement pour l'aménagement du littoral, mais parce que c'était l'époque de la réalisation, du développement de l'institution régionale.

Sabine Effosse

Et vous pensez que c'est dans ces années-là qu'est apparue l'émergence d'une conscience régionale ?

Gilbert Carrère

Oui. Très vite. Je suis très frappé de voir... Mais je ne puis raisonner que depuis... je suis revenu d'Algérie en 62..., de juillet 62 à 67, en cinq ans... on est passé d'une solution de transition qui était celle des préfets coordonnateurs, aux préfets de région, avec la petite équipe de mission régionale. Et en l'espace de cinq ans, on est arrivé au SGAR. Ceci m'amène à penser que le phénomène régional est venu au moment exactement approprié. Ce qui montre aussi que la structure départementale était un peu dépassée. En tout cas, dans une région d'opposition comme le Languedoc-Roussillon où les départements étaient très implantés, le concept régional s'est développé avec une vitesse incroyable.

Sabine Effosse

Et selon vous, ça tenait effectivement au fait que la structure départementale était un peu...

Gilbert Carrère

Elle a dû l'accepter, sauf à « reprendre » ses billes, parce que : c'était la « réforme régionale de de Gaulle ».

Sabine Effosse

Et à votre avis, à quoi est lié cet échec, justement, du référendum ?

Gilbert Carrère

Plusieurs causes ont joué : des causes politiques. Le Général est apparu fatigué, il était sur sa dernière lancée, il y avait eu 68 qui a été une cassure dans le développement régional dont certains esprits habiles se sont saisis. Politiquement, je n'ai rien à dire. Sur le plan qui nous occupe, je trouve que c'est dommage, parce que c'était à l'époque où la France allait changer de visage à toute vitesse.

Sabine Effosse

Et pour vous, est-ce que ça a eu un impact, après, sur cette politique régionale ?

Gilbert Carrère

Bien sûr. Pompidou en a tiré la conclusion : "Faisons une fédération, une union des départements, mais ne parlons pas de régions. Ne parlons pas d'administration et de bureaucratie régionales". C'était ça, le thème. Il n'y en avait pas d'autre à ce moment à adopter. Il ne pouvait pas dire : "Continuez".

Sabine Effosse

Juste une question, aussi. Est-ce que vous aviez des rapports avec Paris, le préfet de Paris ?

Gilbert Carrère

Non. Très peu. On le voyait dans les conférences régionales. Mais on n'avait pas d'autres rapports.

Sabine Effosse

Le fait que la ville nouvelle de Beauchamp n'ait pas été réalisée, ça, vous n'avez pas du tout été...

Gilbert Carrère

Non. Je n'ai pas connu. D'abord, je ne me souviens pas qu'on en ait beaucoup parlé à ce moment-là.

Sabine Effosse

Durant les cinq ans à Cergy, vous avez vu arriver de nouveaux habitants, la construction de la ville nouvelle... Lorsque vous quittez votre poste, est-ce que pour vous la ville nouvelle était déjà acceptée ?

Gilbert Carrère

Oui. Elle était devenue un élément du paysage du Val d'Oise, sans aucun doute. Elle ne pouvait pas être remise en cause.

Sabine Effosse

Après, une dernière question, puisque vous avez poursuivi votre carrière comme préfet commissaire de la République de la région Rhône-Alpes...

Gilbert Carrère

Oui, bien après.

Sabine Effosse

Voilà, entre 85 et 89, là, est-ce que vous avez retrouvé cet aspect des villes nouvelles, je pensais à l'Isle d'Abeau ?

Gilbert Carrère

L'Isle d'Abeau. Ce n'était pas le même sujet. C'était fait.

Sabine Effosse

Il y avait eu des soucis.

Gilbert Carrère

Avec des difficultés, oui. Nous connaissions les difficultés de l'Isle d'Abeau que vivait davantage, en premier, le préfet de l'Isère, naturellement. Mais on les connaissait.

Sabine Effosse

D'accord. Et à votre avis, cet échec relatif, est-ce que ça n'avait pas été lié, justement, aux rivalités entre l'Isère et...

Gilbert Carrère

Oui. Elle était mal située, pratiquement à cheval sur les deux départements. Je crois qu'il ne fallait pas soulever trop de problèmes interdépartementaux en créant les villes nouvelles. Parce que l'époque que vous évoquez, c'est une époque où on n'a plus les mêmes ambitions. On est dans la gestion. On n'est plus dans la vision. Ce n'est plus pareil. La difficulté, aussi était qu'elle était faite de cinq ou six unités différentes.

Sabine Effosse

Et il y avait eu une opposition du maire de Lyon.

Gilbert Carrère

Mais c'est surtout le fait qu'elle n'a pas elle-même trouvé ses marques, le point de focalisation. Des unités de cette ville nouvelle de l'Isle d'Abeau, il n'y en avait pas une qui dominait suffisamment. Il n'y avait pas d'élément moteur. Et Grenoble était un peu loin.

Sabine Effosse

Oui, c'était un petit peu la rivalité entre Lyon et Grenoble. Et je crois que les préfets ne s'étaient pas non plus très bien entendus, à l'époque.

Gilbert Carrère

Oui, il y avait sûrement ça, et des divergences de caractère politique, entre l'Isère à gauche, le Rhône à droite.

Sabine Effosse

Est-ce que pour vous, effectivement, la relation avec les élus est quand même déterminante dans la réussite d'un projet ?

Gilbert Carrère

Bien sûr. Ici plus qu'ailleurs.

Sabine Effosse

D'accord. Juste une dernière question, est-ce que vous avez eu vent de problèmes fonciers ? Par exemple pour Cergy-Pontoise, c'est vrai que les agriculteurs ont longtemps résisté pour vendre leurs terres. Est-ce qu'il y a eu des problèmes fonciers de grande envergure sur lesquels vous avez dû intervenir ?

Gilbert Carrère

Je ne me souviens pas. Ça a joué, mais le fait que des hommes comme Claudel, longtemps conseiller général, longtemps mêlé à la ville nouvelle qui étaient des pacificateurs-nés - il était agriculteur, lui, Claudel - la présence de ces hommes-là a permis de lisser beaucoup le sujet. C'était vrai pour lui, c'était vrai pour tel autre, qui ont joué un rôle un peu pacificateur, modérateur. Il n'y a jamais eu de drame. Et il y avait l'intérêt de vendre à bon prix aussi. Il s'agissait de structures agricoles du genre de la Beauce pas des petites structures du type du Sud-Ouest, auquel cas, ça aurait été autre chose.

Sabine Effosse

En tout cas pas pour votre période. Peut-être la période antérieure, mais pas là. Et alors, pour conclure sur Delouvrier que vous n'avez pas beaucoup fréquenté lorsque vous étiez...

Gilbert Carrère

Dans cette partie-là de sa vie, non.

Sabine Effosse

Mais avant, vous l'aviez connu en Algérie ?

Gilbert Carrère

Oui.

Sabine Effosse

Pour vous, c'était le type d'homme qui était à même de mener ce projet de réaménagement de la région parisienne ?

Gilbert Carrère

Sûrement. Il était tout à fait fait pour ça. C'est un grand personnage. J'ai gardé beaucoup d'admiration pour lui. On s'est retrouvé, d'ailleurs, quelques fois... en 86-87. Il est venu à côté de Lyon - il était président d'une

fondation - inaugurer une statue, à la mémoire d'Ampère. Je l'avais retrouvé, on s'était embrassé : on sent les hommes ! Mais c'était un grand esprit, un très grand monsieur.

En Algérie, je ne l'avais pas vu souvent : deux ou trois fois, mais assez longuement à chaque fois. Il aurait été un Premier Ministre assez extraordinaire. C'est une époque qui a eu de grands personnages. Doublet était un grand personnage à sa manière : pas par la taille, mais par la qualité et par opiniâtreté qu'il avait, et la hauteur de vue qu'il a manifestée aussi. Voilà le souvenir à garder. Et de lui en particulier.

Sabine Effosse

Ecoutez, je vous remercie.

Programme interministériel Histoire et Evaluation des Villes Nouvelles

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

Campagne d'archives orales

Entretien de **Gilles Carrez**

Archiviste : **Sabine Effosse**

Date de l'entretien : **25 mars 2004**

N° de l'entretien : **1**

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

Gilles CARREZ

Date de naissance :

29 août 1948 à Paris

Etudes et Diplômes :

HEC

ENA

Carrière :

Administrateur civil au Bureau des villes nouvelles, ministère de l'Équipement, 1976-1980

Secrétaire général de l'EPA de Marne-la-Vallée, 1980-1982

Chargé de l'aménagement, du plan et des contrats régionaux de la région Ile de France, 1983-1986

Secrétaire général adjoint (délégation Disney) du GCVN, 1987-1990

Secrétaire du GCVN, 1990-1993

Conseiller général du Val-de-Marne, 1985

Maire du Perreux-sur-Marne, depuis 1992

Député du Val-de-Marne depuis 1993

Sabine Effosse

Vous arrivez donc au Bureau des Villes nouvelles en 1976, c'est cela ?

M. Gilles CARREZ

Oui.

Mme Sabine EFFOSSE

Au Ministère de l'Équipement. Est-ce votre choix et pour quelle raison ?

M. Gilles CARREZ

C'était un choix très clair. Je pouvais aller à la Direction du Budget à ma sortie de l'ENA, qui était plus prestigieuse et je n'avais pas entendu parler auparavant des Villes nouvelles. Mais le contact avec les personnes qui s'occupaient à l'époque de la DAFU, c'était Jean Millier et Jean-Eudes Roullier m'ont fait découvrir un domaine dans lequel on pouvait agir, semble-t-il. C'est ce côté opérationnel qui a provoqué ce choix qui était un peu à rebours de ce que l'on fait d'habitude et qu'il fallait prendre très vite. Je n'ai pas choisi l'Équipement, j'ai choisi les Villes nouvelles.

Mme Sabine EFFOSSE

A votre arrivée, quelle est la situation que vous rencontrez ?

M. Gilles CARREZ

D'abord un univers dans lequel j'ai découvert l'urbanisme et l'architecture. J'ai été très frappé par l'importance que prenaient les problèmes d'urbanisme et d'architecture alors que j'entrais dans le Bureau des Villes nouvelles, qui, a priori, était plutôt administratif : gestion de crédits. Mais ce choix a été immédiatement validé parce que je suis entré de plain-pied dans un monde que je ne connaissais pas et qui était vraiment un monde de bâtisseurs, et c'est cela qui m'a le plus frappé. Non pas des personnes qui empêchaient de faire ou qui contrôlaient, mais des personnes qui voulaient absolument aller de l'avant, construire et réaliser. Depuis, je le regrette d'autant moins qu'avec l'expérience je me suis rendu compte qu'il y a deux catégories

de responsabilités, puis deux catégories d'hommes et de femmes. Il y a ceux qui essaient de faire et il y a ceux qui empêchent de faire. J'ai deux souvenirs de ces toutes premières semaines. Le premier, c'est une visite à Marne-la-Vallée où les responsables de l'EPA m'emmènent dans une sorte de mirador qui était construit sur des vergers qui existaient encore en plein Pavé Neuf, exactement à l'endroit où il y a aujourd'hui le centre commercial. Et de ce mirador qui était à deux encablures de l'endroit où j'habite au Perreux, où je venais de m'installer, ils m'ont expliqué qu'il y aurait là une ville. Et il n'y avait rien. Il y avait quelques chantiers parce qu'il y avait des problèmes d'infrastructure. Et je me souviens encore de Patrice Chevalier qui était le directeur financier de l'EPA, me disant : "Tu vois ! Là il y aura l'installation des Galeries Lafayette qui, pour la première fois, vont se décentraliser. Là, on espère aussi avoir Le Printemps, parce que si on les Galeries, on aura aussi Le Printemps. Le parking sera là..." Il y avait l'architecte, je ne sais plus si c'était Zubléna ou Macary. C'était en juin 1976, un premier souvenir.

Le deuxième souvenir - parce que j'ai fait le tour des villes nouvelles -, c'est le Vaudreuil. J'arrive au Vaudreuil en pleine campagne normande et je vois ce truc sur pilotis et je trouvais cela complètement surréaliste. Je rencontre donc le directeur de l'époque qui s'appelait Jean-Paul Lacaze, et je me souviens qu'à l'époque le plan financier prévoyait 1 200 logements par an. Et moi, je suis d'origine provinciale. Je suis rentré, je suis allé voir Roullier et je lui ai dit : "c'est complètement démentiel. Ce truc est démentiel. D'abord, pourquoi mettre les gens dans des immeubles sur pilotis en pleine campagne ? Et 1 200 logements par an, vous êtes tombés sur la tête !" Roullier m'écoutait avec un sourire en coin et il m'a répondu : "vous verrez ! En villes nouvelles, les objectifs tirent derrière eux la réalité." Cela n'a rien tiré du tout ; et ce que j'ai vraiment aimé, c'était la foi et le caractère volontariste.

Après, que dire ? La richesse est d'abord humaine et intellectuelle. J'ai ressenti cela immédiatement et vraiment, parce qu'on est complètement obnubilé à la sortie de l'ENA par les histoires de chouettes carrières ou autres, et je me suis dit que vraiment dans la vie il faut choisir un peu à l'intuition ce que l'on a envie de faire et ce qui vous plaît dans l'instant, parce qu'au moins on est sûr de cela. Or, là je n'ai absolument pas été déçu parce qu'il y a une qualité extraordinaire qui est le mélange des spécialités, des centres d'intérêt. Et finalement, derrière cela le travail d'équipe est le seul endroit dans ma vie professionnelle où j'ai pu assister à des réunions où il y avait autour de la table un financier, un ingénieur, un juriste, un architecte, un urbaniste.

Mme Sabine EFFOSSE

Autrement dit, des sociologues.

M. Gilles CARREZ

Des sociologues, c'est une richesse inouïe, je ne l'ai jamais retrouvée. C'est quelque chose dans la gestion aujourd'hui de ma vie du Perreux que j'ai toujours en tête. C'est de ne pas hésiter à associer des compétences extrêmement multiples, et c'est extraordinairement stimulant.

Mme Sabine EFFOSSE

Là, vous restez quatre ans ?

M. Gilles CARREZ

Là, je suis resté quatre ans. J'ai eu la chance d'avoir un adjoint formidable, parce qu'au bout d'un an je suis devenu chef de bureau et peu de temps après j'ai eu comme adjoint Jean-Marie Duthilleul qui avait une formation d'architecte et d'ingénieur-architecte. Déjà à l'époque, ce qu'il y avait d'extraordinaire, mais que j'ai vécu encore plus un peu plus tard, c'était l'idée d'être avec une équipe, avec des gens de diverses formations ou spécialités et de se dire : "voilà ! On a 100 hectares, qu'est-ce qu'on va faire ?" Tout cela se traduit ensuite par des plans d'aménagement de zone pour une ZAC et les bulldozers rentrent sur le terrain. C'est fabuleux et ça va beaucoup plus vite.

Au Perreux, on commence enfin à faire bouger le centre-ville. J'aurais mis quinze ans, alors que là sur un laps de temps... Je vous en parlerai après à propos de Disney où cela a été encore plus extraordinaire.

Mme Sabine EFFOSSE

Pendant ces quatre ans, vous vous occupiez plus particulièrement de Marne-la-Vallée ?

M. Gilles CARREZ

Non, de l'ensemble des Villes nouvelles.

Mme Sabine EFFOSSE

Non, parce que certaines sont déjà quand même bien avancées. Je pensais à Cergy.

M. Gilles CARREZ

On avait la gestion des crédits. Il fallait donc bien les gérer. Le Crédit Foncier, la voirie, et nous avons la tutelle des établissements publics du point de vue de la gestion du personnel et du suivi général.

Mme Sabine EFFOSSE

Est-ce qu'il y a eu des dossiers plus particulièrement, pas difficiles, mais plus importants que d'autres ?

M. Gilles CARREZ

Des difficultés, non. 1976-80 était une période assez faste.

Mme Sabine EFFOSSE

Pourtant, c'était le début de la crise économique.

M. Gilles CARREZ

Oui, mais on ne l'a pas vraiment ressentie en termes budgétaires. Par exemple, les moyens sont restés très importants, notamment sur la politique foncière où nous avons pu conduire beaucoup d'acquisitions foncières sans difficulté. La difficulté que l'on a rencontrée, c'était justement Marne-la-Vallée qui était dans une crise financière gravissime parce que l'implantation des Galeries Lafayette avait été remise en cause, et il a fallu dès lors revoir complètement la stratégie. C'était une mairie communiste, elle avait basculé à gauche en 1977 et avait exigé de ne faire que du logement social. Il est vrai que je me souviens de réunions très désagréables où, parce qu'il fallait bien vendre des charges foncières, on était tous conscients que l'on faisait des conneries pour l'avenir, et ça n'a pas manqué. Ça, c'est un très mauvais souvenir. Un système contraignant où vous êtes quand même obligés de vendre des

charges foncières parce qu'il faut bien équilibrer les comptes, et tout le monde vous pousse. Les financiers vous poussent et ils vous disent qu'il faut faire rentrer de l'argent. J'en ai tiré la conclusion que pour faire du bon travail, il faut essayer de s'affranchir de la contrainte du temps ou des phases du cycle.

Mme Sabine EFFOSSE

C'est un peu difficile.

M. Gilles CARREZ

C'est difficile. Dans la suite du développement de Marne-la-Vallée, cela a été quand même mieux pris en compte.

Mme Sabine EFFOSSE

Mais au début vous n'aviez pas le choix en fait ?

M. Gilles CARREZ

Oui.

Mme Sabine EFFOSSE

D'accord. Donc, c'est surtout Marne-la-Vallée qui était la dernière à faire la démarche ?

M. Gilles CARREZ

Marne-la-Vallée, c'était notre souci principal parce que Sénart balbutiait à l'époque. C'était le tout début de Sénart.

Mme Sabine EFFOSSE

Puis je crois qu'il y avait aussi des désaccords au niveau local sur Sénart ?

M. Gilles CARREZ

Oui, il y avait des blocages. Enfin, Sénart ne nous posait que des problèmes d'acquisitions foncières. Il y avait de grandes et fameuses propriétés à acheter, et on achetait cela à travers ces crédits qui n'étaient pas rationnés, plus la Caisse des Dépôts. J'ai quand même le souvenir d'une politique qui bénéficiait d'un réel appui de l'État.

Il y a eu un virage vers l'individuel, auquel j'ai personnellement participé et souscrit. J'évoquais l'épisode du Vaudreuil, mais dans beaucoup de ces villes on avait commencé par les constructions centrales, par un urbanisme de dalle dont on sentait déjà que ça ne fonctionnerait pas. On aurait pu éviter Marne-la-Vallée, je le disais à l'instant. Evry c'était déjà fait parce que les décisions dataient de la fin des années 60, du début des années 70. Là-dessus, contre un certain nombre de nos urbanistes, d'architectes, j'ai plaidé, je me suis engagé totalement sur l'individuel. Plus tard à Marne-la-Vallée, quand j'y étais entre 1980 et 1982, c'est là que nous avons imaginé cette stratégie radicalement différente où au lieu de commencer par le centre et par la gare, on essaie de donner une image de qualité. Il ne faut pas oublier que les Villes nouvelles sont venues un peu en réaction face aux ZUP, mais des ZUP qui, à l'époque, ne marchaient pas si mal. Cela n'a rien à voir avec les quartiers sensibles d'aujourd'hui. A cette époque charnière, se faire enfermer par l'ensemble des décideurs publics, qui avaient besoin de faire du logement social de masse, dans un urbanisme totalement contraint, sans mixité à rebours de l'habitat, c'était très mauvais. Et nous étions un certain nombre à plaider. A l'époque, on appelait cela la "diversité du logement". Diversité collective, semi-collective individuelle, diversité "accession/locatif".

Mme Sabine EFFOSSE

Il y a une diversité sociologique aussi.

k

M. Gilles CARREZ

Un peu plus tard quand j'étais secrétaire général d'EPA de Marne-la-Vallée, dans ces réunions d'équipe, nous avons petit à petit imaginé la stratégie qui a finalement marché à Bussy-Saint-Georges. On part de l'individuel, là autour d'un golf, parce que cela crée une image et petit à petit on se rapproche du centre, la densification se fait à partir d'une image qui a été créée, et on insère du locatif social, mais dans un deuxième temps de la démarche. Sur Bussy-Saint-Georges, du point de vue architecture et démarche d'urbanisme, ça a l'air de bien marcher. Je

trouve que l'on a là un certain aboutissement. En tout cas, par rapport à l'image que je me fais moi-même de développements urbains significatifs, c'est-à-dire vous partez de zéro ou presque zéro et vous allez construire quelques milliers de logements.

Mme Sabine EFFOSSE

C'était le logement qui était la priorité, quand même.

M. Gilles CARREZ

Vous avez tout à fait raison de souligner ce point. Notre bataille c'était l'emploi par rapport au logement, parce que nous avons une pression très forte de tous, des ministres successifs sur la production de logements, et tout notre problème était de dire : "un logement, un emploi." Il y avait cette sorte d'équilibre vertueux qui n'est pas tout à fait cela. C'est plutôt un actif résident, un emploi. C'était un peu moins contraignant. Notre objectif, c'était un logement, un emploi. En dehors de l'idée d'essayer de faire des ensembles urbains qui fonctionnent de façon harmonieuse, toute notre énergie, c'était avant tout de nous battre auprès du Comité de décentralisation, auprès de tous les décideurs pour faire venir des entreprises.

Mme Sabine EFFOSSE

Comment est-ce que cela fonctionnait ? Est-ce que globalement vous avez pu respecter cet équilibre ? Qui y avait-il au comité de décentralisation ? Salmon-Legagneur, je crois.

M. Gilles CARREZ

Oui. On le respectait là où le marché s'y prêtait. Il ne faut pas se faire d'illusions. On se heurte souvent à des forces qui nous dépassent.

Mme Sabine EFFOSSE

Je présume que vous aviez demandé des infrastructures de transport.

M. Gilles CARREZ

Exactement. Sur des villes comme Saint-Quentin où on n'aurait rien, cela se serait fait tout seul, sur Cergy... Tout d'abord, l'idée de base, c'était la double liaison, liaison autoroutière et liaison ferroviaire. Je ne reviens pas sur le débat par rapport aux villes nouvelles et aux implantations de l'époque Delouvrier. Vous le connaissez mieux que moi. Les villes nouvelles étaient donc là où elles étaient. Elles étaient articulées sur le bassin d'habitat et d'emploi de l'agglomération parisienne, et elles devaient donc être articulées sur Paris. Le combat était simple ; c'était obtenir la programmation des équipements le plus vite possible. Je ne cache pas que quand on nous demandait d'accueillir tel ou tel projet d'intérêt national, nous répondions immédiatement programmation d'infrastructures. Il y avait quelque chose de très intéressant, qui était le SDAURIF de 1976. Disney figure sur le SDAURIF de 1976.

Mme Sabine EFFOSSE

Ah bon !

M. Gilles CARREZ

Regardez. Le RER est prolongé jusque là. Vous avez une zone d'urbanisation.

Aujourd'hui, mon sentiment, c'est que nous revivons les blocages des années 30 et 50 dans le domaine du logement et de l'urbanisme, faute d'ambition. Et nous concentrons tous nos efforts sur le curatif. Certes, il y a 600 ZUS. Mais ne concevoir le développement urbain qu'en termes thérapeutiques à appliquer à des quartiers en difficulté...

Mme Sabine EFFOSSE

Défensif ?

M. Gilles CARREZ

Oui. Je disais cela en déjeunant la semaine dernière avec Borloo.

Certes, il y a ces problèmes. Et donc, si en Île-de-France, nous ne desserrons pas l'étau, si nous n'avons pas une politique comme a pu l'avoir Delouvrier et son équipe au début des années 60, où on accepte l'idée qu'il faut ouvrir de nouveaux territoires de développement,

nous resterons plantés à 30 000 logements. C'est certain. Le reste, c'est de la langue de bois politicienne, de droite comme de gauche. Ils sont tous dans le même sac. Il faut avoir eu une expérience d'aménageur pour en être convaincu.

Mme Sabine EFFOSSE

Vous êtes deux ans à l'EPA de Marne-la-Vallée. Là, vous changez d'échelle. Vous ne dominez plus, mais vous êtes encore plus sur le terrain. Vous êtes le secrétaire général de l'EPA. Est-ce que là vous avez eu un "changement de métier".

M. Gilles CARREZ

Si une autre chose m'a fasciné dans les quatre premières années que j'ai passées au Bureau des Villes nouvelles, cela a été de découvrir la préoccupation sur l'art et la culture que je n'avais pas imaginée. Et je me souviens d'un séminaire à Royaumont intitulé "L'art dans la ville". Je crois que c'était fin 1976. Je n'étais là que depuis quelques mois. Et je me souviens vraiment d'une richesse intellectuelle extraordinaire. Vous savez, on est tous là à faire de la gestion. En ce moment, je suis plongé dans les comptes de l'État. Et pouvoir s'oxygéner et rencontrer des gens qui ne pensent pas comme vous, des artistes... Je n'en ai vraiment rencontré que dans cette période. Ce n'est pas de la rencontre...

Mme Sabine EFFOSSE

Il y a des échanges.

M. Gilles CARREZ

Il y a des échanges sur un projet, sur une construction.

Mme Sabine EFFOSSE

D'où cela venait-il à votre avis ? Jean-Eudes Roullier a beaucoup parlé de cette volonté d'équipements culturels dans les villes nouvelles.

M. Gilles CARREZ

Cela vient de la qualité extraordinaire des hommes et des femmes qui ont travaillé sur ce projet.

Et je voudrais dire également un mot des élus. J'ai connu très peu les élus ruraux qui ont été maires jusqu'en 1977, sauf l'un d'entre eux qui a survécu à l'arrivée des nouveaux habitants, qui était d'ailleurs un homme remarquable, qui était le maire de Cergy. Je voue aux élus beaucoup d'estime. Ils n'avaient pas du tout les mêmes idées politiques que moi. Et nous sommes restés très liés. Quand je suis devenu député en 1993, mes collègues députés des villes nouvelles, c'était quelque chose. Il y a une vraie solidarité. Ce sont des gens qui ont été drôlement courageux.

Mme Sabine EFFOSSE

Oui, parce qu'il y a eu un risque politique.

M. Gilles CARREZ

Il y a eu globalement des gens de qualité. Les risques politiques étaient surtout pour la droite. D'ailleurs, elle est revenue maintenant en partie, mais elle a été assez balayée. Pour les jeunes élus qui sont arrivés en 1977, il fallait accepter de poursuivre le développement urbain. Qui fait les réunions le soir pour convaincre la population ? Qui subit le choc des nouveaux habitants, des écoles qui ne vont pas ouvrir dans de bonnes conditions à la rentrée ? On en a souvent discuté entre nous. En même temps, pour nous tous, c'est une expérience unique. C'est tellement agréable d'avoir au moins des projets, d'avoir une ambition, d'avoir des choses à faire.

Mme Sabine EFFOSSE

Et des réalisations concrètes.

M. Gilles CARREZ

J'ai donc été tout à fait servi. Après, à Marne-la-Vallée, c'était plus concret.

Mme Sabine EFFOSSE

Comment est-ce que cela se passait au sein de l'EPA ? Qui était le directeur ?

M. Gilles CARREZ

C'était Michel Rousselot.

Mme Sabine EFFOSSE

Y avait-il une bonne entente entre l'administration de l'EPA et les élus ?

M. Gilles CARREZ

Non. Les élus de cette époque, c'était Marie-Thérèse Guthmann à Noisy-le-Grand. Il n'y avait vraiment rien à en tirer. Et puis c'était déjà Vachez au Val Maubuée qui, malheureusement, n'avait absolument pas la qualité de ceux d'Evry, de Cergy ou de Sénart. Donc, il y avait des relations qui n'étaient pas bonnes, mais on travaillait quand même.

Mme Sabine EFFOSSE

Est-ce que c'était sans arrêt des coups de force de l'administration ? Est-ce qu'on a pu qualifier l'histoire des villes nouvelles d'une histoire technocratique ? Est-ce que c'était à chaque fois l'État qui...

M. Gilles CARREZ

C'est sûr que si l'État et ses équipes n'avaient pas avancé à marche forcée, rien ne se serait fait. Mais je ne veux pas jeter la pierre aux élus, car un certain nombre d'entre eux ont quand même bien accompagné les choses de façon assez courageuse. Je vois maintenant de l'autre côté. Au Perreux, quand j'ai un malheureux immeuble, même de 20 logements, surtout si c'est du logement social, il faut aller expliquer aux riverains un par un. C'est peut-être un contexte différent, mais quand même.

Le coup de force a été total entre 1965, le moment où on crée les premières ZAD, où on envoie des motards placarder les affiches, et 1977. Ces élus, ces braves cultivateurs...

Mme Sabine EFFOSSE

Qui ont été dépossédés en quelque sorte.

M. Gilles CARREZ

Ils n'ont pas été dépossédés, car on a leur a acheté leurs terrain beaucoup plus que... J'en connais même un qui a été d'abord exproprié à Créteil de 10 hectares. Ensuite, il a acheté 100 hectares à Marne-la-Vallée. Il a été exproprié, et il s'est retrouvé avec 400 hectares en Champagne. On ne va pas pleurer sur eux. Mais c'est normal. Vous payez aussi au *pretium doloris*. Et pour avoir beaucoup travaillé avec eux lorsqu'il a fallu acquérir Disney, j'ai vraiment été en contact avec eux. Ce sont des gens attachés à leur terre. Ils ne sont pas contents de partir. Il n'y a pas que l'aspect financier. Je me suis battu constamment pour qu'on paie un peu plus. Je me souviens très bien pour Disney en 1987-88. Il s'agissait de payer 11 francs du mètre carré pour un propriétaire exploitant. 11 francs du mètre carré, cela fait 110 000 francs à l'hectare. Le prix là-bas, c'est 30 ou 40 000. Objectivement, ils faisaient une bonne affaire. Mais qu'est-ce que 1 franc au mètre carré quand vous allez avoir une charge foncière qui va être à 1 000 francs ? Donc, il vaut mieux se mettre d'accord tout de suite, ne pas perdre de temps. Par contre, nous avons eu des problèmes légitimes, notamment avec les chambres d'agriculture qui nous disaient : "Vous allez casser les références en surpayant. Et nous ne pourrons plus, derrière, installer de jeunes agriculteurs dans le reste de la Seine-et-Marne."

Mme Sabine EFFOSSE

Donc, deux ans à l'EPA. A quel type de réalisation participez-vous ? J'imagine que la ville prend vraiment forme.

M. Gilles CARREZ

Non. Nous sommes en pleine crise à l'époque, parce qu'on est planté sur Noisy-le-Grand, on a des relations très difficiles sur le Val Maubuée. Vaille que vaille, on arrive quand même à produire 2 000 logements par an, mais dans des conditions qui sont mauvaises. C'est l'époque où on prend toutes les décisions sur le Pavé Neuf, sur Noisy, qu'on paie aujourd'hui. Michel Pajon est un ami. On se voit très régulièrement. Je suis maire juste à côté. Quand je vais avec

lui au Pavé Neuf, je ne suis pas content de ce qu'on a fait. Les camemberts, je ne m'en vante pas trop, mais j'y étais. Je reste persuadé qu'on aurait pu l'éviter.

Mme Sabine EFFOSSE

Est-ce une pression de l'Équipement qui voulait absolument des logements ?

M. Gilles CARREZ

Et de nous tous parce qu'on voulait avancer. Il y a eu un électrochoc à Marne-la-Vallée. Ça a été l'arrivée de Poulit. Poulit a eu une vision vraiment économique et d'équipement : "Continuer à faire du logement dans ces conditions, ce n'est pas possible. Il faut qu'on dise vraiment qu'on est en crise et qu'il faut maintenant imaginer autre chose." C'est lui qui a vraiment inventé ce concept de la Cité Descartes. Michel Rousselot a été appelé par Mermaz pour diriger son cabinet. C'était en mai 1981. Mermaz est nommé à l'Assemblée Nationale et Michel Rousselot se retrouve le bec dans l'eau. Michel Rousselot revient. Finalement, il a dû partir au printemps 1982, mais après avoir fait un aller-retour. Et c'est Poulit qui l'a remplacé. Poulit a profité du fait qu'il arrivait pour dire : "On va dans le mur. Il faut arrêter, reprendre la stratégie et jouer à fond l'économie ou l'image avec la Cité Descartes, l'université. Je trouve que ça a été vraiment un électrochoc. Mais à propos de Poulit, il est arrivé. C'est un type qui est très exigeant. Il m'a demandé à trois reprises sur un mois, -un mois et demi, de faire un travail. Et je me suis aperçu qu'il le faisait faire aussi par quelqu'un d'autre. La troisième fois, je lui ai dit : "Monsieur Poulit, je m'en vais. J'ai la plus grande admiration pour vous, mais je ne travaillerai pas sous vos ordres." Ainsi, je suis parti pour la Région. Ensuite, j'ai retrouvé Poulit plus tard, quand je suis revenu sur Disney. J'ai une très grande admiration pour Poulit. C'est un bulldozer. C'est cela qu'il fallait.

Sabine EFFOSSE

Il fallait une locomotive.

Gilles CARREZ

Jamais je n'ai retravaillé sous ses ordres.

Sabine EFFOSSE

Entre 1982 et 1987, quelle fonction occupez-vous ? Parce que vous devenez secrétaire général adjoint du Groupe Central des Villes Nouvelles en 1987.

Gilles CARREZ

Je reste un instant sur Marne-la-Vallée. Il y avait des équipes d'architectes qui sont très liés, puisque ce sont eux qui ont gagné le concours du Grand Stade. Il y avait Zubléna, Grubert et Macary. Je ne suis pas architecte, mais j'étais là depuis 5 ans et je commençais vraiment à m'intéresser au sujet. Et puis on lit des choses. La chose qui a beaucoup compté, c'est que je suis devenu élu local en 1977. Je suis entré au conseil municipal du Perreux, auprès de Michel Giraud qui était déjà président de la Région. Cela me donnait une autre sensibilité, une sensibilité urbaine, mais au quotidien. Et Le Perreux est une ville qui a réussi à rester à dominante pavillonnaire. Donc, dans nos débats à l'établissement public, il y avait vraiment quelque chose d'un peu innovant. Et Macary, à l'époque, a fait un travail très intéressant sur Noisiel. Je ne sais pas si vous êtes allée sur place.

Sabine EFFOSSE

Non.

Gilles CARREZ

On a commencé à voir apparaître des formes d'habitat collectif à échelle humaine.

Sabine EFFOSSE

Petits immeubles.

Gilles CARREZ

Pas forcément petits, mais ce sont des formes plus apaisées, ou des toits, où on retrouve un peu une notion de cocon, de nid. Quand vous dites cela, c'est tout juste si certains architectes ne vous écharpent pas. Je suis définitivement acquis à l'idée qu'ils ont tort. Et pour avoir été contraint d'avoir participé aux « camemberts », ou au truc de Bofill qui est une abomination,

dans ma ville, quand on fait du logement social, dans le cahier des charges, je ne dis qu'une chose aux architectes. Je veux que le passant qui se promène ne puisse pas se rendre compte que c'est du logement social. Et je combats souvent - cela va vous faire sourire - des pierres agrafées, des balcons, d'avoir le portillon automatique, que cela soit résidentialisé pour que les gens y bénéficient du respect. Ils sont certes dans des logements HLM, mais c'est exactement comme le voisin qui n'est pas dans un logement HLM.

Sabine EFFOSSE

Cela ne se voit pas.

Gilles CARREZ

Si. Cela se dit maintenant depuis une dizaine d'années. Mais je peux vous dire que ce type de propos, quand je les tenais dans les réunions d'équipe aux architectes, ils ouvraient des yeux comme ça. On a tous été profondément marqués par Le Corbusier. Et on a vécu dans cette idée d'une vie collective, de la cité radieuse. Il y a eu une exposition à Beaubourg au début des années 90 de l'architecture du Bauhaus et toutes les œuvres dont seulement une partie a été réalisée, mais dans le cadre de l'école allemande, et de Le Corbusier. Il y a eu beaucoup de maquettes. C'était en 1992. J'ai emmené mon équipe municipale du Perreux pour voir. C'était mieux que n'importe quel traité. C'était l'abomination. Vous avez la fameuse maquette de Paris de Le Corbusier où tout est détruit. Ils ouvraient des mirettes comme ça. On avait pris une jeune femme des villes nouvelles qui était architecte.

Je ne vous parle absolument pas de mes fonctions : les finances, l'administration, la technique.

Sabine EFFOSSE

Les finances, c'est quand même un aspect qui nous intéresse.

Gilles CARREZ

Cela vous intéresse.

Sabine EFFOSSE

Oui.

Gilles CARREZ

Les finances à Marne-la-Vallée étaient très mauvaises, celles de l'établissement public et celles de la collectivité locale. On se battait sans arrêt pour obtenir des subventions pour boucher les trous.

Sabine EFFOSSE

Mais pourquoi étaient-elles mauvaises ?

Gilles CARREZ

Parce que nous avons fait énormément de logements, on ne gagnait pas d'argent sur le logement et on ne vendait pas d'activités. Et côté collectivité locale, c'était pareil. Le logement engendrait des charges. Et les activités qui ne venaient pas nous privaient de taxe professionnelle.

Sabine EFFOSSE

Et pour quelle raison ne venaient-elles pas ?

Gilles CARREZ

Parce que l'Est parisien était handicapé, parce qu'il n'y avait pas de clientèle Et du fait d'une politique extrêmement énergique de priorisation sur Marne-la-Vallée, l'Est parisien n'avait pas encore été véritablement engagé.

Sabine EFFOSSE

Même au niveau gouvernemental ? Il n'y avait pas encore de...

Gilles CARREZ

Pas vraiment. L'électrochoc est parti de Poulit. Et peut-être que le moment s'y prêtait. C'est 1983. Il y a eu une grande réunion. Je me demande même si ce n'est pas Mauroy lui-même qui l'avait présidée. Tout cela était arbitré grâce à l'énergie de Poulit. Il a eu le soutien total de Michel Giraud qui était à la Région. Michel n'a jamais eu la moindre félicitation sur ce rééquilibrage à l'Est. Et là, on a obtenu un certain nombre de décisions fortes d'implantations administratives, puisqu'on avait beaucoup de mal à accrocher les entreprises privées.

Sabine EFFOSSE

C'est lié aux lois de décentralisation de Rocard et à la volonté des socialistes. Non ? C'était juste une opportunité conjoncturelle mais pas forcément d'origine politique ?

Gilles CARREZ

Les lois n'ont rien à voir avec cela. C'est une prise de conscience collective, au niveau du gouvernement, de la Région, qu'il fallait suivre l'analyse et les propositions de Poulit. Mais au départ, Poulit a donné l'électrochoc, et je lui en suis très reconnaissant.

Sabine EFFOSSE

À partir de ce moment-là, il y a eu un rééquilibrage financier progressif.

Gilles CARREZ

On avait les moyens financiers. La Caisse des Dépôts prêtait. La Région garantissait l'établissement public. Et on obtenait les différés d'amortissement, les emprunts et les subventions d'équilibre pour le Syndicat d'Agglomération Nouvelle. On l'obtenait. D'ailleurs, au passage, cela me permet de vous dire que les relations avec le Budget et le Trésor, notamment avec le Budget, étaient très confiantes. Ceci remonte à une origine. C'est que le président du Groupe Central des villes nouvelles était Roger Goetze, ancien directeur du Budget. Et le premier secrétaire général était lui-même inspecteur des finances. Et ils avaient tous les deux compris que pour intéresser les finances, il fallait sortir les gens des bureaux et qu'il fallait intéresser les finances au plus haut niveau. Donc, dans nos conseils d'administration d'établissement public, au lieu d'avoir le trésorier ou le directeur des services

fiscaux du coin, comme c'est toujours le cas, on avait le jeune chef de bureau du Trésor ou de l'Administration centrale qui venait. Et on n'hésitait pas, on lui faisait faire des balades, on l'amenait en hélicoptère. On a eu des liens d'amitié. Jean-François Cirelli est Directeur-adjoint du Cabinet de Raffarin. Creyssel est Directeur général du MEDEF. Il y a en a d'autres qui ont des fonctions à gauche. Il y en a partout. Nous avons été exemplaires de relations de confiance entre les dépensiers et Bercy. Quand je suis sorti de l'ENA, je ne voulais pas aller à Bercy pour être dans la position de toujours dire non et pour m'occuper de chiffres. Malheureusement, je passe maintenant ma vie à Bercy. J'ai vu Bercy sous un autre angle, de gens qui ne nous ont jamais lâchés. C'est un point extrêmement important. Rivoli puis Bercy nous ont fait confiance.

Sabine EFFOSSE

Vous pensez que cela tenait justement à cette présence sur le terrain, au fait qu'ils étaient associés concrètement aux actions.

Gilles CARREZ

Ils se rendaient compte du fait qu'ils voyaient que les logements sortaient, que les équipements sortaient. Ils étaient sensibles à la démarche intellectuelle, à la préoccupation de qualité de vie, de qualité architecturale, de qualité artistique. Tout cela les intéressait.

Sabine EFFOSSE

Vous pensez qu'à l'origine c'est le poids d'un réseau, si je puis dire.

Gilles CARREZ

Daniel Bouton, alors qu'il était jeune adjoint au Chef de Bureau, et ce pratiquement dès la sortie de l'ENA, a été au Conseil d'Administration de l'EPA de Marne-la-Vallée. Dix ans plus tard, il s'est retrouvé Directeur du Budget. Il était passionné par les villes nouvelles. Comme c'est quelqu'un qui est assez visionnaire, qui aime bien la politique foncière, les futurs développements, cela le passionnait. Après, c'était quand même plus facile...

Sabine EFFOSSE

Pour avoir des subsides.

Gilles CARREZ

La psychologie, ce n'était pas du tout de gémir, de se lamenter. C'était toujours de dire : "Voilà ce que nous avons fait. Voilà ce que nous voulons faire." Aujourd'hui, dans mes fonctions où on essaie de réformer l'État, les méthodes, je suis très influencé par cet aspect contractualisation-globalisation où vous dites à votre interlocuteur : "On sort de l'annualité budgétaire. On vous fait confiance. On vous donne tant de crédit, mais vous vous débrouillez. Vous êtes responsable. Si cela va mal, ce sera vous et vous n'aurez pas des choses en plus." C'est toute la démarche de la Loi Organique que j'ai vécue en petit format. À l'époque, cela a bien fonctionné.

Sabine EFFOSSE

Donc, vous arrivez au Secrétariat général des Villes Nouvelles en 1987. Vous occupez les fonctions...

Gilles CARREZ

En fait, je ne les ai jamais quittées. Je suis allé à la Région fin 1982. Et là, je me suis occupé d'aménagement régional des villes nouvelles et des contrats régionaux, des contrats ruraux avec les communes auprès de Michel Giraud.

Sabine EFFOSSE

Effectivement, vous n'avez jamais quitté complètement les villes nouvelles.

Gilles CARREZ

Donc, on gardait des contacts.

Sabine EFFOSSE

Pourquoi y revenez-vous en 1987 ?

Gilles CARREZ

Parce que ce qui avait été passionnant à la Région, ç'avait été de démarrer. C'est toujours pareil. C'était la décentralisation. Il y a eu le transfert. Et Michel Giraud est parti avec une toute petite équipe de gens qui étaient un peu du type de ceux que j'avais connus aux Villes Nouvelles, qui avaient envie de construire, de bâtir, d'avancer. C'était des opérationnels. Le directeur de service était Jacques Périllat qui, en plus, était très drôle. C'étaient des gens qui prenaient des risques. Ce n'étaient pas des bureaucrates qui viennent vous faire des visas, vous contrôler. Bertrand Landrieu, avec qui j'étais, est maintenant Préfet de Région. Tous ces gens-là dépotaient. Michel Giraud avait une personnalité très expansive. Au bout de trois ans, je trouvais que c'était. On avait...

Sabine EFFOSSE

Vous aviez besoin de nouvelles aventures.

Gilles CARREZ

Se profilait à l'époque Disney, puisque c'est au moment où le contrat avec le Premier ministre qui était Jacques Chirac a été signé, donc début 1987. Je suivais Disney du côté de la Région. Comme Chapulut qui avait beaucoup travaillé partout, j'ai remplacé Chapulut. En fait, j'ai pris mes fonctions dès le début 1987. Et officiellement, je les ai prises de mémoire le 1er juillet 1987, à la fois comme adjoint du délégué interministériel à Disney et comme adjoint de Michel Dresch. Cela permettait donc de faire l'articulation. Et pour une fois, au lieu d'aller créer une nouvelle agence ou une nouvelle équipe - et les équipes se seraient étripées entre elles -, par mon intermédiaire, l'équipe du SGVN était mise à disposition de Christian Cardon. Et cela a très bien fonctionné.

Sabine EFFOSSE

Cela a été votre dossier principal.

Gilles CARREZ

Oui, jusqu'à ce que je remplace Dresch. Je suivais, comme adjoint, l'ensemble des villes nouvelles. J'ai passé beaucoup de temps sur Disney.

Sabine EFFOSSE

Pour les autres villes nouvelles, qu'y avait-il de particulier ?

Gilles CARREZ

Dresch a vécu une époque très dure, de 1983 à 1986. Et à partir de début 1987, il y a eu une véritable explosion. On a commencé à voir des activités s'implanter à Marne-la-Vallée et même à Sénart. Le logement marchait très bien.

Sabine EFFOSSE

Quand vous dites une période très dure, était-ce à cause de la crise économique ?

Gilles CARREZ

Oui. C'était une période très très dure, mais que je n'ai pas vécue en direct, puisque j'étais à la Région. On m'en a parlé après car je ne m'en suis pas rendu compte de la Région. Y a-t-il eu une révision des objectifs de croissance des villes nouvelles ? Il y a eu, à cette époque, une révision à la baisse des rythmes de logements et des objectifs à terme. Entre nous, les objectifs à terme, cela ne veut rien dire. Le Vaudreuil devait faire 90 000, ou quelque chose comme ça. Ce sont des choses que j'ai toujours trouvées un peu absurdes parce que vous pouvez afficher un objectif de 200 000, mais si vous modifiez la densité au fil du temps.... Ce qu'il faut, c'est avoir des grands axes sur la répartition de l'espace, avoir quelques grands axes structurants qui sont d'ailleurs structurés par les transports, essentiellement les infrastructures de transport. Après, vous devez être flexible par rapport au rythme.

Sabine EFFOSSE

Et aussi à l'attractivité...

Gilles CARREZ

À l'attractivité. Il y a une chose qui était très importante à laquelle, avec Michel Dresch, on a vraiment beaucoup veillé ; c'était respecter les équilibres entre les logements et les activités. L'équilibre habitant-emploi, c'est la base de tout dans les développements urbains nouveaux.

Sabine EFFOSSE

Et pour Disney, quelles ont été vos actions principales sur ce dossier.

Gilles CARREZ

Michel a dû vous le raconter. C'est quand même assez largement parti de la Région. Michel Giraud, en 1984-85, a eu un rôle fondamental et personnel pour vraiment convaincre Michael Eisner et les gens de Disney qui venaient régulièrement à Paris que Paris était plus intéressant que Barcelone. Puis il a eu un autre rôle qui est majeur. C'est lui qui était à l'époque parmi les opposants principaux à la gauche, parce qu'il était Président de la première Région. Il avait vraiment un poids politique important. Et il a pris l'initiative de dire à Fabius : "Là-dessus, on dépolitise complètement le dossier. On travaille la main dans la main." Il faut le dire parce que ce n'était pas si évident.

Sabine EFFOSSE

Par contre, pour Marne-la-Vallée et l'Est parisien, c'était une chance d'avoir...

Gilles CARREZ

On a donc négocié avec Disney. Comme je vous le disais tout à l'heure, l'implantation de Disney était déjà dans le SDAURIF de 1976. Tout était prêt. Les terrains étaient "zadés". Une partie d'entre eux avaient déjà été acquise. Le RER était prolongé. Les échangeurs sur l'autoroute A4 figuraient déjà. Il n'y avait plus qu'à le mettre en musique. Il fallait vraiment y croire, et il fallait prendre des décisions, prendre ses responsabilités. Et il y a deux hommes qui ont vraiment pris leurs responsabilités. Le gouvernement l'a fait, bien entendu. J'étais du côté de l'État dans cette période de 1985-86. Côté collectivités, il y a Cerrani qui s'est vraiment engagé très courageusement et aussi un peu à découvert. Il a dit : "Je mettrai plusieurs centaines de millions de francs." On a donné aux Américains le sentiment d'un front uni et de gens qui assumeront leurs responsabilités dans l'exécution des engagements du contrat.

Sabine EFFOSSE

Ce qui est délicat.

Gilles CARREZ

Totalement.

Sabine EFFOSSE

Même s'il y a maintenant des difficultés financières.

Gilles CARREZ

Oui, mais qui sont d'un autre ordre parce que le montage côté Disney lui-même a été un montage avec une économie de fonds propres. Ils ont voulu, par le biais de la structure en commandite, avoir tout le pouvoir et mettre un minimum d'argent tout en récupérant des royalties, avec des objectifs qui sont fabuleux (11 millions de visiteurs), ce qui a été atteint dès le début. Malgré 11 millions de visiteurs, le montage était tellement... Je vais vous faire une confidence. Il se trouve que j'ai étudié le montage du tout premier. Jamais je n'aurais acheté une action Disney. Le business plan, c'était même anormal.

Sabine EFFOSSE

Toujours est-il que la situation est arrivée...

Gilles CARREZ

C'est le problème de Disney. Parce que nous avons négocié... J'en suis persuadé... Jamais une implantation économique n'a été aussi profitable. Quand vous comparez avec Toyota à Valenciennes, cela n'a rien à voir. Si vous ajoutez toutes les fiscalités, que ce soit TVA...
(*Sonnerie téléphone*) Pardon.

Sabine EFFOSSE

En termes d'emploi, Disney, c'était...

Gilles CARREZ

En termes de retours fiscaux et d'emplois. Si vous comptez les emplois directs et les emplois indirects, on est quand même à 30 000 emplois. Ce qui m'a fait très mal au cœur, c'est qu'en 1992, parce que c'était Disney, Bérégovoy n'a pas osé venir inaugurer lui-même. Il a été inaugurer une porcherie quelques jours plus tard qui créait 15 emplois dans la Nièvre. C'est indigne. Tout cela pour des raisons de basse politique politicienne, parce qu'on avait peur que les Américains nous fassent perdre des voix.

Quand vous faites le bilan, d'abord en termes financiers, combien nous avons mis au pot et combien Disney a mis au pot, c'est... Ce n'est pas la Chapelle Darblay ou Toyota.

Sabine EFFOSSE

Cela rapporte beaucoup plus.

Gilles CARREZ

Mais infiniment plus, d'autant qu'une petite moitié de la clientèle est étrangère. On a eu droit à toutes les tirades.

Sabine EFFOSSE

Pour vous, la priorité était l'emploi, plus que...

Gilles CARREZ

Pour moi, la priorité, c'est l'emploi, le développement économique, la croissance. C'est l'esprit ville nouvelle. Ce n'est pas avoir une société rétractée où tout le monde est dans son petit coin en train d'observer l'autre et de le flinguer dès qu'il sort du terrier. C'est vraiment avancer.

Sabine EFFOSSE

Là, cela été une opportunité pour le développement de Marne-la-Vallée.

Gilles CARREZ

Ah oui !

Sabine EFFOSSE

D'ailleurs, en ce qui concerne cette structure urbaine qui est un peu spécifique, c'est-à-dire qui s'égrène le long de la ligne de RER, est-ce que vous pensez que cela n'a pas posé des problèmes au niveau de la conscience d'une ville, de l'unicité d'un ensemble... ?

Gilles CARREZ

Vous y croyez à la conscience d'une ville ? En région parisienne, qu'est-ce que cela peut vouloir dire ? La vie, c'est Paris. D'ailleurs, ils ont appelé tout cela Eurodisney. Et un beau jour, ils se sont rendu compte qu'Eurodisney, cela ne voulait rien dire.

Sabine EFFOSSE

Disneyland Paris.

Gilles CARREZ

Voilà. C'est tout dire. C'est vrai pour Disney, et c'est vrai pour l'agglomération parisienne. A la ville du Perreux, c'est sympathique, on est entre nous. En plus, on est bien bordé, bien délimité. Il y a la Marne d'un côté. Il y a une voie ferrée de l'autre. On est entre nous. Mais le cœur de ville, c'est Paris. Ce n'est pas Le Perreux.

Sabine EFFOSSE

Oui, mais justement, est-ce que cela ne va pas à l'encontre de l'idée originelle de Delouvrier de vouloir créer de véritables villes en dehors de Paris ?

Gilles CARREZ

Il s'est trompé. Une véritable ville en dehors de Paris... À Marne-la-Vallée, il y a des restaurants très sympas. Par exemple, les habitants du Perreux vont le soir à Paris, mais ils peuvent très bien aller aussi à Disney. Vous allez dîner dans un des hôtels. Vous allez vous

balader dans le centre. C'est bien aménagé. C'est sympa. Il y a énormément de gens qui font cela, comme ils vont aller dans tel ou tel très beau centre commercial de l'Ouest parisien, à Parly II ou autre. Disney a cette fonction. Mais si vous voulez aller au Quartier Latin, vous n'aurez jamais le Quartier Latin... Si vous voulez aller voir un beau musée et même au cinéma... Avec ma femme, on allait régulièrement au cinéma à Paris. On y va moins parce qu'on a moins de temps. Alors on va plutôt à Ivry, dans les trucs où l'on peut arriver au dernier moment et on sait qu'on aura de la place. Mais si on a un peu de temps et qu'on est détendu, avec des amis, on va à Paris.

Sabine EFFOSSE

Justement, est-ce que cela ne va pas à l'encontre de l'idée...

Gilles CARREZ

C'est une vue de l'esprit. Connaissez-vous le problème des villes nouvelles anglaises ? Ils s'ennuient à 100 sous de l'heure. C'est quand on a 30-35 ans, dès qu'on peut faire garder les enfants, qu'on sort. On allait tout le temps à Paris. Il ne me serait jamais venu à l'idée d'aller à Créteil.

Sabine EFFOSSE

À ce moment-là, pourquoi n'a-t-on pas imaginé en France une extension de Paris, c'est-à-dire une croissance de la région qui aurait été fondée sur l'annexion des communes limitrophes, dans la mesure où l'on ne peut apparemment pas créer de pôle urbain complètement indépendant de Paris ?

Gilles CARREZ

Non, parce que vous n'auriez jamais eu la possibilité d'accueillir tous les habitants, toutes les activités économiques. Il faut avoir les chiffres en tête. Il y a 30 000 habitants au Perreux. Il y a 395 hectares. Nous pouvons produire au maximum 100 logements par an. Donc, toute cette belle théorie que j'ai entendue des dizaines de fois sur la densification de l'agglomération, le Grand Paris, c'est une vue de l'esprit.

Sabine EFFOSSE

Oui, mais en même temps, au niveau régional, comment peut-on concevoir les relations entre la ville de Paris et les villes de banlieues ou même les villes nouvelles ? Parce que ce sera toujours une relation de quasi-sujétion, dans la mesure où Paris...

Gilles CARREZ

Non, ce n'est pas comme cela que ça fonctionne. Je vous assure, c'est une perception théorique. En province, à Bordeaux ou à Toulouse, vous avez un centre-ville autonome. À Reims, à Orléans, vous avez un centre-ville autonome. Peut-être que le choix aurait été de faire grossir de façon beaucoup importante Orléans. Et je crois qu'on n'aurait pas réussi parce que la dynamique du marché - on est dans une société libérale -, le choix des agents économiques n'auraient pas suffisamment supporté Orléans - "supporté" au sens anglais, comme nous en avons souffert sur Marne-la-Vallée et Sénart. Par contre, là où Delouvrier a eu totalement raison, ça a été d'écarter le choix de créer ex-nihilo à 100 kilomètres de là. Val de Reuil, c'est manifestement une erreur. Peut-être qu'on aurait pu les créer un peu plus près. Peut-être qu'entre Cergy et Paris il y avait peut-être un site. C'est le seul reproche que je ferais mais que je ne fais pas pour Marne-la-Vallée.

Sabine EFFOSSE

Cette relation entre la Ville de Paris et les villes nouvelles, sur le plan politique ou même sur le plan financier, est-ce qu'il y a eu... ?

Gilles CARREZ

Non, les relations des villes nouvelles étaient avec leur Département ou la Région. Paris n'a jamais...

Sabine EFFOSSE

Et la Région Île-de-France ? Est-ce qu'il y a eu l'émergence d'une véritable conscience régionale ou pas ?

Gilles CARREZ

Non. Les élus me disent que ce qui reste, c'est beaucoup la conscience communale. C'est assez curieux parce que cela remonte au temps des paroisses. J'ai de la peine à le croire. Quand vous êtes maire de Noisiel ou de Savigny-le-Temple ou Bussy Saint-Georges, vous êtes enclin à penser que vos habitants raisonnent par rapport à Noisiel. On avait fait des enquêtes d'opinion. Et je me souviens que l'appartenance Cergy-Pontoise, Evry, "j'habite Cergy", "j'habite Saint-Quentin en Yvelines", c'est encore plus frappant. Cergy préexistait. Saint-Quentin a été fabriqué. Marne-la-Vallée a été fabriqué ex-nihilo. Les gens du Perreux qui vont s'installer disent : "On a acheté un logement à Marne-la-Vallée. C'est Marne-la-Vallée.

Sabine EFFOSSE

Finalement, les villes nouvelles se sont créé une propre identité.

Gilles CARREZ

Oui. De ce point de vue, c'est incontestable.

Sabine EFFOSSE

Mais vous dites que les villes nouvelles ont des relations étroites avec leurs conseils généraux et avec la Région.

Gilles CARREZ

Et avec l'État mais pas avec Paris. Elles sont trop loin.

Sabine EFFOSSE

Au sein de la région Île-de-France - je crois que le terme revient à Michel Giraud -, ...

Gilles CARREZ

La Francilienne. C'est ça qu'il a inventé.

Sabine EFFOSSE

Au sein de la région Île-de-France, raisonne t-on toujours en termes de Paris ou en termes de région ?

Gilles CARREZ

Je pense que cela reste encore largement Paris. Je ferais beaucoup de peine à Michel Giraud.

Sabine EFFOSSE

De quoi est-ce que cela vient ?

Gilles CARREZ

Nous sommes en région parisienne. Certes, on bannit cette expression du langage. Je m'efforce de ne parler que de région Île-de-France depuis des décennies, mais on est en région parisienne.

Sabine EFFOSSE

Parce qu'on a n'a pas envie de "déshabiller" Paris ou ... ?

Gilles CARREZ

Parce qu'il y a un centre de gravité. Tout est construit en réseau par rapport à Paris. La psychologie intime, c'est vraiment... On se situe par rapport à Paris. Quand les gens disent : "Où est-ce que vous êtes au Perreux ?" C'est à côté de Paris. On dit toujours que c'est à côté de Paris. C'est de l'autre côté du bois de Vincennes. Pourquoi lutter contre ça ? C'est une réalité. C'est d'un ordre second. C'est de l'ordre de la psychologie. Dans le fonctionnement quotidien, qu'est-ce qui compte ? C'est de pouvoir bénéficier d'un emploi pas trop loin pour ne pas trop souffrir des migrations alternantes. C'est être dans une commune qui n'est pas en trop grande difficulté, qui peut offrir des services qui fonctionnent. C'est avoir des espaces verts à proximité, des écoles de bonne qualité.

Sabine EFFOSSE

Sauf en termes de transport, cette conception de la région fait qu'on a toujours un réseau en étoile et qu'on n'a pas ou peu d'axes transversaux.

Gilles CARREZ

Si vous voulez mon avis, je trouve scandaleux, indéfendable d'engloutir de l'argent dans un tramway sur la grande ceinture, de préférence à des systèmes de type orbital. C'est une honte. J'étais chargé à la Région des relations avec Paris. J'avais chaque fois le sentiment des bourgeois de Calais, d'aller corde au cou. Je me souviens de réunions où on nous dictait... Je n'assistais pas aux réunions avec Chirac. J'espère qu'on aura enfin une majorité qui fera que cela va fonctionner. Depuis six ans, les malheureux sont paralysés. Je serais le dernier à jeter la pierre à Huchon. Que voulez-vous ? Il n'a pas de majorité. Huchon, qui est un type très bien, a un défaut. Il est un peu mou. Et s'il n'affirme pas son autorité, et de façon conflictuelle, s'il ne remet pas en cause le tramway en disant que sa priorité n'est pas le tramway mais le transport de banlieue à banlieue, il est mort.

Sabine EFFOSSE

Cela veut dire que la conscience régionale n'arrive pas à...

Gilles CARREZ

Vous imaginez quand vous aviez un Chirac à Paris.

Sabine EFFOSSE

Pour conclure, quel bilan tireriez-vous de l'histoire des villes nouvelles ? Quelle perspective d'avenir s'offre à elles, quel défi ?

Gilles CARREZ

Quand je suis parti en 1993, j'ai vraiment dit : "Il faut savoir terminer une ville nouvelle." Et si j'étais resté, ne serait-ce que deux ans de plus, j'aurais accéléré avec les élus Cergy, Saint-Quentin et Evry. J'étais en opposition totale avec mon équipe.

Sabine EFFOSSE

J'imagine que pour des raisons financières, il valait mieux garder le statut de ville nouvelle que de retourner au droit commun.

Gilles CARREZ

Non, ce n'est même pas cela. C'était l'idée qu'on doive fermer les établissements publics qu'on ne voulait pas. Quand vous êtes vous-même fonctionnaire, que vous avez la sécurité de l'emploi, c'est dur de tenir un langage comme ça. Mais il y a un moment où on arrête. Il faut savoir arrêter.

Sabine EFFOSSE

Vous pensez que c'était en termes d'emploi.

Gilles CARREZ

Oui. Enfin... ceux avec qui je travaillais. Les élus souhaitaient recouvrer leur autonomie par rapport à l'État. Et à un moment, ils doivent voler de leurs propres ailes.

Sabine EFFOSSE

En ce qui concerne la réalisation de ces villes nouvelles, que pensez-vous ?

Gilles CARREZ

Je pense que c'est très contrasté. Je pense que l'idée de base, c'est l'équilibre habitants-emplois en numéro1, l'équilibre en termes de diversité de logements, parce que j'ai horreur de l'appellation à la mode de « mixité sociale ».

Programme interministériel Histoire et Evaluation des Villes Nouvelles

Acteurs et mémoires des villes nouvelles

Campagne d'archives orales

Entretien de **François-Xavier Ortoli**

Archiviste : **Sabine Effosse**

Date de l'entretien : **2 mars 2004**

N° de l'entretien : **1**

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

François-Xavier ORTOLI

Date de naissance :

16 février 1925 à Ajaccio (Corse)

Etudes et Diplômes :

Licencié en droit

ENA

Inspecteur des Finances

Carrière :

Attaché au cabinet de R. Buron, secrétaire d'Etat aux Affaires économiques puis ministre de l'Information et ministre des Affaires économiques, 1950-1953

Conseiller technique puis directeur de cabinet de G. Pompidou, 1962-1966

Commissaire général au Plan, 1966-1967

Ministre de l'Équipement et du Logement, 1967-1968

Ministre de l'Éducation nationale, 1968

Ministre du Développement industriel et scientifique, 1969-1972

Président de la Commission des communautés européennes, 1973-1977

Sabine EFFOSSE

Vous êtes conseiller technique au Cabinet Georges Pompidou à partir d'avril 1962. Quel est votre premier contact avec l'histoire des villes nouvelles.

François-Xavier ORTOLI

Il est extrêmement difficile de vous répondre, parce que j'avais un lien ancien avec Paul Delouvrier. Je ne peux pas parler de premier contact avec les villes nouvelles en tant que conseiller technique, puis après en tant que Directeur de Cabinet de Georges Pompidou, parce que j'avais déjà eu l'occasion d'en parler beaucoup avec lui, pour la simple raison que nous avions nos maisons à Héricy, à 100 mètres l'une de l'autre, et par conséquent on se voyait tous les week-ends, du moins trente fois par an. On parlait de cela autour d'une bière.

Sabine EFFOSSE

De façon informelle.

François-Xavier ORTOLI

D'une manière complètement informelle, donc non structurée. Nous n'étions pas en train d'examiner des tas des choses, ce qui fait que j'ai eu un accompagnement du dossier qui a été beaucoup plus continu, donc beaucoup moins caractérisé que je ne l'aurais eu si, comme Directeur de Cabinet, j'avais dit : "Où en est-on de cette affaire etc. ?". Je savais tous les jours. Et au fond, il se traitait des problèmes sans que ça n'apparaisse d'aucune manière. Paul Delouvrier me disait : "Dites donc, il y a une question". Je lui disais : "Je passerai un coup de fil en rentrant". Cela ne se voyait pas. C'est un premier point, mais il est très important, parce qu'il fait que par rapport à d'autres opérations dont j'ai eu à m'occuper dans cette période de quatre ans - je parle de la période Cabinet - l'affaire villes nouvelles pour Paris et l'affaire District n'ont pas été... De temps à autre, je faisais une réunion parce que j'avais un point spécifique à régler entre les Ministères. Mais pour moi c'est tellement quotidien... Quand Paul avait un problème, il m'appelait et la question était réglée. Je lui disais "oui", je le disais "non". J'appelais Marc Jacquet, si cela se trouvait, ou des gens comme ça, et la question était réglée. J'ai été, d'une manière non visible, complètement associé à sa démarche. D'autant qu'avec le caractère... Avez-vous connu Delouvrier ?

Sabine EFFOSSE

Non.

François-Xavier ORTOLI

D'autant qu'avec le caractère qui était le sien, on passait deux heures à bavarder. Evidemment, les villes nouvelles et tout ses problèmes occupaient beaucoup de temps. Pour vous dire à quel point j'ai démarré tout proche de Paul Delouvrier, quand il était en Algérie, il m'avait demandé de venir pour être son second. Cela ne s'est pas fait pour des raisons indépendantes de sa volonté et de la mienne, mais qui ont été strictement conjoncturelles. Si vous voulez, nous avons des liens très proches. Nous étions l'un et l'autre des Inspecteurs des Finances. Je l'avais donc rencontré comme Inspecteur des Finances.

Sabine EFFOSSE

Mais vous n'étiez pas... ?

François-Xavier ORTOLI

J'étais Directeur général au Marché commun quand il était Directeur des Finances à la CECA. De temps à autre, j'allais à Luxembourg, et on se voyait. A Bruxelles, j'ai pris un de ses amis comme assistant. Nous avons donc des liens d'intimité, tempérés par le fait que c'était pour moi un grand ancien, alors que pour lui, à ce moment-là, j'étais jeune camarade. Quand je suis devenu Directeur de Cabinet, nous étions dans des liens très directs. Quand j'ai été fait Chevalier de la Légion d'Honneur, on n'a fait aucune cérémonie. C'est un de ses amis intimes, également d'Héricy, qui m'a remis ma Légion d'Honneur devant dix personnes, et Paul était là. Les discours n'avaient pas un caractère très officiel. Villes nouvelles...

Sabine EFFOSSE

District d'abord, parce qu'on ne parlait pas encore de villes nouvelles.

François-Xavier ORTOLI

Il y a d'abord le District. C'est-à-dire la mise en place de l'éclatement de l'ensemble. Mais la jonction dans cette région de Paris, d'une manière très forte, de l'ensemble qui a constitué le District... Là, il y a eu toute la série des opérations que je n'ai trouvé guère tracées dans le livre. Je veux dire par là, les échanges. C'est bien fait. Toute la partie Michel Debré est évidemment très importante, je dirais même capitale.

En ce qui concerne Georges Pompidou, il était convaincu de l'opération. Il la suivait de très près. C'était également une opération que je suivais de très près en liaison avec l'Elysée, parce que cette affaire était considérée comme d'importance nationale. Les gens de l'Elysée étaient très directement intéressés, ou passionnés. Nous-mêmes, nous avons observé cela de très

près, dans un mécanisme que vous connaissez, essentiellement de Conseils restreints à l'Élysée. En tant que Directeur de Cabinet, dans ces cas-là, j'accompagnais le Premier ministre parce qu'il fallait ensuite assurer la mise en œuvre... Comité Interministériel sur Paris à Matignon. J'avais un contact régulier avec Paul, moins dans mon bureau que de la manière officieuse, des contacts très fréquents avec le Préfet de Paris qui était Benedetti et le Préfet de Seine-et-Oise qui était un personnage haut en couleur.

Sabine EFFOSSE

C'était qui à l'époque ?

François-Xavier ORTOLI

Je ne m'en souviens pas.

Sabine EFFOSSE

Benedetti, ça je...

François-Xavier ORTOLI

Qui était passionné par son boulot de Préfet de Seine-et-Oise, un peu malheureux de voir ce qu'on faisait, mais c'était un haut fonctionnaire. Demange.

Sabine EFFOSSE

Oui, Demange.

François-Xavier ORTOLI

C'était un fonctionnaire très diligent. Il y mettait beaucoup de cœur. J'allais de temps à autre à Versailles pour voir comment il était en train de faire, pas en tant que Directeur de Cabinet, mais d'une manière officieuse, parce que Paul Delouvrier mettait en place le District, et les préfets restaient des préfets.

Sabine EFFOSSE

Bien sûr.

François-Xavier ORTOLI

Je voulais donc de temps à autre aller jeter un petit coup d'œil pour me rendre compte de la manière, et dire au Préfet... En général, j'arrivais vers 18 heures et je repartais à 21 heures après avoir vu le Préfet. Je faisais de même avec Benedetti. Dans cette mise en place, il y a eu

toute la série des opérations qui étaient des opérations de réglementation et de définition administrative avec toute une série de textes. Et puis il y avait l'opération passage à la mise en place du District, et ensuite des villes nouvelles qui impliquaient, du point de vue de Matignon, une série de petits arbitrages quotidiens, puisque ceux-ci impliquaient tous les Ministères, et pas seulement l'Intérieur. Cela impliquait aussi, du côté de Matignon, tout un contact avec les politiques du District. Vous savez qu'ils ont souvent joué un rôle à la fois attentif et méfiant.

Sabine EFFOSSE

Ce qui était normal.

François-Xavier ORTOLI

Attentif, et parfois efficace. Ils ont certainement aidé à ce qu'on l'on pose le problème de la mise en place progressive d'un sentiment commun, parce qu'il fallait bien que les politiques soient appliquées. C'était très largement... Là aussi, c'était des choses très informelles. Pompidou les voyait. Moi, je voyais des gens régulièrement. On calmait un peu les esprits. On regardait comment on pouvait faire pour qu'un truc s'arrange sans qu'on soit passé à une opposition visible. J'ai participé plus à des arbitrages, au sens classique du terme, mais sur des points de détail, et à une coordination globale que je partageais au Cabinet avec les gens responsables de l'Intérieur : Aurillac, Olivier Philippe etc., et avec le responsable de l'Economie qui était Montjoie, parce qu'un certain nombre touchaient aux travaux publics, etc.

Au même moment, on suivait dans le détail un certain nombre d'opérations concernant la région. J'y reviendrai pour la partie ministère de l'Equipement. Par exemple, je voyais directement avec Benedetti tous les problèmes de la voirie parisienne, mais déjà à l'intérieur d'un Plan.

Sabine EFFOSSE

Le PADOG à l'intérieur...

François-Xavier ORTOLI

Le transfert de pouvoir du Préfet n'ayant pas été opéré, et des gens à l'intérieur d'un plan... C'est ainsi qu'a été créée la voie Pompidou, que nous avons commencé à discuter d'une voie qui a été abandonnée, qui était une voie nord-sud très controversée d'ailleurs. Tout ceci était quotidien.

Je ne peux pas vous parler de faits saillants, parce que c'était le rythme de tous les jours, mais la vie de tous les jours sur un dossier très important. Bien entendu, toute la préparation des textes était suivie dans le détail, beaucoup par le Secrétariat Général du Gouvernement, car il ne s'agissait pas de créer de nouvelles idées. En 62, le cadre était déjà très fixé, très décidé. En 62, vous aviez déjà aussi un certain nombre de gens qui étaient au travail, et dont le travail que vous aviez pu voir, n'avait aucune raison d'être bouleversé par la pression, et avec un rôle particulier pour l'organisme de coordination administrative et de réglementation qui était le Secrétariat Général du Gouvernement...

Sabine EFFOSSE

C'était qui ? C'était Des Roziers ?

François-Xavier ORTOLI

Non, non. Du Gouvernement...

Sabine EFFOSSE

Pardon.

François-Xavier ORTOLI

J'ai travaillé sur le dossier avec Burin des Roziers, lui étant à l'Élysée. C'est-à-dire que de temps à autre on... Il était un ami de Paul. De temps à autre, je le voyais à Héricy. On a vécu certaines activités classiques, à l'époque, des hauts fonctionnaires. Leur système fonctionnait très bien. Burin a débarqué. C'était un ami de Rousselier, de Paul Delouvrier et un de nos amis intimes. C'est d'ailleurs par Rousselier que j'ai connu Delouvrier. Je recevais Pisani, quand il était ministre de l'Équipement, chez moi à la campagne. Pisani et Paul se voyaient dans le calme d'Héricy. Je dois avoir une photo où il y a Burin des Roziers, Pisani, Delouvrier. C'est une photo où on fait l'équipe de foot. Il y avait quelqu'un qui était au milieu avec un ballon dans la main, des trucs de gamin. Si je la retrouve je crois que c'est une photo qui a vraiment un intérêt.

Sabine EFFOSSE

Tout à fait.

François-Xavier ORTOLI

Elle est anecdotique, mais très amusante.

Pendant cette période, j'ai pris une responsabilité plus directe, mais non visible sous deux aspects. La première était d'avoir une séance très régulièrement pour faire le point complet sur l'état d'avancement des travaux avec mon Cabinet, afin qu'en dehors des réunions avec Delouvrier, avec Benedetti, avec Demange, avec l'Intérieur, nous portions notre jugement sur ce qui était en train de se faire.

Deuxièmement, ce que j'ai fait beaucoup plus directement - sans Paul d'ailleurs, mais en accord avec lui - j'ai énormément poussé - je crois même avoir été l'initiateur de ceci - à ce que les préfets soient désignés longtemps à l'avance. J'ai tellement poussé, que du premier jour, j'ai commencé à réunir, sans le Préfet de la Seine et sans le Président du District, mais avec quelqu'un de l'Intérieur, ces préfets pour toute la partie dont ils allaient avoir la charge, c'est-à-dire la définition progressive, la constitution des équipes. Ce travail a été fait. Ce n'était pas du tout pour le substituer, mais là on n'arrivait pas à... J'ai toujours la hantise d'un système qui se met en place sans que les bases en aient été réellement posées. C'était du boulot de fantassin. Je voulais que la route soit éclairée.

Sur les préfetures, j'ai présidé un nombre important de réunions avec ces préfets sur le site, les architectes, l'argent - j'ai fait donner de l'argent supplémentaire - sur les services que la préfecture devait rendre. On passait pratiquement une journée à ce que chacun des préfets, qui était en charge de ces opérations, puisqu'on les avait nommés pour cela... On les avait nommés pour faire surgir les préfetures. La dynamique des nouvelles préfetures...

Sabine EFFOSSE

C'était Chadeau à...

François-Xavier ORTOLI

C'était Chadeau pour le Val d'Oise.

Sabine EFFOSSE

Et c'était...

François-Xavier ORTOLI

Je n'ai plus le nom, mais vous les avez tous dans le... Ils sont très faciles à retrouver. Je me souviens d'autant mieux de Chadeau, au Cabinet Frey, qu'il avait été mon premier interlocuteur sur cette affaire. On faisait ce boulot. On se faisait apporter les projets. L'essentiel est la qualité, l'originalité non agressive, quels sont les services qu'on veut rendre et quand c'est disponible, de manière à ce qu'on soit sûr. Cela a été un travail que j'ai

beaucoup aimé personnellement, parce que c'est très intéressant pour les choses sur le terrain. Et là, de temps à autre, je prenais un hélicoptère et je partais avec l'homme du Cabinet qui suivait cela pour qu'on aille faire le tour. Pour vous dire la vérité, le jour où on a opéré le Général de la prostate, j'étais informé, seul avec Pompidou dans le Cabinet, et je me suis dit : "Zut, tu vas avoir des coups de téléphone toute la matinée. Ce matin, j'annule tous mes rendez-vous, et je fais le tour de la région parisienne en hélicoptère". On a passé une journée à visiter la région parisienne, et j'ai trouvé une liste d'appels de journalistes incroyable. Je n'étais pas là. C'était très informel.

Il y avait des trucs qu'il fallait régler. Pour un Cabinet de Premier ministre, c'était... D'autre part, Delouvrier avait un contact direct avec Pompidou. Ils parlaient des choses ensemble.

Pour vous citer un détail, Paul, comme vous le savez, avait une vieille voiture... Un jour il s'est jeté sur la route, et je vois sa voiture naufragée sur la route, son fils allongé avec du sang qui coulait et lui complètement choqué. J'ai sauté. Je suis arrivé au pont. J'ai immédiatement téléphoné pour qu'on vienne le chercher. J'ai attendu que l'ambulance arrive, et je suis allé prévenir sa femme qu'il était en train d'être transporté avec son fils à l'hôpital. C'est pour vous dire qu'on se voyait tout le temps. C'était un samedi.

J'ai donc principalement suivi les choses de cette manière.

En ce qui concerne les villes nouvelles, elles se sont développées rapidement, et même très rapidement, avec des mécanismes qui étaient complètement dans la main de Paul Delouvrier. Je veux dire par là, que quand il y avait des arbitrages... Les arbitrages venaient. Et si vous voulez, nous n'avons pas eu dans cette affaire, le rôle qu'a eu Debré par exemple au moment du départ. Et pour cause, il fallait achever la conception, choisir l'homme et mettre en place les réglementations...

Sabine EFFOSSE

Alors que vous...

François-Xavier ORTOLI

...Et les moyens. Alors que nous, nous arrivions à un moment où les choses... D'autre part, la base juridique des villes nouvelles s'est posée peu à peu, mais très rapidement. Cela a fait aussi partie du boulot quotidien avec une responsabilité très importante pour le Secrétaire général du Gouvernement, le Conseil d'Etat quand il était consulté, mais sans qu'on ait besoin d'être autre chose que coordinateur normal au niveau du Premier ministre.

En ce qui concerne les villes nouvelles, ensuite... Alors vous aurez peut-être des questions à me poser sur cette partie-là ?

Sabine EFFOSSE

Oui.

François-Xavier ORTOLI

Je suis ensuite passé au Plan, parce que j'avais dit à Pompidou que je quitterais le Cabinet à une certaine date, quoiqu'il arrive. Non pas parce que je ne m'y plaisais pas, mais parce que je ne voulais pas être essentiellement un homme d'état-major. J'avais fait toute ma carrière jusqu'au poste de Directeur dans des métiers actifs, et je voulais avoir des responsabilités qui me soient propres, encore que j'ai adoré le métier de Directeur de Cabinet. Quand on le pratique avec une grande liberté d'esprit et beaucoup de travail, cela vous donne une très réelle autorité.

Je suis donc passé au Plan. Je n'ai vu les choses qu'au travers de ce que le Plan avait dit dans la période, puisque j'ai commencé le cinquième Plan, mais aussi au travers des problèmes d'arbitrages financiers, puisque le Commissaire au Plan était associé à l'ensemble de la procédure budgétaire à l'époque, notamment pour tout ce qui était nouveau. J'ai donc été amené à travailler à la procédure, à suivre et à participer à deux ou trois réunions dans lesquelles on touchait au budget des nouvelles entités.

Après ces contacts, j'ai eu très peu de contacts avec les préfets, sauf certains d'entre eux qui étaient des amis. J'ai visité les villes nouvelles. Je dirais en citoyen plus qu'en homme politique.

Je me retrouve ensuite, un an, mais un an seulement à...

Sabine EFFOSSE

A l'Équipement.

François-Xavier ORTOLI

A l'Équipement. Là, je prends la succession d'Edgard Pisani, pour des problèmes que je connaissais bien. Je débarque pour plaider la loi foncière devant le Parlement. Elle passe. Cela a été une immersion. Je suis rentré dans la loi foncière le 30 avril pour faire mon premier discours le 3 mai. J'ai écrit le discours à Héricy, en en parlant un peu avec Paul.

Sabine EFFOSSE

Qui était directement concerné.

François-Xavier ORTOLI

Oui. A ce moment-là, j'ai eu essentiellement à voir les problèmes d'infrastructure, et notamment tous les débats sur les rocares etc.

Sabine EFFOSSE

Transports.

François-Xavier ORTOLI

J'ai d'ailleurs repris tous les problèmes du réseau d'infrastructure de la région parisienne, avec le Directeur qui était Gilbert Dreyfus, avant de voir Delouvrier, le ministre des Travaux Publics, le ministre des Finances, pour être sûr que nous faisons bien ce qu'il fallait pour tous les problèmes qui touchaient le domaine de cette région parisienne qui se créait. Même si ce que je vous dis est prodigieusement général, puisqu'il tient essentiellement au fait que c'était quotidien... Je ne vais pas vous raconter quelques années.

J'avais à mon Cabinet, Jean-Eudes Roullier. Il pourra donc vous en parler. C'était une période très... déjà un peu, je ne dirais pas du tout à la fin...

Sabine EFFOSSE

Non.

François-Xavier ORTOLI

A la fin du début. Il y avait très peu de choses à faire, sauf à regarder un certain nombre de problèmes spécifiques. Les choses que j'ai faites avaient moins à voir avec les villes nouvelles, dont les programmes étaient bien fixés et définis suivant des procédures interministérielles, essentiellement sous l'égide ou sur la proposition du délégué... Je participais donc à tout cela. J'ai eu essentiellement à voir les problèmes de routes. Et dans les problèmes de routes, j'ai pris la décision, sans le dire, de doubler l'autoroute de Paris vers Orly, parce qu'il y avait Rungis. Quand j'ai interrogé Dreyfus, on finissait le marché et on n'avait pas doublé l'autoroute. J'ai fait là une opération qui n'a jamais été connue que de quelques personnes, peut-être même pas Jean-Eudes Roullier, parce qu'il était très sur son secteur. J'ai dit à Dreyfus : "Ecoutez, on double. Les terrains sont achetés. Tous les projets sont établis. Vous pouvez accélérer la procédure. On ne dit pas non pour l'argent. On le fait tranquillement glisser et on fait ces quinze kilomètres d'autoroute à partir d'aujourd'hui."

Sabine EFFOSSE

C'était indispensable.

François-Xavier ORTOLI

Et nous avons fait notre truc. Un jour, les gens ont vu apparaître des panneaux. Je ne voulais pas donner la moindre publicité parce que je savais que j'aurais la réaction de la province, car en même temps, je faisais un plan routier breton et un plan sur le nord. D'ailleurs, ce n'est pas moi qui ait achevé ce plan routier breton, c'est mon successeur.

Sabine EFFOSSE

Il fallait ménager...

François-Xavier ORTOLI

Il ne fallait pas dire qu'on déplaçait pas mal de millions. Je l'ai fait d'une manière discrète. De même que j'ai déplacé des logements d'une manière discrète pour consolider la partie des villes nouvelles. Je m'étais rendu compte qu'on demandait des crédits et qu'on ne les consommait pas. J'ai demandé aux inspecteurs généraux de l'Equipement, sans parler de cette mission, de revenir, chacun pour sa région, avec des crédits non dépensés, des transferts possibles sur des endroits où il y avait un manque, et la cagnotte que l'on pouvait attribuer là où il manquait... Personne n'a jamais su ceci. Cela s'est fait très tranquillement. On a utilisé... Mais on a accéléré 40 ou 50 millions avec ce système.

Sabine EFFOSSE

Principalement en région parisienne ?

François-Xavier ORTOLI

Beaucoup en région parisienne. J'avais pris les logements... Il n'y a pas très longtemps, je l'ai dit à Borloo en rigolant. J'ai pris des logements à Valenciennes, quitte à les redonner deux ans après. Ils étaient tout à fait incapables de lancer le moindre projet. Ils étaient déjà engorgés avec ce qu'ils avaient fait.

La région parisienne posait le problème des villes nouvelles, et des banlieues.

Sabine EFFOSSE

D'ailleurs, Paul Delouvrier avait créé les villes nouvelles comme des réactions à la banlieue...

François-Xavier ORTOLI

Comme des possibilités de desserrer le phénomène de banlieue. Pour moi, les deux étaient associés. Ce qu'on faisait sur les banlieues était... J'allais à Sarcelles etc. pour voir de près comment on... Justement Sarcelles, qui se développait énormément dans le cadre de ce Plan, recevait bien les crédits. Je faisais le tour incognito, parce que j'ai horreur des articles de journaux. Voilà en gros ce que je peux vous dire, sauf questions que vous auriez à me poser.

Sabine EFFOSSE

Oui, j'aimerais qu'on revienne...

François-Xavier ORTOLI

Attendez, je réfléchis. Il y a peut-être un point auquel je n'ai pas pensé. Villes nouvelles, autoroutes, rocades, Paris, voies sur berges.

Voies sur berges, tout cela avait été défini. C'est vous dire d'ailleurs combien la transition... Paul s'occupait de mettre en place le District. Mais la gestion, c'était le préfet de la Seine, qui était Benedetti et qui jouait parfaitement le jeu avec Paul Delouvrier. On avait d'ailleurs pensé à lui pour être patron du District. Benedetti était un gentilhomme. C'était un type très correct. Périodiquement, il venait me voir avec des plans de Paris. Cela me reposait quand j'étais Directeur de Cabinet. Un jour, il me montre et me dit : "Cela vous savez, cette voie sur berge, on n'a jamais l'argent..." Je n'en parle pas publiquement parce qu'elle est tellement critiquée, à tort à mon avis, que... J'ai le droit de maintenir mes opinions. J'ai pris les papiers et j'ai dit à Benedetti : "Le Premier ministre ne fait rien pendant une heure". Il gardait des espaces où il réfléchissait. Il ne lisait même pas. Je rentre. Il était dans son fauteuil bleu. Je lui dis : "Je sais que c'est un moment sacré, est-ce que vous me donnez une demi-heure maintenant pour que je vous montre ce qu'on va faire sur Paris". Il me dit : "Si c'est pour voir ce qu'on peut faire sur Paris, allons-y". On a parlé des Halles, puis de la voie sur berge. Je lui dis : "Cela, il faudrait quand même...". Il me dit : "Mardi, Comité Interministériel".

Sabine EFFOSSE

Oui, donc ça été fait ensuite...

François-Xavier ORTOLI

En trois ou quatre jours. C'était une autre administration que l'administration d'aujourd'hui. Je ne m'en glorifie pas. C'était la gestion et l'administration qui étaient différentes. Je déplaçais

des crédits, mais sans penser à chaque fois à faire des panneaux pour dire... Et c'était beaucoup plus rigolo. Voilà ce que je voulais rajouter sur la voie sur berge.

Sabine EFFOSSE

Si vous voulez bien, je....

François-Xavier ORTOLI

Je crois que je l'ai appelée "voie sur Seine" à deux ou trois reprises. Ce qui est une allusion à l'intermittence des crues.

Sabine EFFOSSE

Oui, parce que de temps en temps elle passe sous l'eau.

François-Xavier ORTOLI

C'est une voie "sous Seine".

Sabine EFFOSSE

Oui. J'aurais aimé qu'on revienne sur le tout début du District. Vous héritez du projet qui avait été complètement mis en place par Debré. Là, vous n'avez jamais eu vent directement des projets Debré entre 61 et 62 ?

François-Xavier ORTOLI

J'en ai entendu parler, parce que j'étais... Debré m'avait demandé de venir auprès de lui comme conseiller économique. J'avais refusé. Exactement au début de 61. J'avais beaucoup de liens avec son équipe. C'est Dupont-Fauville qui est venu. J'avais refusé. Il m'avait proposé le Secrétariat Général des affaires européennes, plus d'être en même temps son conseiller économique. J'ai dit : "Non. Je ne peux pas prendre un nouveau boulot et prendre du temps plein chez vous". Ce que j'ai fait deux ans après chez Pompidou, mais il a déjà deux ans d'organisation et de mise en place. Je suis resté Secrétaire général. J'avais suivi la chose d'autant plus que... Les problèmes de Paris et de la région parisienne étaient beaucoup dans les journaux.

Sabine EFFOSSE

A cause du logement notamment.

François-Xavier ORTOLI

A cause du logement notamment. Mais aussi à cause du fait que les... On parlait de Paris et du désert français, mais on parlait aussi de l'aménagement de Paris. Il y avait tout un courant qui fait que ce problème d'aménagement du territoire surgissait. Il était très largement centré sur comment désengorger Paris, comment déparisieniser la France. Il a donc fallu restituer son rôle à Paris, mais le centre de la région... Il y a des mouvements intellectuels qui se sont poursuivis pendant des années, dans lesquels cet affrontement avec Paris est devenu Paris capitale s'appuyant sur une forte région qui rejoint les marches de Paris, les marches des autres régions, la province. Par la suite, cela s'est accompagné d'une autre politique qui a été celle des villes moyennes, et bien entendu, pour Paris, celle des villes nouvelles. Il y avait un environnement intellectuel dans lequel les gens qui étaient impliqués ne pouvaient pas ne pas savoir, ou plutôt ne pas s'intéresser aux choses. A l'époque, nous étions une jeune équipe. Je devais avoir 34 ou 35ans, nous étions tous très impliqués dans le mouvement de la France à partir de 58, et donc passionnés par tout ce qui était nouveau. Il ne faut pas oublier que les expériences étrangères existaient.

Sabine EFFOSSE

Oui. Notamment en Angleterre.

François-Xavier ORTOLI

Ou au moins, elles ont commencé d'exister. Il y avait des préalables à notre conceptualisation du projet. Quand on avait un peu de curiosité d'esprit, on lisait les choses qui se faisaient en Angleterre. Quand je suis arrivé chez Pompidou, j'avais déjà suivi les choses d'assez près, beaucoup pensé aux questions d'aménagement du territoire, parce que cela m'intéressait. J'avais des amis qui en parlaient beaucoup. C'était une génération d'hommes de 30 ou 40 ans à l'époque qui était la jeune garde. On échangeait donc beaucoup. Paradoxalement, nous avions des groupes où nous nous réunissions pour bavarder sur des choses importantes, extérieures à nos responsabilités, avec des gens comme Pierre Brunet - qui vient de mourir et qui était Ambassadeur à Bonn - ou un des mes amis qui était conseiller commercial, et qui suivait de très près certaines questions européennes. On se réunissait. On parlait beaucoup de l'Algérie. Je participais à deux ou trois groupes de quatre ou cinq personnes. Il y avait Stéphane Hessel qui était la flamme de tout cela. On se retrouvait et on échangeait avec une extraordinaire liberté des choses qui ne nous concernaient qu'en tant que citoyen. Il y avait tout de même... A tel point qu'une des inconséquences méritoires que j'ai faites dans ma vie a été, avec un de mes amis, de présenter dans le 7ème, un candidat pour le droit au logement. Il était un de mes

copains. Nous avons fait des prêts pour qu'on puisse afficher. C'étaient les élections qui ont précédé 58. J'étais très proche de certains milieux chrétiens et syndicaux. J'ai même été un temps inscrit à la CFTC.

Sabine EFFOSSE

La charte du logement.

François-Xavier ORTOLI

Oui. Il y a tout de même eu un bouillonnement près de la V^{ème} République qui faisait qu'on s'intéressait à tous les grands dossiers. Je simulais mais ne le dites pas. Gardez-le en archive générale. (*inaudible bruit d'enregistrement*) ... protestation contre un appel à ne pas voter la CED, en outre comme individu, puisque j'étais sous-directeur à la DRE. Nous avons appelé à voter contre la CED, ce qui est un peu paradoxal quand on sait que j'ai été ensuite européen. Je trouvais que c'était une fausse solution qui ne m'empêchait pas d'être Européen d'une autre manière. C'était pour vous dire que j'étais très engagé.

Sabine EFFOSSE

Et pour le logement, vous ne connaissiez que le dispositif ?

François-Xavier ORTOLI

Il se trouve que je connaissais Claudius-Petit, parce que je l'ai connu quand il était ministre du Logement, d'ailleurs par les milieux syndicaux. Je l'ai beaucoup mieux connu par la suite, mais pour une raison tout à fait différente, bien longtemps après qu'il ait quitté... Il habitait une maison face à la mer à Port Crau où j'avais acheté un studio, ce qui fait qu'on se voyait en voisin à Port Crau, comme je voyais Delouvrier en voisin à Héricy.

Sabine EFFOSSE

D'accord. Claudius-Petit avait effectivement pris le problème du logement à bras le corps juste après la guerre.

François-Xavier ORTOLI

Oui. J'ai pris le problème du logement, mais je suis parti trop tôt pour avoir fait beaucoup plus que de créer le nouveau mécanisme financier pour permettre une meilleure accession de la classe moyenne, et déplacer des logements sociaux, des HLM, de manière à ce qu'on construise plus vite.

Sabine EFFOSSE

Vous été aussi l'animateur de la réforme du Crédit Foncier, je crois ?

François-Xavier ORTOLI

Non.

Sabine EFFOSSE

Vous y avez été associé ?

François-Xavier ORTOLI

Voilà. C'est à peu près tout. Par la suite, Paul est parti.

Sabine EFFOSSE

Avant son départ, le fait qu'il soit devenu Préfet de la région parisienne...

François-Xavier ORTOLI

Alors là, les choses ont été complètement changées, puisqu'il est devenu Préfet en...

Sabine EFFOSSE

66.

François-Xavier ORTOLI

66. Je vous ai parlé de la période Benedetti et de la période Demange, parce que je suis parti au moment où il est devenu Préfet de région. Je passais, à ce moment-là, sur le Plan. Du coup, j'ai eu à faire voter des textes de loi sur Paris, et comme ministre de l'Équipement.

Sabine EFFOSSE

Là, ça clarifiait un petit peu la situation ?

François-Xavier ORTOLI

Complètement. C'était prévu. L'idée était... Inévitablement, puisqu'on créait une entité dans laquelle il y avait des départements nouveaux, mais il fallait que cette région existe, d'où l'idée du Préfet de région avec des pouvoirs à l'européenne au-delà... qui était en réalité un délégué du gouvernement pour la région.

Sabine EFFOSSE

D'accord. Là, ça a quand même marqué une différence fondamentale. Avant, c'était plus ou moins officieux, et après c'est devenu...

François-Xavier ORTOLI

Exactement. C'était tellement officieux, qu'il y avait des décisions très importantes qu'on prenait avec le Préfet, parce que c'était lui qui était en charge, mais dans un cadre qui était déjà fixé. Les dessins étaient faits. Ensuite, c'était au Préfet de faire son boulot. Et d'ailleurs, c'est très bien ainsi, car si Paul s'était mêlé chaque fois de dire : "Pas tout de suite" ou quelque chose de ce genre, on gâchait des années précieuses.

Sabine EFFOSSE

Pour revenir aux relations entre Paris, la ville de Paris, et ce que vous mettiez en place avec un travail plus sur la banlieue et sur les villes nouvelles, est-ce qu'il y a eu des conflits ou des petits problèmes de rivalité ? C'était quand même enlever un petit peu à Paris sa suprématie en quelque sorte, ou redistribuer une partie des pouvoirs.

François-Xavier ORTOLI

Oui. Je n'y ai pas été très sensible. A l'époque, Paris n'avait pas de maire. Par conséquent les gens qu'on voyait étaient des gens qui, individuellement.... Le conseil municipal avait un poids fort modeste. Et tous les préfets de Paris, Benedetti, étaient décidés à ce que cela se fasse. Au fond, le pouvoir était dans les mains du préfet et du gouvernement. Quand de temps à autre on relevait quelques chants, le chant du cygne... Non. C'était l'annonce du grand pari. D'ailleurs, c'était souvent des gens qui étaient convaincus. C'était une époque de création. Il y avait moins de place pour... Je ne dirais pas qu'aujourd'hui on... où la part de créativité n'est pas indifférente.

Sabine EFFOSSE

Mais il y a moins de dynamisme.

François-Xavier ORTOLI

Oui. A l'époque, il y avait plus de dynamisme. Les gens se sentaient plus impliqués dans quelque chose qui était, malgré tout, difficile de contester, d'autant qu'il y avait derrière au sommet, une formidable volonté politique.

Sabine EFFOSSE

Le soutien du Général...

François-Xavier ORTOLI

... Pour un Conseil de Paris essentiellement de droite, encore qu'il fut très largement centre, disons méfiant. Mais pour ce qui était de... Pompidou qui était moins apôtre que ne l'était Debré...

Sabine EFFOSSE

Ce n'était quand même pas son affaire...

François-Xavier ORTOLI

J'ai beaucoup aimé travailler avec Pompidou, parce que nous avons exactement la même attitude vis-à-vis des choses. On sait ce qu'on veut faire. Dès qu'on a fixé une ligne, on la suit : objectif, moyens, calendrier. C'est de cette manière que j'exprimais à mes types : "Vous m'emmerdez. Vous m'ennuyez". (*inaudible bruit d'enregistrement*) ... et qu'il faut faire vite. On regarde ce qu'on a comme fric. On regarde ce qu'il faut comme moyens. On combine moyens et calendrier, et un système de *reporting* verbal mais régulier, que j'ai toujours suivi dans toutes mes affaires. Quand j'étais chez Total et qu'il y avait un très gros problème qui était en train de mûrir, je disais : "Même s'il n'y a rien à dire, on en parle dans trois mois, mais vous venez avec un dossier mis à jour". Vous savez, on travaillait. Quand j'appelais Burin, c'était un ami... Poniatowski était un camarade de promo. J'appelais Paul. Nous étions souvent conviés l'un par l'autre à régler quelques problèmes un peu au-dessus. C'était le même groupe.

Sabine EFFOSSE

Pour revenir au soutien politique, la position du Général de Gaulle était...

François-Xavier ORTOLI

Très ferme. Très claire. Il faut bien voir qu'il y avait... La République fonctionnait bien. Je veux dire par là que le réseau des Directeurs de Cabinet fonctionnait bien, la responsabilité, la mienne, celle de Joubert, celle de Racine avant que... du temps de Debré. Le Directeur de Cabinet du Premier ministre était, à l'époque, très souvent avec les ministres. Il prenait des ministres. Il était appelé par les ministres. Il réglait les problèmes avec eux. Il y avait les deux structures qui fonctionnaient. Il y avait des structures officielles, ou plutôt normales qui fonctionnaient très bien : Comité Interministériel à Matignon avec des sujets très précis sur lesquels on prenait certains grands dossiers. Cela pouvait être un comité sur Paris, un comité

sur le District, mais ça pouvait être un comité sur l'aéronautique et les transferts sur Toulouse ; un comité sur l'automobile Bordeaux-Rennes... On prenait des paquets... Et ça pouvait être un comité, convoqué un jour, pour dire : "Comment dégage-t-on les moyens de la voie sur berge ?". Il y avait des conseils restreints qui étaient fréquents à l'Élysée.

Et puis, toutes les semaines, compte tenu de l'amitié qui unissait les gens, j'étais une heure et demie dans le bureau de Burin. Ses adjoints m'appelaient. C'est lui qui m'appelait le plus. Mais son adjoint économique et financier m'appelait souvent, car c'était les gens de ma maison. Il y avait un jeu où nous avions un système qui était très efficace. Par exemple en matière d'économie internationale et Europe, régulièrement, chaque vendredi ou tous les deux vendredis si c'était nécessaire, à neuf heures du matin, soit au Quai d'Orsay, DRE, Trésor, à Rivoli... les quatre directeurs se retrouvaient une heure et prenaient tous les dossiers en marche et tous les dossiers litigieux entre eux. Nous parlions trois minutes. On n'est pas au clair. (*bruit d'enregistrement*) qui nous paraît le mieux placé de faire le truc. C'était comme ça qu'on faisait les papiers sur l'entrée de la Grande Bretagne, sur ce qui se passait au FMI, sur... de manière qu'il y avait un assistant qui était le type...

Sabine EFFOSSE

Et comme ça les dossiers avançaient...

François-Xavier ORTOLI

Avec une rapidité inimaginable. C'était une course dans nos propres services. On donnait des ordres en rentrant en disant : "J'ai vu un tel. Il faut que vous appelez Christian pour lui dire que... parce que je suis d'accord... qu'on va faire ceci ou cela." Cela simplifie beaucoup la vie. Voilà, tout est fini.

Sabine EFFOSSE

J'aimerais revenir, si c'est possible, sur deux ou trois petites choses. Vous avez parlé de la mise en place de la loi foncière que vous avez dû plaider devant le Parlement. Et pour les villes nouvelles, on sait très bien que la politique foncière a été un point capital dans la mesure où si on n'avait pas eu les terrains cela n'aurait pas été possible sur le plan financier de les réaliser. Cette loi foncière avait été faite par Pisani ?

François-Xavier ORTOLI

Elle avait été préparée par Pisani, essentiellement par Georges Pébereau, qui était Directeur de l'aménagement foncier et de l'urbanisme.

Sabine EFFOSSE

D'accord. Et là, est-ce qu'il y a eu des oppositions ? On dit souvent que la région parisienne était une région de grandes propriétés foncières.

François-Xavier ORTOLI

Oui.

Sabine EFFOSSE

Est-ce qu'au niveau du Parlement, des élus, il y a eu... ?

François-Xavier ORTOLI

Non. C'était un débat très long, relativement difficile, en partie parce qu'il y avait ce type d'opposition, mais qui ne pouvait être que par derrière. La défense des grands propriétaires n'était pas... Personne ne la faisait directement.

Sabine EFFOSSE

Il y a deux sénateurs qui se sont illustrés. Il y a Bonnefous de Saint-Quentin-en-Yvelines qui a posé des problèmes.

François-Xavier ORTOLI

Oui. Mais j'ai en gardé... C'était tellement du détail que j'en ai à peine le souvenir. Et quel était l'autre ?

Sabine EFFOSSE

Dailly.

François-Xavier ORTOLI

Ah oui ! Je m'en souviens.

Sabine EFFOSSE

Il y a quand même eu des oppositions un peu marquées.

François-Xavier ORTOLI

Je m'en souviens très bien. Dailly était un... Je le connaissais car il était seine-et-marnais comme moi. Il était souvent dans mon bureau.

Sabine EFFOSSE

Il marquait quand même une...

François-Xavier ORTOLI

Plus que...

Sabine EFFOSSE

Mais Dailly, notamment pour les deux villes, Marne la Vallée et...

François-Xavier ORTOLI

Cela n'a pas... Les oppositions qu'on a tous rencontrées dans tout ceci étaient les dessaisissements d'instance politique, et d'autre part des pouvoirs dans lesquels on insistait beaucoup pour que la garantie du citoyen soit maintenue, notamment certains pouvoirs donnés aux préfets. Je me souviens d'avoir eu un débat sur ce point, très sérieux, très sympathique parce que le débat s'est déroulé dans une atmosphère extrêmement sympathique. J'étais un jeune ministre. J'avais donc beaucoup d'amis dans l'Assemblée, parce qu'en cinq ans j'avais vu à peu près tous les députés. D'autre part, j'avais beaucoup d'amis dans l'opposition pour des raisons tenant au fait que ma génération... J'avais des amis communistes, socialistes. Je n'ai jamais cru au sectarisme. A partir de là, j'avais des copains partout, même des opposants très virulents qui m'engueulaient quand on était... Ce n'était pas ce qui est... la tape sur le ventre radicale, c'était parce que nous avions des liens. C'est aussi des générations dont beaucoup étaient issus de la Résistance, comme je l'ai été moi-même. Je n'ai pas de souvenir très... J'ai eu des souvenirs... Mon souvenir le plus précis est le moment dans lequel il fallait faire passer des dispositions qui concernaient les droits du préfet par rapport aux citoyens. Il fallait que je relise les débats. Je ne vous cache pas que je ne l'ai pas fait. Je ne sais pas comment on consulte le Journal Officiel. On peut consulter tous les Journaux Officiels sur l'Internet. Il suffit d'entrer une date si j'ose dire.

Sabine EFFOSSE

Oui. Ils ont fait un site assez remarquable. Sinon, pour le redécoupage départemental de la région parisienne, il n'y avait pas eu un problème concernant la création d'un département "communiste" qui avait créé quelques révolutions ?

François-Xavier ORTOLI

Seine-Saint-Denis.

Sabine EFFOSSE

Il a fallu faire ce redécoupage. Est-ce que Paul Delouvrier a été actif ?

François-Xavier ORTOLI

Je ne peux pas vous dire.

Sabine EFFOSSE

Vous n'avez pas suivi ce dossier ?

François-Xavier ORTOLI

Je n'ai pas de souvenir là-dessus.

Sabine EFFOSSE

D'accord. Cette réforme aussi a occupé... On disait que c'était Debré qui l'avait souhaitée.

D'autres ont mis plus en avant le rôle de Paul Delouvrier dans cette réforme.

François-Xavier ORTOLI

Je ne sais pas.

Sabine EFFOSSE

Vous n'avez pas d'élément. En tant que ministre de l'Équipement, est-ce que vous avez fait des visites de terrain pour les préfetures ? Vous m'avez parlé beaucoup de Cergy-Pontoise et d'Evry.

François-Xavier ORTOLI

J'ai fait pas mal de visites de terrain parce que cela m'intéressait. J'allais déjeuner avec les préfets pour voir un peu où on en était, mais tout cela d'une manière très informelle. Je suis probablement le seul ministre qui ait pu parcourir la France en vélo sans que les gens disent autre chose que je ressemblais au ministre. Quand on me voyait surgir avec ma femme, mon fils et un vieux copain - celui qui s'était présenté aux élections - à vélo à l'hôtel "Les Glycines" aux Eyzies, on nous a mis dans l'annexe. Je déteste qu'on m'embête. Je déteste toute la partie... comme était Paul d'ailleurs. Quand je débarque, je débarque et puis voilà. On appelle un copain, on lui dit : "Je viens", on discute sérieusement. Personne n'a besoin de le savoir. On ne serre pas la main des journalistes. On a travaillé. On n'a pas perdu de temps. On a peut-être perdu en capacité de popularité. Dans le cas d'un homme comme Paul dans la région parisienne, la région était tellement dans les journaux qu'il n'avait pas besoin d'aller serrer des mains. D'ailleurs il valait mieux, parce qu'il se serait trouvé en face des gens et il aurait eu des doléances. Quand il était Délégué général en Algérie, il s'était présenté aux élections à Héricy,

où il a été glorieusement battu. On m'avait demandé aussi d'être sur la liste. Je trouvais cela un peu provocateur. Je n'ai donc pas été battu.

Il y a une chose qui peut peut-être vous intéresser... Vous vous intéressez à tous les aspects des villes nouvelles ?

Sabine EFFOSSE

Oui.

François-Xavier ORTOLI

Il y a quatre ou cinq mois, j'ai rencontré quelqu'un que vous avez peut-être déjà vu, qui est Monseigneur Herbulot. Il était l'Evêque d'Evry. Il a été désigné pratiquement au moment où la ville... C'était l'Evêque de la ville nouvelle. Il a été l'Evêque de la cathédrale. Je l'ai vu dans une croisière où ma femme m'avait entraîné sur les pas de Saint-Paul. J'étais très attiré par Saint-Paul parce que c'était au moment des grands esprits de notre humanité et j'étais plus attiré par les pourtours méditerranéens que par la croisière. A ma grande surprise, j'y ai pris un très grand intérêt intellectuel et spirituel. Monseigneur Herbulot accompagnait la croisière. C'est un homme des Ardennes, très costaud, très entrant, et qui a gardé de cette période un souvenir ébloui sur la nécessité pour un Evêque d'aider à la création...

Sabine EFFOSSE

D'une identité.

François-Xavier ORTOLI

D'une identité. Et d'une identité qui dépasse toutes les frontières y compris celle des banlieues. Je pense que vous auriez intérêt... Il avait beaucoup d'admiration pour Paul Delouvrier. Comme Paul était très chrétien, ils ont du avoir des contacts. Vous devriez le voir.

Sabine EFFOSSE

C'est Jacques Guyard qui était maire d'Evry, qui disait qu'Evry avait trouvé une identité à travers la spiritualité, la religion.

François-Xavier ORTOLI

Voyez Herbulot. Il a d'ailleurs écrit un livre qui est paru depuis deux ou trois mois, et qui s'appelle... Je ne peux pas vous donner le nom. Je ne suis pas sûr que ce ne soit pas "L'église à l'image d'un district" ou quelque chose de ce genre. Il est l'ancien Evêque d'Evry. Voyez-le. C'est une personnalité chaleureuse, très directe.

Sabine EFFOSSE

Et qui a été là dans toute la période...

François-Xavier ORTOLI

Il a été Evêque d'Evry pendant vingt-deux ans. Il a vécu tout cela. Je crois qu'il a été nommé après la constitution du District, probablement en 77 ou 78, donc très longtemps après cette période. Mais il a vécu vingt-deux ans de mise en place au moment où les gens affluaient.

Sabine EFFOSSE

Oui.

François-Xavier ORTOLI

Son expérience a donc été une expérience... C'est-à-dire qu'il a été au fond second Evêque d'Evry mais avec une influence très marquante, d'autant qu'il était dans l'Essonne où il y avait toute une population carcérale. Voyez-le.

Sabine EFFOSSE

Oui. C'est tout à fait intéressant comme...

François-Xavier ORTOLI

Il a une très grande admiration pour Paul Delouvrier, qui l'a rencontré, parce que... Je pense qu'il a fait une démarche *ad mina* pour aller voir Paul quand il est arrivé. Paul venant à Evry et prenant la parole, l'a rencontré parce qu'il était très impliqué dans la société civile pour des raisons spirituelles, rapprochement avec les protestants, les juifs, les musulmans...

Sabine EFFOSSE

A propos de lui, ou de commandeur, de proconsul, parce qu'il avait une autorité naturelle... Sa méthode a parfois été décriée parce qu'on a souvent dit qu'il avait une méthode qu'il tenait d'un état fort, c'est-à-dire un pouvoir quasi technocratique, et qu'on avait un peu négligé les élus. Mais est-ce que cela était lié au contexte théorique qui faisait... ?

François-Xavier ORTOLI

Paul était un homme de mission.

Sabine EFFOSSE

Je crois qu'il avait été très marqué par son expérience au Plan avec Jean...

François-Xavier ORTOLI

Avec Monnet. Il a été très marqué parce qu'il était proche de Monnet, au point qu'il est allé à la CECA. Monnet a amené avec lui Jean Guyot. Quand Jean Guyot l'a quitté, c'est Paul qui est parti comme Directeur Financier à la CECA, donc un engagement d'européen très fort. C'est un homme de mission.

D'autre part, comme je vous l'ai dit, nous étions dans une période un peu bénie. En 48, quand je suis rentré à l'Inspection, nous avions, si on avait un peu d'appétit, l'obligation d'être des hommes de chantier. Et un homme de chantier prend des précautions et il les raccourcit. Il s'assure que le boulot est bien préparé, et ensuite il y va. On ne pouvait pas demander à des gens comme Paul de ne pas être comme ça, ou à des gens comme Bloch-Lainé. L'époque s'y prêtait.

Sabine EFFOSSE

C'est une génération en fait.

François-Xavier ORTOLI

C'est une génération que la guerre avait portée à des responsabilités.

Sabine EFFOSSE

Très jeunes.

François-Xavier ORTOLI

Laquelle ayant éliminé beaucoup de gens... Mais le besoin de changement qui s'est manifesté dans une IVème République, faible politiquement, mais forte en dessous.

Sabine EFFOSSE

La haute fonction publique était...

François-Xavier ORTOLI

Et la vie du pays. Elle n'a duré que treize ans, avec ensuite quelqu'un qui, venant de l'armée s'était hissé au pouvoir, prenant lui aussi des risques et en donnant des ordres quand il fallait les donner. Nous étions, très naturellement, et bien plus encore ceux de la génération immédiatement avant la mienne, c'est-à-dire la génération de Paul ou de Debré, des hommes qui considéraient que rien n'était plus naturel que d'être responsable. Nous étions chargés d'une mission. Il fallait bien la remplir. Quand nous avons dit quelque chose, cela se faisait.

Nous ne posions pas de questions. On ne négociait pas avec les gens. Cela se faisait. De même que quand il fallait doubler la route, on la doublait. D'une certaine manière, il est plus facile d'être en face d'un pays très troublé, fortement détruit, ayant pris tous les retards liés à la guerre...

Sabine EFFOSSE

Et qui aspire au renouveau.

François-Xavier ORTOLI

Qui aspire au renouveau, à l'intérieur de l'hexagone, à une époque où vraiment tous les pouvoirs se développaient à l'intérieur des entités nationales, que d'agir dans un pays qui a achevé une réussite sur laquelle il plafonne, sur laquelle il surfe un peu aujourd'hui. Un pays qui a assisté à la grande révolution des mœurs qui s'est produite, et aux changements de tabous. Un pays qui a assisté à une glorification des droits acquis, ce qui est un mot terrible. On a des droits, mais ces droits sont d'une autre nature que des droits réglementaires, sauf quand il s'agit d'aller devant la justice pour faire valoir son droit. Il y aujourd'hui l'Europe du monde. Le chantier a changé. Il fallait faire des routes. Elles sont là.

Sabine EFFOSSE

Ce ne sont plus les mêmes problèmes qui se posent.

François-Xavier ORTOLI

Au fond, nous avons eu période très difficile, infiniment plus facile probablement, pour commander, gérer, que la période actuelle. En outre, tous ces hauts fonctionnaires se sentaient investis d'une mission. A peu près tous avaient fait de la résistance, et à peu près tous pensaient qu'ils feraient leur vie dans la fonction publique. Paul n'a jamais accepté un poste, et puis de prendre une présidence, mais bon... A mon avis, Paul ne l'a jamais envisagé, pas une seconde. Il l'aurait peut-être fait un jour si... Quand il a pris la présidence d'EDF, c'était encore une mission publique.

Sabine EFFOSSE

Tout à fait. Justement pour revenir à la fin des années 60, le District a fait publier le schéma directeur. Les villes nouvelles commencent dès 67-68. Et à partir de 67, on dit que les oppositions à la méthode de Paul Delouvrier, à cette action en faveur des villes nouvelles et à l'aménagement de la région parisienne, commencent à rencontrer des oppositions un peu trop

importantes, et que Pompidou aurait proposé à Paul Delouvrier de partir soit au Plan ou à EDF plus tard. Avez-vous senti cette ère Delouvrier qui commençait un petit peu... ?

François-Xavier ORTOLI

A ce moment-là, j'étais...

Sabine EFFOSSE

Vous étiez à l'Équipement.

François-Xavier ORTOLI

J'étais au Plan. Mais quand je suis allé au Plan, c'est 66, donc Paul était encore complètement dans le début. Quand j'ai quitté le ministère de l'Équipement, c'était la fin du mandat du Général. J'ai quitté le ministère au moment de mai 68. Ensuite, je suis passé aux Finances. Des oppositions commençaient à se manifester. De toute façon, je trouve naturel qu'après un certain nombre d'années, un homme qui n'a pu construire ce qu'il a construit que par une autorité habile... Paul avait beaucoup de chaleur. Il était très direct, mais il avait beaucoup de chaleur. On rentrait dans un phénomène qui est essentiellement un phénomène de gestion, dans des entités qui voulaient ne pas être étouffées, qui voulaient exister politiquement. Je ne le vois pas passant - vous avez utilisé le terme de proconsul - du proconsulat à la présidence d'un Conseil de Surveillance. Ce n'était pas son tempérament. C'est un peu ce qu'il a fait à EDF. Il avait un très bon Directeur général. Il travaillait en équipe. Et n'étant pas lui-même un homme de l'électricité, il visait la stratégie. Au fond, il se reposait un peu des combats menés depuis l'Algérie, donc 58. Et nous nous trouvons là en 70, si je ne me trompe.

Sabine EFFOSSE

Il part en février 69.

François-Xavier ORTOLI

69.

Sabine EFFOSSE

C'est vrai que cela faisait plus de dix ans sur "le front".

François-Xavier ORTOLI

C'était effectivement la période où j'étais aux Finances. Ce n'était plus Pompidou. C'était Couve de Murville. Je ne sais plus qui a remplacé Paul.

Sabine EFFOSSE

C'est Maurice Doublet qui était un préfet.

François-Xavier ORTOLI

Qui était Préfet de Paris, et qui a été un bon préfet de région.

Sabine EFFOSSE

A partir de 67, on dit que les oppositions, mais à la fois des oppositions de terrain... On a beaucoup parlé de certains promoteurs qui s'étaient...

François-Xavier ORTOLI

J'en ai un souvenir, mais lointain. Et probablement j'en ai plus le souvenir par l'environnement, que par le fait que j' y ai été directement mêlé, encore qu'en 67-68, j'ai été à l'Equipement, mais tous les aspects proprement politiques (*bruit d'enregistrement*)... Matignon, et je n'y étais plus et à l'Intérieur. Je n'y avais pratiquement plus de contact.

Sabine EFFOSSE

Et puis il y avait une opposition politique aussi, parce Paul Delouvrier, après les élections législatives, avait été un petit peu accusé de faire basculer la majorité par la politique de... l'arrivée de populations qui étaient un peu différentes.

François-Xavier ORTOLI

C'est vrai.

Sabine EFFOSSE

Il y a des oppositions politiques.

François-Xavier ORTOLI

J'ai considéré son départ comme normal. Je ne me souviens pas... Mais cet homme chaleureux avait beaucoup de réserve. Je ne me souviens pas de l'avoir trouvé amer.

Sabine EFFOSSE

Il avait demandé un "sursis", parce que je crois que Pompidou souhaitait son départ dès 67, et que le Général lui aurait accordé encore des années pour parfaire...

François-Xavier ORTOLI

Oui. Comme je vous l'ai dit, l'idée que ce n'est pas avec celui qui avait bâti qu'on pouvait gérer, était explicitement admise. Vous savez Paul n'était pas une personnalité facile non plus.

Sabine EFFOSSE

J'imagine.

François-Xavier ORTOLI

On lui avait proposé dix fois d'être ministre. Il n'a jamais voulu.

Sabine EFFOSSE

Comme Bloch-Lainé.

François-Xavier ORTOLI

Il n'a jamais voulu être ministre.

Sabine EFFOSSE

A votre avis, à quoi cela tenait ?

François-Xavier ORTOLI

Je ne sais pas. Cela l'embêtait. Il trouvait beaucoup plus marrant de faire ce qu'il faisait.

Je suis rentré dans la politique parce que de Gaulle et Pompidou me l'ont demandé au départ de Pisani. Son départ avait créé une petite crise dans la majorité, et qu'il fallait prendre quelqu'un qui ne soit pas... dont la bonne foi soit indiscutable, parce que j'étais un collaborateur très proche de Pompidou, et que j'avais une bonne position de Commissaire au Plan. Cela rendait tout à fait vraisemblable ma présence au ministère de l'Équipement et du Logement. On savait aussi que je n'étais dans aucune des entités politiques, même à l'intérieur d'une majorité. J'ai eu cinq minutes pour décider. Alors que j'avais refusé de rentrer au Gouvernement un mois avant. Pompidou m'avait proposé d'aller aux Affaires Sociales. J'avais fait un rapport sur le Plan, sur les questions sociales, et il m'avait demandé d'aller aux Affaires Sociales. J'avais dit non. Je suis très bien où je suis, et on verra après.

Sabine EFFOSSE

Finalement, un mois après, vous avez...

François-Xavier ORTOLI

Oui. Et quand j'ai eu l'occasion de quitter la politique nationale, il m'a fallu une seconde pour dire oui. Et quand j'ai eu l'occasion d'y rentrer, il m'a fallu une seconde pour dire oui, toujours au Gouvernement, parce que sinon je serais resté au Gouvernement au lieu d'aller à Bruxelles. Je serais rentré au Gouvernement au lieu de rester à Bruxelles du temps de Barre. Et l'Europe est de la politique dans un autre sens.

Sabine EFFOSSE

Oui. En 68, vous étiez Député du Nord.

François-Xavier ORTOLI

Député du Nord.

Sabine EFFOSSE

Et avez-vous eu vent, lorsque vous étiez député du Nord du projet de la ville nouvelle de province de Villeneuve d'Ascq ?

François-Xavier ORTOLI

J'ai beaucoup travaillé sur ces projets, parce que j'ai été député du Nord. Comme ministre de l'Équipement, je m'étais chargé moi-même d'une mission sur le Nord.

Sabine EFFOSSE

Ah oui ! Laquelle ?

François-Xavier ORTOLI

Tout simplement de réunir les gens qui ont été chargés... J'ai dit à Pompidou que ça pataugeait dans le Nord et sur la Bretagne, malgré l'excellence de l'aménagement du territoire. On était à un point où il fallait faire des programmes spécifiques de redressement dépassant de beaucoup les possibilités de la DATAR. J'ai donc créé un groupe de travail que je présidais, et j'ai fait un programme pour le Nord. Ce programme était un programme très complet. J'y mettais des écoles. Je reprenais le réseau d'ingénieurs. On complétait les autoroutes et on les accélérail. On créait un Centre des Congrès. J'avais fait un programme pour avoir un gros paquet. On préparait aussi l'arrivée des industries nouvelles. Et là, j'ai travaillé énormément, y compris sur le concept de la ville nouvelle de Villeneuve d'Ascq, avec, pendant que je faisais ce travail, puis ensuite quand j'ai été député du Nord, un homme qui était Mattéoli. Il était Commissaire à l'industrialisation du Nord-Pas-de-Calais. J'ai donc suivi cela. Mais Villeneuve

d'Ascq, je ne m'en suis pas occupé directement. Simplement je l'ai beaucoup vu parce que c'était un grand projet qui a été assez réussi.

Sabine EFFOSSE

Qui a été une réussite par rapport aux autres villes nouvelles de province. A quoi tenait cette réussite ? Est-ce que c'est le soutien de... ? Il y avait le maire de Lille qui était très impliqué. Notebart, c'est cela ?

François-Xavier ORTOLI

Non. Notebart était Président du Conseil Général et maire de Lomme. Les gens du Nord s'y sont impliqués. J'ai été au Conseil Général pendant un temps. J'étais missionné par Bruxelles parce que je ne pouvais aller aux réunions. Il fallait que je fasse un saut chaque fois pour... Comme ministre je n'allais pas à toutes les sessions, étant à Bruxelles et navigant à travers l'Europe, ce n'était pas possible, surtout avec l'entrée de la Grande-Bretagne, il fallait être très souvent à Londres, et au Danemark pour toutes les... Je ne pouvais plus. Je l'ai d'ailleurs regretté. Je ne me serais pas représenté, mais je n'ai pas fini mon mandat.

Sabine EFFOSSE

Là aussi, c'était une action...

François-Xavier ORTOLI

Alors là, j'avais fait un gros programme sur le Nord qui a été très bien accompli. Il n'a eu aucun écho, pour la très simple raison que j'avais préparé un discours pour Pompidou qu'il devait faire le 13 mai 68, et puis il s'est passé quelques événements. On n'a pas voulu annuler. Je suis allé faire le discours à la Chambre de Commerce pour annoncer le plan sur le Nord, et au moment où j'allais faire mon discours, je vois passer un papier : Renault est en grève. Cela voulait dire que le basculement était fait. On ne parlait plus que de cela. On a parlé un peu du Plan dans les journées du Nord, mais on a surtout parlé des grèves. Par la suite, je m'en suis énormément occupé. Quand j'étais ministre, j'étais dans le Nord tous les samedis et dimanches. J'ai fait venir l'industrie automobile. J'ai négocié avec Dreyfus, avec Volvo, Peugeot. C'était fascinant. Là aussi, on pouvait faire les choses. Il n'y avait pas besoin de faire de communiqué.

Sabine EFFOSSE

Et pour la Bretagne ?

François-Xavier ORTOLI

J'ai abandonné pour la Bretagne. J'étais en train de faire un programme, notamment routier, mais pas seulement routier, quand j'ai été nommé ministre.

Sabine EFFOSSE

D'accord.

François-Xavier ORTOLI

Pardon, quand j'ai changé de poste. Je suis allé à l'Education Nationale.

Sabine EFFOSSE

Vous avez parlé des relations avec la DATAR. Effectivement dans ces années 60, il y a la création à la fois du District en 61, puis deux ans après la DATAR. Est-ce que là, il n'y a pas eu de temps en temps des anicroches entre Monod et Delouvrier ?

François-Xavier ORTOLI

Peut-être. Disons que cela ne me paraît pas avoir été très significatif. Guichard, je ne crois pas, parce que Guichard et Delouvrier... Le géant placide et le grand bulldozer avaient une immense estime réciproque. Vous savez les combats de dessous n'ont pas une très grande importance. Monod devait mal connaître Delouvrier. Je pense qu'il avait du le connaître essentiellement au travers de son métier de délégué adjoint qui n'était pas du tout le même. C'était justement l'époque où on constituait la DATAR, et où il devait y avoir des conflits, des contradictions complémentaires, du fait que Paul devait étendre la région parisienne en la développant sur ses marches, et Guichard et Monod devaient développer le reste en créant des marches face à la région parisienne.

Sabine EFFOSSE

C'était deux conceptions très différentes.

François-Xavier ORTOLI

Non, mais d'une profonde logique. Ce sont des contradictions complémentaires qui conduisent d'ailleurs la région parisienne à travailler avec les régions avoisinantes.

Sabine EFFOSSE

A propos des villes nouvelles, il y avait eu un projet initial, pas du tout de Delouvrier, je crois que c'est Roland Nungesser qui l'avait soutenu à un moment, de développer... au lieu de créer

des villes nouvelles *ex nihilo* de développer les villes à cinquante ou cent kilomètres de Paris, comme Orléans, Compiègne...

François-Xavier ORTOLI

Oui. C'était alors une conception possible. Je crois qu'on aurait eu énormément de mal parce que vous ne pouviez pas... Il est en général plus facile de créer en se développant sur des territoires vierges, dans des entités dont le caractère politique n'est pas aussi affirmé que Orléans, ville du Loiret etc. etc. Une partie de ce qu'on a pu faire l'a été parce qu'on pouvait créer un District. C'est-à-dire créer une entité politiquement distincte, et dotée de pouvoir, disons-le, non démocratique, ou du moins non électif, résultant d'une décision du pouvoir central. Il y avait toute la Seine-et-Marne où l'on pouvait... Il y avait Fontainebleau où on pouvait développer. Mais d'autre part, le choix des villes nouvelles a été fait avec beaucoup de soins sur carte, en regardant à la fois les routes, les possibilités de développement, les terrains disponibles, le degré de proximité pour que les gens partent. Il n'y avait même pas le TGV. S'il y avait eu le TGV, Le Mans aurait pu être une ville nouvelle.

Sabine EFFOSSE

Tout à fait.

François-Xavier ORTOLI

Orléans sûrement, puisqu'on pouvait y aller en TGV.

Sabine EFFOSSE

30 minutes.

François-Xavier ORTOLI

30 minutes de Paris. Voilà.

Sabine EFFOSSE

Je vous remercie beaucoup pour cet entretien.

INDEX

Nous n'avons pas pu vérifier l'orthographe des noms et termes suivants.

Paul Fettersen..... 13



Programme interministériel Histoire et Evaluation des Villes Nouvelles

Acteurs et mémoire des villes nouvelles

Campagne d'archives orales

Entretien de **Jean Peythieu**

Archiviste : **Sabine Effosse**

Date de l'entretien : **19 février 2004**

N° de l'entretien : **1**

ELEMENTS BIOGRAPHIQUES

Jean PEYTHIEU

Date de naissance :

20 décembre 1924 à Paris 18^{ème}

Etudes et Diplômes :

Licencié en droit

Science Po.

ENA

Carrière :

Administrateur à la Direction du Trésor, 1957-1970

Administrateur à la société d'HLM Résidences, 1963-1970

Administrateur de l'EPA de La Défense, 1967-1970

Administrateur de l'AFTRP, 1967-1970

Administrateur des EPA de Cergy-Pontoise, Evry et Lille-Est, 1969-1970

Directeur puis directeur général du Comptoir des Entrepreneurs, 1970-1983

Vice-président de la société d'HLM Le Logement français

Jean Peythieu

Je suis arrivé à la Direction du Trésor du Ministère de l'Economie et des Finances en août 1957. J'y suis resté 13 années dans le même secteur, ce qui ne se fait plus du tout maintenant (à l'époque c'était aussi très rare à ce point). Je m'étais passionné pour ce secteur et puis il y avait de telles circonstances qu'on insistait pour que je continue à gérer ce secteur qui était d'ailleurs très vaste : aménagement du territoire et construction de logements avec des interventions non seulement dans le secteur aidé mais aussi la recherche d'incitations pour développer le secteur libre grâce notamment à l'épargne logement, la création du marché hypothécaire ainsi qu'aux sociétés immobilières d'investissement.

J'ai été reçu à la Direction du Trésor par un éminent Directeur du Trésor, Pierre Paul Schweitzer, Inspecteur général des Finances. Il m'a demandé si je n'avais pas d'objection à aller sur un secteur assez technique et difficile mais qui devenait très important pour l'économie française, où il y avait beaucoup à faire et qui touchait à beaucoup de disciplines financières : les problèmes budgétaires, monétaires, le crédit, la fiscalité, l'épargne et l'investissement. Je lui ai dit que cela m'intéressait sur le plan intellectuel et que j'étais particulièrement sensible aux problèmes du logement en raison des difficultés que j'avais rencontrées pour me loger en région parisienne.

Sabine Effosse

C'était porteur à l'époque.

Jean Peythieu

C'était très porteur. Il y avait une très grosse pénurie de logements après la guerre de 1939-45, mais la priorité avait été donnée à juste titre aux grands secteurs de base : l'énergie, les transports, la sidérurgie. Le logement n'est venu qu'après. On a d'abord financé la reconstruction. Puis, à partir des années 1954, il y a eu un effort qui commençait sérieusement. J'ai noté quelques chiffres.

Sabine Effosse

Il y avait le Plan Courant en 1953.

Jean Peythieu

Il y avait le Plan Courant en 1954. C'était l'année de l'Abbé Pierre. Le nombre des logements mis en chantier s'élevait à 127 000 en 1952. On est passé à 191 000 en 1953. C'était l'époque

où la progression était rapide : 269 000 logements mis en chantier en 1954, et autour de 300 000 à partir de 1956. On était un peu en dessous de 300 000 quand je suis arrivé à la Direction du Trésor. En 1970, on était à plus de 500 000. C'était encore l'expansion du logement. Ensuite, j'ai quitté la Direction du Trésor pour devenir Directeur général du Comptoir des entrepreneurs, qui était le plus gros établissement de prêts immobiliers de la place : on devait avoir un encours de 600 000 prêts au logement en gestion. J'y suis resté jusqu'en mai 1983. Ensuite, je suis passé à l'UAP, où j'étais directeur sur le secteur financier et immobilier. L'UAP aussi était un très gros investisseur immobilier : elle gérait 30 000 logements directement, dont la plupart étaient situés dans les plus beaux quartiers de Paris, ou au cœur de quelques villes de province. Elle possédait aussi 30 000 logements à travers sa filiale HLM qui était le Logement Français, une société anonyme d'HLM. Et en plus, 2 millions de m² de bureaux et de locaux commerciaux en direct. J'ai fait toute ma carrière dans l'immobilier. C'est pour cela que ce secteur, je le connais bien. Enfin, je le connaissais bien.

Sabine Effosse

Et vous avez écrit un ouvrage d'ailleurs.

Jean Peythieu

J'ai écrit un livre sur le financement de la construction de logements, où j'ai essayé de faire part de mon expérience. Vous l'avez peut-être lu.

Sabine Effosse

Oui, je l'ai lu.

Jean Peythieu

J'ai essayé dans cet ouvrage de dégager quelques idées de fond à valeur permanente car les réglementations sont malheureusement trop changeantes (mais Dalloz m'a imposé la description des règles positives en vigueur) et il y a beaucoup de tableaux statistiques à la fin du livre, ce qui est précieux pour l'historique du logement.

Vous avez vu qu'à l'époque où je suis arrivé à la Direction du Trésor, l'Etat finançait surtout du locatif en HLM et en accession à la propriété des logements aidés avec les primes à la construction et les prêts spéciaux du Crédit Foncier.

Sabine Effosse

Enfin du logement aidé.

Jean Peythieu

Il y avait à peu près 80 % de logements aidés à l'époque. Il y avait surtout des HLM, parce qu'un compte spécial du Trésor avait été ouvert en 1947 pour financer les HLM. Les prêts étaient consentis directement par le Trésor, par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts qui assurait la gestion pratique des décisions. C'était aussi le Trésor qui supervisait le financement des prêts spéciaux du Crédit Foncier, ce qui explique l'essor de la construction à partir des années 1950-52. Les primes à la construction et les prêts spéciaux datent d'août 50. Cela a permis un développement rapide de l'accèsion à la propriété. A partir de 1953-54, de nombreux logements sont financés par les prêts spéciaux du Crédit Foncier (100 000 à 120 000 par an). Il y avait un peu de locatif, mais pas beaucoup (20 000 à 25 000). Dans le même temps, on avait créé aussi en 1954 un compte spécial qui s'appelait le Fond National d'Aménagement du Territoire, le FNAT, qui consentait des prêts à des collectivités locales ou à des sociétés d'économie mixte pour réaliser des lotissements, et des zones d'habitation. Avant, il n'y avait que la procédure du lotissement. Mais comme on voulait construire davantage de logements, il fallait aussi créer des terrains équipés pour pouvoir construire. Les prêts étaient consentis à 2,5 % d'intérêt sur 4 ans (2 ans renouvelables une fois).

Sabine Effosse

Ça, c'était le prêt du Trésor.

Jean Peythieu

C'était aussi un prêt du Trésor grâce à un compte spécial du Trésor, un compte commercial. Les HLM, c'était un compte spécial de prêts ; le FNAT, c'était un compte de commerce (le remboursement du prêt était assuré par la vente du terrain équipé au constructeur).

Sabine Effosse

Alors pourquoi des prêts à si court terme ?

Jean Peythieu

C'était pour financer l'acquisition des terrains et leur équipement. C'étaient de petites zones d'habitation qui se faisaient en général avec ces financements. Elles étaient un peu dispersées. On a rationalisé et développé le système, cela avec la création des ZUP en 1959, qui étaient de plus grosses opérations foncières, mais un peu plus concentrées sur certains secteurs pour

rationaliser des équipements publics et faire des économies en rassemblant les opérations sur certaines zones...

Sabine Effosse

Surtout dans les grandes agglomérations.

Jean Peythieu

Et surtout autour des grandes agglomérations à partir de 1959. Et on a inventé à ce moment-là aussi la procédure de ZAD, (Zone d'Aménagement Différé) qui permettait d'éviter les spéculations foncières en contrôlant les ventes de terrains dans ces zones, l'Administration pouvant avoir recours à un droit de préemption. Cette procédure a beaucoup servi lors de la rénovation du quartier des Halles à Paris ainsi que dans les villes nouvelles. Tout cela était un peu l'avenir...

Sabine Effosse

La configuration.

Jean Peythieu

Elle prévoyait. Il s'agissait de geler les transactions sur les terrains situés à proximité des opérations. C'était presque la préfiguration des villes nouvelles. Enfin, en plus avec la réalisation de grands ensembles pour la partie construction. On a fait des grands ensembles, parce que quand on s'est mis à développer les financements HLM d'une manière très importante, et certains financements locatifs du Crédit Foncier avec les fameux « logeco », (logements économiques et familiaux), il fallait construire sur des terrains assez vastes pour faire des logements à prix avantageux. Et les grands ensembles ont d'ailleurs été souvent une grande réussite, malgré tout ce qu'on peut en dire, sur le plan des prix de revient, du niveau des loyers et de la qualité des constructions.

Sabine Effosse

C'était toujours mieux que les bidonvilles.

Jean Peythieu

Ce n'était pas magnifique sur le plan architectural dans la mesure où on a construit des immeubles en forme de parallélépipèdes. C'était un concept d'architecte et c'était aussi la mode. Puis le Ministère de la Construction était un peu derrière tout cela. Mais il y avait aussi

une raison technique, à savoir qu'on facilitait les chemins de grue, ce qui permettait d'abaisser sensiblement les prix de revient et d'améliorer le rapport qualité prix.

Sabine Effosse

Construire plus vite fait.

Jean Peythieu

De construire plus vite et de construire mieux aussi, à des prix intéressants avec des qualités meilleures que beaucoup de constructions contrairement à ce qu'on a dit, puisqu'on a souvent beaucoup de difficultés pour les démolir. Je dirai un mot ensuite concernant les critiques sur les grands ensembles et l'évolution de ces derniers.

A l'époque, on a mis en oeuvre entre 1958 et 1965, une procédure de marchés de gré à gré, dans le secteur HLM avec une Commission nationale. On lançait des appels d'offres pour avoir des propositions, et au lieu de faire des adjudications, qui ne mettent pas à l'abri des ententes, on a considéré qu'il y avait une meilleure procédure qui était de faire les marchés de gré à gré, à condition bien sûr qu'il y ait une honnêteté absolue et une très grande ouverture d'esprit conduisant à choisir les propositions offrant le meilleur rapport qualité prix apprécié avec l'aide du CSTB (Centre scientifique et technique du bâtiment).

Cette Commission des marchés de gré à gré a traité environ 70 000 logements HLM locatifs par an. C'étaient des programmes d'au moins 500 logements qui devaient être réalisés sur trois ans au maximum. Et le prix des logements ressortait à 50 000 francs de l'époque pour un logement de trois pièces et demie, qui était le logement moyen. Ce qui était quand même un rapport qualité-prix remarquable par rapport à tout ce qui se faisait, parce qu'on a fait des logements de qualité dans certains offices par exemple. Il y a quand même de beaux logements HLM. Celui qui est en face¹, c'est un logement HLM et il est quand même de grande qualité. A Paris, il est certain que la construction est beaucoup plus chère puisqu'il y a des servitudes de chantier. Il y a aussi tout un tas de difficultés pour y construire.

Cette procédure des marchés de gré à gré a eu en même temps des effets très bénéfiques sur l'industrie française du bâtiment qui, grâce à des crédits promis sur trois ans pour de grosses opérations, a pu s'organiser et rationaliser ses activités afin de réduire ses coûts si bien que les entreprises françaises sont devenues les meilleures du monde dans les années 1960 pour la construction d'immeubles collectifs. Malheureusement il a fallu mettre fin en 1966 à ces opérations triennales de gré à gré après la déconcentration en 1964 des décisions de

¹ Rue Desnouettes à Paris 15è

financement des HLM au profit des Préfets de Régions. En effet sous la pression des élus locaux de nombreuses opérations ont été scindées et se sont déroulées sur 5 ou même 6 ans au lieu des 3 ans prévus, ce qui a entraîné des révisions de prix très coûteuses annihilant et au delà les économies engendrées par la procédure du marché de gré à gré.

Le vrai problème des grands ensembles... Il y avait deux problèmes. On a fait réaliser les espaces verts en prévoyant un financement de 1 % obligatoire sur tous les programmes pour les espaces verts.

Sabine Effosse

Ça, ce n'était pas dès le départ ?

Jean Peythieu

Cela a été très vite, dès le départ, en 1958. Sur tous les logements HLM, était prévu 1 % pour les espaces verts. Cela a servi pour les grands ensembles. C'était le Ministère de la Construction qui l'avait proposé d'ailleurs. Pour les écoles, cela marchait aussi à peu près. C'était une priorité pour les collectivités locales, mais c'est le reste qui n'est pas venu : les stades, les équipements sportifs qui étaient pourtant indispensables pour les jeunes...

Sabine Effosse

Tous les autres équipements, et notamment les dessertes...

Jean Peythieu

Tous les autres équipements, et les dessertes de transport qui ne suivaient pas. J'ai habité un certain temps dans un grand ensemble et c'est pour cette raison que j'ai bien connu ces problèmes. J'étais encore un jeune fonctionnaire et j'habitais en 1954 à Châtenay Malabry, à la Butte rouge qui a été réalisée à son début par Henri Sellier dans les années 1930-35. C'était en fait un très bel ensemble (une Cité jardin) avec des immeubles de couleur rose. La tranche suivante a été réalisée dans les années 1953-54-55 au bord de la forêt de Verrières avec de nombreux petits immeubles de couleur rose ou ivoire de 4 étages (sans ascenseur) au milieu des arbres et un bâtiment central de prestige (12 étages) en forme de demi lune avec des vues superbes sur la plaine d'Antony-Fresnes réalisé par un grand architecte, Zehrfuss. C'était très remarquable. Le soleil inondait les appartements à travers les feuilles des arbres (de grands chênes). J'habitais au 4^{ème} étage d'un petit immeuble en face d'un groupe scolaire tout neuf au bord de la forêt. Les locataires étaient si contents d'être aussi bien logés que l'entretien des immeubles, et notamment des parties communes, était excellent. On manquait

de moyens de transport parce que c'était assez loin de la gare de Robinson. Le métro (ligne de Sceaux) s'arrêtait à cette gare. Après, il y avait les autobus. Mais vous savez qu'entre bus et métro et Paris c'était un sérieux inconvénient, surtout à certaines heures. Toutefois les habitants étaient ravis d'être là.

Sabine Effosse

Oui. Mais ça, c'était des logements de première génération des logements sociaux. C'était avant guerre.

Jean Peythieu

Non, je parle maintenant des années 1953, 1954, 1955.

Sabine Effosse

Oui, mais ils avaient été construits...

Jean Peythieu

Non, il s'agit de la 2^{ème} tranche de la Butte rouge, ils ont été construits à ce moment-là. Ils étaient tout neufs. J'étais dans un de ces logements neufs. Ils étaient mieux que ceux d'avant guerre (surtout mieux équipés, avec de vraies salles de bains éclairées par la lumière du jour).

Sabine Effosse

Oui.

Jean Peythieu

Ils sont restés de bonne qualité d'ailleurs. Le problème des grands ensembles est lié à la manière dont ils ont été occupés. C'est parce que une certaine politique a été abandonnée progressivement à partir de 1968 sous l'impulsion de M. Lion qui était Directeur de la Construction au Ministère de l'Équipement et du Logement.

Sabine Effosse

Robert Lion

Jean Peythieu

Sans m'accuser personnellement de racisme, il trouvait critiquable, au nom de l'antiracisme que je défends, sur le plan de la raison, la position du Secrétaire général à l'Union nationale des HLM (Maurice Lenglet) qui estimait à juste titre qu'il ne fallait pas mettre dans un

immeuble HLM plus de 15% de gens ayant des habitudes sociales très différentes. A mon avis ce n'est pas du racisme mais un problème lié à des comportements qui peuvent être tellement opposés qu'ils sont susceptibles de troubler des autres locataires. Lorsqu'il y avait 40 ou 50% de populations très différentes dans certains grands ensembles les européens sont partis progressivement. C'est comme cela que tout s'est dégradé. Cela est la vérité. Tout le reste n'est qu'invention de journaliste. Je l'ai constaté parce que la Butte rouge qui était tant appréciée auparavant en bord de la forêt de Verrières, s'est aussi dégradée. Je ne voulais pas le croire et je suis allé sur place pour le vérifier (dans les années 1990). Cette dégradation a été moins rapide du fait que l'introduction de nouvelles populations ne pouvait se faire qu'en fonction des départs des locataires précédents.

Sabine Effosse

Il y a eu une dégradation ?

Jean Peythieu

Il y a eu une dégradation à cause de l'occupation de ces logements, qui a changé parce que comme beaucoup et comme moi-même d'ailleurs, les locataires qui bénéficiaient d'une progression de leurs revenus essayaient de faire une opération d'accession à la propriété ou de se rapprocher de Paris lorsqu'ils travaillaient beaucoup sur Paris. Quand les situations changeaient, bien sûr cela le permettait et en même temps on libérait un logement HLM alors qu'on avait davantage de ressources par rapport au plafond . Les logements ainsi libérés ont été systématiquement attribués à des locataires pratiquement sans revenus et ne payant pratiquement pas de loyer grâce à l'APL (aide personnalisée au logement) créée en 1977 alors que la loi de 1905 sur les HLM avait été faite en faveur des « salariés vivant principalement de leur salaire » pour leur permettre de se loger dans de meilleures conditions : l'APL a conduit à un certain détournement de la vocation de HLM qui sont devenus largement un havre d'accueil pour les malheureux venant du monde entier.

Sabine Effosse

C'est-à-dire que là aussi vous évoquez le contexte économique et social des Trente Glorieuses. Il y avait encore beaucoup de mobilité sociale.

Jean Peythieu

Il y avait dans les années 1950-70 une forte mobilité sociale entre les campagnes et les villes notamment et souvent beaucoup moins d'immigration, sauf pour les ouvriers de l'industrie

automobile. L'immigration s'est développée fortement après 1980 et surtout a changé de nature car c'est une immigration qui ne venait pas chercher du travail (il n'existait plus) mais des aides sociales et des logements quasiment gratuits et magnifiques par rapport aux conditions de logement qu'ils auraient pu connaître dans leur pays d'origine même en travaillant.

Dans la période des Trente Glorieuses dont vous parlez, la mobilité sociale a été facilitée par une aide à la pierre très efficace. Sauf peut-être un peu à Paris, la plupart des locataires HLM étaient de condition modeste mais n'auraient pas le droit aux HLM maintenant (en raison d'une baisse démagogique des plafonds de ressources au nom du toujours plus social). Cette évolution a entraîné une modification des barèmes de l'APL qui n'accordent presque plus rien (50F par mois) à une famille de deux enfants ayant un revenu égal à 150% du SMIG alors que dans les années 1960 cette famille aurait bénéficié d'une aide au logement très importante. Aujourd'hui l'APL, et pour des montants très élevés, bénéficie surtout aux locataires qui ne travaillent pas et dont les revenus proviennent des aides sociales.

Sabine Effosse

Oui, je sais bien.

Jean Peythieu

Par exemple, à côté de notre appartement à Chatenay Malabry (la Butte rouge) nous avons un ménage, dont le mari travaillait dans une imprimerie ; il était bien payé. Son épouse ne travaillait peut-être pas. Je ne me souviens plus très bien. En dessous, il y avait un agent de police de Paris. Son épouse travaillait au Bazar de l'Hôtel de ville (le BHV). A l'autre étage, il y avait un agent de la RATP, et je crois que sa femme ne travaillait pas à l'extérieur. L'allocation de salaire unique était aussi alors une aide importante pour les familles (souvent 30 à 40% du salaire du mari).

Sabine Effosse

Oui, il y avait beaucoup de fonctionnaires ou de jeunes ménages.

Jean Peythieu

Des employés, des jeunes ménages, qui étaient très heureux d'être là parce qu'ils sortaient souvent de taudis, parce qu'il faut voir que la crise du logement était épouvantable.

Sabine Effosse

Taudis, ou chez les beaux-parents ou en cohabitation.

Jean Peythieu

Beaucoup venaient de province. Ils n'avaient donc pas tellement de parents à Paris. Nous avons quand même vécu plusieurs mois dans une chambre tout à fait lamentable, parce qu'on n'arrivait pas à trouver à se loger. On était dans l'après guerre. Les loyers des logements libres étaient à des niveaux très élevés mais il n'y avait pas d'offre de logements car les locataires en place bénéficiaient de loyers ridiculement faibles : avec la valeur de 3 ou 4 paquets de cigarettes on payait le loyer mensuel d'un appartement de 3 ou 4 pièces dans un immeuble en pierre de taille construit avant 1914. De ce fait aucun appartement ne se libérait.

Donc les habitants qui arrivaient dans les grands ensembles étaient très satisfaits : beaucoup d'air, de soleil et de lumière avec des équipements, salles d'eau, douches qui étaient souvent insuffisantes dans les appartements anciens. L'inconvénient était un éloignement plus ou moins grand du lieu de travail et aussi malgré la nature, lorsqu'il y avait des enfants, le manque d'équipements sportifs. Il restait souvent trop de terrains en friche autour. On aurait pu faire des stades. Par exemple à Sarcelles en 1956. Je l'ai dit plus tard à M. Leroy⁽¹⁾ et à M. Bloch Lainé, Directeur général de la Caisse des Dépôts . « Pourquoi n'avez vous pas financé des stades au lieu de faire des routes aussi larges ? ». Il n'y avait en tout cas pas suffisamment de terrains de jeux et cela n'aurait pas coûté très cher.

Sabine Effosse

Et pourquoi les équipements, parce que ça, à la limite, le Trésor avait quand même un droit de regard ?

Jean Peythieu

Non, c'était la Direction du Budget qui était compétente mais qui avait toujours le dos au mur en raison des difficultés d'équilibre budgétaire. Les équipements autres que le logement et les espaces verts devaient se financer par les collectivités locales qui demandaient des aides supplémentaires pour ces investissements, un peu de mauvaise foi, à la Direction du Budget. Je vous en parle parce que c'est le lien avec les villes nouvelles. Ce sont les collectivités locales qui sont quand même responsables largement de ce qui se passe en matière d'équipement et de logement. Les communes donnaient leur avis sur les permis de construire. C'était l'Etat qui décidait et finançait les grands ensembles avec les équipements, même les établissements d'enseignement d'ailleurs. Les écoles primaires étaient financées par les collectivités locales, mais la Caisse des dépôts accordait automatiquement les prêts nécessaires dès qu'il y avait les subventions de l'Etat qui venaient alors assez vite. Pour le

reste, il y avait beaucoup de discussions. Chaque ministère devait subventionner pour la partie correspondant à sa vocation et en profitait pour demander un supplément d'enveloppe de crédits de subvention à la Direction du Budget.

Sabine Effosse

Pour les transports, c'était l'Equipement ? Après il y a eu création du ministère aux Transports.

(1) Directeur du service des prêts aux collectivités locales à la Caisse des Dépôts et Président de la SCIC (Société centrale immobilière de construction)

Jean Peythieu

Pour les transports, c'était l'Equipement. On a donné la priorité aux transports nationaux après la guerre, mais les transports urbains n'ont pas eu tellement de priorité. A partir de 1965, c'est le District qui a commencé à annoncer le RER. Avant la guerre, il y avait la ligne de la Vallée de Chevreuse et de Robinson, qui a beaucoup servi, et qui a fourni les terrains pour les constructions après guerre. Bourg la Reine, Antony, tous ces secteurs se sont construits grâce à cette infrastructure qui avait été réalisée avant la guerre. C'était une partie de la vallée de Chevreuse. La prolongation des lignes de métro est venue plus tard. Il y avait un projet consistant à prolonger la ligne de Robinson jusqu'au Plessis-Robinson et jusqu'à Châtenay-Malabry, au bout vers la Butte rouge. C'était un projet, mais il fallait traverser Châtenay-Malabry qui était un lieu de résidence assez agréable, bien habité, avec des pépinières. Cela posait des problèmes réels. Il est vrai que les écologistes qui n'existaient pas en nombre avaient aussi leur mot à dire à l'époque, ainsi que les habitants. On ne voulait pas trop massacrer les paysages. Ce n'était pas si simple. Il est certain que par la suite le RER a recréé des terrains constructibles, lorsqu' on a développé des lignes de métro vers l'Est et vers l'Ouest de Paris.

Sabine Effosse

Et même dans l'Essonne.

Jean Peythieu

Un peu partout. Mais c'est venu dans les années postérieures à 1960.

Sabine Effosse

En fait, le Trésor, c'était la construction. Mais les équipements annexes...

Jean Peythieu

Le Trésor finançait le logement, mais le reste était budgétaire. Et les possibilités budgétaires étaient largement obérées par les charges des guerres coloniales.

Sabine Effosse

Enfin, après l'Algérie, ça a changé.

Jean Peythieu

Après l'Algérie, il y a eu davantage de disponibilités. Il y avait surtout une prospérité qui était grande aussi avant, mais il y avait tellement de destructions et de retards à rattraper avant. Il fallait le faire. Et les trente Glorieuses sont venues aussi du fait que l'investissement a très bien fonctionné dans les années 1950-60. Surtout les gens travaillaient beaucoup aussi, à tous les niveaux, pour reconstruire la France et obtenir une économie très performante, ce qui était le meilleur moyen d'améliorer la situation sociale.

Donc le problème, le problème des grands ensembles a été l'absence d'environnement favorable pour occuper les jeunes, et le mode d'occupation des logements qui a entraîné un très mauvais entretien, même avec des immeubles de très bonne structure. Finalement quand vous avez des graffitis partout, etc. puis qu'on laisse tout détériorer, les ascenseurs, etc., il n'y a rien à faire. Ou il faudrait une discipline de fer, mais c'est très difficile et ce n'était pas du tout dans l'air du temps à la fin des années 1970 et surtout dans les années 1980.

Sabine Effosse

Le problème, c'est qu'il n'aurait pas fallu effectivement créer ce déséquilibre au niveau social.

Jean Peythieu

C'était contradictoire avec l'intégration de grouper les communautés comme on a fait. A l'époque, je trouvais ça complètement idiot. Quand on parlait d'intégration, on savait ce qu'on voulait. Surtout que j'avais fait mes stages d'ENA en Afrique du Nord. Alors, je connaissais bien le Maroc et l'Algérie. J'ai fait un an au Maroc, et ma dernière année en Algérie, parce qu'on nous avait envoyé pour renforcer l'administration algérienne.

Sabine Effosse

En quelle année vous étiez en Algérie ?

Jean Peythieu

En 1957. Je devais y aller pour 6 mois jusqu'au début juillet. Finalement, je suis resté tout le mois de juillet parce qu'on m'avait demandé de rester (le Sous Préfet qui voulait prendre quelques vacances et le Maire de Blida, grand colon européen, mais qui avait de très bonnes relations avec les Arabes). On était assez satisfait du travail que j'avais fait en ayant de bonnes relations à la fois avec les Européens et les Arabes. J'étais à la Sous Préfecture de Blida, c'était quand même un des cœurs de la rébellion. Et ce séjour même s'il a comporté des moments difficiles m'a permis de comprendre beaucoup de choses. Lorsque mon départ a été connu, les commerçants arabes du marché se désolaient auprès de mon épouse et lui disaient qu'ils avaient besoin de français comme son mari qui était juste et efficace et que les français comme cela devraient rester.

Sabine Effosse

Vous aviez vu les bidonvilles aussi, parce que ce terme vient précisément...

Jean Peythieu

Je suis allé au Maroc un an. Ma première année d'ENA, je l'ai faite en stage au Maroc. Et toute l'année, parce qu'il y avait une partie de la promotion qui restait toute l'année. Nous étions 13 au Maroc. Une grande partie n'est restée que 6 mois, et ont fait un deuxième stage en préfecture les 6 derniers mois. Quant à moi, j'ai passé toute l'année au Maroc. Je suis resté 6 mois auprès d'un Contrôleur Civil (ce qui correspondrait à un Préfet de Région en France) et 6 mois à la Direction des Finances à Rabat. Lorsque je suis arrivé à Rabat, tous les Directeurs avaient été virés par le nouveau Résident Général, Granval, à son arrivée en mai ou juin. Seul le Directeur Général des Finances (Philippe de Montrémy) était resté. Il était désireux que je l'aide à faire baisser le prix du sucre (denrée de base pour les marocains, avec le thé à la menthe). Il m'emmenait souvent avec lui aux réunions qui tenaient lieu de Conseil des Ministres. Je connaissais alors mieux le Maroc que la France à force d'assister à de nombreuses séances de décisions au niveau le plus élevé. C'était passionnant d'ailleurs. Le Maroc est un pays agréable et les rapports entre Français et Marocains étaient bons en général à la différence de ce qui se passait en Algérie. Le Contrôleur Civil de Berrechid situé dans une région agricole riche (la Chaouia) à 40 kms à l'Est de Casablanca était très bien considéré par toute la population (Française et Marocaine). A Berrechid un chauffeur de camion qui parlait très bien le français s'était pris d'amitié pour moi. Et j'aimais discuter avec les gens. Il avait tenu à m'inviter chez lui au bidonville de Berrechid. J'étais un peu sur mes gardes mais j'ai finalement accepté et son épouse était présente, d'ailleurs elle a enlevé son voile. J'ai été

très surpris d'abord par la propreté de l'intérieur parce que c'était une construction en bois très modeste (une petite cabane) mais avec des tapis et coussins partout. Puis on a dîné avec un excellent couscous préparé par l'épouse. Après cette soirée tous les marocains du secteur me saluaient gentiment dans les rues de Berrechid.

Tout cela pour vous dire qu'en ce qui concerne le logement, j'ai vu de près beaucoup de choses. Si j'étais allé, avec les autres stagiaires, au bord du bidonville de Casablanca, j'ai vu à Berrechid un bidonville à l'intérieur et un soir assez tard dans la nuit. C'est pour cela aussi quand on me parle trop des difficultés des immigrants qui s'estiment mal logés dans les HLM, je pense qu'il ne faut pas exagérer. Les immigrants sortent souvent de bidonvilles ou de « noualas » au Maroc ou de cases et de huttes en Afrique noire. En Algérie, il y avait des groupes d'HLM qui avaient été construits sur les hauteurs d'Alger, notamment par l'architecte Pouillon, mais cela ne concernait qu'une partie relativement faible de la population. Ailleurs en Afrique il n'y a pas beaucoup de logements de qualité sauf pour les notables. Donc il ne faut pas raconter n'importe quoi sur la qualité des logements HLM dans nos banlieues.

Puisque nous parlons de la qualité technique des HLM dans les grands ensembles, je voudrais élargir entre la parenthèse pour vous donner des éléments d'information qui découlent de mon expérience et qui sont très importants.

Après la libération on a construit des HLM de bonne qualité. Il y avait deux catégories : les HLM A et les HLM B. Pour vous donner une idée générale sur les niveaux des HLM A je vous indique que cette catégorie avait un prix plafond inférieur de 10% à celui des futurs « logecos ». Les HLM B étaient d'un niveau supérieur de 10% à celui des « logecos ». On a construit surtout des HLM B (cf toutes les constructions de l'Office d'HLM de Paris et de l'Office d'HLM de la Seine).

Les logements de mauvaise qualité sont ceux qui ont été construits à la va vite dans le climat d'émotion créé par les interventions de l'Abbé Pierre en 1953-54. Ces logements étaient, il est vrai, d'un prix très bas (autour d'un million de francs de l'époque). Il s'agit des logements « million », des « LOPOFA », (logements populaires et familiaux) et des L.E.N (logements économiques normalisés). Ils étaient très médiocres et ont coûté par la suite très cher en gestion. Mais ils représentaient un nombre relativement faible. En principe ils auraient dû disparaître assez vite mais ils ont persisté à causes des loyers très bas.

Donc l'essentiel des HLM a été constitué dans cette période par les HLM B qui étaient de bonne qualité et qui sont devenus les HLM ordinaires. Les normes se sont encore améliorées notamment avec le Ministre de la Construction Pierre Sudreau (de 1958 à 1962) et jusqu'à la

fin des années 1970 les constructions étaient de bonne qualité. Toutefois après 1968 on n'a pas relevé les prix plafond malgré la hausse des prix de la construction consécutive à mai 1968. Et on a même baissé les prix plafond de 5%, le Ministre de la Construction (M. Chalandon) ayant déclaré qu'on construisait des HLM de luxe et on a créé une nouvelle catégorie avec des normes inférieures de 10% et des prix plus bas de 10% : les programmes à loyer réduit.

Dans les années postérieures à 1970 le développement de ces PLR (qui bénéficiaient d'un financement plus avantageux) et le non relèvement des prix plafond HLM jusqu'en 1977 (dans une période de forte inflation avec le choc pétrolier) ont entraîné une forte détérioration de la qualité. Ensuite avec la création de l'APL (aide personnalisée au logement) les prix plafond ont été fortement relevés (de 40 à 50%) sans que le Ministère des Finances ait sans doute bien compris la portée des projets élaborés à ce sujet par le Ministère de la Construction qui a présenté un système très complexe de fixation des prix (que j'avais rejeté autrefois en raison de ses incidences, dans les années 1960) et on a institué les prêts locatifs aidés (PLA). Par la suite à partir des années 1983-84 les PLA ont souffert de limitations très strictes des prix plafond mais on ne construisait plus en fait que 50 000 logements HLM par an (au lieu de 100 000 à 120 000 dans les périodes précédentes).

Revenons aux grands ensembles qui ont finalement conduit aux villes nouvelles parce qu'on s'était aperçu qu'il fallait réaliser des opérations d'urbanisme plus complètes (et il y avait aussi des expériences étrangères) pour arriver à implanter avec succès des populations plus ou moins déracinées. Une autre raison essentielle était le souci de se prémunir contre les dangers de la spéculation foncière car la réalisation d'équipements entraîne la valorisation des terrains situés à proximité de ces équipements car ils deviennent plus facilement constructibles. L'acquisition préalable de terrains importants permettait de dégager des réserves foncières pour les constructions futures et de préparer tranquillement des plans d'urbanisme sans trop de contraintes par rapport à l'instant tout en payant le prix du terrain à la valeur d'utilisation agricole (et non constructible). Finalement, en fait, la plupart des plus values foncières (réelles et pas seulement nominales) sont réalisées à partir de la création d'équipements publics qui n'existaient pas ou de décisions des Administrations qui rendent constructibles les terrains qui ne l'étaient pas. Ce sont là les spéculations foncières que j'ai constatées dans ma carrière. Contrairement à ce qu'on raconte, et je l'ai écrit dans mon bouquin d'ailleurs, les valeurs se conservent bien même au centre des villes, mais il n'y a pas tellement de plus-values foncières si on tient compte de l'érosion monétaire. L'investissement foncier conserve les valeurs et protège de l'érosion monétaire mais c'est à peu près tout. J'avais fait des études à

l'UAP justement en 1988 et j'avais regardé un peu tout ce qui s'était passé depuis Haussmann sur quelques immeubles de Paris que l'UAP possédait. (L'Union en avait depuis 1828). Alors dans le quartier boulevard des Italiens, boulevard Haussmann, on retrouvait à peu près les mêmes valeurs en tenant compte de l'érosion monétaire. Bien sûr, il y a eu des plus-values sur le secteur de Neuilly et le secteur Ouest lorsqu'il y a eu un développement des constructions après la réalisation d'importants équipements publics (notamment de transports).

Sabine Effosse

Mais pas dans le centre de Paris ?

Jean Peythieu

Pas dans les quartiers du centre qui n'avaient pas changé tellement de vocation, parce que c'était à peu près comparable (entre la période Haussmann et la période actuelle).

Sabine Effosse

Tout à fait, surtout Neuilly.

Jean Peythieu

Cela avait un peu changé mes idées, parce que je croyais un peu aussi aux refrains habituels sur la rente foncière. Je pensais qu'il y avait un effet de rareté qui faisait que... il y avait des rentes de situation qui permettaient de conserver les valeurs, alors qu'en banlieue, on perd toujours. (je parle bien sûr de l'immobilier logement seulement). Sur les immeubles du l'UAP qui ont été construits, même dans les années 70-80...

Sabine Effosse

Il n'y a pas dû y avoir beaucoup de constructions ?

Jean Peythieu

Quelques-unes quand même, surtout entre 1965 et 1975 et on était perdant en valeur réelle. On ne retrouvait pas exactement les valeurs. Dans les banlieues bien placées, on ne perdait pas beaucoup. Mais dans d'autres, on pouvait perdre surtout bien davantage en fonction de l'évolution des sites. Cela a été une grande découverte, que j'ai eu du mal à faire partager. Quand j'ai montré mes calculs on a constaté que c'était convaincant. Là, c'était encore une parenthèse qui me paraissait intéressante. Un autre gros problème, qui était apparu lors de la construction de grands ensembles se posait lorsque les terrains étaient à cheval sur deux communes ou même sur deux départements.

Sabine Effosse

Le problème de scission ?

Jean Peythieu

Pour faire entendre les deux communes, mais surtout aussi pour faire les investissements nécessaires, parce qu'une commune ne pouvait pas faire les voies sur l'autre commune. Il y avait des problèmes avec les discussions surtout lorsque les positions politiques des élus étaient opposées. Puis aussi sur le fait que sur la petite couronne il y avait pas mal de terrains, mais qu'on ne pouvait pas les faire servir à Paris si facilement si les maires de ces communes n'étaient pas d'accord pour faire des opérations. Cela entraînait à aller plus loin. Alors que sur la petite couronne, il y avait des zones beaucoup plus près de Paris déjà desservies. On avait donc une réflexion sur tout cela.

Sabine Effosse

Oui, Monsieur Sudreau était Commissaire à la construction pour la région parisienne en 1957.

Jean Peythieu

Oui, il avait une vue d'ensemble. Après, il a été Ministre entre 1958 et 1962. C'était proche de la période où les villes nouvelles ont commencé à apparaître (dans les années 1964-65).

Sabine Effosse

Oui, parce que le schéma directeur a paru en 1965.

Jean Peythieu

Sudreau était Ministre de la Construction et avait bien connu les problèmes des grands ensembles. C'était un bon ministre d'ailleurs pour obtenir des crédits, pour négocier. Après en 1962, il y a eu M. Maziol. C'est comme cela que Delouvrier est arrivé à la tête du District en 1962 et qui a chargé Roullier de creuser ces idées et d'étudier les expériences étrangères notamment en Angleterre des villes nouvelles. La Direction du Trésor était très ouverte à ces projets parce qu'elle considérait qu'elle avait des tas de problèmes, et construire un grand nombre de logements se heurtait à beaucoup de difficultés foncières. Alors, on a été très ouvert. Il y avait la réalité qu'il fallait dégager de nombreux terrains en région parisienne si on voulait mettre fin à la crise du logement. Ou alors, il fallait aller très loin. Alors, peut-être le seul désaccord sur les villes nouvelles, dans les discussions avec M. Delouvrier, résidait

dans le fait que le Trésor était plutôt favorable à la création d'une sorte de capitale administrative, plus éloignée de Paris que les projets de villes nouvelles.

Sabine Effosse

Vous étiez pour le Paris bis.

Jean Peythieu

J'étais pour un Paris bis. J'avais peut-être tort. Je ne sais pas. J'étais pour un Paris bis à 150 km ou 120 km, au moins Rambouillet comme distance. Oui, j'ai trouvé que les villes nouvelles c'était trop près. D'ailleurs, la Caisse des dépôts a aussi - je crois - joué un rôle important, non pas qu'elle était partisane des villes nouvelles, parce qu'elle faisait sa politique immobilière propre, mais ils ont quand même fait des réserves foncières importantes. Et le Trésor a été d'accord sur l'utilisation du Fonds de réserve des Caisses d'Epargne. Alors ça, il ne faut peut-être pas trop en parler, parce que c'est quand même de la politique interne. Le fond de réserve des Caisses d'Epargne n'était peut-être pas fait tout à fait pour ça.

Sabine Effosse

Ils avaient acheté des terrains ?

Jean Peythieu

Ils ont acheté les terrains qui ont servi je crois aux villes nouvelles. Je ne sais pas trop, mais on avait un peu cette idée-là au Trésor pour permettre de faire des choses importantes.

Sabine Effosse

C'est eux-mêmes qui avaient pris l'initiative ?

Jean Peythieu

On ne prenait pas d'initiative sans en parler au Trésor. Il y avait les tutelles bien sûr qui étaient actives à l'époque. Mais on a surtout eu des bons rapports. On était bien élevé à l'époque.

Sabine Effosse

De toute façon, M. Bloch-Lainé a été Directeur du Trésor puis à la Caisse des dépôts.

Jean Peythieu

Ça, c'est beaucoup plus tard. Il était parti à la Caisse des dépôts en 1952.

Sabine Effosse

Oui, mais je veux dire qu'il y avait vraiment un lien entre le Trésor et la Caisse des dépôts.

Jean Peythieu

Bien sûr, oui. La Caisse des dépôts était l'exécutant du Trésor pour des tas de choses. On surveillait l'enveloppe des collectivités locales, et puis même les investissements avec la Caisse des dépôts. On faisait un peu attention. On critiquait certaines choses mais nous avions de bons rapports. Pour les HLM, c'était quand même notre bras exécutif lorsque c'était le compte spécial du Trésor qui finançait. Après, on a créé la Caisse des HLM en 1965.

Sabine Effosse

Ça a dû commencer à fonctionner en 66.

Jean Peythieu

Au 1^{er} janvier 66. La création a duré 6 mois. Il fallait faire les textes. Il fallait imaginer le système. C'était quand même une révolution dans le financement. Il fallait faire prévoir le versement des subventions par le Budget à la Caisse des HLM, parce qu'il y avait 40 % de subventions et 60 % d'autres financements pour les HLM ordinaires qu'on transformait en un prêt unique aux organismes d'HLM. C'était quand même assez compliqué à faire au départ, surtout avec les catégorisations de logement qui existaient.

Sabine Effosse

C'était d'une complexité.

Jean Peythieu

On avait simplifié à l'époque. Par la suite on a compliqué sans arrêt. A l'époque, c'était relativement le schéma qui avait été inventé en 61. Le Ministre des Finances Wilfrid Baumgarther, ancien gouverneur de la Banque de France a eu un entretien avec M. Sudreau Ministre de la Construction, que j'avais préparé avec le cabinet et aussi avec l'accord de l'Union des HLM, de M. Denvers, qui était le président de l'union des HLM, et surtout M. Langlet qui était son secrétaire général, qui était d'une très grande qualité. On avait donc fait trois catégories : le PSR : (le Programme Social de Relogement), pour reloger les gens qui avaient peu de revenu, qui étaient dans les opérations de rénovation urbaine. On était obligé d'expulser, et on les relogeait. C'était des prêts sur 50 ans à 0 %. C'était une aide très importante permettant d'obtenir des loyers très faibles. Les HLM ordinaires, qui étaient financés à l'époque avec des prêts à 1 % sur 45 ans. Puis, les ILN (immeuble à loyer normal),

qui étaient destinés aux personnes ayant des ressources supérieures au plafond qui étaient dans des HLM, et qu'on voulait sortir parce que ces locataires pouvaient payer des loyers plus élevés. A partir du moment où leurs revenus avaient progressé suffisamment ils avaient vocation à occuper des immeubles à loyer normal. Cette troisième catégorie était financée à 50% du prix de revient par des prêts du Trésor à 5 % sur 30 ans, et pour le reste par des prêts des compagnies d'assurance indexés sur l'indice du coût de la construction. C'est un système qui fonctionnait assez bien, mais par la suite chaque ministre qui arrivait voulait faire sa réforme ou ajouter une touche supplémentaire et j'ai eu beaucoup de mal pour maintenir une certaine stabilité (en 1968 on a inventé les programmes à loyer réduit (PLR) dont le prix plafond était inférieur aux HLM ordinaires, ce qui entraînait une baisse de qualité des logements).

Sabine Effosse

Une nouvelle réforme.

Jean Peythieu

Enfin, tant que je suis resté à la Direction du Trésor, j'ai réussi à limiter les réformes, parce que dès qu'un ministre changeait... Ça continue d'ailleurs, c'est toujours la même chose. Les Ministres arrivent, ils veulent faire parler d'eux. Dans le logement, ce n'est pas possible, parce qu'il faut 3 ou 4 ans pour que la réforme qui a été faite s'applique dans la pratique. Alors, en changeant tout le temps, on met une pagaille terrible et on ne fait jamais rien. J'avais donné un exemple qui était pris sur le ministère des Finances, parce que je ne voulais pas attaquer les autres : En 1963 La Direction Générale des Impôts avait monté un système de taxation immobilière, imaginé à partir de l'exemple de « builders » américains, vente clé en main avec un régime d'imposition favorable. Ces logements n'étaient pas encore terminés qu'on voulait déjà imaginer autre chose. Je m'y suis opposé « mordicus », et le ministre a dit : "que j'avais tout à fait raison." En effet la législation imaginée en 1963 aurait déjà changé avant que les logements concernés soient terminés.

Sabine Effosse

En 63, c'est l'imposition des profits qui jusque là étaient absolument exonérés d'impôts.

Jean Peythieu

C'est cela. On avait fait un régime plus favorable pour la vente des logements clés en main. (logements terminés). C'était à la suite des scandales...

Sabine Effosse

Oui, du Point du jour.

Jean Peythieu

Pour que les gens soient sécurisés, enfin pour qu'ils n'achètent pas que des logements en cours de construction. Comme ça au moins, ils voyaient ce qu'ils achetaient et ne prenaient pas de risque de construction. Tandis qu'avec les ventes sur plans, il y a beaucoup de dangers notamment dans le cadre des sociétés civiles. C'est pour dire qu'il faut une certaine stabilité, une certaine continuité dans le secteur de la construction. La Direction du Trésor était donc très ouverte sur les villes nouvelles et a encouragé tout le système mais elle n'était pas en première ligne pour les financements. C'étaient les établissements publics qui intervenaient avec des subventions budgétaires et les collectivités locales qui étaient en première ligne. Certains ont dit dans les discussions qui ont eu lieu sur les villes nouvelles récemment : "Pourquoi l'établissement public, est-ce que c'était nécessaire ?" L'établissement public était nécessaire à cause du fait que la commune était un niveau d'intervention trop faible. Ce n'était pas qu'un cadre suffisant dans beaucoup de cas, parce que les terrains étaient souvent sur plusieurs communes. Et même les départements...

Sabine Effosse

L'adduction d'eau, etc.

Jean Peythieu

Même pour les départements, le cadre n'était pas toujours adapté. Surtout à partir du moment où on avait un peu multiplié les départements en région parisienne. Avant, cela aurait mieux fonctionné avec la Seine-et-Oise, seul département. très important autour de Paris. Je crois donc que l'établissement public et la ville nouvelle s'imposaient. On ne pouvait pas commencer avec les seules collectivités locales. D'autant qu'avec un côté de pari, il y avait quand même des risques. Il fallait que la puissance publique s'y mette, avec tout le poids de l'Etat.

Sabine Effosse

Qui était fort à l'époque.

Jean Peythieu

L'Etat qui était fort, et qui avait aussi de grands moyens financiers.

Sabine Effosse

Vous, vous avez connu M. Delouvrier à partir de sa nomination en tant que délégué général du District ?

Jean Peythieu

Oui, mais je n'avais pas tellement affaire avec lui. Ce que je peux dire, c'est qu'on a parlé de tous ces projets. On était en accord en tout cas sur cette orientation des villes nouvelles. Le Directeur du Trésor n'est pas entré dans le détail des choses.

Sabine Effosse

Initialement, vous étiez quand même plus pour développer les villes existantes à la périphérie de Paris plutôt que de créer des villes nouvelles ?

Jean Peythieu

Ma conception personnelle était d'en créer peut-être deux, mais dont une administrative. Il y a eu aussi beaucoup de demandeurs, parce qu'il ne devait pas y en avoir autant au départ. Je crois qu'il n'a pas été rationnel d'en faire autant. Mais il faut reconnaître qu'il aurait été très difficile de travailler avec les communes de la petite couronne et peut-être la solution Delouvrier Roullier était la plus réaliste.

Sabine Effosse

Oui, mais seulement il devait y en avoir huit. Et finalement, il n'y en a eu que cinq. Il y a quand même une diminution.

Jean Peythieu

Oui, mais M. Delouvrier en avait envisagé quatre au départ. Il y a eu des demandes supplémentaires. Certains hommes politiques voulaient avoir leur ville nouvelle. Pas tous, mais enfin...

Sabine Effosse

Pas tous, parce que ça a été plutôt contesté.

Jean Peythieu

Puis, il y avait Tigery-Lieusaint qui avait été prévue un peu pour des raisons particulières. Cela ne s'imposait pas non plus. Enfin, cette ville nouvelle est devenue Melun-Sénart.

Sabine Effosse

Oui, qui a pris le relais.

Jean Peythieu

Au départ, il y avait surtout Cergy et Evry, à partir du moment où on avait pris un parti assez proche de Paris.

Sabine Effosse

Il y avait Saint-Quentin-en-Yvelines, enfin Trappes Est et Ouest.

Jean Peythieu

Puis, Saint-Quentin-en-Yvelines et Marne-la-vallée. D'ailleurs, les quatre qui ont peut-être le mieux réussi, sauf Evry. Enfin, Evry a peut-être réussi la partie activités. Mais pour le logement, ce n'est pas très brillant. Evry a été la première à partir très vite, et les autres ont eu un peu plus d'expérience. Cergy s'est réalisée très vite aussi comme Evry avec comme point de départ la construction de la préfecture.

Sabine Effosse

Oui, les deux préfectures en fait.

Jean Peythieu

Mais Cergy avait aussi un site plus favorable.

Sabine Effosse

En même temps, il était plus proche de Paris.

Jean Peythieu

Mais Evry était desservi par l'autoroute. Il y avait même la voie ferrée qui n'était pas loin.

Sabine Effosse

Vous, vous dirigez l'agence foncière à partir de 67, c'est cela ? Vous êtes administrateur plus exactement de l'agence foncière et technique de la région parisienne.

Jean Peythieu

J'ai été administrateur de l'Agence foncière et technique de la région parisienne, qui avait aussi pour objet d'acheter les terrains en vue de les aménager.

Sabine Effosse

Oui. Alors est-ce que vous pouvez faire une présentation de l'AFTRP ? Parce qu'en fait, cet organisme a été créé à la demande de M. Delouvrier en 62. Et en 67, est-ce que l'action de l'AFTRP était déjà importante ou est-ce que c'était encore un peu une coquille vide ?

Jean Peythieu

Non, elle avait fait un certain nombre d'opérations.

Sabine Effosse

Déjà, parce que là, c'était financé par le Trésor. Par des prêts du Trésor, non ?

Jean Peythieu

C'était financé par les prêts du Trésor et les subventions aussi.

Sabine Effosse

Et des subventions.

Jean Peythieu

Ça a été financé vraiment par l'ATFRP, qui dépendait du Trésor. L'ATFRP, c'était un développement du FNAT avec en plus une intervention directe dans la réalisation des équipements. Elle a peut-être été concurrencée par la création des villes nouvelles à ce moment-là, puisque les villes nouvelles finalement rendaient moins importante l'action de l'agence foncière et technique. (ou elle a été utilisée comme prestataire par les villes nouvelles).

Sabine Effosse

Vous pensiez que ça venait en concurrence ? Moi, je pensais que c'était plutôt un complément. C'est-à-dire qu'en fait, l'agence foncière et technique...

Jean Peythieu

Elle intervenait là où il n'y avait pas les villes nouvelles. Sur les villes nouvelles, ce n'est pas elle qui a tellement financé. Je ne pense pas.

Sabine Effosse

Si, je crois que l'agence a acheté des terrains pour les villes nouvelles.

Jean Peythieu

C'est elle qui a acheté ?

Sabine Effosse

Oui. Il me semble que c'était plutôt l'instrument au service.

Jean Peythieu

Je ne m'en souviens plus très bien de cela. Je représentais le ministre des Finances à l'époque, alors...

Sabine Effosse

Ah oui ! Vous étiez le représentant du Trésor. Est-ce que vous avez suivi un peu la politique foncière menée dans ces années-là, l'hostilité des grands propriétaires fonciers ?

Jean Peythieu

Oui, M. Delouvrier m'en a parlé souvent.

Sabine Effosse

Les querelles politiques avec les sénateurs, M. Bonnefous...

Jean Peythieu

Oui. Mais finalement, les acquisitions foncières ne se sont quand même pas si mal passées. Enfin, M. Delouvrier a eu des négociations difficiles, mais enfin c'est le problème essentiel de toutes les grandes opérations foncières. C'est M. Rattier qui dirigeait l'agence, c'était le directeur. C'est lui qu'il faudrait voir peut-être, parce que lui, il sait. Il est resté plusieurs années. Vous ne l'avez pas vu ?

Sabine Effosse

Non, je ne l'ai pas vu.

Jean Peythieu

Il s'appelait M. Ratier.

Sabine Effosse

Gabriel, non ?

Jean Peythieu

Son prénom, (il y avait aussi un Ratier sous gouverneur de la Banque de France) je ne sais plus, mais c'était M. Rattier, qui était très bien d'ailleurs. Son action a été estompée quand même par les villes nouvelles à ce moment-là, parce que je ne m'en souviens plus beaucoup. Tandis que les villes nouvelles... Je participais au Conseil d'Administration d'Evry. Enfin, j'ai commencé à être nommé à Cergy et Lille-Est. A Lille-Est, il y avait quelqu'un qui a pris tout de suite beaucoup d'initiatives. Dans le Nord, c'était M. Notebart¹. Au début, il était hostile à la ville nouvelle. Puis après, il l'a choyée comme son enfant et il l'a développée avec passion. Un brillant exemple, mais il était assez insupportable sur le plan personnel.

Sabine Effosse

Je crois qu'il s'opposait beaucoup aux directeurs de l'EPA, non ?

Jean Peythieu

Oui, puis aux autres hommes politiques du Nord, aussi bien de la même couleur, même en tant que socialiste.

Sabine Effosse

A quelle occasion vous avez été nommé dans les EPA ?

Jean Peythieu

C'était M. Delouvrier qui voulait que j'y sois, parce que le Trésor pesait d'un poids très important à l'époque et aussi parce que j'avais une très grande réputation d'intégrité et de clarté avec aussi de très bons rapports avec le Ministère de la Construction.

Sabine Effosse

C'était un peu une nouveauté que le Trésor aille sur le terrain, qu'il y ait enfin un représentant du Trésor sur le terrain, non ? Il y avait déjà eu ce genre de chose ?

Jean Peythieu

C'est-à-dire qu'il n'y avait pas d'établissement de ce genre. Enfin si, il y avait un administrateur à la Défense.

Sabine Effosse

Il y avait la Défense.

¹ Maire de Lhomme et bientôt président de la communauté urbaine de Lille

Jean Peythieu

J'étais administrateur de l'Établissement public de la Défense entre 66 et 70. Je représentais le Ministre de l'Économie et des Finances. On y réalisait le plus grand centre d'affaires en Europe qui était financé depuis 1956 sur un compte spécial du Trésor, le FNAT (en opérations directes).

Sabine Effosse

En fait, vous aviez déjà cette expérience dans d'autres établissements.

Jean Peythieu

Oui. J'étais administrateur représentant les Finances dans une société anonyme d'HLM, dénommée Résidences, présidée par un Ingénieur général des Ponts et Chaussées, qui réalisait des logements HLM pour les fonctionnaires. On avait souhaité que j'y sois. Enfin, on m'avait demandé ça comme un service que je rendais. J'étais administrateur de 10 ou 15 sociétés à l'époque. Enfin, je représentais le Trésor. C'était une vie de fou, très dure mais très passionnante et qui me permettait d'assurer une grande cohérence entre toutes les décisions concernant l'aménagement du territoire et le logement. Mais il fallait avoir la santé. Il m'arrivait souvent pendant les périodes de discussion budgétaire où j'assistais le Ministre des Finances de sortir de l'Assemblée Nationale à 4 ou 5 heures du matin, et d'être ensuite à mon bureau rue de Rivoli à 9 h.

Sabine Effosse

Alors, votre exercice dans les EPA ?

Jean Peythieu

Et à Evry. On avait voulu me nommer, parce que comme il y avait des discussions avec les terrains, on pensait qu'avec moi il n'y avait aucun risque de corruption ou de dérapage, et que c'était un peu pour cela qu'on m'a nommé sur Evry. Sur Cergy, je crois que c'était M. Hirsch qui l'avait souhaité. Je ne sais pas trop.

Sabine Effosse

Et Lille-Est ?

Jean Peythieu

Lille-Est, parce qu'il y en avait une en province et qu'on ne pouvait les délaissier.

Sabine Effosse

Quelle était votre mission justement dans le Conseil d'Administration des EPA ?

Jean Peythieu

J'avais pour mission que cela marche bien. C'est tout. J'avais beaucoup d'autonomie quand j'étais au Trésor. On me faisait une très large confiance surtout à cette époque-là, parce que c'était l'époque 65-70 et que j'avais déjà une grande expérience. Alors au début, si vous voulez, concernant le Trésor où je suis arrivé en 1957 j'ai appris le métier pendant 1 an, parce qu'il est complexe. Puis, au bout de 3 ans, j'ai commencé à avoir des idées et à proposer des réformes. La caisse des HLM, c'est venu au bout de 5 ans. Le mal de ce secteur, c'est qu'il n'y a pas de continuité et qu'il n'y a pas de gens qui ont des idées personnelles, enfin qui ont le temps d'avoir des réflexions personnelles, et que les gens se font manœuvrer par les influences extérieures, surtout maintenant. Maintenant la plupart des anciens de l'ENA ne restent que deux ans dans le circuit. Ils ne sont peut-être pas mauvais, mais ils ne peuvent pas dominer les problèmes. Le secteur de la construction et de l'immobilier est très difficile à dominer. Alors qu'à l'époque - ça, c'est aussi entre nous - le directeur du Budget, qui avait pourtant dans ses services un bureau de la Construction, quand il recevait le rapporteur général de la Commission des Finances ou des parlementaires qui venaient pour parler de problèmes concernant le logement, il me faisait venir. Il ne convoquait même pas l'Administrateur de sa Direction qui était beaucoup plus récent dans ses fonctions. De même le Directeur Général des Impôts, La Martinière, m'invitait à prendre le thé pour me parler, à partir des années 63, 64, de toutes les mesures qu'il envisageait de prendre dans le domaine des impôts touchant à l'immobilier.

Sabine Effosse

Comme connaissance de terrain, c'est le cas de le dire.

Jean Peythieu

Entre 1957 et 1962, cela n'aurait jamais été possible. Mais à partir de 1963, j'avais une autorité au Ministère des Finances qui était considérable. Même les Ministres de la Construction me consultaient avant d'être nommés, pour savoir ce qu'il était opportun de faire. Alors souvent je les choquais un peu parce que j'étais pour la continuité et contre les réformes. Je disais : "Non, il ne faut pas me bousculer tout cela, parce que..." Enfin, c'était une parenthèse.

Sabine Effosse

Et dans les EPA, en fait, vous étiez chargé de quoi exactement ?

Jean Peythieu

On me demandait mon avis. On s'opposait aux décisions qui paraissaient anormales.

Sabine Effosse

Vous aviez un collègue du Budget ?

Jean Peythieu

Il y avait un collègue du Budget qui était le plus important. C'est M. Boudet. Il y a eu M. Caradet peut-être dans certaines, mais c'est M. Boudet qui est surtout intervenu dans les villes nouvelles. Comme eux, j'y mettais les moyens de financement. On s'entendait bien. Il était plus important que le Trésor. Le Trésor a été très important sur un plan plus général. M. Boudet l'était quand même plus sur le plan financier, puisque il y avait beaucoup d'argent mis par la Direction du Budget dans les opérations.

Sabine Effosse

Mais ce n'était pas du financement direct par le Trésor ?

Jean Peythieu

Il n'y avait pas de financement direct par le Trésor, sauf par le FNAFU (Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme qui a succédé au FNAT en 1958), qui a financé beaucoup d'acquisition et d'équipement de terrains.

Sabine Effosse

Il y avait de bonnes relations entre le Trésor et le Budget, parce qu'on a souvent opposé les deux directions ?

Jean Peythieu

J'avais de bonnes relations alors que cela n' avait pas toujours été le cas. Et après souvent de mauvaises relations entre le Ministère de la Construction et mes prédécesseurs. J'ai toujours eu de très bonnes relations avec le Ministère de la Construction qui était toujours intéressé par mes positions beaucoup plus constructives que défensives.

Sabine Effosse

L'information circulait.

Jean Peythieu

Oui. Je dirais que souvent, la Direction de la Construction me téléphonait pour me dire qu'ils allaient refuser telle chose, et ses membres me demandaient de les soutenir où s'ils avaient à moitié accepté, de refuser en dernière ligne parce qu'on dira : "C'est les Finances, etc." Je me prêtais assez à ce jeu, quand je considérais qu'ils avaient raison bien sûr, parce que je ne craignais pas l'impopularité et aussi parce que l'autorité du Ministre des Finances était très grande. C'est vrai que c'est plus facile en deuxième ressort que quand vous êtes le premier en ligne. C'est plus facile aussi d'invoquer les arguments financiers.

Sabine Effosse

Est-ce que vous avez eu justement des grandes affaires comme cela un petit peu délicates, et pour lesquelles on vous demandait de dire non, parce que ça ne correspondait pas à la politique mise en place ? Des programmes qui voulaient se faire en dehors du schéma directeur ?

Jean Peythieu

Je crois qu'à l'époque, il n'y en a pas eu tellement.

Sabine Effosse

Quelques promoteurs qui avaient voulu...

Jean Peythieu

On a eu des pressions, mais je n'ai jamais cédé aux pressions. Donc, ça s'arrêtait. Même sur des financements au Crédit Foncier, il y avait des pressions politiques. Mais, je n'ai jamais accepté une pression politique. Je ne dis pas qu'ensuite, cela ne s'est pas produit. A l'époque, il y avait une autorité très forte, peut-être que c'était la présence de de Gaulle aussi à la tête du gouvernement qui faisait que... En tout cas, il n'y avait pas tellement d'interventions. Mais on ne se laissait pas influencer par la politique à l'époque. D'ailleurs, je peux vous le dire, c'était une des forces du ministère des Finances. C'était un peu moins vrai à l'Intérieur, et à la Construction aussi. Aux Finances, il n'y avait pas de position politique connue des hauts fonctionnaires. Je ne dis pas qu'ils n'avaient pas des opinions politiques, ça c'est leur droit, mais ils ne les manifestaient jamais. Et surtout à la Direction du Trésor, il y avait une règle d'or : "Les opinions politiques ne doivent jamais transpirer, parce qu'il faut que les

interlocuteurs aient confiance dans les décisions et aussi pour qu'ils puissent s'exprimer, qu'ils aient confiance, qu'ils parlent, qu'ils disent vraiment la réalité des choses et qu'ils sachent que ce qui est dit sera gardé confidentiel, et pour qu'il n'y ait pas de problème." Cela, ça a été une très grande force du Ministère des Finances, malheureusement qu'il a perdu depuis. L'élection du Président de la République au suffrage universel a changé tout cela, parce que maintenant, il y a des écuries qui préparent toujours un candidat, et qu'on espère être dans l'écurie de celui qui sera président. Cela fausse tout. A l'époque, il y avait une grande impartialité de l'Etat qui était fantastique au Ministère des Finances qui faisait que les gens avaient confiance dans les décisions.

Sabine Effosse

Et qui a perduré jusqu'à la fin des années 60 ?

Jean Peythieu

Jusqu'en 1975 et même 80 je crois. Après 1980, ça s'est beaucoup dégradé. Enfin, entre 1970 et 1980, je n'étais plus à la Direction du Trésor mais je n'étais pas très loin quand même. Aux Comptoir des Entrepreneurs, j'avais quand même beaucoup de relations avec les Finances. Alors peut-être que l'état d'esprit avait changé à cause de mai 68. C'est mai 68 qui a été je crois la coupure, parce qu'il y a beaucoup d'esprits qui ont été troublés par mai 68. Et notamment par l'idée que l'objectivité, l'impartialité n'étaient pas possibles. Et cette thèse selon laquelle il faut renoncer à la recherche de l'objectivité parce que la parfaite objectivité n'est pas possible me paraît absurde. Ça ne tient pas debout. Parce que ça a été la thèse en mai 68 : "On ne peut pas être objectif, on est toujours partisan, etc." On n'est jamais objectif de manière parfaite, c'est vrai, mais rechercher l'objectivité, c'est quand même une nécessité. Tandis que là, maintenant, on nie l'objectivité. J'avais des discussions avec mon Comité d'Entreprise au Comptoir des Entrepreneurs, dans les années 70, et je les avais convaincus d'ailleurs. Je leur avait dit : "Il faut la rechercher. Elle n'est pas parfaite. Mais si on ne la recherche pas, on dévoie tout sur tout." C'est ce qui s'est passé. Ça, c'est une parenthèse.

Sabine Effosse

Pour revenir aux EPA, vous avez été administrateur 2 ans ?

Jean Peythieu

Trois ans à peu près. En 70, quand je suis parti du Trésor, bien sûr j'ai démissionné de tous mes postes d'administrateur.

Sabine Effosse

C'était donc juste au tout début de l'installation des EPA.

Jean Peythieu

Oui. Evry, Cergy et Lille Est. Ce sont d'ailleurs les trois où j'étais.

Sabine Effosse

Et les directeurs d'EPA, je pense à Bernard Hirsch ou à M. Lalande, eux ils avaient été nommés directement par M. Delouvrier ?

Jean Peythieu

Oui.

Sabine Effosse

Quels étaient les contacts entre la Direction des EPA et le Conseil d'Administration ?

Jean Peythieu

Ils étaient présents en séance de toute façon, et puis ils consultaient les administrateurs. Avec M. Hirsch, on avait de très bons rapports, et il me téléphonait quand il se posait des problèmes. Maintenant, je ne me souviens plus des problèmes en particulier, mais on avait des contacts assez étroits. Et avec M. Boudet, il devait en avoir encore beaucoup plus puisqu'il décidait de l'octroi des crédits budgétaires.

Sabine Effosse

Vous, vous trouviez que cette formule de l'établissement public était bonne ?

Jean Peythieu

Elle était indispensable à mon avis, parce que je ne vois pas comment on pouvait faire autrement. Un établissement public d'Etat, enfin un peu plus généralisé, qui était constitué par les collectivités locales, qui préparait la future collectivité locale, qui déjà englobait les communes intéressées. Et même s'il y avait eu sur une très grande commune une seule ville nouvelle, et pas en dehors de la commune, je ne sais pas bien comment une commune aurait pu absorber tous ces financements et prendre de telles responsabilités. Cela représente des financements énormes qui dépassaient les capacités de n'importe quelle commune. Je crois qu'il n'y avait pas d'autre formule possible.

Sabine Effosse

Et le fait que les administrations centrales soient représentées au sein des EPA ?

Jean Peythieu

Ça ne me choque pas, parce qu'ils apportaient des financements ou des aides, et puis surtout des compétences.

Sabine Effosse

Et les relations avec les élus ? Est-ce qu'ils étaient là juste pour faire de la figuration comme on l'a souvent dit ?

Jean Peythieu

Au début, ils laissaient faire un peu parce qu'ils observaient surtout. Ils défendaient leurs prérogatives. Leurs soucis, si vous voulez, ils en faisaient part.

Sabine Effosse

Et vous ?

Jean Peythieu

Moi, j'ai une grosse expérience sur l'établissement de la Défense si vous voulez, mais qui est autre chose. C'est très particulier, parce que c'est un grand ensemble d'affaires. Mais là, c'était les communes très difficiles et qui étaient opposées politiquement, parce que vous aviez Nanterre communiste et Puteaux socialiste, et Courbevoie indépendant. Puis, avec des intérêts qui étaient quand même opposés, parce que chacun cherchait à avoir le maximum d'implantations productives.

Sabine Effosse

Sur sa commune.

Jean Peythieu

Et de taxe professionnelle.

Sabine Effosse

Là, les EPA les avaient suivi au tout début. Est-ce que vous vous pensiez véritablement, parce que là il n'y avait encore rien de sorti de terre quasiment, est-ce que vous pensiez que les

viles nouvelles étaient un projet viable ? Enfin, que cela allait se faire. Est-ce que vraiment c'était irréversible ?

Jean Peythieu

Oui.

Sabine Effosse

Oui, parce qu'on m'a souvent dit qu'en fait de Gaulle avait beaucoup soutenu M. Delouvrier, mais qu'après le soutien politique avait été un peu plus aléatoire.

Jean Peythieu

Pompidou a continué à soutenir les villes nouvelles. Je fréquentais beaucoup le cabinet de Pompidou sur le logement, parce qu'il y avait beaucoup d'arbitrages. Le Cabinet était favorable aux villes nouvelles, enfin, René Montjoie, qui était l'homme du logement et qui est devenu Commissaire général au Plan. Il était bien d'ailleurs. Je ne crois pas qu'il y avait d'opposition aux villes nouvelles au niveau du gouvernement.

Sabine Effosse

Ensuite, vous êtes passé au Comptoir des entrepreneurs.

Jean Peythieu

Je pense qu'on en a fait en province un peu pour faire plaisir à la DATAR.

Sabine Effosse

Oui justement, j'allais vous poser la question des liens. Enfin, surtout que vous étiez à Lille-Est ?

Jean Peythieu

Enfin, Lille-Est avait sa justification peut-être, parce que la grande métropole du Nord, Lille-Roubaix-Tourcoing, c'était quand même très concentré. Il y avait peut-être beaucoup de choses extérieures à faire. Puis Lille-Est, a permis de faire un grand aéroport : Lille-Lesquin. Enfin, il y avait tout un tas de choses importantes. La ville nouvelle a réalisé des équipements qui ont été intéressants pour l'ensemble urbain Lille-Roubaix-Tourcoing. D'ailleurs, M. Notebart était de je ne sais plus quelle commune qui est un peu au Nord-Ouest de Lille, Lhomme. C'était un peu à l'opposé, mais il avait quand même beaucoup de passion pour la ville nouvelle de Lille-Est. Alors qu'au début, il était hostile. Je m'en souviens très bien. Il

observait un peu goguenard. Et il était assez dur avec ses collègues. Après, c'était son enfant, parce qu'il la défendait très vite. Il y a eu un renversement total, parce qu'il en a vu l'intérêt. Et puis il a été dynamique sur ce plan-là.

Sabine Effosse

On dit souvent que les villes nouvelles de province ont échoué parce qu'elles se sont faites justement contre les élus.

Jean Peythieu

Oui, je crois qu'elles étaient un peu artificielles. Le Vaudreuil a été complètement sinistré, mais je pense qu'il y a eu beaucoup d'erreurs, notamment on a voulu inventer un nouvel urbanisme inspiré par les idées de mai 1968. Puis, M. Lecanuet était tout à fait contre. Les intervenants au Vaudreuil étaient hostiles à Rouen et à M. Lecanuet. Ça n'a pas été très bon. Puis, on a voulu faire une expérience aussi architecturale et sociologique, et sa situation aussi sur une falaise au bord de la Seine. Je crois que tout cela n'a pas été très judicieux.

Sabine Effosse

M. Delouvrier voulait Mantes-Sud.

Jean Peythieu

Je crois que ce site aurait été meilleur. Là, il y a eu un choix. Et la DATAR... Théoriquement, c'était trop près de Paris. Les autres... J'ai connu l'opération du Languedoc. C'était autre chose. C'étaient plutôt des opérations plus locales, du tourisme et de l'aménagement.

Sabine Effosse

Mais Lille-Est, M. Notebart... Progressivement, il y a eu le soutien de cet élu. Et vous pensez que ça a joué un rôle majeur ?

Jean Peythieu

Oui. A Evry, il y a eu quand même le soutien de M. Boscher aussi. Enfin, il a traversé des phases. Il a fait des allers-retours. Il était pour avant et après, il est revenu en arrière. Puis, il a fait ses textes.

Sabine Effosse

Qui était le directeur de l'EPA à Lille ? Ce n'était pas M. Ralite ?

Jean Peythieu

C'était M. Ralite, oui.

Sabine Effosse

Et les rapports entre M. Ralite et M. Notebart ?

Jean Peythieu

Ils devaient être un peu difficiles, parce que M. Notebart était un peu caractériel, c'est vrai. Enfin, il était brutal. Il avait des a priori.

Sabine Effosse

D'accord. Sur les autres villes nouvelles, vous pensez que le modèle parisien pouvait difficilement... ?

Jean Peythieu

Peut-être autour de Lyon... C'était justifié. Mais elles n'ont pas été très réussies je crois. Là, je ne les ai pas connu directement, parce que ça s'est développé surtout après mon départ des Finances.

Sabine Effosse

Oui. En 1972, c'est un peu plus tardif par rapport aux villes nouvelles parisiennes. Là, en revanche, dans les villes nouvelles, est-ce qu'ensuite en tant que directeur général du Comptoir des entrepreneurs, vous avez participé à la politique du logement ?

Jean Peythieu

On a financé des opérations sans avoir d'autorité sur les villes nouvelles elles-mêmes, mais on a financé des opérations de logements.

Sabine Effosse

C'était des logements de quel type, parce qu'on a souvent reproché aux villes nouvelles la même chose qu'aux grands ensembles, à savoir de concentrer des populations ?

Jean Peythieu

Le Comptoir des entrepreneurs finançait surtout des programmes en accession à la propriété. Le gros problème qui existait déjà pour les ZUP et les grands ensembles, ce sont des unités spécifiques qui ont fonctionné (les HLM) mais les ensembles variés, qui sont un peu une ébauche de villes nouvelles, ont eu du mal à se réaliser.

Sabine Effosse

C'est-à-dire, mélanger accession/location.

Jean Peythieu

C'est cela. Il y avait trois catégories qui étaient prévues : les HLM, les primes et prêts spéciaux du Crédit Foncier en accession à la propriété, puis un secteur totalement libre. Comme c'était le plus facile au départ, et que la pression était la plus forte aussi car les besoins étaient plus pressants, on a commencé par faire des HLM.

Sabine Effosse

C'est plus facile au niveau budgétaire, enfin dans la mesure où c'est l'Etat qui décide.

Jean Peythieu

Parce que c'était l'Etat qui décidait, il n'y avait donc pas de problème. Enfin, ce sont les organismes HLM qui demandaient les crédits, mais c'était quand même l'Etat qui finançait. Remarquez, ça aurait pu être la même chose pour les promoteurs. Là, c'était le Crédit Foncier qui aurait financé. Le problème, c'est qu'il y avait une très forte pression pour qu'on fasse des HLM, d'abord du ministère de la Construction, parce que les HLM étaient un peu quand même dans son orbite. Et il avait des moyens d'influence.

Et les demandes de logement étaient fortes dans ce secteur. Alors, on a vendu des terrains à bon marché dans le secteur où devaient se construire des HLM. On devait vendre à peu près au prix de revient pour le secteur "accession à la propriété", et on compensait la charge des HLM sur le secteur libre. Le drame de tout cela, c'est que beaucoup de ZUP ont connu des difficultés. On a eu les HLM. D'accession, il y en a eu un petit peu mais pas tellement, parce que quand il y avait beaucoup d'HLM les gens n'avaient pas trop envie de venir là, et les promoteurs pas trop non plus, parce que on prend peut-être des risques et on ne vendra pas. Et dans le secteur libre (ou non aidé) on n'est jamais venu parce qu'il y avait trop de surcharge foncière.

Sabine Effosse

Vous n'avez donc pas réussi à récupérer l'argent ?

Jean Peythieu

De ce fait, beaucoup de ZUP ont été en très grave difficulté financière. Cela a été vicié dès le départ. Je ne sais pas trop ce qu'on aurait dû faire. Il aurait peut-être fallu subventionner les

parts HLM sur des crédits budgétaires ou en tout cas ne pas remplir trop vite les zones destinées aux HLM pour ne pas compromettre la suite ou en tout cas ne pas trop surestimer la charge foncière du secteur non aidé.

Sabine Effosse

Ça n'aurait pas changé le problème, parce que de toute façon les promoteurs seraient venus peut-être avec des réticences dans la mesure où...

Jean Peythieu

Il ne fallait pas mettre trop d'HLM groupés. On a trop groupé les secteurs HLM. Oui. Mais c'était plus facile d'avoir des charges foncières à certains endroits. Il aurait fallu faire des mélanges avec des prix différents ou dans différents secteurs. La grosse difficulté, c'est cela. Ça revient un peu au même que ce que je vous ai dit tout à l'heure, en mettant une catégorie d'occupants à certains endroits en trop grande quantité, on détériore l'ensemble. En tout cas ce qui était stupide c'était de remplir les ZUP seulement avec des HLM.

Sabine Effosse

On modifie le marché.

Jean Peythieu

On a crû que les ZUP pourraient assurer un équilibre mais finalement cela n'a rien arrangé parce qu'on n'a jamais eu le secteur privé, qui ne voulait plus venir. Il aurait peut-être fallu servir le secteur privé avant.

Sabine Effosse

Le Comptoir des entrepreneurs lui, c'était du logement aidé ou du logement privé par la suite.

Jean Peythieu

Le comptoir des entrepreneurs finançait les deux secteurs depuis longtemps. Avant 1968-70 davantage de logements du secteur aidé (prêts spéciaux à la construction) puis à partir des années 1968-70 davantage de logements du secteur non aidé (mais il en a toujours financé).

Sabine Effosse

Oui, mais c'était plutôt en relation avec les prêts spéciaux.

Jean Peythieu

Oui il finançait d'abord la première phase des prêts spéciaux - la période de moyen terme - parce qu'il n'y avait pas de remboursement de capital dans cette période. On ne faisait payer que des intérêts, ce qui était une sorte de franchise de financement, parce qu'on reportait le remboursement de capital à la 5^{ème} année.

Sabine Effosse

Un différé.

Jean Peythieu

Il y avait un différé d'amortissement qui était automatique du fait de l'escompte et du re-escompte. Ensuite, le Crédit Foncier prenait le relais. Et le Comptoir des entrepreneurs faisait des prêts complémentaires pour financer, pour les fonctionnaires et même pour les autres emprunteurs au-delà de la part du prêt spécial. Alors que le Crédit Foncier ne pouvait pas le faire directement, peut-être pour des raisons d'éthique, dans la mesure où c'était lui le titulaire du prêt spécial sur le long terme. Et ses statuts le lui interdisaient, parce qu'il ne pouvait financer qu'à 50 % de la valeur du logement.

Sabine Effosse

Dans la mesure où le prêt était spécial, il était garanti par l'Etat.

Jean Peythieu

C'est cela. Mais avant, pour le prêt privé, il ne pouvait financer que 50 %. Alors le complément... Il n'aurait pu financer que 50 % du complément. Il y avait donc une impossibilité. Cette disposition statutaire s'est forgée sur l'idée qu'il fallait permettre au Crédit Foncier d'avoir un très bon crédit sur la place et d'émettre des obligations qui étaient bien garanties sur le plan immobilier, sur le plan hypothécaire.

Sabine Effosse

Mais pour le Comptoir des entrepreneurs, est-ce que les villes nouvelles ont représenté un marché spécifique ?

Jean Peythieu

On a financé pas mal d'opérations. Les chiffres, je ne sais plus. Mais parce qu'on finançait les promoteurs. Les prêts spéciaux étaient financés toujours par le Comptoir au départ, et souvent

étaient financés par un prêt complémentaire, parce qu'on faisait quand même beaucoup de prêts complémentaires.

Sabine Effosse

Là, vous aviez quel type de clientèle ? C'est toujours de l'accession ?

Jean Peythieu

C'était en accession, oui. Il y a eu des prêts locatifs, mais il y en avait moins dans cette période. Il y en a eu du temps des « logecos » jusqu'en 64-65. Après, cela a diminué, parce qu'il n'y avait plus un régime aussi avantageux. Parce que les Logeco, je ne sais pas si vous le savez, mais c'était quand même des prêts à 2,75 %-30 ans lorsqu'il s'agissait de locatif et 2,75%-20 ans en accession à la propriété.

Sabine Effosse

Oui, je sais. Puis il y a eu la réforme de 1963.

Jean Peythieu

Et en 63, on a supprimé les « logecos », parce que d'abord les prix plafond n'étaient pas respectés. Alors là, M. Leroy Directeur Général à la Caisse des Dépôts et Président de la SCIC a été furieux parce qu'il prétendait faire des opérations concurrençant les HLM avec les « logecos ». Il aurait voulu qu'on maintienne les prêts Logeco, mais je crois que c'était un gaspillage à l'époque, parce qu'il n'y avait pratiquement pas d'intérêt sur ces prêts l'inflation étant de 2,5 % par an.

Sabine Effosse

Les taux d'intérêt réels étaient négatifs pour la plupart.

Jean Peythieu

Oui, c'est cela. Il n'y avait donc pas de taux d'intérêt.

Sabine Effosse

Cela a permis aux Français d'accéder à la propriété.

Jean Peythieu

C'est vrai que ce mécanisme a permis beaucoup d'opérations. Ce n'était pas toujours de bonne qualité. Les « logecos », ce n'était pas toujours brillant. Souvent, les HLM étaient de meilleure qualité, parce que d'abord les prix plafond HLM étaient de 10 % supérieurs, ce qui était aussi

une aberration. C'est pour cela aussi que je suis un peu à l'origine de la suppression des « logecos » à cause de cela. J'ai dit que c'était une hypocrisie. C'était les fameux logements A bis. C'était le Plan qui avait imposé cela à un moment donné en disant : "Il faut faire des logements A bis partout, HLM, etc." Après, l'Union des organismes d'HLM avait résisté et gardé les HLM B, mais le but était de baisser leurs prix plafond, ce qui n'allait pas dans le sens de la qualité.

Sabine Effosse

Quelles étaient vos relations d'ailleurs avec les responsables du secteur HLM ? Je pense à M. Denvers.

Jean Peythieu

Elles étaient très bonnes.

Sabine Effosse

Parce qu'on a souvent dit que les HLM étaient politiquement assez marqués.

Jean Peythieu

C'était assez marqué mais il y avait aussi des gens de droite comme M. Pinay, Président de l'Office de Saint Chamond et Menet Président de la Société de crédit immobilier du Nord ainsi que M. qui était au cabinet de Georges Pompidou. C'est vrai qu'il y avait beaucoup de socialistes dans les dirigeants d'organismes HLM, et des communistes aussi.

Sabine Effosse

Oui, mais surtout le parti socialiste.

Jean Peythieu

Enfin, c'était surtout le parti socialiste. Au niveau du Comité directeur, c'était le parti socialiste : M. Denvers, il y avait aussi M. Badet aussi dans la Loire, je crois. Avec M. Denvers, on s'entendait bien. Il était raisonnable d'ailleurs.

Sabine Effosse

Parce que là, c'était quand même vos partenaires. Enfin, vous étiez au Comptoir. Ce n'est peut-être pas tout à fait le même créneau, mais vous étiez aussi Vice-président de la société d'HLM, le Logement Français.

Jean Peythieu

C'est après cela, lorsque j'étais à l'UAP à partir de 1983. Oui la société anonyme d'HLM « Le logement Français » (filiale de l'UAP) était la deuxième de France après le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille, qui s'appelait autrement d'ailleurs. Je retiens son nom d'avant 70, parce que je l'ai bien connue avant 70 quand j'étais au Trésor. C'était le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille lié à la Banque de Paris et Pays Bas et à la Régie Immobilière de la ville de Paris. Elle s'appelle maintenant 3F. L'UAP était le plus important propriétaire immobilier privé en direct avec 30 000 logements à peu près (surtout à Paris et au centre des grandes villes de France).

Sabine Effosse

Au Comptoir, dans les villes nouvelles, vous faisiez part de votre avis en ce qui concerne la politique du logement des villes nouvelles ou non ? Vous étiez juste financeur ?

Jean Peythieu

C'est-à-dire que j'ai souvent donné des avis, parce que mes successeurs à la Direction du Trésor m'ont souvent demandé des avis. Ils appelaient cela le service après-vente, surtout quand ils venaient d'arriver et qu'il s'agissait de problèmes complexes.

Sabine Effosse

La législation ?

Jean Peythieu

Alors souvent, et notamment avec M. Pezent, qui était mon adjoint et a été mon successeur le plus proche. Ensuite, c'est M. Jeancourt-Galignani qui, a été plus tard Directeur général du Crédit agricole et président des AGF. Je déjeunais toutes les semaines avec lui au Ministère des Finances, au restaurant du Ministère, parce qu'on ne voulait pas aller dans les restaurants pour être tout à fait simples et ne pas susciter des suspicions mal intentionnées.

Sabine Effosse

Et vous, qu'est-ce que vous avez pensé de la politique qui était menée justement, parce qu'au départ, ce qui était annoncé, c'était un mélange de populations. Vous ne vouliez surtout pas recréer les problèmes des grands ensembles ?

Jean Peythieu

Au départ, si vous voulez, la grande idée...

Sabine Effosse

C'était quand même du collectif, parce qu'il y a eu tout un débat entre le collectif...

Jean Peythieu

Il y avait un peu d'individuel, mais enfin pas beaucoup. Au départ, il y avait surtout du collectif. Enfin, il y a eu des individuels aussi quand même.

Sabine Effosse

Oui.

Jean Peythieu

Pas beaucoup à Evry, mais à Cergy, il y en a eu un petit peu.

Sabine Effosse

A Cergy, et c'était sous l'impulsion de M. Chalandon.

Jean Peythieu

C'est pour cela qu'on n'avait pas très bien réussi, parce qu'on a voulu trop tirer sur les prix, sous l'impulsion de M. Labourdette ou sous l'influence de M. Labourdette. Ça, ce n'est pas très heureux à mon avis.

Sabine Effosse

Mais sur le débat collectif et individuel par exemple, est-ce que vous pensez qu'on pouvait faire du collectif tout à fait viable socialement, ou est-ce qu'il fallait abonder dans le sens des aspirations des Français, qui a toujours été le souhait d'une maison individuelle ? Enfin, c'est quelque chose qui était plébiscité.

Jean Peythieu

Non. Je crois que l'erreur peut-être, c'est de faire du collectif trop important comme la Courneuve. Alors là, je l'ai combattu quand j'ai appris ces 4000 logements à la Courneuve. Mais c'était lancé. Cela a été politique. Je ne sais pas qui l'a imposé, mais moi j'étais tout à fait contre. C'est une belle imbécillité. Faire des collectifs moyens, cela me paraît intelligent, notamment pour l'accèsion à la propriété. Pour l'individuel, il faut beaucoup de terrain. En locatif, on prétend que les logements individuels sont mieux entretenus. C'est peut-être vrai, je n'en suis pas très sûr. Je crois que ce qui est le mieux entretenu, c'est quand on met en

accession, parce que les gens ont quand même l'impression que c'est à eux, même s'ils sont en copropriété. Mais lorsque les ensembles sont trop grands, ce n'est pas toujours vrai : ainsi à Clichy-sous-Bois, il y a eu des problèmes avec les « logecos », mais il est vrai qu'ils étaient aussi de mauvaise qualité. Alors je crois que le débat locatif/accession, c'est un peu cela. Mais il faut penser aussi que le locatif est nécessaire car tout le monde ne peut assurer un apport personnel. Concernant l'accession, si vous voulez, les gens font plus d'effort. C'est d'ailleurs légitime qu'ils fassent plus d'effort.

Sabine Effosse

Oui, parce qu'ils s'investissent déjà plus au niveau financier.

Jean Peythieu

Puis ils assurent leur loyer. Ils n'ont plus de variation de loyer, et sont plus attachés aussi à leur logement et à l'entretien de leur logement en tout cas. Tandis qu'en locatif, ils comptent absolument sur l'organisme. Toutefois, l'accession ne facilite pas la mobilité.

Sabine Effosse

Oui, c'était l'argument qui a été opposé à chaque fois. Quand le marché est fluide, on vend et on rachète...

Jean Peythieu

Le marché n'est jamais fluide, c'est ça le problème en France. Aux Etats-Unis, il est fluide. Mais en France, il n'est jamais fluide parce qu'en France, il y a des stratifications de réglementation qui font que...

Sabine Effosse

Il y a des blocages.

Jean Peythieu

Alors là, je rejoins l'autre idée, parce que l'autre idée des villes nouvelles était une idée très importante. Cela, j'en ai discuté beaucoup avec M. Lalande à Evry. C'était aussi de favoriser le rapprochement du logement et de l'emploi.

Sabine Effosse

Oui, de respecter l'équilibre emploi-habitat.

Jean Peythieu

Et surtout de rapprocher l'habitat et l'emploi. On en a beaucoup parlé aussi avec M. Delouvrier, mais c'est en partie une illusion parce que c'est une très bonne intention. Mais c'était plus facile et plus vrai quand il n'y avait qu'un conjoint qui travaillait. Quand il y a le travail des deux conjoints, c'est très difficile parce qu'on a constaté, à l'époque sur certaines villes nouvelles, qu'il y avait beaucoup de gens qui continuaient à se déplacer. Ils habitaient à Paris alors qu'ils travaillaient dans la ville nouvelle, et inversement. Mais à cause du conjoint, parce qu'un des deux travaillait ailleurs. C'est difficile de trouver un emploi au même endroit pour les deux. Avec M. Lalande, des analyses assez sérieuses ont été faites. J'étais au Comptoir des Entrepreneurs d'ailleurs quand on en a parlé de manière approfondie, parce que je ne sais plus pourquoi il avait souhaité me voir. On a regardé de près le problème et effectivement je crois que dans beaucoup de villes nouvelles, il y a beaucoup moins de rapprochement de l'habitat et du travail qu'on ne l'espérait. A Saint-Quentin, il y en a un peu, mais pas totalement aussi. Il y a beaucoup de gens qui travaillent à Paris. Rien qu'à voir la circulation qu'il y a d'ailleurs le soir et le matin entre Paris et les villes nouvelles.

Sabine Effosse

Il y a aussi le problème de la qualité de l'habitat. A Saint-Quentin par exemple, il y a beaucoup de sièges sociaux, etc., mais est-ce que les cadres ou cadres supérieurs ont envie d'habiter à Saint-Quentin-en-Yvelines si la qualité du cadre de vie et de l'habitat... Enfin, vous voyez ce que je veux dire. Et à Evry, c'est pareil. A Evry, il y a beaucoup de sièges sociaux, mais évidemment les gens n'habitent pas à Evry. Ils n'ont aucune envie d'habiter à Evry.

Jean Peythieu

Bien sûr. Là aussi, on a laissé dégrader l'habitat. On a trop concentré certains types de population.

Sabine Effosse

Pour le travail des deux conjoints, je crois que c'est M. Delouvrier qui souhaitait justement que les villes nouvelles ne soient à pas plus d'une heure de Paris. C'est clairvoyant. Il y avait toute l'activité féminine qui progressait.

Jean Peythieu

Mais ça, c'est quand même un obstacle. Les deux conjoints et en plus les rentes de situation dans le logement parce qu'il y avait aussi beaucoup de gens qui sont restés à Paris parce qu'ils

payaient moins de loyer que pour des logements neufs. C'est le problème logement ancien/logement neuf dans certains cas. Cela s'est un peu atténué.

Sabine Effosse

Cela s'est atténué rapidement quand même.

Jean Peythieu

Vous avez quand même à Paris une grande masse de logements qui restent soumis à la loi de 1948.

Sabine Effosse

Pas une grande masse.

Jean Peythieu

Vous en avez 300 000 quand même.

Sabine Effosse

Ah bon ! Tant que cela ?

Jean Peythieu

Oui.

Sabine Effosse

Je sais que normalement, ce n'est pas transmissible. Donc, déjà en 48, c'était quand même il y a plus de 50 ans. Ça fait 55 ans.

Jean Peythieu

Vous en avez encore beaucoup.

Sabine Effosse

Oui, mais normalement ce n'est pas transmissible. Les gens n'avaient donc pas tous moins de 20 ans ou au moins 30 ans quand ils sont arrivés dans les logements.

Jean Peythieu

Les enfants ont suivi. Ils prennent la suite et puis...

Sabine Effosse

On a le droit de transmettre cela à ses enfants ?

Jean Peythieu

En théorie, non. Mais je crois qu'en fait, cela se fait, et personne ne dit rien.

Sabine Effosse

Je suis étonnée quand même, 300 000 logements sous la loi de 48 à Paris ?

Jean Peythieu

Il y a longtemps que je n'ai pas fait le point là-dessus, mais je suis persuadé qu'il y en a beaucoup plus qu'on ne le croit et surtout qu'on ne le dit (notamment dans les catégories II C – III A et III B.)

Sabine Effosse

Je pensais justement que là on accélérerait... Il y avait eu des mesures de prises.

Jean Peythieu

On avait pris des mesures surtout dans la période 1960-70, mais je crois qu'on est revenu dessus même dans la catégorie II A –II B.. Je n'ai pas trop suivi cela de près, mais cela va encore plus loin puisque après le blocage des loyers en 1981 on taxe maintenant depuis 1989 même les loyers des logements neufs en Ile de France. Enfin, on les règle moins gravement qu'avant, mais on empêche quand même le libre jeu de l'indice du coût de la construction. Ce n'est pas rien. Ainsi un décret sort tous les ans, pour limiter les loyers à Paris.

Sabine Effosse

Mais pas pour le secteur libre.

Jean Peythieu

Même pour le secteur libre. Il y a un décret qui paraît tous les ans.

Sabine Effosse

Les marges doivent être très importantes.

Jean Peythieu

Les loyers sont très élevés dans le secteur libre, mais c'est parce qu'il n'y a presque plus d'offre de logements locatifs. C'est pour cela que les loyers augmentent beaucoup dans le secteur libre. Pour les nouvelles locations quand des logements sont mis en location, le propriétaire ou le gestionnaire fixe le loyer au maximum possible, parce qu'après ils ne peuvent plus augmenter aussi facilement. C'est un fameux décret d'application de la loi de 89 qui en est responsable.

Sabine Effosse

On peut augmenter suivant le coût de la construction. On a le droit à chaque changement de bail. On peut au moins appliquer l'indice du coût de la construction.

Jean Peythieu

On peut l'appliquer oui, mais on ne peut pas tenir compte des travaux d'entretien ou d'amélioration. Si on améliore un peu les choses...

Sabine Effosse

Il y a au moins les mesures de défiscalisation.

Jean Peythieu

C'est très compliqué. Il faut les Commissions avec les locataires et le propriétaire. Bien sûr, en théorie, on peut. J'ai connu à l'UAP... Enfin, ce n'est pas moi qui m'en occupais, mais quand on en parlait avec les collaborateurs, ils avaient beaucoup de mal à faire passer les choses. C'est comme cela d'ailleurs qu'il n'y a pratiquement plus de construction dans le secteur libre. Si vous voulez, pour les logements construits en France, on est dans la situation de 1954. On est entre 250 000 et 280 000 par an.

La vérité c'est qu'il n'y a plus d'offre de logements locatifs dans le secteur non aidé depuis le début des années 1980. Les défiscalisations sectorielles corrigent un petit peu mais c'est bien insuffisant. On a perdu ainsi 100 000 logements par an.

Sabine Effosse

Dans le secteur social ?

Jean Peythieu

Dans le secteur social, c'est encore pire. C'est du 40 ou 50 000. Alors que dans les années 60, on était quand même à 100 000-120 000 dans le seul secteur HLM locatif.

Sabine Effosse

Oui, ou à 120 000 même.

Jean Peythieu

On était à 200 000 en 80, si on tenait compte de l'accession à la propriété HLM, enfin disons en 77. Après, on est tombé à beaucoup plus bas. Il y a eu la loi Quillot en 82, qui a fait tout écrouler dans le secteur privé. J'étais à l'UAP un peu après.

Sabine Effosse

Vous êtes arrivé à l'UAP en 83.

Jean Peythieu

A l'UAP, il y avait quelques programmes neufs qui se faisaient parce qu'on consacrait des investissements au financement du logement, un peu par tradition et aussi pour avoir une certaine protection contre l'érosion monétaire.

Sabine Effosse

C'était une bonne tendance pour l'immobilier juste avant 83.

Jean Peythieu

En 1984-85 l'UAP a contribué au financement d'un programme de 10 000 logements locatifs intermédiaires (pour les cadres moyens) financés en partie par le 1% employeur ce qui permettait la baisse des loyers, notamment sur Paris et la Banlieue. Mais pour les loyers des immeubles du secteur non aidé les loyers étaient fixés au niveau maximum possible parce qu'on avait la crainte d'être bloqué par la suite. En 1985, les loyers des logements mis en location procuraient un taux de rentabilité de 7%, au lieu des 6% prévus, parce que vous savez que dans le secteur privé, quand on construit, on souhaite avoir un rendement de 6% brut, ce qui fait du 3,5 à 4% net, ce qui correspond à des niveaux de rémunération convenables. On s'est trouvé à 7% du fait de la rareté, parce qu'il y avait tellement peu de produits offerts qu'on pouvait pratiquer des loyers plus élevés. Et encore, je faisais freiner en disant : "Il vaut mieux avoir de bons locataires." Les gestionnaires me disaient : "Oui, mais après on ne pourra plus monter. Il faut qu'on se mette au plus haut possible." C'était une réglementation perverse qui entraînait la hausse des loyers. C'est un peu la même situation actuellement.

Sabine Effosse

C'est le cas maintenant. On a des loyers faramineux.

Jean Peythieu

Finale­ment, cette évolution a déclenché la spé­cu­lation de 1988, parce que les promoteurs ont fait le raisonnement suivant : en voyant qu'on avait des rendements de 7 %, et qu'ils pouvaient acheter les terrains un peu plus cher, ils se sont mis à faire monter le prix des terrains. Après, il y a eu tout un emballement qui s'est propagé sur l'immobilier de bureaux jusqu'en mai 1990, ce qui a quand même coûté des centaines de milliards à l'économie française. Ce n'est pas rien.

Sabine Effosse

Après, ça s'est bien écroulé.

Jean Peythieu

Là, c'est toute l'histoire de l'immobilier. mais on sort un peu des villes nouvelles.

INDEX

Nous n'avons pas pu vérifier l'orthographe des noms et termes suivants.

Jean Cot.....	42
le FNAPU	27
M. Bezan	42
M. Blanquet.....	9

